

Agé de soixante-seize ans

M. Kouznetsov devient le second personnage de l'État soviétique

LIBRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,30 D.A. Maroc, 1,50 D.A.; Tunisie, 1,50 D.A.; Allemagne, 1 D.M.; Belgique, 1 F.; Canada, 1 D.; Danemark, 2,50 Kr.; Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rials; Italie, 200 L.; Japon, 175 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,50 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 29

5, RUE DES ITALIENS

75001 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 629-23 Paris

Tél. Paris 26 59 73

Tél. 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

La France le Québec et les autres...

M. de Guiringaud a eu l'occasion d'exercer tous ses talents de diplomate au cours de la brève visite qu'il vient d'effectuer, d'abord à Ottawa, puis à Québec. Loin de s'embourber dans les rapports entre le pouvoir fédéral canadien et la province française, il n'a cessé de se tendre, plaçant le gouvernement français dans une position difficile : depuis le « Vive le Québec libre ! » du général de Gaulle la France a mis pas mal d'eau dans son vin, et l'on ne cache plus à Paris la volonté d'entretenir, dans la mesure du possible, de bonnes relations aussi bien avec Ottawa qu'avec Québec.

Comme M. Giscard d'Estaing l'avait fait au mois de mai en recevant M. Trudeau, M. de Guiringaud a cherché une nouvelle fois à Ottawa, à rassurer ses interlocuteurs sur les intentions de la France. Paris, a-t-il dit, n'entend en aucune manière s'ingérer dans les affaires intérieures du Canada en encourageant la séparation québécoise, mais il ne peut pas « rester indifférent aux affinités ethniques, linguistiques et culturelles existant entre la France et le Québec, qui représente la plus grande communauté française en dehors de l'Hexagone ». Ce langage a-t-il satisfait pleinement Ottawa ? On a quelques raisons d'en douter. M. Trudeau accordant au moins autant d'importance aux actes politiques qu'aux déclarations d'intention.

A court terme, c'est l'ancien qui réserva le gouvernement français à M. René Lévesque qui inquiète les dirigeants canadiens. Le premier ministre du Québec — qui n'a jamais fait mystère de ses sentiments séparatistes même s'il sait très bien que sa victoire électorale de novembre 1976 n'est pas synonyme d'indépendance — se rendra en visite officielle en France du 2 au 4 novembre. Ottawa craint beaucoup qu'à cette occasion la France ne commette quelque geste spectaculaire dont on a horreur dans la capitale fédérale. Ne dit-on pas déjà que M. Lévesque pourrait être invité à prendre la parole devant l'Assemblée nationale ?

Une telle entorse au protocole français serait sans nul doute considérée au Canada comme une sorte de provocation. Interrogé sur ce point au cours de la conférence de presse qu'il a donnée jeudi à Québec, M. de Guiringaud a été de répondre, affirmant que le programme de la visite de M. Lévesque n'était pas encore connu.

Si le geste du général de Gaulle a permis, voilà plus de dix ans, une indéniable prise de conscience, les liens privilégiés entre Québec et sa bien ancienne métropole exigent surtout aujourd'hui des mesures concrètes dans les domaines économiques, culturels et linguistiques. Un échec de temps en temps — aussi vif soit-il — ne remplacera jamais un effort permanent si la France veut réellement aider le peuple québécois à maintenir son identité, sans préjudice des formes constitutionnelles dans lesquelles il le fera.

An cours de ses conversations, M. de Guiringaud n'a pas seulement abordé ces questions. Il a également repris avec les autorités fédérales le problème de la suspension des livraisons d'uranium canadien à plusieurs pays de la Communauté européenne — mais son à la France — sous le contrôle de l'Euratom. Il s'agit là d'un dossier délicat, le Canada ayant été traumatisé par les conséquences de sa coopération nucléaire avec l'Inde, coopération qui a finalement facilité l'accès de New-Delhi au club atomique. Les négociations auraient quelque peu progressé, mais devront être poursuivies. Paris ne manquera pas sans doute de les relancer, le Canada étant, avec les États-Unis et l'Australie, l'un des trois gros producteurs d'uranium occidental.

EXPLOITANT LES DIVISIONS DE LA GAUCHE

M. Barre relance avec confiance et vigueur la thèse de l'élargissement de la majorité

L'émission télévisée « l'Événement », dont M. Barre était le vedette jeudi soir 6 octobre dans les studios de TF 1, a presque exclusivement été consacrée aux divisions de la gauche et plus précisément à l'aggravation de la polémique entre socialistes et communistes.

Exploitant une situation politique qui ne lui avait jamais été aussi favorable depuis son installation à l'hôtel Matignon, le 25 août 1976, le premier ministre s'en est pris avec une particulière vigueur à M. Mitterrand, « prince de l'équivoque », et il a relancé avec vigueur et confiance la thèse de l'élargissement de la majorité, chère à M. Giscard d'Estaing.

Dans la partie de l'entretien télévisé

consacrée aux questions économiques, M. Barre a répété une nouvelle fois que la France ne devait pas relâcher son effort de rigueur. Selon lui, il est impossible actuellement de prévoir la durée de cette cure d'austérité : « Trois, quatre ou cinq ans, nul ne le sait. » Le chef du gouvernement espère cependant que le chômage va cesser de s'aggraver et qu'une « inversion de la tendance » pourrait même se produire prochainement.

Les rudes attaques que M. Marchais avait portées jeudi après-midi contre le parti socialiste ont été relevées dans la soirée par M. Claude Estier, membre du secrétariat national du P.S., affirmant que le « réquisitoire » du secrétaire général du parti com-

muniste n'était que « roman feuilleton ». M. François Mitterrand, qui devait être vendredi 7 octobre, à 20 heures, l'invité des animateurs du journal de TF 1, avait pour lourde tâche de répondre à la fois aux attaques de M. Barre et à celles de M. Marchais.

Le secrétaire général du P.C.F. a renouvelé, vendredi matin, au cours d'une conférence de presse, ses attaques contre les socialistes, déclarant notamment : « En prenant ses distances avec l'union de la gauche, le P.S. renforce chez les tenants du pouvoir actuel l'espoir qu'ils pourraient sauvegarder la politique du grand capital. C'est ce qui est clairement ressorti des propos tenus jeudi soir par M. Barre. »

La bonne aubaine

par RAYMOND BARRILLON

Face à M. Raymond Barre, le 12 mai, dans les studios de TF 1, M. François Mitterrand avait surpris ou irrité nombre de ses partisans et partenaires en traitant le P.C. avec une ironie assez condensée : « Il écoute plus souvent que vous n'avez l'air de le croire... on lui explique, on lui a déjà expliqué beaucoup de choses » et en s'abstenant d'exploiter les difficultés considérables d'une majorité qui ne s'était pas encore remise des secousses de la « bataille de Paris » et de son insuccès aux élections municipales des 13 et 20 mars.

Se retrouvant dans les mêmes studios jeudi soir, M. Barre s'est bien gardé de commettre la même erreur. Il s'est employé avec bonhomie, pendant la quasi-totalité de l'émission « l'Événement », à utiliser à fond tous les atouts et à utiliser au maximum tous les arguments que la gauche s'est ingéniérée à lui fournir depuis le 30 septembre, en se divisant cha-

que jour davantage. Sachant fort bien de quelle aubaine il était gratifié, l'habile homme n'a pas trop laissé paraître sa jubilation et l'on s'est plusieurs fois étonné, en le regardant, qu'il prenait sur lui pour ne pas trop laisser paraître son bonheur.

Entouré de cinq faire-valoir parfaitement attentionnés, le premier ministre est fort bien parvenu à passer de leur concours dans la mesure où, quelques heures plus tôt, M. Georges Marchais avait apporté à son moulin une nouvelle et très appréciable quantité d'eau en se livrant à une véritable agression contre les socialistes et les radicaux de gauche.

Commentant en début d'après-midi les travaux du Comité central de son parti, M. Marchais était allé plus loin que jamais en affirmant que « le parti socialiste s'est engagé dans un tournant à droite ».

(Lire la suite page 9.)

La contradiction

par GILBERT MATHIEU

M. Barre n'a pas levé jeudi soir le voile sur les « objectifs » de l'action qu'il propose au gouvernement dans cinq semaines et au pays en janvier. Tout au plus a-t-il indiqué, reprenant ses propos de mai à Strasbourg, que ces objectifs « serviront la justice en respectant les libertés ».

La formule est des plus vagues. Mais le contexte présenté par le premier ministre fait bien comprendre l'intention : le but de M. Barre est d'opposer à la « fausse espérance » diffusée par la gauche l'espérance « vraie », celle qui se fonde sur « la lucidité, l'effort, le courage ».

Pour répondre à l'attente populaire d'un changement substantiel, le premier ministre a compris que le pouvoir ne peut se contenter de gérer la crise. Il lui faut annoncer quelque projet capable d'émouvoir l'opinion, de mobiliser les énergies, face à une gauche qui en appelle au cœur, promet

des lendemains qui chantent, mais étale ses divisions. C'est donc à l'aune de ce projet qu'il faut juger l'intervention de jeudi soir.

Le décalage est alors saisissant entre l'ambition et le résultat. Aux discours de la gauche sur la justice, préconisant sous des formes diverses — un resserrement de l'éventail des revenus et des salaires, le premier ministre se contente d'opposer une profession de foi libérale sur les vertus de la libre négociation des rémunérations, s'excusant au passage de plaquer, peut-être « pendant encore une année et à titre exceptionnel », les plus hautes revenus. Il le faut bien, concède-t-il, puisque l'opinion ne comprendrait pas que l'on garantisse le pouvoir d'achat des mieux nantis quand la crise frappe tant de gens modestes.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

PRINCIPAUTÉ

M. Raymond Barre, qui n'a que des éloges à distribuer à la politique économique de l'actuel gouvernement, distribue également des titres de noblesse, puisqu'il vient d'élever M. François Mitterrand à la dignité de prince de l'équivoque.

Voilà une distinction qui n'allait pas de soi, dans la mesure où la « principauté de l'équivoque » pouvait être jusqu'à présent revendiquée par beaucoup en France, notamment par M. Servan-Schreiber, qui n'est pas la majorité tout en étant de la majorité, par M. Chabuc, qui est de la majorité tout en étant du R.P.R. Et par le premier ministre lui-même, qui, tout en estimant qu'avec la crise de la gauche le paysage politique français évolue, n'en estime pas moins que cela ne change rien à son analyse de la situation.

BERNARD CHAPUIS.

La Chine obsédée par l'« hégémonisme » soviétique

Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua, a été reçu vendredi 7 octobre, en fin de matinée, par M. Giscard d'Estaing. Il arrivait de New-York, où il a participé aux travaux de l'Assemblée générale des Nations unies, et son séjour en France était prévu pour une durée de vingt-quatre heures. Son entretien avec le chef de l'État précède la visite que

M. Barre doit faire à Pékin en janvier 1978. La Chine cherche à développer ses échanges avec l'Europe occidentale. Elle n'a pas pris d'initiatives diplomatiques depuis la mort de Mao, mais elle a adopté un style nouveau dans ses relations avec les pays qu'elle considère comme des alliés objectifs dans la lutte contre l'« hégémonisme » soviétique.

De notre correspondant
ALAIN JACOB

diplomatie chinoise. Au point qu'on en viendrait à se demander quelles sont en réalité les raisons profondes du différend qui sépare désormais Pékin et Pékino — seul élément nouveau dans les relations de la R.P.C. avec le monde extérieur — puisque les thèmes sur lesquels il se développe n'ont rien en fin de compte d'inné : la thèse des « trois mondes » fait partie du patrimoine maoïste le plus pur et l'Albanie n'avait jugé utile de réagir comme elle le fait actuellement ni lorsque M. Nixon s'était rendu à Pékin en 1972 ni lorsque le premier ministre yougoslave, M. Djindjic, avait été reçu par le président Mao au mois d'octobre 1976.

La contradiction n'est pourtant qu'apparente entre cette continuité des orientations, d'une part, et l'« impression de changement » que donne la conduite de la diplomatie chinoise, d'autre part. L'un des ambassadeurs les plus expérimentés actuellement en poste à Pékin résume sans doute assez bien la situation par cette formule : « Plus de mouvement dans les mêmes directions ». Tout

se passe en fait comme si les initiatives majeures prises par Chou En-lai de son vivant se développaient aujourd'hui avec un dynamisme nouveau.

Vis-à-vis des États-Unis d'abord. On sait un peu mieux aujourd'hui ce qui s'est passé au mois d'août entre MM. Teng Hsiao-ping et Cyrus Vance, et les raisons qui ont motivé les mises au point un peu vagues du premier après leurs conversations (le Monde du 13 septembre 1977).

(Lire la suite page 3.)

PHILIPPE PONS.

FILMS SUR L'OCCUPATION ET LA RÉSISTANCE

Témoigner

Une salle de cinéma parisienne, l'Action République, change de direction et de gérance et tente de lutter contre la crise du cinéma en faisant du public un « interlocuteur privilégié ». Depuis le 5 octobre, et pour deux semaines, cette salle propose sur le thème « l'Occupation et la Résistance » un cycle de films sur les années 40. Il est bon de remettre en mémoire ceux d'entre eux qui furent, en quelque sorte, des témoins directs.

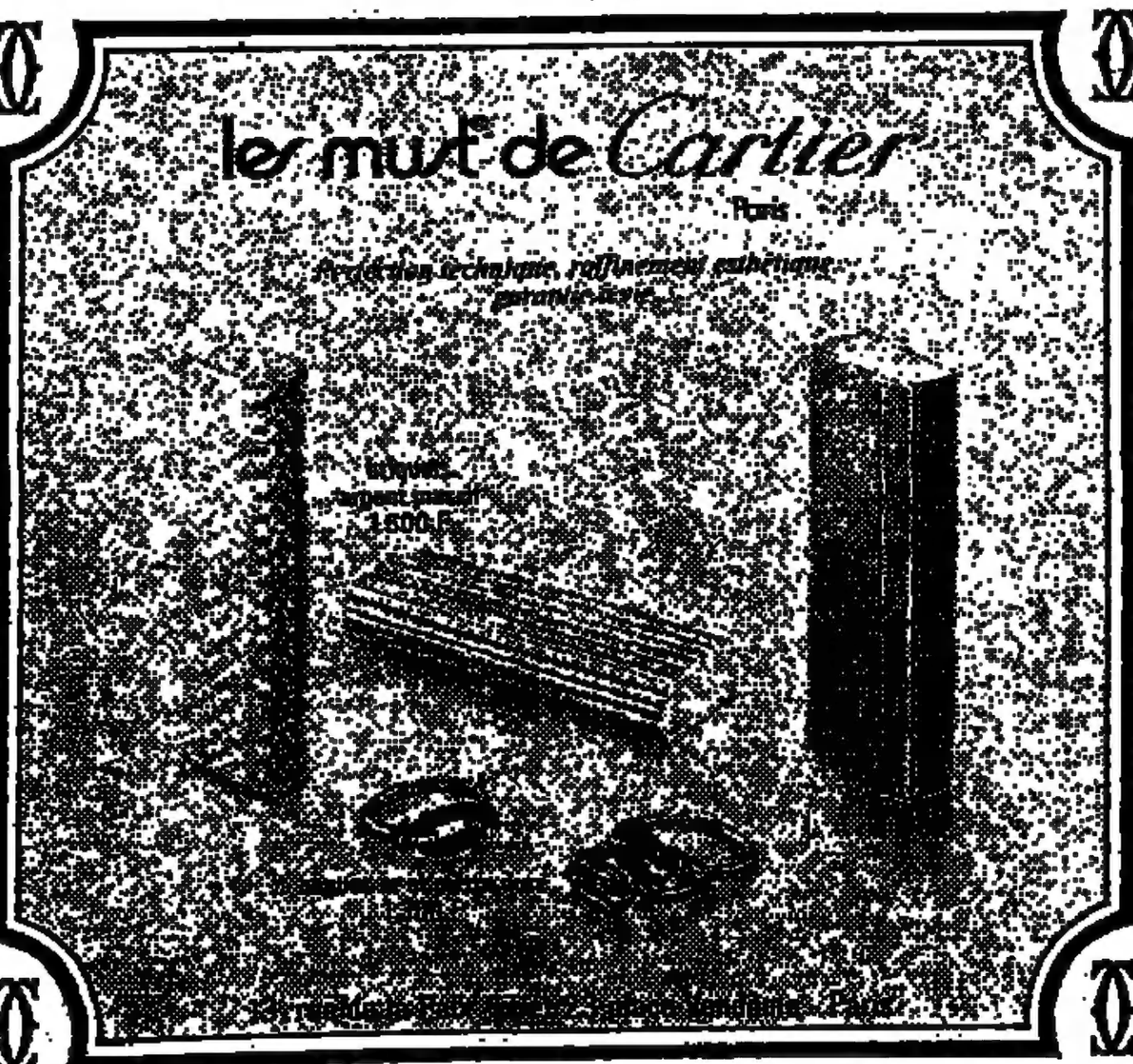
La deuxième guerre mondiale venait de finir. On avait retrouvé le cinéma américain, bonni pendant quatre ans, remplacé par les productions allemandes, souvent copiées sur les genres d'Hollywood. Puis, fin 1945 ou début 1946, devant en tout cas « Rome ville ouverte », de Rossellini, et le néo-réalisme italien, on a découvert le cinéma soviétique du temps des hostilités. L'U.R.S.S. était encore une nation aliée qui avait aidé le monde libre à abattre Hitler, au prix de millions de morts. Et soudain, « l'Arc-en-ciel », de Mark Donskoï (1944), révélait les

horreurs de la vie d'un village ukrainien sous l'occupation nazie. Tous les spectateurs français furent bouleversés. Il ne s'agissait pas d'un « documentaire ». Donskoï avait tourné, avec des acteurs, un film animé de fureur et de haine contre ceux qui avaient fait à son pays une guerre « totale ».

Au bout de trente ans, je revais encore cette femme encainte que les soldats hitlériens, sous la menace de leurs fusils, faisaient marcher dans la neige comme pour monter au calvaire. Et dans « Camarade P. », de Frédéric Ermler (1943), une autre paysanne russe dont le mari et l'enfant avaient été tués par les Allemands devenait chef de partisans après avoir erré, à demi-folle, dans la campagne. Ces films, jamais revus depuis, apportaient le message d'une époque populaire, et nous rappelaient — en pire — nos propres épreuves.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 31.)



LE MONDE
diplomatique

du mois d'octobre
EST PARU

Au sommaire :
MARCHE FORCÉE
AU PROCHE-ORIENT

idées

Le point de vue de STAN ROUGIER Dieu est-il puritain ?

L'abbé Stan Rougier est aumônier d'étudiants.

L'HOMME a inventé la tentation. Il a transformé l'instinct en fait, anonyme, de l'instinct et en a fait un rite de communion. Il s'est composé un langage qui va plus loin que les mots, plus loin que les fleurs. Il a appris à dire : « Je t'aime », avec son corps. Les jeunes sont tentés, aujourd'hui, à regarder les choses de façon plus rentable... « Libérez-vous de l'impressionnisme culturel, bourgeois, par lequel on enchaîne votre sexualité. N'attendez pas demain ».

Le désir des corps était une fenêtre ouverte sur l'infini de la rencontre, on en fait une trappe qui donne sur un cachot. La solitude, engendrée par un désir sans amour, le poète Clément a décrite avec force dans le Chant du monde :

« Tu n'as jamais eu l'œil assez aigu pour entrer en moi au-delà de ma peau. Il n'y a qu'à te regarder les yeux pour savoir que ce n'est pas vrai. Qu'est-ce que tu peux voir avec ces yeux-là ? De la chair chaude où tu es en vie de mettre la main. C'est tout. Qu'est-ce qui entre en toi quand tu me touches ? Ce chaud, ma peau douce, c'est tout. Tu crois qu'un jour tu pourrais entendre un peu le bruit de mon sang ? Jamais de la vie. Sourde, sourde et sourde... Tu as les oreilles, les yeux et les mains égoïstes. Tu vois pour toi. Tu entends pour toi, tu touches et tu prends pour toi. Tu regardes. Qu'est-ce que tu vois ? Tu ne vois rien. Tu vois tout ce que ça peut te rapporter comme plaisir. Pas plus ».

Rien n'est plus triste que la chair lorsqu'elle ne révèle que la chair. On y meurt d'ennui, on y meurt d'amertume. Rien n'est plus merveilleux que l'étreinte de deux êtres transfigurés par l'amour. L'union sexuelle célèbre et magnifie la communication entre ceux qui s'aiment. Elle révèle et accentue le fossé entre ceux qui ne s'aiment pas.

Dans la mesure où les jeunes sont mis en présence du vrai visage de l'homme, les caricatures de cet amour seront sans attrait pour eux. Lorsque ces contre-façons paraissent et cherchent à supplanter toute tendresse, l'amour se rebiffe. Il veut protéger ceux qui sont entraînés vers des impasses ou des pièges. Il veut les libérer d'un vertige mortel.

Jamais le côté « double tranchant » de la réalité ne se révèle aussi aigu. D'un côté, un sortilège, une magie, qui enchaîne, aliène, étouffe. De l'autre, un soleil qui transfigure tout ce qu'il touche. D'un côté, une sexualité sans âme où les « partenaires » sont enfermés dans leur solitude. De l'autre, une sexualité unique au monde, la joie donnée par l'existence même de l'être aimé.

La sexualité n'est pas, pour l'Eglise, un domaine maudit, mais une des dernières oasis de poésie, de fraîcheur, de mystère, dans ce monde de béton. La sexualité est le lieu de la source et de la coupe de la source et en faire une mare qui sent le croup. Celui qui s'y aventure risque de n'en plus sortir. Il n'est pas question d'avoir, à son égard, la moindre nuance de mépris. Quelle drôle d'idée ce serait de mépriser quelqu'un parce qu'il est mal heureux ! La sexualité n'est pas une fin en soi, elle est un moyen, un seul, de découvrir à l'homme le goût de l'éternité.

Il y va de la paix intérieure de l'homme, de sa vie de vivre. Peut-on considérer comme saine une conduite qui peut mener à des souffrances stériles, à une désagrégation de la personnalité, à une solitude extrême ? A cause de son importance particulière, la sexualité est devenue, à certaines époques, un domaine tabou. Comme ces pylônes qui supportent des fils électriques à haute tension et sur lesquels on inscrit « danger de mort ». Comme ces salles d'opération où tout trahit la mobilisation générale contre le danger d'infection microbienne. Toute une culture s'est développée qui ne pouvait admettre la moindre méconnaissance envers le transgresseur du tabou. Il n'est pas impossible que de mauvaises interprétations de la Bible aient renforcé ces attitudes. Lorsqu'un puritain se convertit à Jésus-Christ, cela fait sans doute un chrétien de plus, mais cela ne fait pas un puritain de moins.

Cependant, lorsque Nietzsche, Camus et bien d'autres disent ne pas pouvoir pardonner au christianisme d'avoir « empoisonné l'Europe », c'est-à-dire la fête des corps, ils semblent bien injustes. « Ce qui caractérise toutes les persévérations c'est qu'elles méconnaissent le but essentiel de la sexualité, c'est-à-dire la procréation, recherchant comme fin le plaisir. » Qui a écrit cela ? François de Sales ? Non, Sigmund Freud, qui a dit, en parlant du

baïer sur les lèvres : « Il se versent leur âme l'un dans l'autre ? » Freud ? Non, François de Sales. L'Eglise n'a jamais voulu humilier l'amour, mais seulement ses contre-façons.

Comment ceux qui reconnaissent les enfants du Créateur pourraient-ils se sentir les moins enchanterés de Sa création ? « Dieu ne méprise rien de ce qu'il a créé », Sag. 11/24. L'homme peut, dans un geste de tendresse, reconnaître le vrai visage de l'être aimé à la lumière de l'éternité, et se reconnaître lui-même comme justifié d'exister. Il a trouvé la clef de l'Univers.

Il préparera, avec plus de fermeté le monde de l'au-delà, celui qui aura à quelle fontaine on s'y abreuve. Il découvrira que Dieu s'y connaît en joies. Lui qui est la Joie à sa source.

La sexualité n'est pas, pour l'Eglise, un domaine maudit, mais une des dernières oasis de poésie, de fraîcheur, de mystère, dans ce monde de béton. La sexualité est le lieu de la source et de la coupe de la source et en faire une mare qui sent le croup. Celui qui s'y aventure risque de n'en plus sortir. Il n'est pas question d'avoir, à son égard, la moindre nuance de mépris. Quelle drôle d'idée ce serait de mépriser quelqu'un parce qu'il est mal heureux ! La sexualité n'est pas une fin en soi, elle est un moyen, un seul, de découvrir à l'homme le goût de l'éternité.

Il y va de la paix intérieure de l'homme, de sa vie de vivre. Peut-on considérer comme saine une conduite qui peut mener à des souffrances stériles, à une désagrégation de la personnalité, à une solitude extrême ? A cause de son importance particulière, la sexualité est devenue, à certaines époques, un domaine tabou. Comme ces pylônes qui supportent des fils électriques à haute tension et sur lesquels on inscrit « danger de mort ». Comme ces salles d'opération où tout trahit la mobilisation générale contre le danger d'infection microbienne. Toute une culture s'est développée qui ne pouvait admettre la moindre méconnaissance envers le transgresseur du tabou. Il n'est pas impossible que de mauvaises interprétations de la Bible aient renforcé ces attitudes. Lorsqu'un puritain se convertit à Jésus-Christ, cela fait sans doute un chrétien de plus, mais cela ne fait pas un puritain de moins.

Cependant, lorsque Nietzsche, Camus et bien d'autres disent ne pas pouvoir pardonner au christianisme d'avoir « empoisonné l'Europe », c'est-à-dire la fête des corps, ils semblent bien injustes. « Ce qui caractérise toutes les persévérations c'est qu'elles méconnaissent le but essentiel de la sexualité, c'est-à-dire la procréation, recherchant comme fin le plaisir. » Qui a écrit cela ? François de Sales ? Non, Sigmund Freud, qui a dit, en parlant du

baïer sur les lèvres : « Il se versent leur âme l'un dans l'autre ? » Freud ? Non, François de Sales. L'Eglise n'a jamais voulu humilier l'amour, mais seulement ses contre-façons.

Comment ceux qui reconnaissent les enfants du Créateur pourraient-ils se sentir les moins enchanterés de Sa création ? « Dieu ne méprise rien de ce qu'il a créé », Sag. 11/24. L'homme peut, dans un geste de tendresse, reconnaître le vrai visage de l'être aimé à la lumière de l'éternité, et se reconnaître lui-même comme justifié d'exister. Il a trouvé la clef de l'Univers.

Il préparera, avec plus de fermeté le monde de l'au-delà, celui qui aura à quelle fontaine on s'y abreuve. Il découvrira que Dieu s'y connaît en joies. Lui qui est la Joie à sa source.

La sexualité n'est pas, pour l'Eglise, un domaine maudit, mais une des dernières oasis de poésie, de fraîcheur, de mystère, dans ce monde de béton. La sexualité est le lieu de la source et de la coupe de la source et en faire une mare qui sent le croup. Celui qui s'y aventure risque de n'en plus sortir. Il n'est pas question d'avoir, à son égard, la moindre nuance de mépris. Quelle drôle d'idée ce serait de mépriser quelqu'un parce qu'il est mal heureux ! La sexualité n'est pas une fin en soi, elle est un moyen, un seul, de découvrir à l'homme le goût de l'éternité.

Il y va de la paix intérieure de l'homme, de sa vie de vivre. Peut-on considérer comme saine une conduite qui peut mener à des souffrances stériles, à une désagrégation de la personnalité, à une solitude extrême ? A cause de son importance particulière, la sexualité est devenue, à certaines époques, un domaine tabou. Comme ces pylônes qui supportent des fils électriques à haute tension et sur lesquels on inscrit « danger de mort ». Comme ces salles d'opération où tout trahit la mobilisation générale contre le danger d'infection microbienne. Toute une culture s'est développée qui ne pouvait admettre la moindre méconnaissance envers le transgresseur du tabou. Il n'est pas impossible que de mauvaises interprétations de la Bible aient renforcé ces attitudes. Lorsqu'un puritain se convertit à Jésus-Christ, cela fait sans doute un chrétien de plus, mais cela ne fait pas un puritain de moins.

Théologie du corps

par G. MATZNEFF

LES idées fausses sont semblables aux mauvaises herbes dont le jardinier ne réussit pas à débarrasser le jardin, ou à ces microbes qui, rebelles aux médicaments, persistent à bafouler : elles sont invincibles. Elles sont aussi fort bruyantes. De même qu'un restaurant est toujours les gens les plus bêtes qui parlent à très haute voix et imposent leur vulgarité aux autres clients, de même les idées fausses sont toujours clameurs, car elles ont pour elles la mode, et l'air du temps. C'est la dynamique de l'impopulaire.

Parmi les sottises opiniâtres que chérit notre époque, il en est une qui, depuis quelques années, connaît une telle prospérité qu'il est presque impossible d'ouvrir un journal ou un livre sans tomber dessus : il s'agit de l'anthropisme, le christianisme tenu pour responsable des maux de nos contemporains, anthème que l'on conjure obligatoirement avec un néopaganisme de bazar, dont le fondement est ce qu'on appelle en français la licence, et en charabia la « permissivité ».

La morale chrétienne serait, paraît-il, « répressive » et nous empêcherait, le vilain, de vivre notre vie, ou plutôt d'« assumer notre vécu », pulque d'est ainsi que jargonent les cultistes. Quant au monde antique, c'était un lieu de délices où les beuchales succédaient aux orgies, inlassablement, jusqu'à l'irruption du christianisme, qui a tout gâché.

« Les voluptés du corps sont le plus funeste fléau que les

hommes aient reçu de la nature. » Quel est le moine obscurantiste qui s'exprime ainsi ? C'est Archytas de Tarente, un des chefs de la confédération italique, au quatrième siècle avant Jésus-Christ. « Le désir peut-il donc être modéré ? Non ; il faut le détruire, l'extirper jusqu'à la racine. » Quel est le chrétien castrateur qui parle de la sorte ? C'est Clément, dans un traité composé quarante-cinq ans avant la naissance du Christ.

Dans un petit livre paru en 1969, j'avais donné divers exemples, puisés chez les philosophes et les historiens grecs-romains, qui prouvaient d'abondance que la prétendue liberté de mœurs de la société païenne est une illusion, et que le paganisme grec et latin n'avait eu d'aucune façon besoin de subir l'influence du christianisme pour chasser les libertins et lier la notion d'impureté à l'acte sexuel. Il faut croire que je n'ai pas été entendu.

Le sens de la chair ? Personne ne l'a plus que le chrétien, dont la foi est fondée sur le mystère de l'Incarnation. Certes, comme le bouddhisme et le stoïcisme, l'Evangile enseigne la maîtrise des passions, et rappelle la sacée vient d'un mot grec qui signifie l'exercice sportif ; mais un athlète qui modère son corps et l'accoutume à l'obéissance ne le méprise pas pour autant. Par l'eau du baptême et l'huile de la chrismation, le corps du chrétien devient le temple du Saint-Esprit, c'est-à-

dire un lieu béni, qu'il faut aimer et vénérer. L'erreur dualiste qui oppose l'âme à la chair, le corps à l'esprit, est absolument étrangère au christianisme. Peut-être trouve-t-on chez Platon des idées de ce genre, mais l'Eglise ne confesse rien de tel. Ce n'est pas l'âme, c'est l'homme entier dans sa totalité spirituelle et charnelle qui participe à la nature divine, et qui est promis à la déification. Comme l'écrit admirablement Florentin dans Colonne et fondement de la vérité (1), la beauté du corps humain « est l'image de la gloire indicible de Dieu ».

Le rôle liturgique essentiel que joue le corps dans la vie du chrétien implique le respect de ce corps. Si les facteurs qu'on lit partout sur la « libération sexuelle » sont écoeuvrés, ce n'est pas pour leur « immoralité », mais parce qu'ils expriment l'irrespect de soi et des autres, la familiarité casuelle et la vulgarité cynique, d'âme la transgression, mais l'horreur de la profanation, et notre temps est celui des profanateurs médiocres. Vivre une passion est ce qui peut arriver de plus fécond à un adolescent de l'un ou l'autre sexe, car une telle aventure est la découverte de l'altérité ; elle est propre à déposer à jamais un cœur noble de la facilité et de la lâcheté. « Le sang du Christ a sacré la terre », écrit saint Grégoire de Nyssa. L'amour humain, lui aussi, est un sacre. Ne tentons pas l'éclat de nos couronnes.

(1) Editions de l'Age d'homme. Louvain, 1975.

La philosophie par JEAN LACROIX

Dogme et symbole

DEPUIS le développement des sciences de la nature, et surtout des sciences de l'homme, la théologie et la foi même sont en crise. A la fin du dix-neuvième siècle, Berthelot déclarait que le monde est désormais sans mystère, signifiant par là non pas que tout est connu, mais que tout est connaissable par la science. D'où la crise du monothéisme, interrompue par une condamnation qui n'a rien résolu. Au milieu de ces difficultés, un prêtre oratorien, Laberthonnière, dont la plupart des livres furent interdits, ainsi que toute publication jusqu'à sa mort malgré sa parfaite orthodoxe, sut donner une orientation aussi personnelle que juste. Marie-Madeleine d'Henricourt, après sa thèse Esquisse de la philosophie de Laberthonnière, en 1947, a poursuivi la publication de ces ouvrages inédits, qui sont tenus avec force et clarté ce qu'il appelait déjà un « personnalisme chrétien », c'est-à-dire qui montrent qu'il y a un autre type de savoir, une autre méthode objective et scientifique, une connaissance par amour, connaissance non des choses, mais de Dieu et des autres.

Dans Dogme et théologie (1), Laberthonnière analyse deux conceptions opposées, celle d'Edouard Le Roy, qui est supérieure, avec des analyses fines et complexes, mais qui n'en repose pas moins sur une systématisation inadmissible, et celle de Lebreton, qui s'en tient à une intellectualisme théorique et abstrait. Le Roy critique avant tout cette dernière position, qui ne tient aucun compte de la répugnance croissante des esprits modernes pour un enseignement dogmatique de la religion. On la rendait alors portable à l'autonomie de l'esprit humain. La conscience proteste, et on s'imagine lui donner satisfaction en incorporant plus ou moins le dogme à des philosophies relatives et caduques, comme celles d'Aristote ou de saint Thomas. En réalité, le dogme ne peut se comprendre que pratiquement, dans l'action. Nous ne le pensons pas directement, nous pensons son retentissement en nous. Tel est le pragmatisme de Le Roy : Dieu est personnel signe que nous devons nous comporter avec Lui comme avec une personne ; Jésus est ressuscité signifie que nous devons être en rapport avec Lui comme on pouvait l'être avant sa mort. Ce n'est donc pas à l'esprit, mais à la volonté que s'imposent les données de la foi. Séparant ainsi radicalement le surnaturel et le naturel, Le Roy fait du dogme quelque chose de pratique qui ordonne d'agir et non de penser : il est une notification de conduite.

Pour Lebreton, il est notification

d'une vérité, une pure notion dont la pratique découle. L'objet de la foi n'est pas Dieu, mais une vérité révélée par Dieu. Ainsi « Dieu nous aime », est d'abord un savoir abstrait, et en conséquence, nous aimerons Dieu en retour. « Mais ce retour spontané est le fruit, non la mesure de la connaissance de foi » (Lebreton). Tel est l'extrémisme, qui ne se rapporte à rien de ce que nous expérimentons. Ce qui authentifie les dogmes, ce n'est ni leur connaissance, qui nous dépasse, ni leur pratique, qui, dans la démonstration historique qu'ils sont des révélations de Dieu. Dogmatisme absolutiste, rétorque Laberthonnière, qui engendre le scepticisme, comme l'autoritarisme engendre l'anarchisme, et réciproquement. Il est absurde de présenter la foi comme un « bloc rationnel de vérités qui s'imposent à nous sans être des vérités pour nous ».

L'erreur commune à ces deux thèses opposées est de considérer l'acte de connaître (science) et l'acte de croire (foi) comme deux juxtaposés dans l'esprit sans jamais de complémentarité : il y aurait deux ordres de réalités ou de vérités, mais un seul acte de connaissance. Tourné du côté de la nature, l'homme a pour but, par la science, de conquérir la maîtrise à la fois du savoir et du monde. Du côté surnaturel, le rôle de l'esprit n'est plus de connaître, mais de croire : il doit être possédé par la foi. L'acte de croire devient une soumission inconditionnelle et globale à l'Eglise. La révélation n'est plus que la manifestation d'une puissance. Pour Laberthonnière au contraire c'est une connaissance qui, à travers les symboles des choses, mystiquement et mystérieusement, participe à l'infini de Dieu vivant. Théorie pratique ne doivent pas être séparées : toute spéculation métaphysique et théologique implique une pratique, toute pratique implique une spéculation. La vérité du Christ a été vécue et pensée avant d'être écrite, elle a été écrite pour être mieux pensée et vécue. Quand Dieu parle aux hommes, dit saint Augustin, il parle à la manière des hommes. Le dogme peut donc être connu puisqu'il a un sens qu'il est directement lié à la recherche du sens de l'existence et que cette quête doit être à la fois théorique et pratique : l'expérience de Dieu et celle du monde sont liées et nous donnent ainsi du mouvement pour aller toujours plus loin.

Ce que je propose, à la place des distinctions meurtrières, c'est une vie qui n'est pas pour se penser et une pensée qui n'est pas pour se vivre. Pour les chrétiens, il s'agit de passer d'une Eglise de chrétiens à une Eglise de témoignage. L'ouvrage collectif Le Mythe et le Symbole (2), qui porte en sous-titre De la connaissance figurative de Dieu, écrit soixante-dix ans après celui de Laberthonnière, se trouve en face des mêmes problèmes et difficultés et propose une même orientation, précisée en fonction de la situation actuelle. L'évolution moderne a tendu de plus en plus vers une attitude rationnelle, rationaliste, voire « scientiste ». On a de plus en plus accusé le christianisme d'être une sorte de mythe imaginaire comme une évasion pour se consoler des peines terrestres. Certains, aujourd'hui, qui déclarent vouloir « démythifier » le christianisme, relèvent au moins en partie, la foi elle-même. Les auteurs de ce livre remarquable développent une protestation philosophique contre les abus de cette soi-disant « démythologisation » invoquée à tort et à travers. Il conçoit par là avec tout un renouveau de la pensée actuelle, avec le renouveau intellectuel qui, avec Bachelard, Gilbert Durand, Cassirer, Levinas et bien d'autres qui réhabilitent l'imaginaire au sens de la « connaissance figurative ».

Ce volume accomplit une sorte de trajet allant de la philosophie à la philosophie, en passant sans cesse dans le plus proche voisinage de l'acte croyant. Il est vrai que les religions, et aussi le christianisme, utilisent les mythes et les symboles. Ce que font aussi les philosophes, et plusieurs chapitres les étudient chez Platon, Kant, Schelling et divers autres. Le symbolisme le plus naturel restitue déjà dialectiquement l'unité de l'homme et de la nature. On soupçonne dès lors que tout symbole devient la médiation obligée de l'être dans l'apparence et de l'apparence vers son principe éternel et fondateur. Tout symbole est un figuratif qui fait pénétrer dans ce qu'il figure, et le philosophe qui l'analyse dans la foi religieuse le comprend et le juge. « La notion de l'imagination, écrit Royré intermédiaire entre la pensée et l'être, incarnation de la pensée dans l'image et position de l'image dans l'être, est une conception de la plus haute importance qui joue un rôle de premier plan dans la philosophie de la Renaissance et qu'on trouve dans celle du romantisme. » C'est que, devant la philosophie, mythe et symbole se tiennent comme sur la frontière du champ anthropologique et de l'espace religieux. D'où la possibilité d'interroger directement l'intelligence du croyant — par exemple le symbole de la Croix.

Le mythe naît du besoin vital de comprendre, le symbole du besoin mental de signifier. Raison et mythe existent originellement

l'un par l'autre : ils ne peuvent ni s'exclure ni coïncider. La raison apporte la rigueur et la distance, le mythe la richesse et la communion. Mais le symbole, lié au sens, va plus loin : il est véhicule d'échanges, de communication et de transmission. Ce qu'indique l'étymologie : le symbole était chez les Grecs un objet de bois coupé en deux, et dont deux bêtes conservaient chacune une moitié qu'elles léguaient à leurs enfants pour qu'ils se rapprochent en quelque sorte en rapprochant leur moitié. Il est devenu pulsance de mise en relation de termes antagonistes au niveau de l'entendement.

En conclusion, Dubarac explicite et précise l'idée partout sous-jacente. Le symbole est un instrument de connaissance qui ne fait connaître qu'en faisant participer, ce qui rejoint, en d'autres termes, la position de Laberthonnière : il ne peut introduire aux ordres du connaître, du dire et du faire qu'en introduisant à l'ordre de l'être. Par le symbole, l'être humain s'élève du contact vivant de sa vie mentale à lui avec l'activité de la vie divine. La simple image, l'image représentative, dirait Marion, est une idée, l'homme est un symbole. Ce qui ne saurait minimiser le rôle de la raison critique. La fonction du philosophe, dit Royré, est de démaquiller et de combattre le principe du mensonge qui peut transformer l'imaginaire social en puissance d'illusion. Il faut se garder de tout excès et toujours mieux comprendre la grandeur et la faiblesse de la connaissance humaine, qui approche en définitive plus qu'elle ne possède.

P.S. — Le dernier paragraphe du feuillet sur « Heidegger et la valeur » (Le Monde du 17 septembre) était le suivant : « Sinspirant plutôt de Heidegger, Heidegger parle d'un don d'habitation, contemporain d'une technique non aliénante, qui est dévoilement du monde. Ce don de l'être, ce « don d'habitation », n'est pas en dehors de toute temporalité. Cette « éclaircie » à travers laquelle l'être se présente à l'homme, c'est le temps véritable, le temps humain, d'où jaillit la lumière de la présence, dont le passé et l'avenir sont eux-mêmes des modes. Les trois dimensions du temps en supposent en effet une quatrième qui n'est pas sans rapport avec l'éternité.

(1) Dogme et théologie, par Lucien Laberthonnière, introduction de Marie-Madeleine d'Henricourt, postface de Louis Boisset, 1 vol. de 315 pages ; Duculot 1977, 125 F. (2) Le Mythe et le Symbole, ouvrage collectif, par Bachelard, Dubarac, Tillet, Trouillard, etc., 1 vol. de 236 pages ; éd. Beauchesne, 1977, 54 F.

BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731
80 Hectares
dont 68 hectares de
premiers crus et
grands crus



Documentation L.M.
sur demande à Maison
BOUCHARD PÈRE & FILS
au Château Boite Postale 70
21202 BEAUNE CEDEX
TEL (80) 22.14.41
Tél Bouchard 350 830 F
EQUIPROTEL 77
Bati n° 5 - Allée 15 - n° 616

Esquisse

« J'étois, moi », chuchotait une héroïne du nouvelliste américain Ring Lardner. Il faudrait entreprendre une phénoménologie de l'étonnement dans nos sociétés. Comment expliquer, sinon, les violences qui naissent autour d'un match de football, ou de la messe en latin ?

Quand les bureaucraties soviétiques font enfermer des citoyens qu'ils accusent de « parasitisme », est-il exagéré de dire qu'ils projettent sur d'autres leur vérité historique ?

« Parti de rien, je ne suis arrivé nulle part », disait Groucho Marx. Et Giacomo Puccini, peu avant sa mort, qu'il ne savait pas sculpter. Beaucoup de nos contemporains, hélas ! n'ont pas cette modestie, et se conduisent très tôt comme des « gens arrivés ». Ils ne tiennent plus à l'intérieur d'eux-mêmes.

Que lisez-vous, si vous n'avez mourir dans une semaine ? A cette question, les amoureux de l'existence répondent : « Je vivrais chaque heure si intensément qu'elle aurait la richesse d'une journée. » Ou bien : « J'aurais tant de chagrin que je me tuerais à l'instant. » Qui restait encore la vie comme une passion ?

FRANÇOIS BOTT.

**Pour votre
DEMENAGEMENT**
208 10-30 **ODOUL**
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

France-Isolation
4 RUE OSCAR ROTY, 75015 PARIS - TEL : 533.82.22

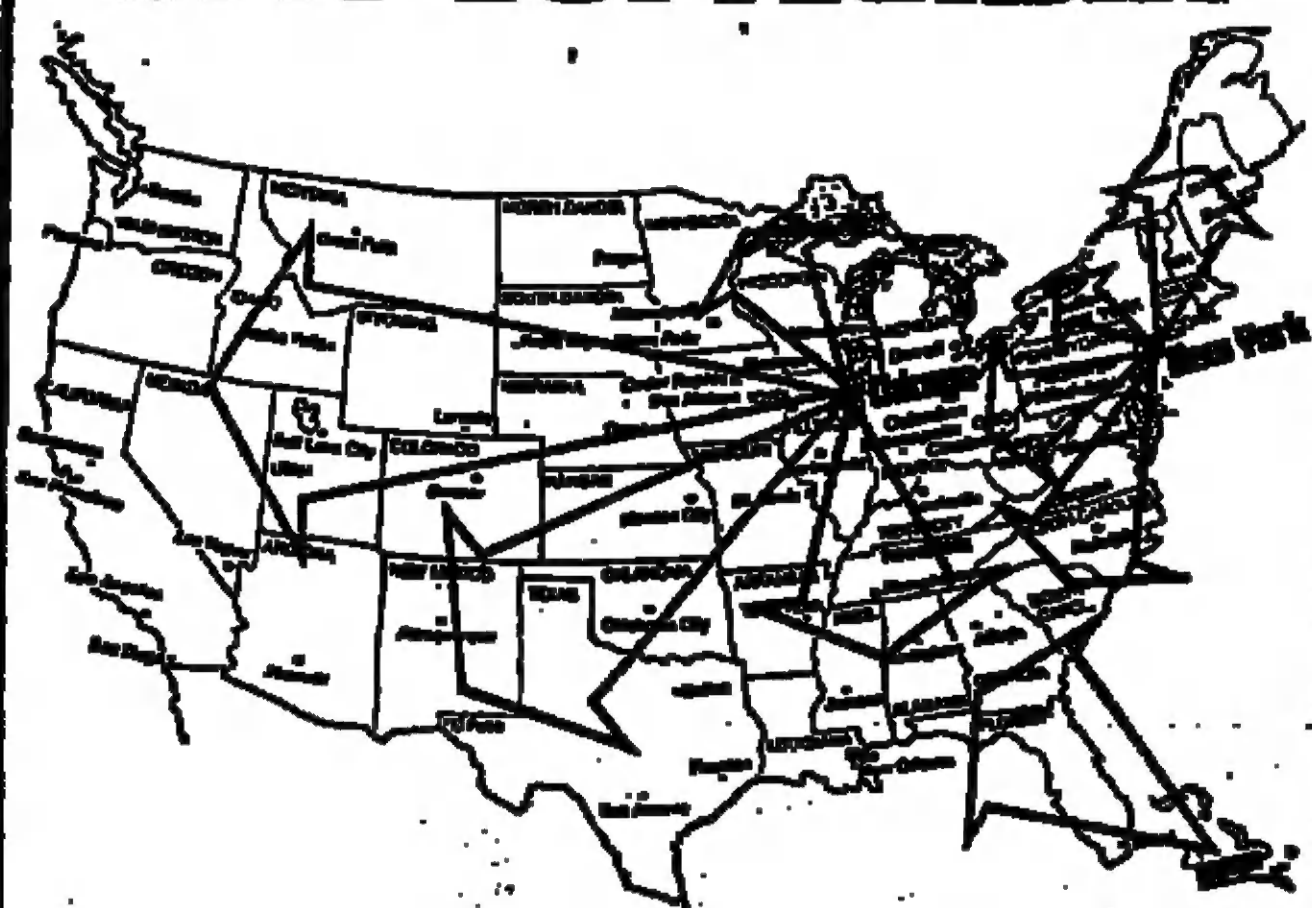
**économisez l'énergie
supprimez les courants d'air !**
(et le bruit pour le plaisir...)

Nous avons mis au point un procédé permettant la réalisation de survitrages, ouvrants, adaptables à toutes fenêtres, qui vous fera réaliser de grandes économies.

BON POUR L'ENVOI D'UNE DOCUMENTATION

Nom _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____ Tél. _____
Code postal _____ Ville _____ M. 7/10

L'AMERIQUE avec LOFTLEIDIR



NEW YORK
1650 F*
CHICAGO
1745 F*

Echappez à la confusion tarifaire actuelle vers l'Amérique en choisissant LOFTLEIDIR qui reste l'une des solutions les plus économiques :

- New York aller-retour F. 1650
- Chicago aller-retour F. 1745

Ces tarifs excursions 14/45 jours, ouverts à tous, n'impliquent pas une date limite d'inscription et autorisent les changements de réservation.

N'oublions pas de mentionner, en plus de ces tarifs excursions, les conditions exceptionnelles proposées par LOFTLEIDIR pour les voyages de longue durée :

- aller-retour New York valable un an F. 2.150
- aller-retour Chicago valable un an F. 2.300

Grâce à ces tarifs transatlantiques, toute l'Amérique vous est offerte. Quelle que soit votre destination finale aux USA, décidez d'entrer, soit par New York, soit par Chicago et bénéficiez des tarifs intérieurs

U.S. pratiqués sur le continent américain.

Demandez à votre Agent de Voyages de vous parler aussi des Forfaits à New York de 3 à 30 jours, à partir de F. 1.890 (comportant l'aller-retour Luxembourg/New York + séjour à l'hôtel Century Paramount).

De même, le toujours très populaire Tour Auto en toute liberté (lic. 345 A) * tarif excursion 14/45 jours

Pour tout renseignement et documentation, adresser ce coupon à

**LOFTLEIDIR
ICELANDIC**

32, rue du 4-Septembre
75002 Paris
Tél. 073.75.42 - 742.52.26
32 bis, rue du MI Joffre
06000 Nice
Tél. 88.73.41

Nom _____ Adresse _____

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

AFRIQUE

UN ENTRETIEN AVEC LE CHEF DE L'ETAT IVOIRIEN

« Il faut poursuivre le dialogue avec Pretoria »

nous déclare M. Houphouët-Boigny

De notre envoyé spécial

Yamoussoukro. — Le président Houphouët-Boigny nous reçoit à Yamoussoukro, au cœur du pays boubou, dans ce village où il passa les premières années de son enfance et où il fait construire le manoir qui abritera sa tombe. Il évoque tout d'abord la question des frontières en Afrique : « Il y a une conception générale, admise par tous les dirigeants africains, selon laquelle les frontières de l'Afrique restent intangibles. Mais il n'existe aucune règle qui ne comporte d'exception. Ceci doit être souligné avec d'autant plus de vigueur que quelques pays africains accèdent à l'indépendance avec un tracé frontalier différent de celui qui était le leur à l'époque coloniale. Ainsi, l'Ogaden faisait, ne l'oublions pas, partie du Somaliland britannique, et ce sont les Anglais qui en ont fait don à l'Éthiopie. De même, l'Érythrée britannique était, à la fin du XIX^e siècle, une colonie italienne... »

« L'Afrique du Sud bouge »

Cependant, le président ivoirien estime qu'en dépit de sa gravité la situation qui prévaut dans la corne de l'Afrique et témoigne d'une façon éclatante de la division du monde en deux blocs communiste et non communiste — ne constitue pas une menace directe pour la paix mondiale ».

L'évolution de l'Afrique australe le préoccupe bien davantage. « L'Afrique du Sud est située dans une région vitale pour l'Occident, sur le trajet entre l'Océan Atlantique et l'Océan Indien. Dès lors, il faut éviter que les grandes puissances n'interviennent dans cette zone comme elles le font depuis des dizaines d'années au Proche-Orient. Car, les mêmes causes engendrent les mêmes effets, l'Afrique du Sud risque, si elle considère que ses intérêts vitaux sont menacés, de se mêler directement des affaires des pays riverains et de leur faire la guerre... On ne parlera alors plus d'apartheid, mais simplement de recouvrement de territoires occupés, comme aujourd'hui en Palestine, et nos frères noirs d'Afrique australe seront alors humiliés comme le sont tous les Arabes. Toute l'Afrique s'armera comme arme la totalité du monde... »

M. Félix Houphouët-Boigny rappelle avec insistance sa foi dans le dialogue avec les dirigeants de Pretoria et précise que, s'il a récemment reçu à Genève M. P. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, c'est sur la demande de celui-ci. Dénouant une fois de plus l'apartheid, il juge que son action diplomatique auprès du gouvernement sud-africain porte ses premiers fruits : « Hier immobile, l'Afrique du Sud bouge. C'est notoirement, bien sûr, mais c'est une raison de plus pour poursuivre le dialogue avec M. Vorster. Qui eût cru, il y a quelques mois encore, que Pretoria consentirait à parler d'indépendance de la Namibie ? Or, aujourd'hui, un grand pas a été franchi puisque le dialogue

de sourde et ce sujet a pris fin au terme de vingt années de vaines tentatives de résolution stériles par le comité de décolonisation de l'ONU. D'accord sur le principe de l'accession de la Namibie à la souveraineté interne, les Sud-Africains vont maintenant discuter avec les Namibiens des modalités d'accès du territoire à l'indépendance... »

Apparemment sceptique sur les chances de succès du plan de règlement proposé par les Anglo-Américains pour la Rhodésie, qui « constitue une simple base de discussion », le président ajoute : « Il faut, avant toute chose, que les Noirs de Rhodésie se mettent d'accord entre eux, sinon toutes les initiatives, d'où qu'elles viennent, sont vouées à l'échec... »

L'expansionnisme libyen

Du plan de fédération maghrébienne récemment proposé par le colonel Kadhafi, M. Houphouët-Boigny pense qu'il s'agit d'une « simple vue de l'esprit ». Il le dit sans brutalité mais aussi sans détour. Quant à la guerre de grande envergure dont le chef de l'Etat libyen menace le Sahara occidental, il ironise : « Les

Libyens ont du matériel, mais ils sont peu nombreux. Avec quelles armes veulent-ils donc faire campagne ? »

Commentant les récentes accusations portées contre la politique française en Afrique par le colonel Kadhafi, il ajoute : « On ne peut pas empêcher l'enfant de se balancer. Or il est clair qu'il y a une volonté libyenne d'expansionnisme au Tchad. Le fait que la France accorde une aide militaire à ce pays explique sans doute l'irritation des Libyens dont les ambitions sont ainsi contrecarrées... »

M. Houphouët-Boigny dénonce une fois encore l'immixtion du communisme en Afrique : « La présence communiste ne constitue pas un problème sectoriel. Le cas du Congo ou de l'Éthiopie ne présente qu'un intérêt presque mineur. Ce qui est grave, c'est que la stratégie communiste n'est pas régionale mais mondiale. Or, comme les révolutionnaires français de la deuxième moitié du dix-huitième siècle combattaient pour la suppression de tous les systèmes monarchiques, quels qu'ils soient, les communistes de la deuxième moitié du vingtième siècle combattent pour l'abolition

générale des systèmes capitalistes. L'immixtion des communistes en Afrique ne peut que susciter de vives réactions occidentales menant à des affrontements dont nous serons inéluctablement victimes... »

La présence cubaine en Angola n'inquiète pourtant plus outre mesure — apparemment du moins — le président ivoirien : « Cuba ne représente que lui-même. Le fait qu'il y ait des Cubains en Angola ne trouble pas mon sommeil. Les Cubains n'ont pas d'usines d'armements. Ils ne disposent même pas de bateaux et d'avions pour transporter leurs troupes en Afrique. Pour mener à bien leurs opérations logistiques en Angola, ils ont dû compter sur les Soviétiques... »

Comment voit-il l'avenir du continent africain ? « Je ne suis pas pessimiste. J'ai une foi inébranlable dans la vertu du dialogue. Puisque Moscou et Washington acceptent de discuter de façon permanente de la limitation de leurs armements respectifs, je ne vois pas pourquoi les Africains seraient moins conciliants et renonceraient à la recherche continuelle d'un règlement adéquat avec les minorités blanches qui vivent en Afrique... »

Propos recueillis par PHILIPPE DECRAENE.

PROFITEZ-EN VITE

MONDIAL MOQUETTE

LE PLUS GRAND SOLDEUR DE MOQUETTE DE PARIS

DERNIERS JOURS DE VENTE EXCEPTIONNELLE

ARRIVAGE MASSIF TOUTES LES QUALITES

DANS NOS 11 CENTRES DE MOQUETTES

CHUTES! CHUTES!

PLUS DE 1000 FINS DE ROULEAUX A BRADER

<p>MAGNIFIQUE BOUCLEE 100% NYLON</p> <p>22,50 F le m²</p> <p>Grande largeur TRES BELLE QUALITE</p>	<p>REMISE à la CAISSE sur toute la collection de</p> <p>TAPIS 15%</p>	<p>MOQUETTE DECOREE</p> <p>39 F le m²</p> <p>TRES BEAUX MOTIFS STOCK LIMITE</p>
<p>MOQUETTE BOUCLEE</p> <p>15 F le m²</p> <p>FACILE A POSER GRANDE LARGEUR</p>	<p>MOQUETTE VELOURS</p> <p>Offre exceptionnelle</p> <p>29 F le m²</p> <p>6 COLOIS MAGNIFIQUES</p>	<p>POSE ASSUREE PAR SPECIALISTE</p> <p>VOTRE MOQUETTE PEUT ETRE stockée, livrée ou installée à votre convenance</p>

PARIS 19^e : 144, bd de La Villette M^o Colonne-Fabien et J.-Jaures. Tél. : 203-00-79

PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz. Tél. : 584-72-38

PARIS 14^e : 30, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans. Tél. : 539-39-62

PARIS 18^e : 114, rue Danrémond. Tél. : 605-05-73

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 min Porte des Lilas. Tél. : 558-16-46

COIGNIERES (N 10) : près Trappes, route du Pont d'Aulneau Tél. : 461-70-12

BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605 45-12

SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 16, route de Chantilly. Tél. : 950-00-77

FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44

MAISON-ALFORT : 129, rue Jean Jaures, RN 5. Tél. : 375-44-70

SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820-82-83

demain

L'AFRIQUE

Paraît chaque mois

le N° 2

est déjà en vente chez tous les marchands de journaux

Ne le manquez pas

LOTO

ça peut rapporter gros

AFRIQUE NATIONS UNIES

République Sud-Africaine

UN RAPPORT DE L'INSTITUT DES RELATIONS RACIALES

Tortures et morts suspectes dans les prisons

De notre correspondant

Johannesburg. — Non seulement Steve Biko, le dirigeant nationaliste mort en détention le 12 septembre dernier, ne faisait pas la grève de la faim, mais il souffrait bien de lésions au cerveau, affirme ce vendredi 7 octobre le *Rand Daily Mail*, journal anglophone d'opposition. Le quotidien se fonde sur des témoignages recueillis auprès de trois médecins qui ont examiné Steve Biko entre le 8 et le 12 septembre et auprès de personnes l'ayant approché.

Selon plusieurs déclarations, Steve Biko aurait eu un verre d'eau pendant une consultation médicale le 8 septembre. Or, selon le ministre de la justice, de la police et des prisons, M. Jimmy Kruger, il était supposé observer depuis trois jours une grève de la faim et de la soif. D'après le ministre, les médecins consultés n'avaient trouvé « aucun trouble physique » chez S. Biko. Or, aujourd'hui, ces mêmes médecins déclarent qu'une ponction lombaire a été faite pour détecter d'éventuelles lésions au cerveau. Le prélevement montrait de nombreuses cellules rouges, ce qui laisse indiquer des possibles dommages. L'examen radiographique du crâne recommandé par un médecin ne fut jamais pratiqué.

D'autre part, le ministère de l'information a déclaré qu'aucune instruction judiciaire n'avait encore été ouverte, mais qu'une enquête était en cours.

Dans un rapport de soixante-dix pages sur la « détention sans procès en Afrique du Sud » publié le 6 octobre, l'Institut des relations raciales demande qu'une enquête soit menée sur les circonstances des décès de prisonniers. Entre mars 1976 et septembre 1977, dix-huit personnes sont mortes alors qu'elles étaient détenues sans inculpation. Un chiffre auquel il faut ajouter le cas de deux morts dans un commissariat de police en 1976.

Examinant les dix-huit dossiers un à un, l'Institut pose un certain nombre de questions : comment la police explique-t-elle les traces de coups et les blessures trouvées sur les corps de plusieurs détenus ? Pourquoi, contrairement à ce que clame le gouvernement, des enquêtes judi-

CHRISTIANE CHOMBEAU.

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

• **LE NATIONALISTE PORTO-RICAÏN** Andres Gordero a été libéré jeudi 6 octobre à la suite d'une mesure de clémence du président Carter. Emprisonné depuis vingt-trois ans, il aurait été condamné pour sa participation, en 1954, à un attentat contre plusieurs parlementaires dans l'enceinte du Congrès. Il souffre d'un cancer incurable. — (A.F.P.)

Ethiopie

• **WASHINGTON** propose que soit organisé un référendum sous le contrôle des Nations unies pour régler le sort de la province éthiopienne de l'Ogaden, revendiquée par la Somalie. La nouvelle est connue le 6 octobre, à New York, après un entretien entre le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, et le ministre somalien des affaires étrangères. La population de l'Ogaden serait invitée à choisir entre le maintien des liens avec l'Ethiopie ou le rattachement à la Somalie. Selon le porte-parole du département d'Etat, M. Vance a expliqué à son interlocuteur que les Etats-Unis n'entendent pas fournir d'armes à l'un ou l'autre camp, tant qu'un cesse-le-feu débouchant sur un règlement politique n'est pas accepté par les belligérants. — (A.F.P.)

Maroc

• **LE ROI HASSAN II** a reçu, le jeudi 6 octobre, à Ifrane, dans le Moyen-Atlas, M. Abderrahim Bouahid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.). Cette audience fait suite à celles que le souverain a accordées à M. Mohamed Bouetta, secrétaire général du parti de l'Unité, et M. Mahjoub Aherdane, secrétaire général du Mouvement populaire (le Monde du 7 octobre). Ces deux formations semblent décidées à participer au gouvernement que M. Ahmed Osman a été chargé de constituer, ce qui n'est pas le cas de l'U.S.F.P. — (Corresp.)

Yougoslavie

• **LE NOM DE LA FEMME DU MARECHAL TITO**, qui n'était plus mentionné officiellement depuis plusieurs semaines, est réapparu mercredi 5 octobre dans la presse de Belgrade. Mme Tito aurait, selon des rumeurs circulant en Yougoslavie, été malade et serait en convalescence. Elle n'a pas accompagné son mari, en U.R.S.S. et en Asie, et ne viendra pas en France la semaine prochaine, ce qui n'a rien de surprenant, le mariage venant souvent seul. — (A.F.P.)

SAINT-LAURENT
rive gauche

hommes

12 PLACE SAINT-SULPICE, PARIS 6



Algérie

Le président Boumediène annonce une « lutte impitoyable » contre les « comportements parasitaires »

De notre correspondant

Alger. — Tout comme il l'avait fait il y a quelques jours avec les membres de la commission exécutive de l'U.G.T.A. (le Monde du 27 septembre), le président Boumediène a « secoué » les cadres du P.L.N. et des organisations de masse au cours d'une réunion de travail, qui s'est tenue au Palais des Nations, au club des Pins. Il est revenu à la charge, mercredi 5 octobre, devant les chefs des délégués (sous-préfets), réunis à Alger depuis lundi.

Mettant l'accent sur l'importance de la « composante humaine » du parti et des organisations de masse, le chef de l'Etat a déclaré : « Le premier des trois critères auxquels doit être accordée la priorité est celui de l'intégrité : intégrité de l'esprit, intégrité dans le travail, intégrité dans la conduite. »

Il a appelé ses interlocuteurs à pratiquer pleinement l'autocritique. Soulignant qu'il n'y a pas de révolution sans morale, il a annoncé qu'une lutte impitoyable sera menée contre « les comportements parasitaires et la course à la vie facile », et déclaré qu'il allait consacrer désormais la majeure partie de ses efforts à résoudre ce problème.

Il a précisé à ce propos : « Si

Or, depuis deux ans, un net relâchement s'est fait sentir, et il a eu un effet démobilisateur sur les travailleurs. La vigueur des récentes interventions présidentielles peut laisser penser qu'à l'occasion de la préparation du congrès du P.L.N., qui doit lui-même être précédé par les congrès des organisations de masse, le chef de l'Etat est décidé à procéder à une certaine épuration.

PAUL BALTA.

La commission économique est favorable à une aide au Vietnam

De notre correspondant

New-York (Nations unies). — La commission économique de l'Assemblée générale des Nations unies a adopté jeudi 6 octobre, sans vote, un projet de résolution sur l'aide à la reconstruction au Vietnam. Le texte, parrainé par quarante-six pays dont la France, exprime l'inquiétude de l'Assemblée devant les sérieuses conséquences économiques et sociales de la guerre, aggravées par de récentes catastrophes naturelles. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que la législation de son pays « interdit toute aide au Vietnam, les Etats-Unis considérant qu'ils ne sont pas obligés de fournir une assistance quelconque ».

En séance plénière, le président de la République de Chypre, M. Kyprianou, a dit que la politique d'Ankara vise à « semer la discorde entre les deux communautés » et rend « nécessaire l'adoption de nouvelles résolutions tant de l'Assemblée générale que du Conseil de sécurité ». Il estime qu'une conférence inter-

nationale pourrait contribuer à dénouer la crise.

Le représentant du Panama, M. Illueca, parlant des traités sur le canal récemment signés entre son pays et les Etats-Unis, a dit : « Ils prendront vraiment leur sens historique le 31 décembre 1999, quand il n'y aura plus de force militaire sur le territoire panaméen. Nous nous engageons à travailler pour que soit respectée la neutralité du canal, qui sera en temps de guerre ou de paix ouvert à la navigation pacifique de tous les Etats. »

M. Abdelhakim Iraqui (Maroc) a déclaré de son côté que la situation dans le Maghreb a « atteint un point crucial où un choix s'impose entre la poursuite d'une politique de raison d'Etat et un nouveau départ pour la construction, dans le respect mutuel, d'un avenir commun ». Il a rappelé que « les peuples marocain et mauritanien étaient décidés à ne reculer devant aucun sacrifice pour défendre leurs unités ». — L. W.

VENTE DE TAPIS CHINOIS ET D'ORIENT
IVOIRES et PIERRES DURES SCULPTÉES D'EXTRÊME-ORIENT

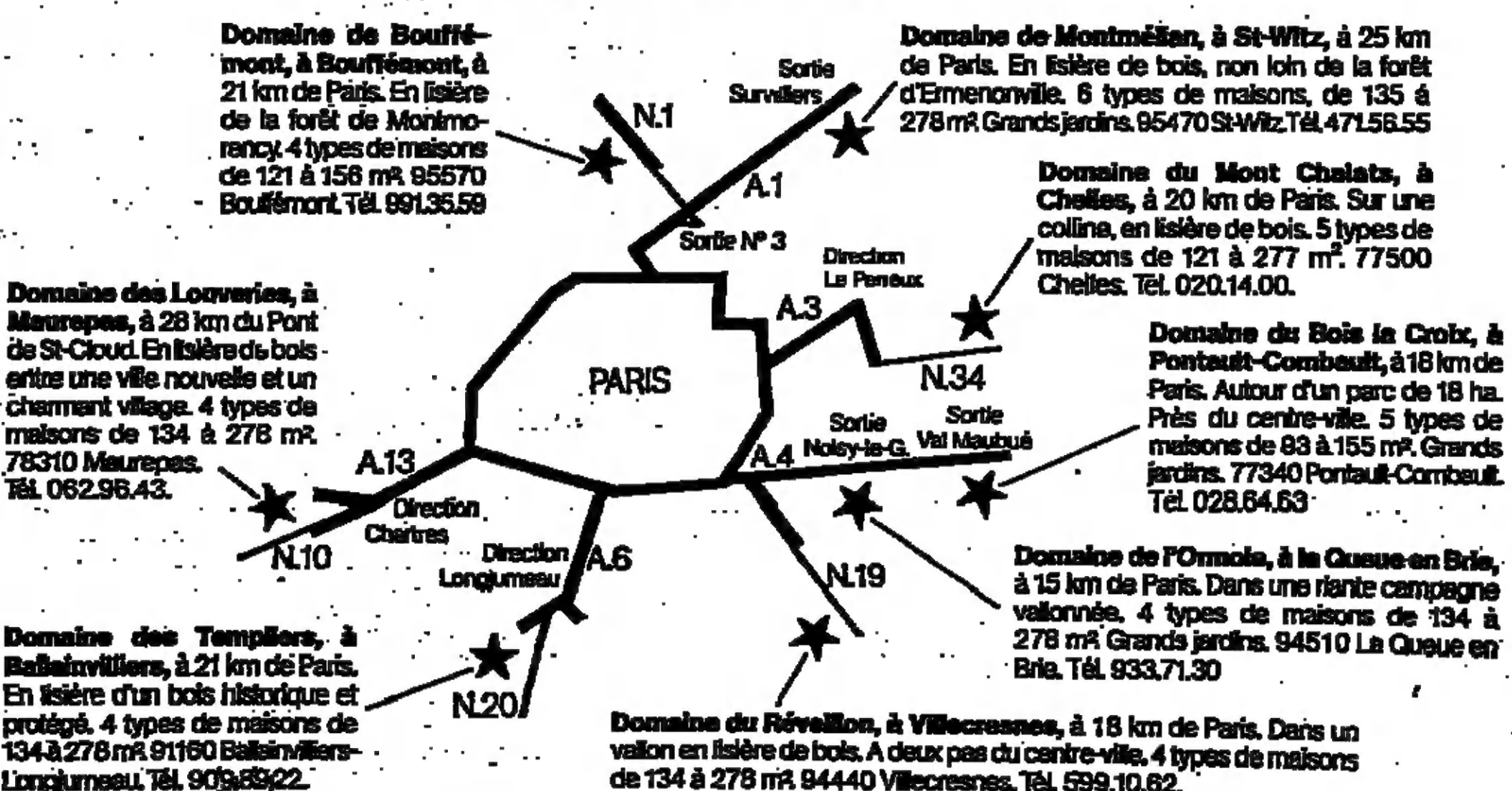
Jades, Turquoises, Coraux, Améthystes, etc., et MEUBLES CHINOIS

EVALUATION GRATUITE DE VOTRE COLLECTION

Ouvert samedi, dimanche, lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, de 10 h à 19 h 30

250, boulevard Voltaire, Paris (11^e) (Métro Nation)

LA MAISON N'A AUCUN VENDEUR A DOMICILE

Breguet
CONSTRUIT
DES MAISONS DURABLES
SUR LES MEILLEURS TERRAINS.Tilleul, 227 m², 7 pièces. Un de nos 13 modèles de maisons de 93 à 278 m².IL Y A DES MAISONS BREGUET TOUT AUTOUR DE PARIS.
VENEZ LES VOIR.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.

Ecrivez ou téléphonez aux Domaines pour recevoir une documentation gratuite.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SCIENTIFIQUE

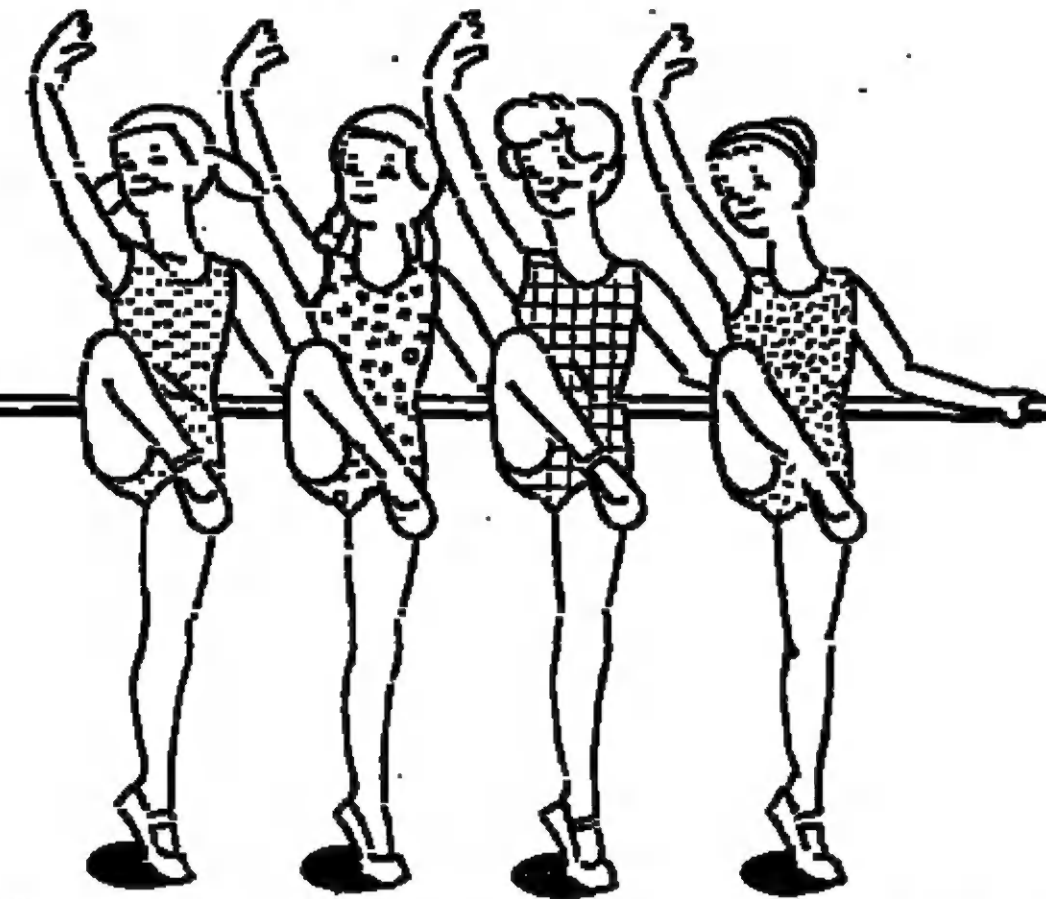
PRESUP CLASSE PRÉPARATOIRE
(Avant « MÉDECINE » - « VET » - « AGRO »)

ADAPTATION aux méthodes de l'Enseign. Supérieur

MISE A NIVEAU ou RECYCLAGE pour tous bacheliers

NADAUD ENSEIGNEMENT PRIVÉ
Jussieu, PARIS (5^e)
707-13-38 ou 76-05

A Chevy 2, on peut danser.



A Chevy 2, on peut se soigner.



A Chevy 2, on peut faire des rencontres.



A Chevy 2, on peut se relaxer.



PROCHE-ORIENT

M. Carter déclare qu'il «préférerait» se suicider politiquement plutôt que de nuire à Israël

« Je préférerais me suicider politiquement plutôt que de nuire à Israël », a déclaré M. Carter jeudi 6 octobre à la Maison Blanche devant vingt-sept parlementaires américains, pour la plupart de confession israélienne.

Ces derniers se sont déclarés « très rassurés » à l'issue de l'entrevue. La communication a été relayée par la presse et la communauté israélienne, et il est acquis que le président consultera désormais le Congrès avant de prendre de nouvelles initiatives sur le Proche-Orient. Certains parlementaires dont M. Koch, probable futur maire de New-York, ont indiqué qu'ils étaient convaincus que le soutien des États-Unis à la sécurité d'Israël était maintenant aussi fort que jamais.

■ A NEW-YORK, le secrétaire d'État américain, M. Vance, recevant jeudi le secrétaire de la Ligue arabe, M. Ryad, et les représentants à New-York des pays membres de la Ligue, a rappelé

Le voyage de M. Chaban-Delmas en Israël

M. BEGIN
FERA UNE VISITE EN FRANCE
« EN TEMPS OPPORTUN »
indique M. Barre

« Nous espérons que le voyage de M. Begin en France, qui se produira en temps opportun, pourra contribuer au rétablissement de la paix », a déclaré jeudi 6 octobre M. Barre, interrogé sur l'avis de la Ligue arabe de M. Chaban-Delmas en Israël.

L'ancien premier ministre, arrivé jeudi 6 octobre à Tel-Aviv, se rendra vendredi à l'hôtel où M. Begin est en résidence. Il a été accueilli par M. Begin à qui il a rendu visite. M. Begin a déclaré qu'il n'était chargé d'aucune mission.

Il ressort cependant des explications de M. Barre et de celles de M. Begin, que M. Chaban-Delmas a été chargé par le président de la République de renouveler l'invitation à venir à Paris adressée le 15 février au chef du gouvernement israélien (M. Rabin à l'époque). Tactiquement, cette invitation n'avait pas fait l'objet d'une nouvelle démarche de la France depuis l'arrivée de M. Begin au pouvoir. Le gouvernement français n'est donc pas à l'origine de la visite en Israël de M. Chaban-Delmas, mais il profite de l'occasion pour relancer un projet en sommeil.

■ M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères, président du Mouvement des démocrates, a déclaré vendredi 7 octobre au micro de Radio-Montecarlo, à propos de la conférence de Genève : « La France ne sera pas dans ces conversations parce que Israël n'en veut pas. Les États-Unis n'en veulent pas, les Russes n'en veulent pas, tout en disant qu'ils souhaitent être avec nous. Il y a une question qui est au cœur de ces discussions : c'est celle des droits des Palestiniens. On est depuis plusieurs mois dans une grande période de vérité. Ce qui est important, c'est de savoir si les Américains ont le courage de jouer leur rôle d'arbitre. La France a défini sa politique en 1967 pour cette région du monde à partir de ses intérêts proprement français. »

Jocelyn
PARIS

134, bd St-Germain
75, ch.-Élysées (60)
5, rue Châteauneuf

ALEPH
(Association loi 1901)
AIDEZ-NOUS À VOUS GARDER
JUIFS !
BROCHURES GRATUITES SUR SIMPLE DEMANDE
S. ZERBIB, 8, rue d'Alger, 75001 Paris.

République arabe du Yémen

Le Front national démocratique dénonce l'intervention de l'Arabie saoudite dans les affaires intérieures du pays

Formé en mars 1976, le Front national démocratique (F.N.D.) de la République arabe du Yémen (Yémen du Nord) vient de rendre public son programme politique.

Le F.N.D., qui groupe les nationalistes indépendants, le parti Baas, et plusieurs formations politiques, qui se réclament du marxisme, dont le Parti du travail, le parti démocratique révolutionnaire et le parti démocratique de l'unité populaire, n'a pas été reconnu par les autorités, mais ses activités sont tolérées. Ses dirigeants se sont fixés comme objectif prioritaire la légalisation du Front, qui, estimant-ils, constitue une force d'appoint non négligeable dans la lutte que mène le régime du colonel Hamdi pour renforcer le pouvoir central et assainir l'économie.

De passage à Paris, M. Abou Raed, membre du secrétariat du Front, a déclaré au Monde qu'une large union nationale était indispensable pour faire face à « l'intervention flagrante de l'Arabie Saoudite dans les affaires intérieures du pays ». Il a notamment accusé les dirigeants de Ryad d'encourager l'opposition tribale au gouvernement de Sanaa en distribuant armes et subides.

« Le résultat de cette politique, a-t-il dit, peut être catastrophique pour le pays : le Yémen est devenu un volcan qui peut explo-

ser à tout moment. Le pouvoir central est constamment défié par les forces tribales qui contrôlent effectivement les gouvernements, dont celui de Sanaa, la capitale. »

Pour remédier à cette situation, le programme politique du Front propose, comme premier objectif, « la sauvegarde de la souveraineté et de l'indépendance nationale menacées par la réaction réactionnisme appuyée par l'impérialisme, surtout américain ». Il demande, en outre, que soit mis fin à la dépendance économique du pays à l'égard des monopoles étrangers et à l'édification d'une « économie nationale productive moderne, fondée sur les principes de la planification scientifique ».

Le programme du Front préconise également la liquidation des « relations féodales » et la démocratisation de la vie politique. Il exige que soient autorisées les activités politiques et syndicales, que des mesures soient prises en vue d'assurer la liberté de la presse, de réunion et le droit de grève, la libération immédiate des prisonniers politiques, une amnistie générale et la suppression de toutes les méthodes de répression héritées de l'ère des tyrans » (tortures, arrestations arbitraires, violation des droits de l'individu et sanctions collectives).

ASIE

Thaïlande

UN AN APRÈS LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE Les « jeunes turcs » de l'armée dénoncent l'incapacité du gouvernement civil

Bangkok. — La sourde opposition qui couvait depuis des semaines entre certains milieux militaires et le gouvernement civil de M. Thaksin, a éclaté au grand jour, jeudi 6 octobre, et a ouvert une nouvelle phase, un jour pour jour après le coup d'État militaire du 6 octobre 1976.

Alors que le président de l'Assemblée nationale, M. Mahomud Ibrahim, a été élu sur le point de lire le décret royal mettant fin à la session annuelle de cette Assemblée lors de nombreux représentants désignés par les armées, le lieutenant-colonel Prajak l'a interrompu pour se lancer dans une violente critique de la politique du gouvernement. Il a demandé un remaniement ministériel et la démission du ministre de l'Intérieur, M. Samak, qui passe pour avoir le soutien du palais.

Le colonel Prajak est le chef de file des « jeunes turcs » qui veulent participer plus activement aux affaires militaires et politiques du royaume. Cet officier avait été muté en août dernier après les affrontements entre forces thaïlandaises et cambodgiennes dans le secteur frontalier d'Aranyaprathet, dont il avait le commandement. Cette mesure avait été apparemment prise pour apaiser la tension, le colonel n'ayant guère caché son intention d'en découdre sérieusement avec les Khmers rouges. Son inimitié pour le ministre de l'Intérieur, qui a irrité les militaires par des propos jugés intempestifs ou blessants, est notoire.

Les critiques contre l'incompétence des services de sécurité s'étaient multipliées ces derniers temps à la suite de l'attentat à la bombe dirigé contre le couple royal lors d'une cérémonie dans un village du sud du pays, à

De notre correspondant

Yala, attentat officiellement attribué à des séparatistes musulmans. Harcelé par les critiques, M. Samak avait eu, il a quelques jours, une expression particulièrement malheureuse en déclarant : « Pour se débarrasser du ministre de l'Intérieur, il suffit de lancer une bombe contre le coup d'État ». La phrase a eu beaucoup choqué les Thaïs.

L'intervention du colonel Prajak a, semble-t-il, été provoquée par le retrait de l'ordre du jour de l'Assemblée d'une motion portant sur l'attentat de Yala. « J'ai suivi les travaux du gouvernement, il est en opposition avec l'opinion du peuple. Le peuple veut une chose, le gouvernement en fait une autre. Dans son programme, il avait promis de tout faire pour la nation, la religion, la monarchie et la survie du pays. Cependant, dans le cas de l'incident de Yala, personne n'a su faire preuve de qualités d'un vrai politicien. (...) Il est temps de remanier ce gouvernement », a déclaré le colonel Prajak avant de quitter la séance.

Un « comité de coordination des forces nationalistes »

La crise est donc ouverte. De nombreux militaires sont aujourd'hui profondément déçus par ce gouvernement qu'ils ont mis en place il y a un an.

L'insécurité grandit dans le pays, les travailleurs, dont les syndicats ont été dissous, s'agitent. Des tracts réapparaissent dans les universités ; les prix ne cessent de monter, et les investissements étrangers baissent. La presse, en dépit des suspensions et des fermetures, prend sa revanche en étant jour après jour à la une, avec circospection mais sans ambiguïté, les dissensions intérieures du régime, les scandales, les crimes, la corruption de hauts fonctionnaires. En ce jour anniversaire, le désenchantement prévaut à Bangkok, et les mesures de sécurité ont été renforcées.

D'autre part, les maquis communistes, renforcés par des personnalités de gauche, ont élargi leur influence. Le Vot du peuple thaïlandais, la radio du parti communiste (clandes-

tin), a annoncé, mercredi 5 octobre, la création d'un « comité de coordination des forces nationalistes et démocratiques ».

Selon la radio communiste (1), cette décision a été prise à l'issue d'une réunion tenue « entre les 20 et 22 septembre dans un sanctuaire populaire » entre les représentants des « partis communistes, socialistes, socialistes unifiés et des organisations de masse patriotiques ». Les participants considéraient que « la situation actuelle est propice à la lutte révolutionnaire du peuple thaïlandais pour l'indépendance, la démocratie et la justice ».

Le comité est dirigé par M. Udom Siriswan, premier secrétaire du P.C.T. On trouve à ses côtés une minorité de personnalités qui ont fui Bangkok après le 6 octobre 1976, notamment d'anciens parlementaires socialistes (MM. Bouyven Vachon et Channul Sahasit), l'un des dirigeants de la Confédération nationale des étudiants thaïlandais (N.S.C.T.) et membre du parti socialiste (M. Thirayut Boumnil), un ancien journaliste et porte-parole des gouvernements civils de MM. Kukrit et Seni Pramot (M. Sri Intaphanti), un leader syndical (M. Thiraphum Chakdi), un leader paysan (M. Sriphol Yodchampa).

L'annonce de la mise en place de ce comité, placé sous l'égide du P.C.T., constitue une nouvelle étape dans l'organisation des mouvements qui ont choisi la voie de la lutte armée.

ECHEC AU CAMBRIOLAGE GUARDIAN
Le spécialiste de la protection
18, rue des belles feuilles - paris
727-34-86

Pas cher,
Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'au mardi après-midi précédant le tirage du mercredi.

LOTO



AMÉRIQUES

Brésil

EN PROPOSANT UN DÉBAT SUR LES INSTITUTIONS

Le gouvernement entend couper court à la campagne en faveur d'une assemblée constituante

Depuis quelques semaines, le Brésil traverse une phase d'effervescence politique et sociale. C'est là une situation inaccoutumée dans un pays où les militaires ont, depuis 1964, pratiquement réduit à néant la participation des citoyens à la vie publique. Les étudiants qui manifestent depuis le mois d'avril dernier — avec la seule parenthèse des vacances de juillet — ont été rejoints, dans leur campagne de protestation contre le régime, par des officiers, des syndicalistes, des hommes d'affaires, des juristes... Le Mouvement démocratique brésilien vient à son tour de jeter tout son poids dans la balance : réuni le 14 septembre en assemblée extraordinaire, le M.D.B. — seul parti d'opposition légale aux termes de la Constitution de 1967 — a réclamé, à l'unanimité de ses 350 délégués rassemblée à Brasília, la convocation d'une assemblée constituante (1).

Le 20 septembre, le Mouvement a lancé dans tout le pays une campagne nationale pour expliquer sa position : « La nation est assaillie à l'extérieur. Il en résulte un chaos institutionnel. Le pouvoir politique a perdu sa légitimité... L'État est dans une situation de divorce complet avec la nation. Angoissée et opprimée, celle-ci réclame d'un seul cri qui lui soient rendus les instruments de la sécurité, de la stabilité, de l'harmonie et du développement... ». Nombre d'opposants ont, depuis treize ans, connu la prison pour un seul mot de plus. Or ces affirmations sont aujourd'hui « légales » puisqu'elles sont contenues — avec d'autres dénonçant la « cruauté » et l'« inégalité » de l'ordre social — dans le document approuvé le 14 septembre par le M.D.B. Elles sont lues ces jours-ci à travers tout le pays devant des assemblées de citoyens réunies pour débattre du mot d'ordre : « Pour une assemblée constituante libre et démocratique ».

Comment en est-on arrivé là, alors que, il y a quelques mois encore, seuls l'Eglise catholique et quelques individus courageux osaient parler haut et clair ?

Plusieurs éléments se sont conjugués pour détraquer la machine mise en place par les militaires de Brasília. Le plus important est sans doute le mécontentement de larges couches de la population devant une crise économique dont les effets se

font nettement sentir depuis maintenant près de deux ans. Certes, la majorité des cent dix millions de Brésiliens n'a pas bénéficié des retombées du « miracle économique » qui suivit la « révolution » de 1964. Cette fois, ce sont des secteurs jusque-là relativement favorisés, qui sont touchés de plein fouet par la diminution du pouvoir d'achat consécutive à l'inflation et à la limitation des hausses de salaires (2). La grève a gagné les cadres — insatisfaits, désormais, d'un régime qui ne peut plus leur assurer un mode de vie aussi confortable que naguère, sans pour autant augmenter leurs responsabilités dans la marche des entreprises. La bourgeoisie d'affaires, elle, se plaint de la diminution des profits, de l'ingérence excessive des militaires dans la vie économique, des restrictions de crédits, de la réduction des investissements publics et du freinage des importations par lequel le gouvernement espère améliorer la balance commerciale.

Dans ce contexte économique certes moins dramatique que dans le reste du « cône sud », mais assez morose, plusieurs données politiques ont servi de catalyseur à un renouveau de l'expression publique. Le détonateur de l'agitation actuelle a sans doute été allumé par le général Geisel lui-même lorsque, le 1^{er} avril dernier, il a refusé de l'opposition de voter son projet de réforme de la justice, il a décidé de fermer le Parlement pour deux semaines : le temps de promulguer son projet par décret et de changer les règles de révision de la Constitution et d'élection des sénateurs et des gouverneurs. Comme au printemps 1968 en France, pendant les quelques semaines qui ont suivi le « pacte de avril » (paquet de mesures de mois d'avril), un malaise qui avait son origine dans la croissance démentiellement rapide de l'université (3), s'est manifesté publiquement et a pris une tournure politique : les étudiants sont descendus dans la rue, et aux revendications corporatives se sont rapidement ajoutées des exigences en faveur de l'admission et de la démocratie.

Mais le facteur le plus important est sans nul doute l'approche du moment où sera désigné le remplaçant du général Geisel à la tête de l'État. Comme dans tous les régimes où la dévolution du pouvoir n'est pas réglée par la consultation populaire, l'approche de la « succession » est traditionnellement, au Brésil, une période tendue, propice à l'expression du mécontentement populaire, et à l'aggravation des dissensions internes au régime.

En ouvrant le débat sur les institutions, il entend faire pièce à la campagne très mobilisatrice et très « unificatrice » du M.D.B. En dialoguant avec l'opposition sur l'avenir du régime, il souhaite amener celle-ci à une reconnaissance explicite du système.

Quelles concessions le gouvernement est-il disposé à faire ? Il n'a certainement aucune intention de remettre le pays sur les rails de la démocratie traditionnelle — considé-

rée moins comme un régime de liberté que de libéralisme politique. La doctrine de la « sécurité nationale » — fondement idéologique du système — ne sera, certes, pas mise au rancard. Le régime ne renoncera pas non plus à mettre en œuvre des mesures d'exception pour défendre les valeurs sociales — de la libre entreprise à la conception chrétienne du monde — qu'il croit les plus favorables au développement économique et à la grandeur nationale du Brésil.

Une partie serrée

Il serait prêt, néanmoins, à accepter un certain contrôle en ce domaine. Ainsi, les pouvoirs d'urgence — réservés, jusqu'à présent, aux présidents de la République, qui en usent par le biais d'« actes institutionnels » — pourraient être exercés par un conseil, où le poids des militaires serait sans doute prépondérant, mais où l'opposition pourrait être entendue, voire représentée.

Certaines déclarations officielles donnent à entendre que le gouvernement serait également prêt, pour exporter la décision, à rétablir l'habeas corpus, et à supprimer le fameux décret 477, qui a institué un strict contrôle sur l'activité politique dans les universités. En revanche, rien ne permet de penser qu'une amnistie, vivement réclamée par l'opposition de gauche, soit envisagée. Soudain, sans doute, de l'air pour l'avenir toutes les parties en présence, le général Geisel souhaiterait que le futur candidat à la présidence participe, à partir de l'année prochaine, aux discussions entre l'Arena et le M.D.B.

A première vue, la récente prise de position du M.D.B. en faveur d'une « assemblée constituante libre et démocratique » ne laisse prévoir aucune conciliation avec ce schéma gouvernemental. Pourtant, les éléments les plus radicaux du Mouvement (connus au Brésil sous le nom d'« authentiques » — les « authentiques » ont dit, le 14 septembre, pour obtenir l'unanimité, faire une concession de taille : ils ont accepté l'ouverture d'un dialogue avec l'Arena sur les institutions, comme le souhaitait vivement la direction, modérée, du Mouvement.

Certains représentants de l'Arena ont déjà eu des mots très durs contre la nouvelle orientation du M.D.B. Le leader de la formation officielle au Sénat, M. Resende, a même traité de « criminels » des représentants du Mouvement. Néanmoins, un *modus vivendi* pourrait être trouvé : le leader de l'Arena, M. Francisco Pereira, avait indiqué, avant le congrès du M.D.B., qu'il ne voyait pas de contri-

dition entre le « dialogue » et la revendication en faveur d'une constituante.

La partie sera donc serrée. La « campagne nationale pour la Constituante » est un moyen de pression dont le M.D.B. pourra jouer pendant toutes les négociations. Le gouvernement n'est pas, non plus, dépourvu d'atouts.

Il peut toujours, en dernier recours, faire approuver ses projets par l'actuel Parlement, où l'Arena est majoritaire. On lui prête également l'intention, si les choses tournent mal, de mettre fin au système du bipartisme obligatoire. Discussions constitutionnelles, compétition présidentielle : une phase politique cruciale est donc ouverte au Brésil. Elle culminera le 15 novembre 1978 avec les élections législatives, où l'opposition peut espérer emporter la majorité à la Chambre basse. Le soul du gouvernement est, évidemment, que le paysage n'en soit pas trop modifié.

Tout indique, par exemple, qu'il repoussera avec la dernière énergie le retour à la liberté syndicale — et à la libre négociation des salaires qu'elle implique. S'il doit y avoir une « redémocratisation » au Brésil, elle demeurera vraisemblablement réservée à une élite, politique, universitaire, intellectuelle, économique. Eloigner ceux des opposants qui s'en contenteraient de ceux qui voudraient une ouverture beaucoup plus large, telle paraît bien être, aujourd'hui, l'ambition du gouvernement Geisel.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Ce congrès extraordinaire avait été convoqué peu après que le chef de l'État eut, le 30 juin, confié le mandat de député de M. Alencar Furtado, leader du M.D.B. au congrès. M. Furtado, qui avait vivement critiqué le régime lors d'une émission télévisée, avait, en outre, été privé de ses droits civiques pour dix ans.

(2) Il y a aujourd'hui environ un million d'étudiants au Brésil, ce qui représente quasiment un décuplement par rapport à 1964.

Des coups venus de gauche et de droite

C'est que l'incertitude est aujourd'hui très grande. La seule personnalité qui ait fait acte de candidature, jusqu'à présent, est M. Magalhães Pinto, sénateur, membre du parti officiel Arena, et homme d'affaires influent. Peu de Brésiliens, cependant, croient aux chances de M. Pinto : la succession du général Geisel se jouera sans doute, une fois encore, entre militaires — sauf, précisément, à ceux-ci ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le nom de l'un d'entre eux.

Jusqu'ici, deux hommes sont au centre des discussions dans les casernes : les généraux Silvio Faria, ministre de l'Armée de terre, et João Baptista Figueiredo, chef des services secrets (service national d'information). Les préoccupations de clarté, les considérations de personnes pèsent d'avantage que les oppositions politiques — les deux hommes sont à résidence peu disposés à remettre fondamentalement en cause les bases du régime militaire : ne contraindrait-ils pas, à eux deux, la stabilité de l'appareil répressif du pays ? Néanmoins, certains observateurs rattachent le général Faria au courant de l'extrême droite nationaliste. Le général Figueiredo, quant à lui, favorable à une « droite libérale » civilisée, liée aux milieux d'affaires étrangers ; il aurait, aujourd'hui, le vent en poupe.

Le général Geisel dont le poids, le moment venu, sera évidemment déterminant, n'a encore manifesté de préférences pour aucun des deux hommes ; et son entourage est divisé. Certains estiment, à Brasília, que le chef de l'État pourrait, au moment de la décision, vers janvier prochain, pencher pour un troisième homme — par exemple le général Orlindo Gomes Monteiro, chef de la deuxième armée à São-Paulo, réputé politiquement plus libéral que ses deux collègues.

L'issue de cette bataille dépend à peu près exclusivement des militaires. Le simple fait qu'elle ait lieu n'introduit pas moins un élément de faiblesse dans le système.

Depuis quelques semaines, les coups pleuvent : de droite et de gau-

che. Les Brésiliens en sont informés par une presse écrite qui a désormais retrouvé une grande partie de la pugnacité et de la liberté de ton qui étaient jadis les siennes. Deux cents journaux brésiliens, qui ne passent pourtant pas pour progressistes, ont, le 8 août dernier, dans une « lettre aux Brésiliens », réclamé le rétablissement de « l'État de droit ». Plusieurs officiers, dont un général en retraite, ancien ministre, tous partisans inconditionnels du coup d'État en 1964, se sont prononcés en faveur d'un « retour des militaires dans les casernes ». Des informations insistantes font état d'un document d'inspiration démocratique circulant dans les poches. Des hommes d'affaires de São-Paulo se sont à leur tour rangés sous la bannière du mouvement « civiliste » — favorable au retour à une « société civile ».

Les étudiants s'efforcent de reconstruire leur Union nationale (UNEB), officiellement dissoute en 1964. Les importants syndicats de métallurgistes de la région de São-Paulo réclament de fortes augmentations de salaire (34 %) pour compenser ce qui leur apparaît comme une manipulation des indices pris en compte pour les réajustements de l'année 1974. Enfin l'Eglise catholique, pour avoir, ces derniers temps, mis une sourdine à ses attaques contre le régime, n'en demeure pas moins, dans sa grande majorité, une force d'opposition.

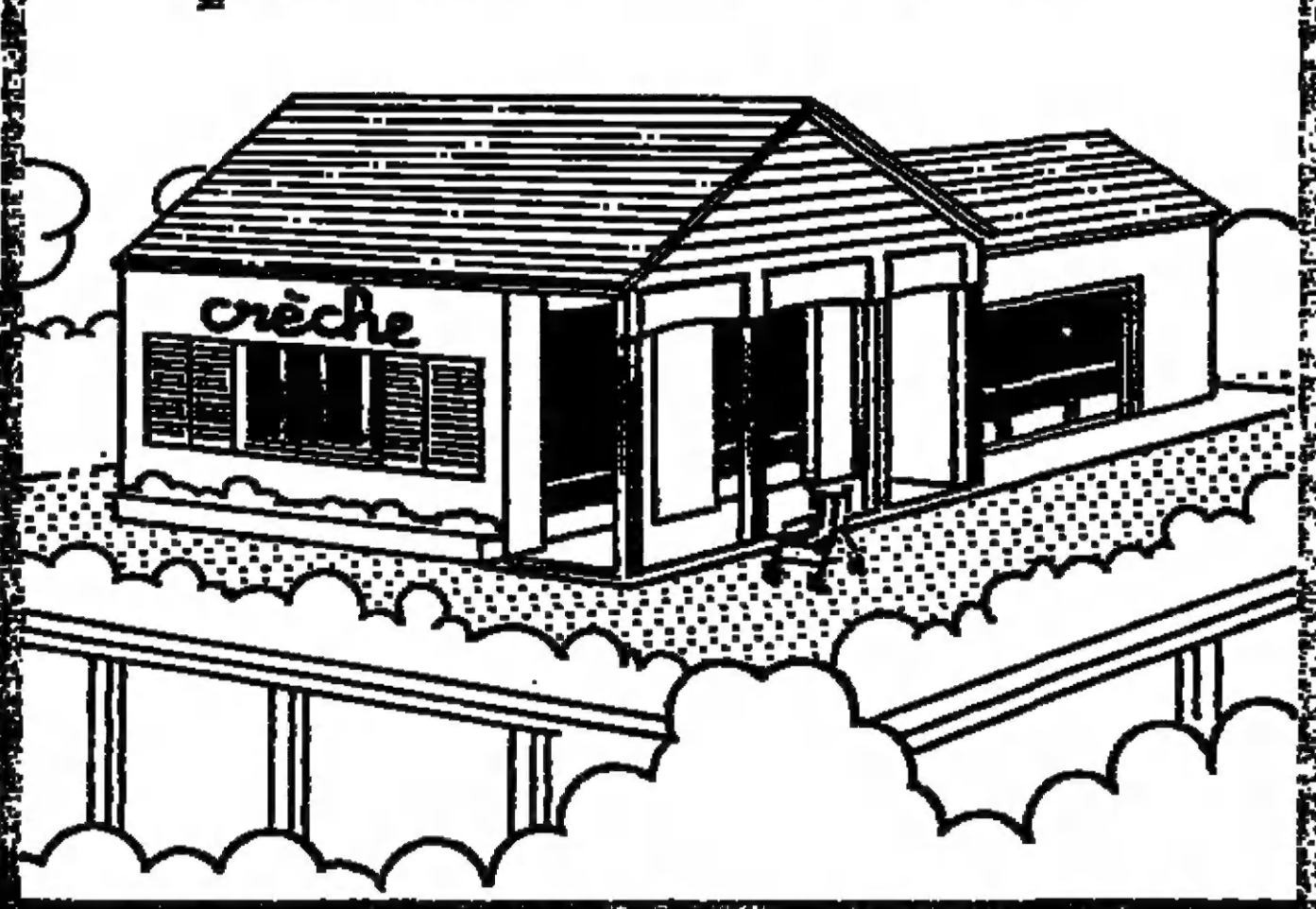
Face à cette montée des périls, le gouvernement n'est pas resté inactif. Pour tenter de désarmer les esprits, le général Geisel a chargé d'éminents représentants de l'officielle Arena — dont son président, M. Francisco Pereira — d'entamer un « dialogue » avec l'opposition légale, en vue de mettre au point une réforme du système politique actuel.

Convaincu, sans doute, qu'il n'est plus possible, désormais, de calmer les passions sans faire quelques concessions, le gouvernement a également cherché à désamorcer les tensions politiques, il peut espérer enligner les manifestations de rue.

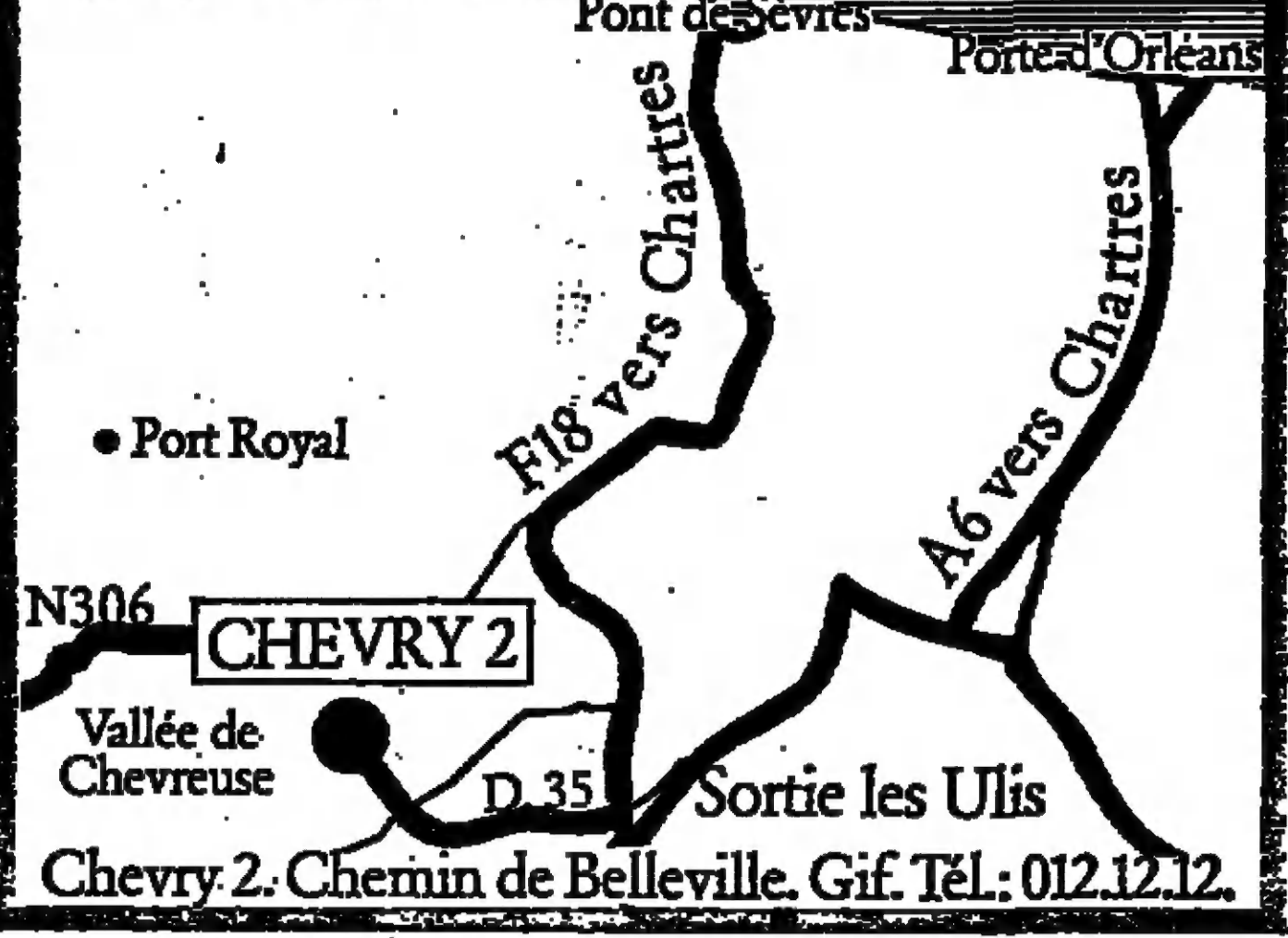
A Chevy 2, on peut écouter le silence.



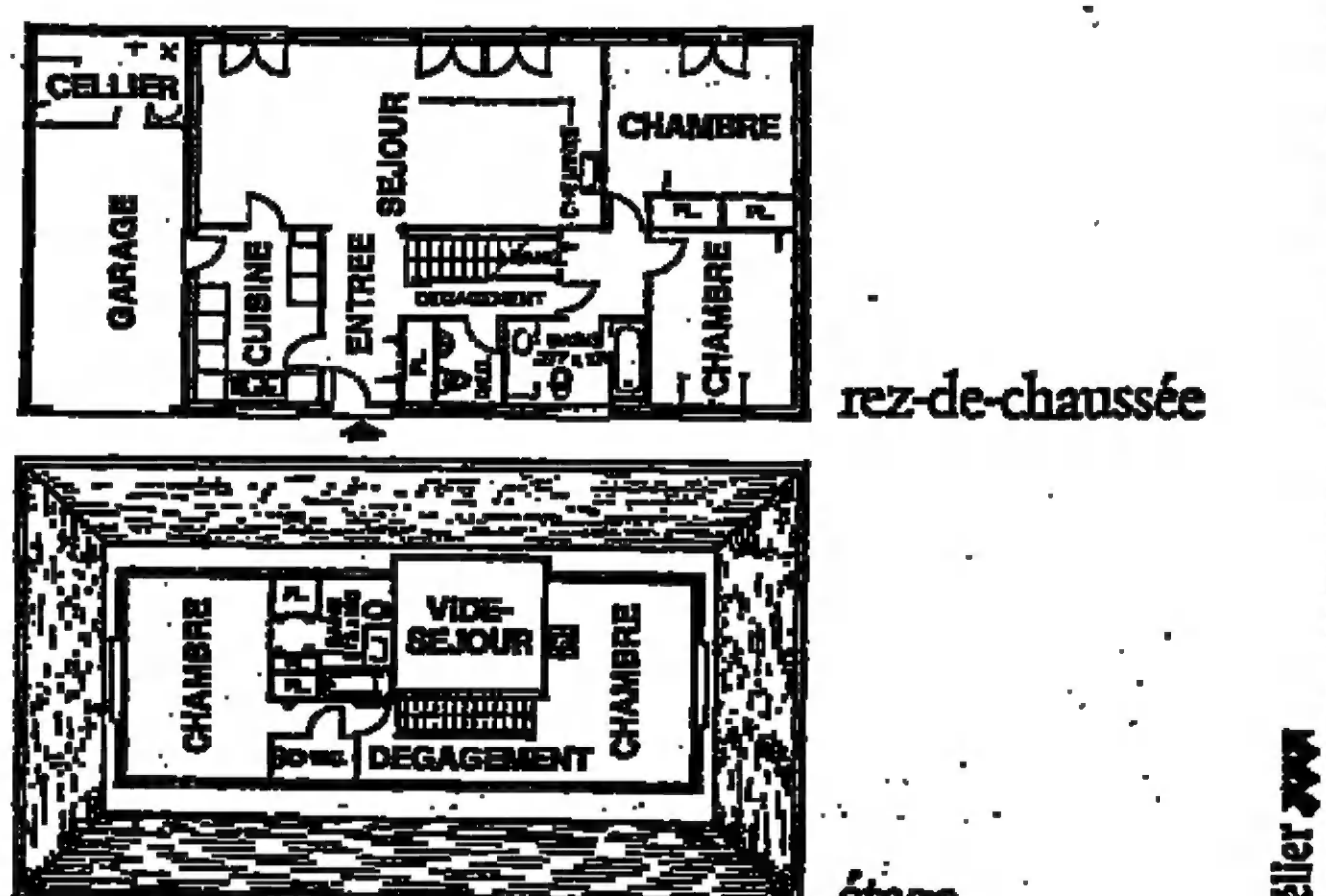
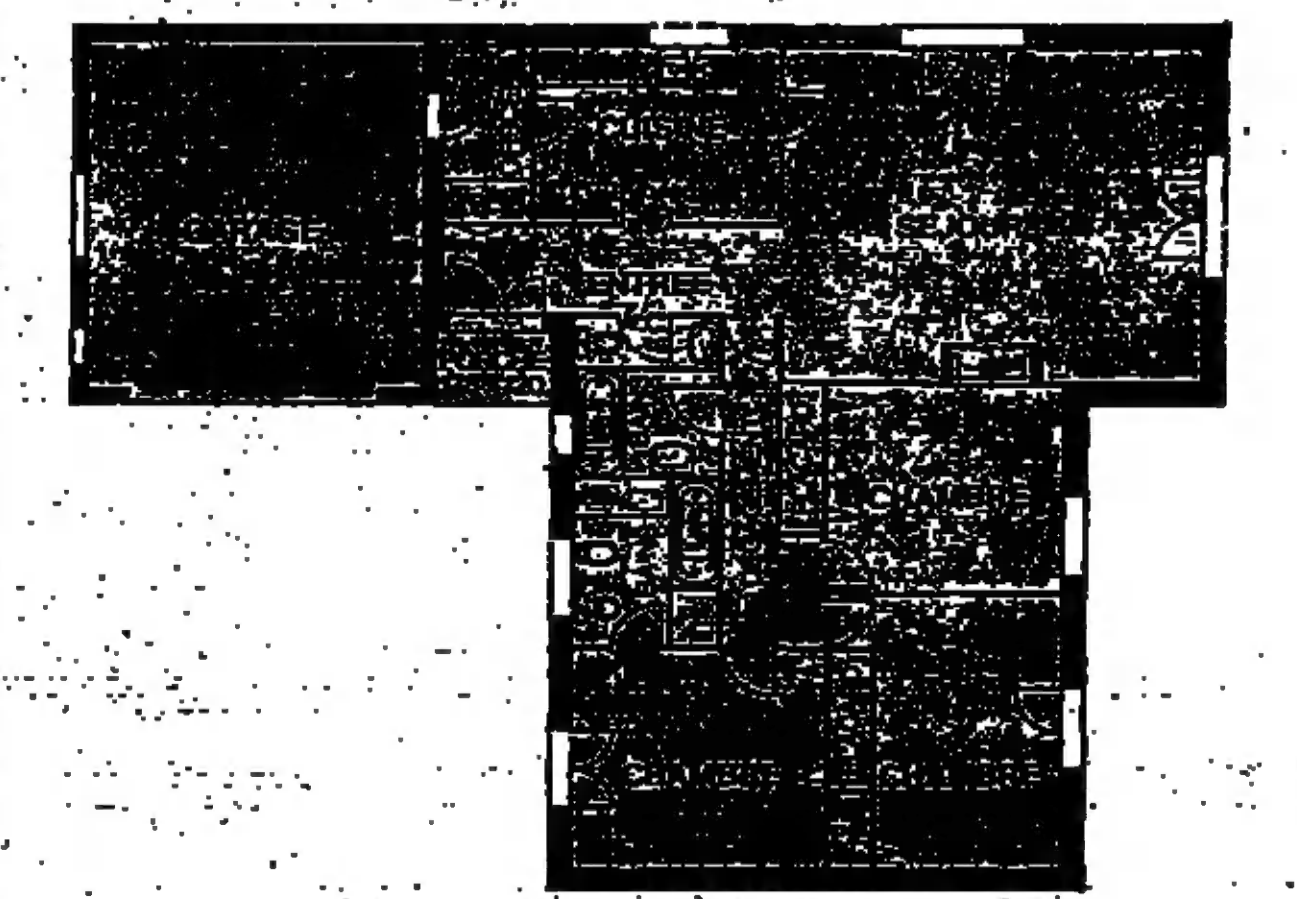
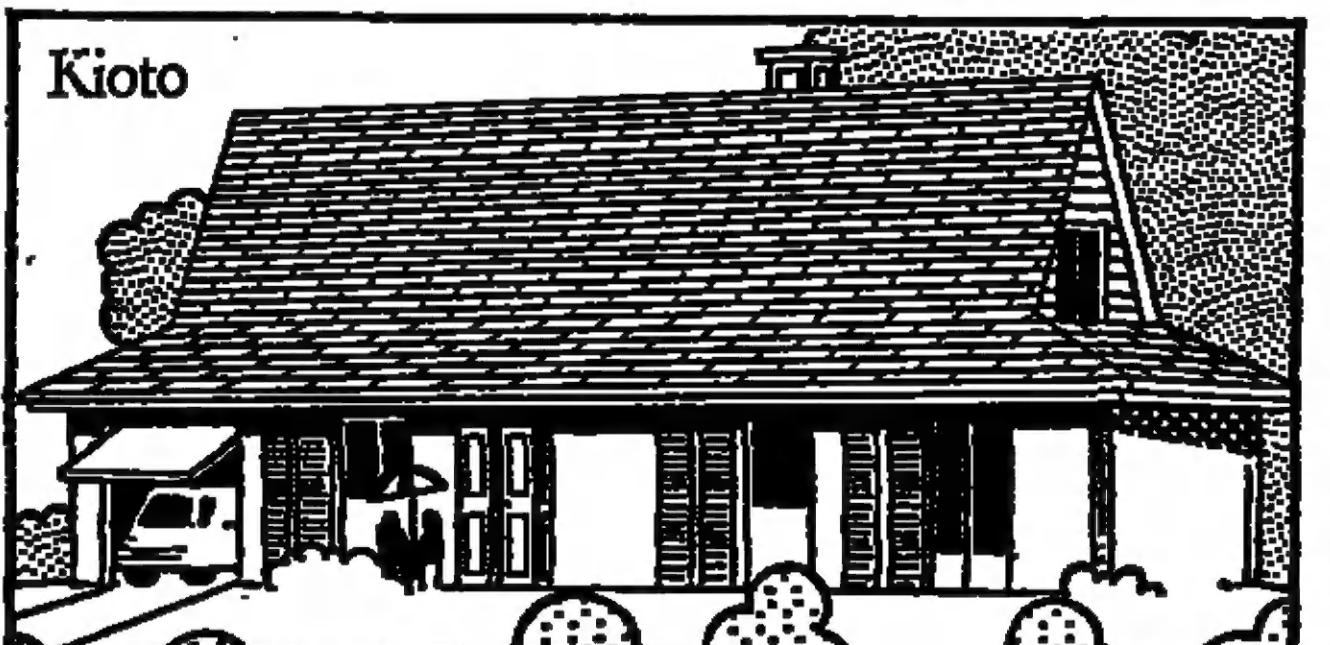
A Chevy 2, les femmes peuvent se libérer.



A Chevy 2, allez-y demain.



A Chevy 2, on peut habiter.



476 000 F prix ferme et définitif, terrain compris.
Exemple de financement : 2180 F par mois,
les 18 premiers mois* avec 238 000 F d'apport personnel.
*Selon un barème de crédit préférentiel à mensualités
progressives d'une durée de 18 ans.

512 000 F prix ferme et définitif, terrain compris.
Exemple de financement : 2345 F par mois,
les 18 premiers mois* avec 256 000 F d'apport personnel.
*Selon un barème de crédit préférentiel à mensualités
progressives d'une durée de 18 ans.

EUROPE

Espagne

AVANT LA RENCONTRE ENTRE M. SUAREZ ET LES PARTIS D'OPPOSITION Le gouvernement a mis au point son projet de programme économique

Madrid (A.F.P., Reuters). — Tous les partis politiques représentés aux Cortes semblent d'accord à donner une réponse favorable à M. Adolfo Suarez, qui leur a proposé une rencontre, pour cette fin de semaine, en vue de négocier une sorte de « pacte de salut national ». Le parti socialiste ouvrier a confirmé sa participation à la réunion de M. Adolfo Suarez — le palais du chef du gouvernement — par ce qu'a dit son porte-parole, « le parti considère comme positif tout débat sur la situation économique, politique ou sociale du pays ».

L'inquiétude que suscite cette situation est illustrée par la participation massive des Madrileños à la manifestation convoquée, le 6 octobre dans la capitale espagnole par les centrales syndicales. De deux cent mille à huit cent mille personnes, selon les sources, ont défilé dans le calme, en scan-

nant des slogans contre la vie chère.

Cependant, le gouvernement est parvenu, le jeudi 6 octobre, à s'accorder sur le programme économique qu'il soumettra au Parlement afin de mettre fin dans un délai de deux années à la crise que traverse le pays.

Le président Adolfo Suarez a ainsi réuni, du moins en apparence, à surmonter les contradictions qui opposent, dans son équipe, les sociaux-démocrates aux démocrates-chrétiens et aux libéraux. Alors que les sociaux-démocrates étaient partisans d'assouplir le plan de stabilisation autant que nécessaire, afin d'en limiter le coût social, les libéraux et les démocrates-chrétiens proposaient des mesures draconiennes, afin de réduire au minimum la période de convalescence de l'économie.

Les mesures concrètes décidées par le conseil des ministres, seront, en principe, rendues

publiques à l'issue de la réunion du 8 octobre, a indiqué le ministre de la présidence, M. José Manuel Otero a confirmé que le but de la réunion de M. Adolfo Suarez était précisément de mettre au point de façon définitive ce programme économique.

Un projet d'amnistie

D'autre part, une commission parlementaire réunissant des représentants de l'Union du centre démocratique (le parti de M. Suarez), de l'opposition de gauche et des partis régionalistes à l'exception, donc, de l'Alliance populaire de M. Fraga Iribarne — a mis au point un projet d'amnistie pour les délits politiques. Il prévoit, notamment : l'amnistie totale pour les délits commis avant le 15 décembre 1976, quelles que soient leurs conséquences ; l'amnistie totale pour tous les délits politiques commis avant le

15 juin 1977, date des élections, et motivés par des revendications autonomistes et le désir d'établir les libertés publiques ; l'amnistie totale pour tous les délits politiques commis du 15 juin au 1^{er} octobre 1977, et n'ayant pas entraîné gravement la vie ou l'intégrité des personnes.

Seraient exclus du bénéfice de l'amnistie :

- Certains activistes des Groupes révolutionnaires antifascistes du premier octobre (G.R.A.P.O.), coupables de « délits de sang » et de terrorisme, sans que leurs actes soient justifiés par la lutte démocratique, bien qu'ils se prétendent de gauche ;
- Les auteurs du massacre des avocats syndicalistes membres du P.C.E. survenus le 24 janvier, rue Atocha à Madrid ;
- Les « terroristes » du Mouvement pour l'indépendance des Canaries (MAPAIC), dirigé par l'avocat M. Cubillo.

Par ailleurs, les militaires ayant appartenu à l'Union militaire démocratique (U.M.D.) ne verront pas amnistiées les peines annexes auxquelles ils ont été condamnés, parmi lesquelles l'expulsion de l'armée.

Enfin, le général Manuel Gutiérrez Mellado, vice-président du gouvernement et ministre de la défense, a adressé à tous les commandements militaires un document exposant les grands principes de base, techniques et moraux, de la nouvelle armée dans l'Espagne d'aujourd'hui, révèle le quotidien *Informaciones*.

Le document, qui selon les observateurs n'a pu être diffusé dans les circonstances actuelles, qu'avec l'aval du roi Juan Carlos, souligne, dans ses conclusions, la nécessité pour les forces armées espagnoles de « s'identifier à la société qu'elles servent, sans nourrir d'ambitions dans le domaine politique partisan ». Les forces armées, estime le document, doivent être « uniquement préoccupées par la grande politique de défense d'une patrie pluraliste, juste, libre, vivant en paix et dans la concorde définitive de tous ses citoyens, suivant les désirs tant de fois exprimés par le roi, chef suprême des armées ».

Enfin, le texte annonce que seront étudiés les problèmes posés par les militaires de carrière et mutilés de l'armée républicaine. La recherche de la solution se fera dans un « climat de concorde et de réconciliation », afin de pouvoir « mieux servir l'Espagne future dans la paix, la liberté, la justice et l'ordre ».

● Un attentat à la bombe a été perpétré contre les locaux de la revue satirique *El Papeo*, à Barcelone, le mercredi 5 octobre. Il n'a pas fait de victimes. Cet acte a été revendiqué par deux organisations d'extrême droite : les Brigades de Navarre — première escouade — et la Triple A (Alliance anti-communiste apostolique). Il y a deux semaines, un attentat à la bombe avait eu lieu contre la revue satirique *El Papeo*, à Barcelone. Il avait fait un mort et douze blessés. La Triple A avait déclaré en être l'auteur. D'autre part, des inconnus ont tiré des coups de revolver, le 5 octobre à Madrid, contre le siège du parti socialiste ouvrier espagnol. — (A.F.P., A.P.)

Pays-Bas

Pour la troisième fois

M. DEN UYL ÉCHOUÉ DANS SA TENTATIVE DE FORMER UN GOUVERNEMENT

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — On commence à se demander si les Pays-Bas auront un nouveau gouvernement avant 1978. Pour la troisième fois, le premier ministre sortant, M. Den Uyl, a échoué dans sa tentative de former une nouvelle coalition de centre gauche, bien que les élections du 25 mai aient indiqué nettement que cette solution est possible.

La première rupture s'est produite après un différend sur la politique de répartition des profits ; la deuxième a eu pour cause la réforme de la législation de l'avortement. Ces deux ruptures avaient finalement abouti à des compromis. Mais les « formateurs », MM. Den Uyl et Veringa, ancien ministre chrétien démocrate, et maintenant membre du Conseil d'Etat, n'ont pas pu, cette fois, se mettre d'accord sur la répartition des portefeuilles entre les socialistes, les chrétiens démocrates et les démocrates 66 (radicaux de gauche).

Fort de leur succès électoral, les socialistes veulent un portefeuille de plus que les chrétiens démocrates de M. Van Agt, l'ancien ministre de la justice. Les chrétiens démocrates exigent le même nombre de « portefeuilles » que les socialistes, à savoir sept. Le leader des chrétiens démocrates a offert de quitter complètement la scène politique et cela pourrait dénouer la situation, après que les socialistes eurent refusé de lui redonner le portefeuille de la justice. Mais cette offre n'a pas été acceptée par son parti. Les socialistes accepteraient que M. Van Agt soit ministre de la justice s'ils obtenaient huit portefeuilles.

Les vrais raisons de cette troisième rupture peuvent être cherchées dans les « relations trahissantes » entre socialistes et chrétiens démocrates, ainsi que les définit M. Turlow, le leader du petit parti de la coalition, Démocratie 66. Les chrétiens démocrates, autrefois majoritaires au Parlement, acceptent mal, en effet, la prépondérance des socialistes et surtout de leur leader, M. Den Uyl, qui a plus de stature politique que son homologue, M. Van Agt.

M. Den Uyl résumera probablement à former un gouvernement de centre gauche, mais il aura perdu beaucoup de sa réputation d'homme qui résout tout aux yeux de l'opinion publique.

MARTIN VAN TRAA.

Allemagne fédérale

La lutte anti-terroriste ne doit pas se transformer en chasse aux sorcières déclare le chancelier Schmidt devant le Bundestag

De notre correspondant

Bonn. — Le problème du terrorisme auquel la République fédérale est confrontée commencent à susciter de sérieuses divisions politiques. A l'occasion du débat budgétaire au Bundestag, jeudi 6 octobre, le chancelier Schmidt et le chef de l'opposition chrétienne-démocrate, M. Kohl, se sont livrés à un duel passionné, dans lequel les questions relatives au maintien de l'ordre ont occupé la plus large place.

Depuis longtemps déjà, les porte-parole de la C.D.U. et de la C.S.U. soutiennent qu'il ne s'agit pas seulement de mener un combat éternel contre le terrorisme, mais de modifier le « climat » dans lequel celui-ci se développe. Aussi dénoncent-ils les prétendus « sympathisants » des terroristes, qui se trouveraient parmi les progressistes de toute nuance au sein des universités, des Églises et du monde intellectuel. M. Kohl a soutenu devant le Bundestag qu'il importait de discerner les causes et l'arrière-plan du terrorisme. Aussi a-t-il notamment mis en cause des écrivains comme Heinrich Böll et Günter Grass. Ce dernier, notamment, s'est vu accuser d'avoir « semé la haine » en disant que le retour au pouvoir d'hommes comme M. Franz Josef Strauss, président de la C.S.U. (chrétien-social bavarois), ramènerait le pays au Moyen Âge. La leçon, aux yeux de M. Kohl, est que la société occidentale aurait été trop tolérante envers tous ceux qui dénoncent l'ordre constitutionnel.

Le chancelier Schmidt, au contraire, a déploré les attaques de la presse et des hommes politiques contre les professeurs, les écrivains ou les prêtres qui dénoncent parfois d'une manière critique à l'égard de la société actuelle. La lutte contre le terrorisme, a-t-il ajouté, ne doit pas « déboucher sur une chasse aux sorcières ». Ce dont M. Kohl s'est vivement défendu. Le chancelier a ajouté que la République

fédérale « ne devrait pas se déshabiller de telle manière ». En même temps, d'ailleurs, il a saisi cette occasion pour protester à nouveau contre les « critiques étrangères » qui voudraient faire des citoyens de la République fédérale les « boucs émissaires de toute l'histoire allemande », alors que la R.D.A. n'est même pas mise en cause.

Le chancelier, peut-être sous la pression de son groupe parlementaire, a en outre fait savoir qu'il n'était plus partisan du projet prévoyant la surveillance des conversations entre avocats et terroristes. Selon lui, la nouvelle loi permettant la suspension temporaire des contacts et les mesures facilitant la récession de certains défenseurs devraient offrir des garanties suffisantes de sécurité. Pour M. Kohl, cependant, cette surveillance des échanges entre avocats et terroristes serait absolument indispensable.

Les modalités du combat contre la Fraction armée rouge fournissent ainsi à l'opposition chrétienne-démocrate une arme supplémentaire pour attaquer la coalition au pouvoir. Le débat de jeudi a eu lieu exactement un an après les élections générales de 1976. Revenant sur le vote de la semaine dernière, au cours duquel presque une vingtaine de députés sociaux-démocrates et libéraux n'ont pas voté en faveur du projet imposant l'isolement des terroristes emprisonnés, M. Kohl a pu soutenir que M. Schmidt ne dirigerait plus qu'un « gouvernement minoritaire ». C'est là, sans doute, un thème que la C.D.U. et la C.S.U. ne manqueraient pas d'exploiter abondamment durant les semaines à venir.


JEAN WETZ.

● ERRATUM. — Dans le compte rendu du livre de J. J. Bessier sur la *Bande à Baader*, publié dans le *Monde* du 3-5 octobre, le nom de l'éditeur et le prix de l'ouvrage ont été indiqués d'une façon inexacte. Ce livre est en réalité édité par Fayard et vendu au prix de 55 F.

Haussmann

Printemps

3000 tapis d'Orient et 20% d'escompte sur le vôtre.



Exposition tapis d'Orient jusqu'au 22 octobre.

Avant d'acheter un tapis il faut en voir beaucoup. Au Printemps il y en a 3.000. Ils viennent directement d'Iran, de Russie, de Turquie, de Chine, du Pakistan...

A signaler un lot important de Sinkiang (Chine), une belle collection d'Aïshans anciens (Iran), ainsi qu'un large choix de grands tapis 13 x 4 m. Certains valent 220 F (Fuski) *Hamadan 0,80 m x 0,40 m d'outres jusqu'à 225.000 F (Iran 745 m x 3,35 m).

De toute façon vous aurez une réduction de 20 % à la caisse sur celui de votre choix. Il vous sera donné un certificat d'authenticité signé par l'expert du Printemps. Garantie indispensable prouvant son origine.

Ex : Tapis Ardabil (Iran) 2,38 m x 3,27 m, prix 7.900 F — escompte 20 % = 1.580 F. Net à payer : 6.320 F.

POLITIQUE

L'INTERVIEW TÉLÉVISÉE DU PREMIER MINISTRE

LA CONTRADICTION

(Suite de la première page.)

A la revendication syndicale d'une amélioration importante et rapide des revenus les plus populaires — SMIC, allocations familiales — et d'une réduction de la durée du travail, M. Barre répond simplement par l'évocation des périls que cela ferait courir, selon lui, au franc, aux paie-

ments extérieurs, à la vigueur de l'économie nationale, par relance de l'inflation. Cela serait « catastrophique pour la France », ajoute-t-il, comme emporté par son élan. Exagération manifeste qui semble fermer la porte aux aspirations des classes les plus modestes.

A la grande majorité du pays — patronat compris, — qui voudrait une relance pour voir apparaître le « bout du tunnel » — selon les promesses d'autant de M. Chirac, — M. Barre oppose le plus tranquillement du monde l'opinion « des chefs de gouvernement » de l'Occident, qui « envisagent une ou plusieurs années de crise : trois, quatre, cinq ans, nul ne peut le dire ». L'aggravation « inéluctable » du chômage (320 000 demandeurs d'emploi supplémentaires depuis l'arrivée

à Matignon de M. Barre) est pour celui-ci « le prix qu'il faut payer pour les dérèglements » antérieurs, c'est-à-dire, si l'on comprend bien, sous le régime conjugué de son prédécesseur et de l'actuel président de la République. La crise de l'emploi va d'ailleurs durer, pense M. Barre, le mieux que l'on puisse attendre prochainement étant une stabilisation de la situation, puis un début d'inversion de la tendance.

Que le gouvernement soit pour beaucoup dans la crise actuelle de l'emploi est une idée qui, à l'évidence, n'effleure pas le premier ministre. N'est-ce pas lui pourtant qui a incité les chefs d'entreprises à « dégraisser » leurs effectifs ? Et n'est-ce pas la politique d'austérité poursuivie depuis un an qui, en faisant stagner la production, conduit les

firmes à réduire leur personnel, les gains de productivité permettant de produire autant avec moins de bras ?

« La France n'a pas mis les travailleurs immigrés dans les trahis » pour les chasser du pays, ajoute M. Barre avec bonne conscience. Mais la façon qu'il a de citer leur cas à propos des salariés en surnombre est économiquement inexacte. Huit jours après que M. Stoleru ait interdit aux travailleurs étrangers de faire venir leur famille en France, le rappel est encore plus choquant, humainement et socialement.

Et pourtant M. Barre estime — il l'a répété jeudi — que les Français auraient tort de se plaindre. Ils n'ont pas subi la baisse de pouvoir d'achat qui a

frappé les Anglais, certains Américains, les salariés allemands. Quant à la hausse des prix, si elle continue à être aussi vive — de l'ordre de 9 % par an, soit 1 % seulement de moins que l'an passé — on aurait bien tort de la reprocher au gouvernement : c'est la faute au mauvais temps, qui raréfie fruits et légumes, et aux pays du tiers-monde, qui haussent les prix du café et du cacao.

M. Barre a de la suite dans les idées. Son nouvel hymne à l'effort, son éloge de l'austérité continuée, demeurant une fois encore dans le droit fil de son plan initial : la décelération massive des salaires, la limitation de la consommation, sont, pour lui, les clés du redressement financier et de la tenue du franc, fût-ce au prix d'un chômage record. Mais le pre-

mier ministre se contredit quand il voit dans la prolongation du statu quo l'amorce d'un changement pour les Français, l'aube d'une « espérance vraie », l'amorce d'une réponse aux « aspirations » de la nation à plus de justice.

Faire coïncider la rigueur économique — sans laquelle les promesses restent vaines — et la marche vers l'équité est assurément souhaitable et sans doute possible : mais à condition d'opérer les transferts de revenus et les réformes de structures qui rendront les deux compatibles. Parle de l'avoir compris, ou faute de s'y résoudre, M. Barre, comme M. Giscard d'Estaing, se condamne à rêver d'un monde meilleur pour les humbles, sans pouvoir l'enfanter.

GILBERT MATHIEU.

● LE CENTRE INDÉPENDANT (favorable à la majorité) : « En rappelant qu'il était fidèle à la 1^{re} République et que sa mission était d'éclairer la majorité et non de la remplacer par une autre, M. Raymond Barre agit bien en chef de toute la majorité, dont il a d'ailleurs rejoint l'unité. Aucun autre ne pouvait et ne peut tenir son rôle à sa place. »

DIX BONS JOURS CITROËN

Du 29 septembre au 10 octobre 77.

Cette année Citroën organise dans toute la France une grande exposition. Pendant les "Dix Bons Jours Citroën", venez découvrir, chez votre concessionnaire, toutes les nouveautés de la gamme 78.

LA GAMME 78 AU GRAND JOUR



4 SOLUTIONS CITROËN A VOS PROBLÈMES D'ARGENT

1/ CREDIT "BONNE ANNÉE"

Après un versement de 20%, la première traite ne sera payée qu'au début de 1978. La "rentree" est parfois difficile, et c'est mieux de pouvoir garder son argent pour les fêtes de fin d'année.

2/ CREDIT 10 SUR 12

C'est une toute nouvelle formule. Pendant 2 mois de la durée de votre crédit vous ne paierez aucune mensualité. Vous choisirez vous-même les 2 mois consécutifs pendant lesquels votre budget peut vous poser des problèmes (vacances, impôts). Cette formule est applicable sur 12, 18 ou 24 mois. Bien entendu, comme pour tout crédit, vous verserez 20% comptant.

3/ REPRISE COMPTANT

La reprise de votre ancienne voiture vous sera payée comptant. Vous disposerez ainsi immédiatement du montant de sa valeur. Vous pourrez :
● Soit utiliser une partie de cette somme pour le dépôt de garantie plus le premier loyer (Ecoplan 2^e et 3^e formules) ou le versement comptant de 20% de votre crédit.
● Soit disposer de cette somme moins le premier loyer, si vous prenez un Ecoplan sans dépôt de garantie (1^{re} formule).

4/ ECOPLAN

Quel que soit votre problème, il y a une solution Ecoplan pour disposer d'une voiture neuve :
● 1^{re} formule : pas de dépôt de garantie, 48 loyers mensuels constants ou dégressifs selon l'option choisie.
● 2^e formule : dépôt de garantie de 10 à 25%, 48 loyers mensuels fixes.
● 3^e formule : choix de la durée (12, 18, 24, 36 mois), dépôt de garantie de 10%, loyers mensuels fixes.



* Location longue durée. Marque déposée.

DANS TOUT LE RESEAU CITROËN
ET SOUS LE GRAND CHÂTEAU CITROËN, 124 A 134 AVENUE FELIX FAURE (PLACE BALARD 15^e).

CITROËN partenaire TOTAL

CITROËN

Modèles 78, garantie un an

ANCIENS COMBATTANTS

L'UFAC SE PRONONCE POUR UN 8 MAI « JOURNÉE NATIONALE CHÔMÉE ET FÉRIÉE »

Plus de trois cents délégués ont participé, les 1^{er} et 2 octobre, à Paris, à l'assemblée générale de l'Union française des anciens combattants (UFAC).

Le débat sur la défense des droits des quelque deux millions cinq cent mille membres de l'UFAC a permis à celle-ci de « se féliciter du rétablissement complet de l'égalité des droits à la retraite du combattant ». Malgré cette « grande victoire », comme la qualifie la motion finale, l'UFAC rappelle plusieurs revendications toujours en suspens pour lesquelles elle « exige que dans le budget de 1978, le dernier de la présente législature, des crédits soient prévus pour une liquidation partielle mais substantielle de ce contentieux ».

En vue des élections législatives de mai 1978, un mémorandum a été remis à toutes les formations politiques dont les réponses seront, passées au crible. La commission internationale de l'UFAC dénonce fermement la course aux armements — « qui se poursuit au détriment du bien-être des peuples », regrette l'absence de la France à la conférence du désarmement, souhaite qu'à Belgrade soit obtenue l'application des accords d'Helsinki, dénonce toute forme de racisme et s'indigne des faits récents qui confirment une résurgence du nazisme.

En ce qui concerne la célébration du 8 mai, l'UFAC a demandé que, pour 1978 et les années à venir, le 8 mai soit proclamé journée nationale, chômée et fériée, consacrée à la victoire de 1945, qui a marqué le retour à la liberté, à l'indépendance et à la paix.

Les cinquante-huit associations regroupées dans l'UFAC représentent plusieurs grands courants de pensée qui se sont exprimés dans les commissions de travail. Mais le président Lucien Bégon, dans son discours de clôture, pouvait justement déclarer : « Un fort courant a été ressenti pendant ces deux journées : l'amitié combattante. A l'UFAC, la liberté de penser et d'agir est laissée à chacun ; notre diversité n'est en rien contraire à l'indissoluble union. »

Rappelons que l'UFAC organise, le samedi 8 octobre, une journée nationale d'éducation, comportant, pour les Parisiens, un meeting à la salle Wagram à 14 heures.

C. D.

● Le congrès national de la Fédération nationale des combattants, prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc (F.N.C.A.M.) se tiendra à Bordeaux du 27 au 30 octobre, dans la salle de l'auditorium de Bordeaux-Lac (Gironde).

VERCORS

Les chevaux du temps

Roman

TCHOU

POLITIQUE

Le congrès extraordinaire du C.D.S.

Un peu d'espoir et beaucoup d'inquiétude

Le premier congrès extraordinaire du Centre des démocrates sociaux est réuni, à Lyon, du vendredi 7 au dimanche 9 octobre. Né en mai 1976 de la fusion du Centre démocrate et du Centre démocratique et progressif, le parti que préside M. Jean Lecanuet adoptera à cette occasion sa plate-forme électorale (intitulée « l'autre solution »). Il procédera aussi à une réforme de ses statuts. Ses instances dirigeantes

seront l'objet d'un relatif renouvellement. Après le départ de M. Jacques Barrot du secrétariat général (cf. le Monde - daté 2-3 octobre), M. André Diligent s'est porté candidat à ce poste. Des responsabilités particulières pourraient être confiées à M. Bernard Stasi — on parlait d'un titre de premier vice-président ou de vice-président délégué. — M. Jean Lecanuet est candidat à un nouveau mandat de président.

A priori, la conjoncture politique est favorable au centre. Les difficultés de la gauche apportent en effet des motifs d'espoir à ceux qui, depuis 1965, reprochent à la social-démocratie française son alliance avec les communistes et rêvent la constitution de la troisième force. Pourtant, à la veille de ce congrès extraordinaire et cinq mois avant l'échéance des législatives, le Centre des démocrates sociaux ne donne pas l'impression d'un parti heureux.

Première raison de sa morosité : les sondages. Ils ne sont pas favorables. Selon l'institut consulté, l'estimation des intentions de vote en faveur des candidats centristes varie entre 5 % et 7,5 % : quelque chose comme un effondrement (1). Et ce, alors que le parti républicain règne du terrain où le R.P.R. maintient ses positions. « Nous en sommes là parce que nous n'avons pas assez collé au président de la République », estime un des principaux dirigeants. En 1974 nous avions été le parti grâce auquel Valéry Giscard d'Estaing avait pu faire la différence et élargir la majorité. Aujourd'hui que les thèses du président reprennent la consécration, ces faits, que la démission de la gauche lui donne raison, nous avons laissés à d'autres le rôle de principal soutien ; d'autres (le parti républicain) qui étaient pourtant moins nombreux et moins bien organisés que nous au départ. »

Tensions internes

Ainsi est apparue la deuxième raison des difficultés actuelles du C.D.S. : un climat interne relativement tendu et désagréable. Dans un parti où peuvent s'exprimer des courants et s'organiser des tendances, les débats intérieurs ne traduisent pas la concurrence entre une majorité et une (ou des) minorité. Mais dans une formation qui se veut unanime, qui use volontiers des grands mots d'unité, de fraternité, de cohésion, les rapports sont finalement plus compliqués, et les crises plus dures parce qu'expriment moins clairement. Au C.D.S., une contestation parfois diffuse, parfois brutale, mais jamais véritablement assumée, s'est progressivement développée au cours des derniers mois. Un rapport « incongru » par lequel un article au vitriol par là, une conférence de presse imprévue d'un des dirigeants en l'absence de l'autre ; au bout du compte, pas de véritable débat et guère d'explication claire.

M. Jacques Barrot semble bien avoir fait les frais de cet état de fait. C'est sur lui que se sont cristallisés les reproches et les oppositions. Ses méthodes de travail ont été mises en question, les résultats de son action au secrétariat général contestés, par des militants et des cadres qui auraient parfois souhaité frapper plus haut, mais qui ne le pouvaient pas. La est une des principales raisons du départ du secrétaire général élu en 1976. Le motif officiel est le refus du cumul des responsabilités de chef du parti et d'une charge gouvernementale. Mais personne n'est dupe.

En même temps que prenait corps le processus qui devait amener le départ de M. Jacques Barrot, un mouvement se dessinait en faveur d'un « vaste renouvellement » des instances dirigeantes et d'une révision des statuts dans un sens plus démocratique. La promesse d'un congrès extraordinaire, celle d'un changement de secrétaire général et la mise à l'ordre d'une réforme statutaire furent les conséquences de ce mouvement.

Toutefois, entre la petite crise interne qui fut à l'origine du congrès actuel et le congrès lui-même, les dirigeants en place ont eu, semble-t-il, le temps de rétablir la situation. La réforme des statuts, ne devrait pas faire souffrir une tempête démocratique dans le parti. Quant au

● M. Pierre Pflimlin (C.D.S.), maire de Strasbourg, a affirmé, jeudi 6 octobre, dans une interview aux Dernières Nouvelles d'Alsace : « Le C.D.S. doit être pour ceux qui proposent généralement l'ouverture, mais il serait périlleux pour lui de s'engager sur une voie nouvelle, de diriger son regard vers d'autres horizons. Nous devons rester solidaires de la majorité telle qu'elle est. »

● M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, a déclaré jeudi 6 octobre : « La crise de la gauche offre une nouvelle chance pour les centristes, qui renouent aujourd'hui l'événement après avoir toujours dénoncé la coupe de la France en deux. M. Lecanuet a ajouté : « Le C.D.S. doit devenir le grand courant de la démocratie sociale et reconquérir les voix centristes et radicales qui se sont égarées à gauche lors des élections municipales. »

M. LAULAN (C.D.S.) : notre parti est resté une chaise vide.

M. Yves Laulan, membre du conseil national du Centre des démocrates sociaux et candidat au poste de trésorier national de son parti (responsabilité exercée actuellement par le sénateur René Stinner), a fait, au Monde, jeudi 6 octobre, la déclaration suivante : « Le congrès du C.D.S. risque d'être un congrès pour rien. On attend une fois de plus, d'une grande manifestation de l'unité. Mais, l'unité, il n'était pas nécessaire de la renforcer : nous ne sommes pas plus qu'un groupe, nous ne sommes pas un effort rapide de recrutement. Or l'unité des groupuscules est rarement mise en cause. Si le C.D.S. en est là, c'est peut-être faute d'avoir su se donner à temps une personnalité suffisamment affirmée. Et si la fusion entre le Centre démocrate et le C.D.P. ne s'est pas faite, c'est parce que l'on ne crée pas un parti nouveau en mêlant les éléments de deux formations antérieures. »

M. Laulan a ajouté : « La réforme des statuts que souhaitent naguère une forte minorité de militants depuis, permettrait le renouvellement des dirigeants et, surtout, leur choix par le congrès lui-même. Cette ambition est en passe d'être déçue. Le congrès de Lyon risque d'aboutir à la mise en place d'un appareil entièrement désigné ou coopté, ce qui comporte des risques de sclérose durable. »

« Le C.D.S. n'est pas véritablement devenu un parti. Il est resté une chaise vide sur l'échiquier politique. Nos militants sont perdus à gauche et à droite, vers le parti républicain entre autres. Bref, l'affaire est mal engagée. Elle peut être néanmoins redressée. Ce sera la responsabilité de la prochaine équipe. »

Vous avez trois enfants et une seule chambre d'enfant ?

ROCHE-BOBOIS

Chez Roche-Bobois, il y a un département qui s'appelle Youngstore, le « magasin des jeunes » où l'on trouve toutes les chambres d'enfants possibles et imaginables.

Des chambres astucieuses avec des lits

gigognes ou superposés, des chambres où tous les meubles se combinent et se coordonnent pour grandir avec l'enfant.

Venez samedi, nous vous aiderons à composer la vôtre.

A Paris, 92-98, bd de Sébastopol - 10 à 18, rue de Lyon - 197-207, bd St-Germain 52, avenue de la Grande Armée et dans toutes les grandes villes de France.

Breguet LIVRE A 18 KM A L'EST DE PARIS

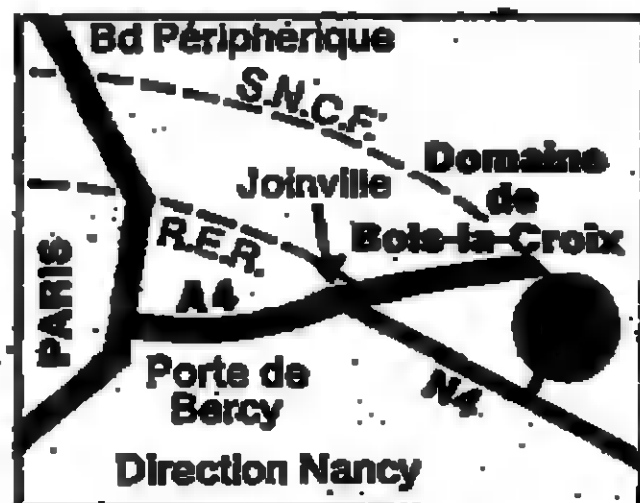


Chelsea, 139 m² 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

le Domaine du Bois la Croix DES MAISONS DURABLES.

Un parc boisé et privé de 18 ha, le grand calme, la vraie campagne : c'est le Domaine du Bois La Croix, où Breguet réalise 5 modèles de très élégantes maisons de 93 à 155 m², de 4 à 7 pièces, entourées de grands jardins. Certaines sont livrables immédiatement. Le Domaine se trouve au centre de Pontault-Combault, près des rues commerçantes, et à 1/4 d'heure à pied de la gare (40 trains par jour AR pour Paris). Sur le Domaine même : écoles, centre commercial, tennis.

A 18 KM DE PARIS
PAR L'AUTOROUTE DE L'EST
ET LA N.4
(Par l'A.4, sortir à Val Marais et se diriger vers Emerainville).



VISITE DES MAISONS
MODELES TOUS LES JOURS
DE 10 A 19 H.

DOMAINE DU BOIS LA CROIX 77340 PONTAULT-COMBAULT (TEL. 028.64.63).

Bucarest?

AUSTRIAN AIRLINES

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Aubert, Paris - Téléphone 268-34-34

VERCO
Les chevaux
du temps
TCHO

POLITIQUE

Les difficultés entre les communistes

M. Marchais : depuis le début de l'année, le P.S. s'est engagé dans un tournant à droite

Le comité central du P.C.F., qui a siégé mercredi 5 et jeudi 6 octobre, a adopté un rapport de M. Georges Marchais, dont nous donnons ci-dessous d'importants extraits. Il a également décidé d'ajourner la conférence nationale, prévue pour les 20 et 21 octobre, afin que le P.C.F. puisse utiliser le maximum de temps au débat politique sur l'union de la gauche. Le comité central a enfin prévu de tenir dans tous les départements, les 22 et 23 octobre, des stages auxquels participeront tous les secrétaires de cellules et l'ensemble des cadres du parti.

M. Georges Marchais justifie la convocation du comité central en expliquant qu'après l'interruption des négociations sur l'actualisation du programme commun « il s'agit pour le parti tout entier d'analyser ce qui s'est passé et de définir en conséquence notre ligne de conduite, nos tâches ». Le secrétaire général du P.C.F. retrace alors le déroulement des négociations. Il explique : « Nous n'avons jamais cherché à imposer nos vues, jamais dit « non », d'apporter à une proposition de nos partenaires. Le P.C.F. s'est, selon lui, placé sur le terrain des « réformes démocratiques ».

M. Marchais relève alors les signes « des réticences, de la mauvaise volonté du P.S. ». Il reproche aux socialistes d'avoir tardé à engager la négociation, d'avoir refusé la mise en place de plusieurs groupes de travail, de n'avoir avancé que des propositions d'« une minceur significative ». M. Marchais analyse ensuite le déroulement des rencontres « au sommet ». A propos du départ de M. Robert Fabre lors de la réunion du 14 septembre, il note :

« Le parti socialiste ne prit aucune initiative en faveur de la reprise de la réunion, comme s'il souhaitait qu'on en reste là. Dès le lendemain, par contre, l'appelait Robert Fabre publiquement, à la télévision, à revenir à la table des négociations. Nos efforts permirent à la discussion de reprendre. Elle se heurta cependant à l'attitude profondément négative du parti socialiste. A aucun moment de cette discussion, et

malgré nos efforts, le parti socialiste n'a adopté une position constructive, susceptible de conduire à un accord. (...) Je me contenterai d'énumérer les points sur lesquels le parti socialiste s'est refusé à permettre l'accord : il s'agit notamment du niveau du SMIC, du relèvement général des salaires, du relèvement de 50 % des allocations familiales dès la première année, du rattachement de la retraite à cotisations des salariés, de la retraite à cotisations des fonctionnaires, de l'impôt sur le capital et de l'impôt sur la fortune, des nationalisations, des droits des travailleurs à l'entreprise, de l'élection du président du conseil d'administration des entreprises nationales.

A cette énumération, le secrétaire général du P.C.F. ajoute que le P.S. a « remis en cause des dispositions essentielles du programme commun », et il cite deux exemples : la fixation du SMIC au niveau souhaité par les centrales syndicales et, bien sûr, les nationalisations.

M. Georges Marchais retrace les indices qui, selon lui, laissent présager l'évolution du P.S. Il relève que, dès le début de l'année, M. Michel Rocard a multiplié les déclarations « expliquant que ce qui compte, ce n'est pas la propriété, mais le pouvoir dans

l'entreprise — alors que le programme commun indiquait sans équivoque que la nationalisation signifiait l'appropriation par la nation ». Il rappelle les propositions de M. Jacques Attali sur l'indemnisation des actionnaires, qui, selon lui, « aboutissent à laisser le grand capital dans la place ».

« C'est, poursuit-il, le comportement de François Mitterrand lors de son débat idéologique avec Barre. Tout le monde relève qu'en cours de ce débat il prend ses distances avec le programme commun et assure le premier ministre giscardien qu'il dira « non » aux propositions de notre parti. C'est le congrès de Nantes, où François Mitterrand lance son ultimatum au parti communiste

et donne au programme du parti socialiste le pas sur le programme commun. A ce congrès, on déclare aussi que le parti socialiste entend « accéder à la position dominante que les socialistes-démocrates allemands ont acquise entre 1920 et 1940 », c'est-à-dire, en clair, qu'il aspire à gouverner seul. (...) En vérité, maintenant les choses sont claires : depuis le

début de l'année, le parti socialiste s'est engagé dans un tournant à droite. Le refus de poursuivre à un accord sur l'actualisation du programme commun et, du même coup, sa décision de laisser le programme commun tomber en déshonneur, constituent l'épisode le plus spectaculaire, la manifestation la plus révélatrice de ce tournant.

Le M.R.G. a servi de relais au parti socialiste

Le secrétaire général du P.C.F. s'attaque ensuite à examiner l'attitude du Mouvement des radicaux de gauche. Il déclare : « Tel n'a pas été malheureusement le cas dans la négociation. Dès le 14 septembre, Robert Fabre s'est fait le porteur d'arguments qui constituaient tout simplement la reprise des attaques que porte en permanence la droite contre le programme commun et contre notre parti ».

« Tout au long de la négociation, la délégation du M.R.G. a le plus souvent calqué ses positions sur celles du parti socialiste, quand elle n'a pas servi de relais à celui-ci. Vendredi dernier encore, la direction du M.R.G. nous adressait une lettre dans laquelle elle indiquait « que les dernières propositions formulées par le parti socialiste sur la question des nationalisations constituent la base logique pour une reprise des discussions ». Cela revient à reprendre presque mot pour mot le communiqué du bureau exécutif du parti socialiste publié deux jours auparavant.

« En bref, la direction nationale du M.R.G. porte une lourde responsabilité dans l'échec d'une négociation où elle a renoncé à toute position originale, au point que ce qui est resté de la discussion entre trois partenaires égaux s'est transformé en affrontement entre deux délégations pour s'imposer dans les entreprises, c'est-à-dire le nôtre. C'est une situation que nous regrettons, mais dont il nous faut bien prendre acte pour en tirer les conclusions qui s'imposent.

M. Marchais recherche alors les raisons du tournant du P.S. Il explique : « Pour tenter de poursuivre son règne, la grande bourgeoisie cherche à maintenir, c'est-à-dire le sens de la redistribution des forces, du partage des tâches qu'elle a opérée au sein de la droite : comme celle-ci ne peut le faire, elle essaie de ratisser en largeur pour se conserver une majorité. Mais le résultat se révèle d'ores et déjà très incertain. La grande bourgeoisie n'a pu la possibilité que des représentants les plus réactionnaires — ceux qui composent la coalition giscardienne ne le proposent plus de la majorité, aux prochaines élections. Devant une telle possibilité, une question devient pour elle décisive : trouver un recours qui lui permette — sous une forme ou une autre — de sauvegarder sa politique et la domination. Ce recours, c'est, en France, comme

dans de nombreux autres pays capitalistes, le parti socialiste. Le secrétaire général rappelle que « la social-démocratie sera les affaires du capitalisme » en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, en Autriche, au Portugal, en Belgique, aux Pays-Bas et au Danemark. Il estime qu'en France une situation du même type est recherchée avec d'autant plus de hâte que « le parti communiste, bien loin d'être affaibli — comme le pouvoir s'en était donné l'objectif — a consolidé ses forces et ses positions ». Il ajoute : « Dans ces conditions, que le parti socialiste se dégage de l'union de la gauche, qu'il refuse de s'engager sur un programme de transformations effectives et conserve « les mains libres » est devenu un objectif impérieux pour les forces nationales et internationales opposées à un véritable changement politique dans notre pays. Or, force est de constater que les dirigeants du parti socialiste ont prêté l'oreille à ces sirènes et se sont engagés dans cette voie.

M. Marchais poursuit : « Notre organisation progresse rapidement, notamment dans les entreprises. Nous sommes ainsi, en fin de compte, plus forts que ne le souhaitent nos adversaires, et aussi nos partenaires. Sans doute, si les efforts du parti socialiste pour s'imposer dans les entreprises ont conduit à l'échec, il y a progressé plus que nous au plan de l'influence électorale. Mais nous n'avons jamais, quant à nous, subordonné l'union à la prépondérance de notre parti. A la différence des ambitions proclamées par le parti socialiste au congrès de Nantes, nous n'avons jamais lié l'union à l'acquisition d'une « position dominante » par notre parti. Nous avons même dit à maintes reprises : nous ne voyons aucun inconvénient, bien au contraire, à ce que tous gagnent et se renforcent dès lors que cette progression s'effectue dans le cadre d'une union loyale, dans le combat pour réaliser l'union de la gauche, dans le but de faire triompher les engagements pris en commun. C'est là le vrai problème, et non dans le sens quel déplaît que nous épuiserions à l'égard du parti socialiste. Le vrai problème est celui-ci, simple et évident pour tous les démocrates : l'union demande que les forces dont chaque parti dispose soient bien mises au service des engagements communs.

Le P.C.F. ne peut servir de marchepied

Le secrétaire général rappelle que à l'automne de 1974, le P.C.F. avait « dû admettre l'opinion » par le P.S. « prenant ses distances avec l'union ». « Il faut le dire, ajoute-t-il, nous sommes aujourd'hui devant le même problème, mais celui-ci se pose avec une ampleur, une gravité nouvelles (...).

« Oui, le parti socialiste recule. Il recule sur les engagements pris avec le programme commun. Il laisse du coup la porte ouverte à un repliement, sous une forme ou sous une autre, du pouvoir et à la poursuite de la politique du grand capital.

« Il faut être conscient que de nombreux facteurs le poussent, presque naturellement, en ce sens. Il y a ses traditions historiques. Car certains de ses dirigeants ont beau dater la naissance du parti socialiste au début du siècle, ils ne peuvent pas ne pas faire qu'il ne soit l'héritier d'un long passé de collaboration avec la bourgeoisie, avec la droite.

« Il y a sa nature, car il est né et reste le parti d'un peuple, un parti attaché au réformisme, c'est-à-dire au simple aménagement du système existant.

« Il y a sa composition sociale. Il suffit, à ce sujet, de relancer les 5 % seulement des délégués au congrès de Nantes étaient des ouvriers. Mais, par contre, 19 % étaient ce que la statistique appelle des cadres supérieurs. En fait, cette appellation recouvre pour l'essentiel cette catégorie très particulière de cadres à laquelle appartiennent des hommes comme Rocard, Attali, Fabius, Joxe, Jospin, qui sont des cadres supérieurs de l'Etat et qui occupent désormais la direction du parti socialiste. C'est une caractéristique nouvelle, par son ampleur, du parti socialiste. Il faut dire que c'est une caractéristique valable pour toute la social-démocratie européenne, dont les dirigeants ouvriers ou petits fonctionnaires ont fait place partout à des technocrates formés dans le giron de la grande bourgeoisie. Cette circonstance donne d'ailleurs une coloration nouvelle au réformisme du parti socialiste : il reste d'une grande incohérence théorique, mais il est profondément marqué par une pensée technocratique aux allures modernistes, une pensée qui épouse sous une phrase de gauche les exigences de gestion d'un capitalisme d'Etat en crise.

« Il y a enfin les liaisons du parti socialiste dans le pays et

hors du pays, avec des forces attachées au système du grand capital et disposant de divers moyens de pression. On ne peut oublier, en particulier, que le parti socialiste est membre de l'Internationale socialiste. Dominé par le S.P.D. de Schmidt et de Willy Brandt, cette Internationale a depuis le congrès de Genève, de novembre 1976, une activité absolument dévorante. Nous l'avons déjà relevé au XXII^e congrès : le parti socialiste est sensible aux pressions internationales qui s'exercent contre l'union, en particulier de la part du parti de Helmut Schmidt (...).

« Donner au parti socialiste, dans ces conditions, c'est-à-dire en l'absence d'engagements précis, clairs, concrets de sa part — donner au parti socialiste la possibilité d'utiliser le parti communiste et les millions de Français qui lui font confiance comme un marchepied pour aller ensuite au gouvernement seul, ou avec d'autres, mais sans les communistes, — ce serait sonner pour toute une période le glas des espérances de changement. Le parti communiste, parce qu'il a un sens élevé de ses responsabilités devant les travailleurs, devant notre peuple, ne peut y consentir.

Après avoir indiqué que la stratégie du P.C.F. n'a jamais eu pour objet « la recherche d'un unanimisme sans principe et sans contenu », il ajoute : « Il y a des différences très nettes entre communistes, socialistes et radicaux. Nous prenons en compte cette diversité, ce pluralisme, non comme une donnée de circonstance, mais comme une donnée permanente, durable de la vie politique française, y compris pour le socialisme que nous voulons construire. Nous ne recherchons ni le monopole ni la domination. Nous sommes pour l'union, une alliance fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, tirant parti d'une diversité mise au service des objectifs communs. C'est précisément au nom de cette conception — et parce que nous en sommes convaincus, il s'agit d'une conviction absolue de la marche en avant — que nous réclamons pour notre parti sa part pleine et entière des responsabilités, la place qui doit être la sienne, à cela non plus, nous ne saurions renoncer à aucun prix.

(1) N.D.L.R. — Il s'agit de M. Pierre Mauroy dans le rapport d'activité présenté au nom de la direction du P.S.

Vous avez un cadeau à faire, pas d'idées et 150 f.

ROCHE-BOBOIS

Qui, Roche-Bobois, ce n'est pas seulement un magasin de meubles ni un créateur d'ambiance. Roche-Bobois c'est aussi une « Boutique » pleine de charme, de surprises et d'idées. Venez samedi,

vous pourrez y choisir un patchwork, rêver devant des porcelaines fleuries, vous offrir du beau linge ou encore déposer une liste de mariage. Il y a même des petits cadeaux à partir de 6 F.

A Paris et en banlieue, Athis-Mons, 37 route de Fontainebleau - Bourg-la-Reine, 72 bd du Mal Joffe - Melun, 2 rue St-Etienne - St-Germain-en-Laye, 98 rue Léon Désoyer - Versailles, 6 rue au Pain (pl. du Marché) et dans toutes les grandes villes de France.

Voilà des remises qui vont plaire aux hommes.

20%

sur des milliers de vêtements, des pulls aux costumes.

COSTUME velours 100 % coton 570 f	456 f	PULL, dessin jacquard, 70 % laine, 30 % acrylique.....	58 f	46 f
COSTUME 3 pièces, pure laine 495 f	396 f	POLO manches longues, 70 % acrylique, 30 % laine.....	67,50 f	54 f
LODEN, forme raglan, 75 % laine, 20 % polyester, 5 % autres fibres, doublage amovible 100 % acrylique.....	845 f	BLOUSEN écossais, 35 % laine, 35 % acrylique, 30 % viscose.....	210 f	168 f
IMPERMEABLE 3/4, 66 % polyester, 34 % viscose, col et doublage amovible 100 % acrylique.....	300 f	CHEMISE de détente coton écossais.....	75 f	60 f
PARKA, 65 % polyester, 35 % coton, doublage amovible 100 % acrylique.....	280 f	CHEMISE ville unie, 65 % polyester, 35 % coton.....	49 f	39 f
		SURCHEMISE 70 % acrylique, 30 % autres fibres.....	180 f	80 f
		VESTE AGNEAU GLACE.....	935 f	668 f

JUSQU'AU 15 OCTOBRE

MAGASIN 2 - 1^{er} ET 2^e ETAGES



Samaritaine

PONT-NEUF



et les socialistes

POLITIQUE

DEVANT LES TRAVAILLISTES BRITANNIQUES

M. Mitterrand : le parti socialiste gardera le cap qu'il s'était fixé il y a six ans.

Brighton. — En raison de la grève des pompiers de l'aéroport de Gatwick et de celle des contrôleurs aériens des autres aéroports britanniques, M. Mitterrand a fait, jeudi 6 octobre, une apparition tardive au congrès travailliste de Brighton. Il a ainsi manqué le déjeuner prévu avec M. Callaghan et a dû s'adresser au congrès en session privée. Il a pu cependant s'entretenir pendant quarante minutes avec le premier ministre britannique et rencontrer le secrétaire au Foreign Office, M. Owen.

De notre envoyé spécial

terre » entre les partis socialistes et travaillistes, mais aussi la préparation d'une coopération amicale entre les deux gouvernements dans l'hypothèse d'un succès de la gauche en France, furent au cœur des entretiens. M. Callaghan, aussi antisocialiste mais plus pragmatique que son prédécesseur, M. Wilson, n'est pas choqué, comme beaucoup de travaillistes, de l'alliance de M. Mitterrand avec les communistes français.

au sujet d'un éventuel manifeste commun pour les élections européennes, M. Mitterrand souligna que les socialistes français étaient d'accord avec les autres partis socialistes européens sur les objectifs, mais que des divergences de vues existaient sur les moyens de les atteindre. Il pensa, cependant, que « le désaccord sur la technique, les méthodes et le calendrier est moins important que l'accord général sur la stratégie et les objectifs ».

Dans son allocution au congrès, M. Mitterrand félicita le gouvernement travailliste du redressement économique qu'il avait amorcé et ajouta : « Nous avons besoin de vous et nous voudrions vous servir de plus en plus en Europe... sans la Grande-Bretagne totalement présente, il manquerait quelque chose à la fois à la France et à l'Europe. » Et le leader socialiste se référa spécifiquement à la grande tradition du libéralisme, mais aussi à la conception sociale et économique incarnée par le gouvernement travailliste.

Au cours de ses remarques aux journalistes, M. Mitterrand évoqua la « grave crise » de la gauche, mais précisa-t-il : le P.S. « gardera le cap qu'il s'était fixé il y a six ans ». Les partis conservateurs, a-t-il ajouté, peuvent nous tourner autour. Ils perdent leur temps et les communistes aussi.

« Nous sommes tout à fait tranquilles, a-t-il encore dit, le parti socialiste ne bougera pas de sa position, je peux vous le garantir. » M. Mitterrand a rappelé que le P.S. s'était fixé deux limites : « Il ne faut pas faire de deuxième programme commun avant d'avoir expliqué le premier. Et nous voulons bien d'un programme commun, mais pas d'un programme communiste. »

« Naturellement, a-t-il déclaré, nous ne sommes pas des communistes, nous ne sommes pas des socialistes, nous ne sommes pas des marxistes, nous ne sommes pas des trotskistes, nous ne sommes pas des stalinistes, nous ne sommes pas des maoïstes, nous ne sommes pas des guevaristes, nous ne sommes pas des berlinguettistes, nous ne sommes pas des berlinguettistes, nous ne sommes pas des berlinguettistes... »

HENRI PIERRE.

M. ESTIER : M. Marchais fait du roman feuilleton.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré jeudi 6 octobre au micro d'Europe 1 : « Les déclarations de Georges Marchais constituent un roman feuilleton. Ce régime n'a aucune réalité. Il est totalement sans rapport avec les faits. Le parti communiste aujourd'hui ne veut pas conclure un accord avec nous, et pour justifier cette attitude de refus, il nous accuse de tous les péchés possibles. »

« Ce que fait actuellement le P.C. ne sert pas l'union de la gauche, c'est évident, et ce qui ne paraît pas clair, c'est que les communistes prennent ombrage de la force politique que représentent les socialistes, précisément dans le cadre de la stratégie de l'union de la gauche, et qu'ils essaient aujourd'hui de nous discréditer aux yeux de l'opinion. Mais c'est peine perdue. »

M. Claude Estier écrit d'autre part dans l'éditorial de l'hebdomadaire l'Unité : « Je sais bien que le parti communiste s'acharne depuis des semaines à tenter de démontrer que le parti socialiste a changé. Mais, comme il le dit souvent lui-même, ce n'est pas parce qu'il répète cent fois une contre-vérité (...) qu'elle devient une vérité. »

PRINX
GEORGES SAND
Joanne Esner

pour
L'Employeur
roman

Mais que veut l'employeur qui tisse sa toile de présence, qui suit, file, investit le mystère ? Posséder sans toucher ? Avenir jusqu'au trop tard ? Fascinant.

Juliette Borsini

TRECA
EPEDA
SIMMONS
Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez :
CAPELOU

DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TRES RAPIDE
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
57, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS XI^e TEL. 357.46.55
Métro : Parmentier

LE GROUPE SOCIALISTE
OBTIENT LA PRESIDENCE
DE DEUX COMMISSIONS
SENATORIALES

Les commissions du Sénat ont désigné leurs bureaux, jeudi 6 octobre. M. Edouard Bonnefous (Gauche démocratique) a été réélu président de la commission des finances, dont le rapporteur général reste M. Maurice Elie (Union centriste). M. André Colin (Union centriste) a été également réélu président de la commission des affaires étrangères et M. Josau-Marigné (R.I.), président de la commission des lois.

Trois autres commissions, en revanche, changent de président : M. Michel Chauvy (R.P.R.) remplace M. Jean Bernard (R.P.R.) à la tête de la commission des affaires économiques. M. Robert Schmitt (P.S.) devient président de la commission des affaires sociales, où il succède à M. Marcel Souppès (P.S.). Enfin, M. Léon Eckhout (P.S.) a été élu à la présidence des affaires culturelles, où il remplace M. Jean de Baguen, socialiste, dont le groupe est le plus important du Sénat, obtenant ainsi la présidence d'une seconde commission.

Après travaux d'agrandissement
LES FANTASTIQUES
NOUVELLES
COLLECTIONS 77-78

LES PRIX
FOURRURES
DU NORD

MANTEAUX

Opossum	3850F
Chevrette grise	2150F
Patchwork Renard	2750F
Mouton doré	2150F
Lapin Nankin, bariolé, côtelé	1350F
	1450F 1850F
Patte de Vison	3850F
Murmel	3450F
Patte d'Astrakan	1950F 2750F
Astrakan russe pleines peaux	3750F 4650F
Astrakan Swakara	5850F
Rat d'Amérique	4850F 5450F
Flanc de Marmotte	2150F
Ragondin	4750F
Vison mille-raies	5250F

VESTES

Patchwork Renard	2250F
Agneau de Toscane	1850F

COLLECTION PRESTIGE

MANTEAUX

Vison dark allongé, pastel, tourmaline, Koh-Inoor	8750F 9250F
	10750F 12850F
	et au-dessus
Vison Blackglama	18750F
Vison Pearl	18750F
Vison Emba	28500F
Vison Black Diamond	28750F

MANTEAUX et CAPES en Vison blanc, Chinchilla, Zibeline, Breitschwanz.

Service après-vente.
Reprise en compte de vos fourrures au plus haut cours
Les plus larges facilités de paiement.
Garantie totale sur tous vos achats.

SAUVEGARDE DES FELINS TACHETES
ET DES ANIMAUX EN VOIE
DE DISPARITION

Les fourrures suivantes ne sont pas en vente dans nos magasins : Bêlé-Pheque, Phoque, Panthère, Ocelot, Tigre, Guépard Léopard Jaguar

FOURRURES
DU NORD

115, 117, 119, r. La Fayette PARIS 10^e 100, Av. Paul Doumer PARIS 16^e

PRES GARE du NORD ANGLE RUE de la POMPE

Magasins ouverts tous les jours de 9h à 19h sans interruption, sauf Dimanche

Vous rêvez de cuir sauvage
ou de cretonne fleurie
sur canapé?

ROCHE-BOBOIS

On ne peut pas acheter un canapé sans passer voir ceux de Roche-Bobois. Parce qu'on est sûr d'y trouver les plus beaux cuirs : naturels, sauvages ou glacés, les plus beaux tissus pure laine, et aussi tous les nouveaux

cotons imprimés pleins de fleurs et de charme. Venez samedi ou vendredi soir en nocturne. Vous découvrirez le dernier-né des canapés Roche-Bobois, "l'Orignal", à volutes de mousse et coussins profonds.

A Paris, 10 à 18, rue de Lyon - 92-98, bd de Sébastopol - 197-207, bd St-Germain
52, avenue de la Grande Armée et dans toutes les grandes villes de France.

POLITIQUE

L'Assemblée nationale adopte la loi assurant une meilleure protection des acheteurs à crédit

Sous la présidence de M. Andréux (P.C.), l'Assemblée nationale a examiné, jeudi 6 octobre, le projet de loi relatif à l'information et à la protection du public dans le domaine des opérations de crédit. Adopté par le Sénat à l'automne 1976, ce texte, rapporté par M. Burel (R.F.P.), a connu bien des vicissitudes. La commission des lois a adopté en juin dernier, à l'initiative de M. Bignon (R.F.P.), la question préalable. Elle entendait

ainsi inviter le gouvernement à présenter de nouvelles propositions allant dans le sens d'une simplification du texte et d'une meilleure protection des consommateurs recourant au crédit.

Le gouvernement a en effet déposé une série d'amendements remaniant profondément le texte dans le sens souhaité par la commission, qui a donc accepté de procéder à l'examen des articles. Parallèlement, la concertation s'est poursuivie avec les

différents partenaires de la vie économique et a permis d'aboutir aux propositions retenues par la commission et auxquelles le gouvernement a bien voulu se rallier. Ces solutions nouvelles, explique M. Bignon, en les détaillant, permettent d'accorder à l'emprunteur une protection réelle, et pas seulement illusoire, et modère les inconvénients imposés aux commerçants par ces dispositions protectrices.

Mme Christiane Scrivener, secrétaire d'Etat à la consommation, déclare : « Ce texte est parvenu à une large majorité du Sénat, représente une nouvelle et importante étape dans les efforts pour protéger les emprunteurs, mais il ne faut pas se laisser aller à des mesures qui déjà ont été prises pour protéger les emprunteurs, elles se sont révélées inadéquates sous forme nouvelle de crédit. »

Bouillonnant ensuite les éléments les plus marquants du texte, elle déclare : « Son champ d'application est étendu et il s'applique à toutes les formes de crédit consenties aux particuliers par des prêteurs professionnels. Pour ce qui concerne le crédit immobilier, il sera l'objet d'un texte particulier qui sera déposé au Parlement cet automne. »

Mme Scrivener rappelle alors les quatre objectifs fondamentaux du projet :

- 1) Améliorer l'information du consommateur sur les conditions de son prêt et réglementer la publicité ;
 - 2) Accorder au consommateur un délai de réflexion de sept jours dont un week-end avec possibilité de renoncer au crédit ;
 - 3) Insérer un lien juridique entre le contrat de vente et le contrat de prêt : les obligations de l'emprunteur ne prendront effet qu'à partir de la livraison du bien ou de la fourniture de la prestation ;
 - 4) Protéger le consommateur contre les pénalités souvent excessives qui lui sont réclamées en cas de remboursement anticipé ou de défaillance. A cet effet, les indemnités ne pourront plus dépasser un montant maximum.
- Pour terminer, elle rappelle qu'en 1973 près de la moitié des automobiles neuves et près de 45 % des téléviseurs étaient achetés à crédit. Quant à l'endettement moyen par habitant, il était en 1975 de 230 francs par mois, soit le double de ce qu'il était en 1969.
- Dans la discussion générale, M. DARNOT (P.S.) observe que « le gouvernement a choisi la conjoncture actuelle où le chô-

mage et l'inflation ont rongé le pouvoir d'achat des travailleurs pour présenter des mesures touchant sur le crédit, afin d'éliminer certains abus manifestes, mais sans toucher toutefois aux structures de distribution du crédit qui favorisent les consommateurs les plus riches. »

« Le crédit, affirme-t-il, est un des éléments d'érosion du pouvoir d'achat. »

M. FERRI (P.R.) estime positif le bilan des mesures déjà prises dans le secteur de la consommation, et poursuit : « Votre projet vise à créer une véritable statue du crédit à la consommation et, ce faisant, il comble une lacune indiscutable de notre législation, lacune qui a donné lieu à des abus et à des injustices. »

M. KALINSKY (P.C.) dénonce le caractère « secondaire » des abus commis dont sont surtout victimes les familles aux ressources modestes. A son avis, le problème de fond est celui de la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Sans nier les aspects positifs du projet, il en souligne les lacunes, d'où les amendements déposés par son groupe, qui

sement non affectés et les autres opérations de crédit. Les dispositions de la loi sont étendues aux ventes et prestations dont le paiement est échelonné ou différé.

A l'article fixant les opérations exclues du champ d'application de la loi, l'Assemblée adopte un amendement du rapporteur qui soumet à la loi les crédits d'une durée inférieure ou égale à trois mois dont le montant est supérieur au SMIC. Il réintroduit les crédits dont le montant dépasse un plafond fixé par décret.

A l'article réglementant la publicité relative aux opérations de crédit, l'Assemblée adopte un amendement du rapporteur qui

rend obligatoire dans toutes les publicités l'indication, en plus du coût total du taux effectif global du crédit proposé.

A l'article renforçant le formalisme des contrats de crédit, l'Assemblée adopte la rédaction proposée par le rapporteur. Toute opération de crédit doit être précédée de la remise à l'emprunteur d'un exemplaire personnel qui engage le prêteur à maintenir les conditions d'octroi de crédit pendant une durée minimale de quinze jours. Cette offre, établie selon un modèle-type dressé par décret, sera consultée du comité national de la consommation, doit comporter toutes les conditions du crédit, notamment le montant de ses fractions, son coût total faisant apparaître distinctement toutes les charges annexes et, s'il y a lieu, son taux effectif global calculé avec toutes les charges annexes, y compris les perceptions forfaitaires.

En séance de nuit, sous la présidence de M. Allainmat (P.R.), l'Assemblée, en ce qui concerne la faculté de renonciation de l'emprunteur, adopte la rédaction proposée par le rapporteur. L'emprunteur conserve pendant sept jours, à compter de son acceptation, la faculté de se rétracter. Pour les offres faites sous conditions d'agrément de la personne de l'emprunteur, le contrat ne devient parfait qu'à l'expiration de sept jours, le prêteur ne peut exiger le paiement de la somme due avant l'expiration de ce délai.

Enfin, pour M. BUREL (R.F.P.), ce qui est important, c'est l'information et la formation des consommateurs. Après que Mme SCRIVENER ait relevé cette unanimité et y ait vu un encouragement pour le gouvernement à poursuivre son action, le projet de loi est adopté par l'Assemblée des députés. La séance est levée vendredi à 1 heure.

Mme SCRIVENER : les organisations de consommateurs seront consultées

Répondant aux orateurs, Mme SCRIVENER indique notamment que les organisations de consommateurs seront consultées pour l'élaboration des décrets d'application. D'autre part, des contrats-types seront élaborés en ce qui concerne le crédit, mais non en ce qui concerne la vente. L'Assemblée entend en outre l'examen des articles du projet. A l'article premier, elle adopte un amendement du rapporteur qui précise que toute opération consentie à titre habituel par un prêteur, que ce soit à titre onéreux ou gratuit, entre dans le champ d'application de la loi. Est donc supprimée la distinction entre les prêts d'ar-

DEUX NOUVEAUX DÉPUTÉS DANS LE PACIFIQUE-SUD

L'Assemblée nationale a examiné, jeudi 6 octobre, un projet de loi organique prévoyant la création de deux sièges supplémentaires de députés, l'un en Nouvelle-Calédonie (cent trente-neuf mille habitants en 1976), l'autre en Polynésie (cent trente-six mille habitants), et un projet fixant la composition des circonscriptions électorales correspondantes à ces nouveaux sièges (le Monde du 10 septembre).

M. PIOT (R.F.P.), rapporteur, reconnaît que tout découpage de circonscription est délicat, mais estime que celui qui est proposé est « le meilleur possible ». Après l'intervention de M. STERN, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, l'Assemblée adopte le projet de loi.

L'Assemblée adopte le projet de loi organique créant deux sièges supplémentaires dans les TOM. L'opposition s'abstenait. Estimant qu'il n'y a pas lieu à débattre, M. Alain Vivien (P.R.) défend une motion préalable dont l'adoption entraînerait le rejet du second texte. A son avis, rien ne justifie en effet le découpage de nouvelles circonscriptions dans les seuls territoires d'outre-mer. « La raison profonde des modifications proposées, affirme-t-il, s'explique dans une perspective électorale. »

Un scrutin public, la question préalable socialiste est repoussée par 280 voix contre 179.

M. FIDJOT (non-inscrit, Nouvelle-Calédonie) défend ensuite un amendement tendant à rattacher les ressortissants français des Nouvelles-Hébrides, non pas à la circonscription de la Nouvelle-Calédonie, mais au collège électoral de Wallis et Futuna.

L'ensemble du projet de loi est finalement adopté, l'opposition votant contre.

● M. Guy Cabanet, député (P.R.) de l'Aube, est entré à la commission de la défense de l'Assemblée nationale et en a été élu vice-président, jeudi 6 octobre, en remplacement de M. Michel d'Allières (P.R., Sarthe), élu sénateur d'Aube par le nouveau scrutin. M. d'Allières a été désigné pour succéder à M. d'Allières comme rapporteur pour avis du budget d'équipement de la défense. M. Jean-Marie Comnès (P.S., Landes) remplace M. Max Lajeune (réf., Somme), élu sénateur, comme rapporteur pour avis du budget de la gendarmerie.

Un vide comblé

La loi de loi sur le crédit à la consommation et la protection des emprunteurs a franchi glorieusement, après une mesure pour rien en juin, l'étape de l'Assemblée nationale. Un vote à l'unanimité est suffisamment pour que le sénat, Bourbon pour qu'on le salue.

Il faut dire qu'un véritable vide législatif qu'il importait de combler pour faire cesser des injustices criantes, et pourtant parfaitement légales. Lorsqu'un client achète dans un magasin, grand ou petit, un meuble ou un appareil électroménager qu'il souhaite payer à tempérament, il signe en fait deux contrats : un bon de commande et un contrat de crédit. L'établissement prêteur verse la somme empruntée au commerçant. Quel qu'il arrive (et jusqu'à la mise en vigueur du texte qui vient d'adopter l'Assemblée nationale), l'emprunteur est obligé de rembourser son emprunt. Même si le commerçant lui livre un appareil au mauvais état, incapable de fonctionner, ou encore si le vendeur fait faillite avant de l'avoir livré, le consommateur doit honorer sa signature.

Nombreux sont ceux qui, depuis des années, paient ainsi l'achat d'un bien qui n'a jamais franchi leur seuil. Porter l'affaire en justice (on sait combien le coût de la justice est élevé) ne servirait à rien, en l'état actuel du droit : l'acheteur doit payer, puisque rien ne subordonne le contrat de prêt au contrat de vente. Un cas-type où le droit, vieillissant, lésait, confortait l'injustice.

De plus, les pressions fautes pour que l'acheteur recoure au crédit sont fortes : le vendeur touche souvent une commission pour son contrat de crédit qu'il apporte à un établissement spécialisé. Il importait donc de donner au consommateur, qui s'était laissé tenter au-delà de ses moyens, la possibilité de se raviser, après en avoir discuté en famille. Le délai de réflexion de sept jours était indispensable.

Il a été difficile de convaincre commerçants et établissements prêteurs de la légitimité et de la nécessité absolue de combler ce vide législatif, d'adapter le droit aux pratiques de la vie moderne. En juin, on a pu craindre que ce projet de loi essentiel ne soit enterré. Il n'en a rien été, et c'est heureux. Il reste à souhaiter qu'au Sénat où le texte va revenir en seconde lecture, aucun grain de sable ne vienne entraver un processus désormais bien engagé.

Ensuite, Mme Scrivener — qui a maintes fois prouvé son attachement à ce texte — devra veiller à la publication rapide des décrets d'application : trop de lois sont restées lettre morte faute de réglementation complémentaire indispensable.

JOSÉE DOYRE

La commission des finances étend aux retraités l'abattement de 10 % de l'impôt sur le revenu des salariés

M. Maurice Papon (R.F.P.), rapporteur général, a proposé à la commission des finances de l'Assemblée nationale, jeudi 6 octobre, d'étendre aux titulaires d'une pension on d'une retraite dans la limite de 5 000 francs, l'abattement annuel de 10 % de l'impôt sur le revenu consenti aux salariés pour leurs frais professionnels. Cet amendement à l'article 3 de la dixième partie du projet de loi de finances pour 1978, qui ne prévoyait qu'une réduction de 5 000 francs sur l'année du départ à la retraite et des mesures d'allègement forfaitaire pour les personnes âgées, a été adopté par la commission. Tous les communistes de la majorité ont voté pour, sauf M. Giron (réf.), qui s'est abstenu, parce qu'il estimait insuffisant le financement proposé par M. Papon. Les députés communistes et socialistes se sont également abstenus, jugeant que le dispositif présenté par la majorité était trop restrictif.

L'amendement de M. Papon fin d'autre part, de nouveaux seuils d'allègement pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ou invalides : 3 400 francs pour un revenu net global inférieur à 21 000 francs, 1 700 francs pour un revenu compris entre 21 000 et 34 000 francs. Le rapporteur général, suivi par la commission, propose de financer ces

pertes de recettes pour l'Etat par une majoration de 10 % de divers droits de timbre et l'élévation à 3 000 francs de l'imposition forfaitaire annuelle à laquelle sont assujetties les personnes assujetties à l'impôt sur les sociétés.

La commission a ensuite rejeté les articles du projet de loi prévoyant un relèvement de la limite de déduction du salaire du conjoint de l'exploitant agricole et la réduction de la taxe de 1977 sur certains éléments de train de vie. Elle a repoussé, enfin, par 11 voix contre 4 et 2 abstentions (dont celle de M. Maréchal, R.F.P.), un amendement communiste tendant à instituer un impôt annuel progressif sur les fortunes supérieures à 2 millions de francs.


ELECTIONS LEGISLATIVES

SEINE-ET-MARNE — M. Alain Boursier, ancien élève de l'Ecole nationale d'Administration, administrateur civil au ministère des finances, a reçu l'investiture du R.P.R. pour être candidat dans la 3^e circonscription (Meaux-Commeny), dont le député sortant, M. Bertrand Florioy (R.F.P.), ne sollicite pas le renouvellement de son mandat (le Monde du 30 septembre).

Accédez au club du 6 cylindres

DATSUN 200 L 37900 F

VENTE ET APRES VENTE SIM RICHARD





MEUBLE ML7. LE CENTRE FAMILIAL D'ART ET DE CULTURE LIGNE ROSET.

ML 7, c'est votre culture personnelle rangée dans un seul meuble. Que vous soyez discophile, ou bibliophile, ou collectionneur, votre imagination trouvera toujours comment agencer le ML 7. Parce que le ML 7 n'est pas seulement un meuble mais de

multiples possibilités de meubles.

Sa composition ne dépend que de vos envies et de vos besoins. Et pourquoi ne pas l'acheter à crédit?

Le catalogue 77-78 vous sera remis dans nos magasins ou vous sera envoyé contre 8 F en timbres poste.

**ligne
roset**

Paris et région parisienne
75002 127 bd de Sébastopol, Ligne Roset
75007 7 rue de Solferino, Le Bihan
75007 189 bd St Germain, Ligne Roset
75009 40 bd Haussmann, Ligne Roset,
Galerie Lafayette
75009 64 bd Haussmann, Ligne Roset,
Printemps
75011 25 fg Saint-Antoine, Le Bihan
75014 94 bd du Montparnasse, Jamica
75016 104 rue Michel-Ange, Ligne Roset
75018 57 bd Barbès, Ligne Roset
60100 Creil/Nogent, centre commercial
Escale, av. de l'Europe, S.N.A.
77000 Melun 3 av. du général-Patton,
Profil
78630 Orgeval, centre commercial
Nationale 13, Art de Vivre
91000 Evry, centre commercial régional
Evry 2 centre, Ligne Roset
93380 Frenelle-la-Vieille, 129 bd Jean-Memoz,
Ambiance
94014 Créteil, centre commercial
régional Créteil soleil, niveau haut,
Ligne Roset
94150 Rungis, centre commercial de
Belle Epine, Galerie Lafayette
94210 La Varenne, 81 bis av. du Bac,
Formes Actuelles
94270 Kremlin-Bicêtre, 43/45 av. de
Fontainebleau, Baudry
Province
01000 Bourg-en-Bresse, 10 rue Gambetta,
Formes Contemporaines
01170 Cey-Maconnais, l'Habitation
01450 Poncin St-Jean-le-Vieux,
Meubles Pénard
02200 Soissons, 1 rue du Commerce,
Demagne
03100 Montluçon, 4 bd de Courtais,
La Calèche
03000 Moulins, 8 rue du 4-Septembre,
Larmé
04200 Sisteron, 28 rue Saumerie,
Meubles Bouisson
05000 Gap, 53 rue Camot, Hermitte
05100 Briançon, 37 av. de la Gare,
Hermitte
06500 Menton, 17 av. Camot,
Meubles Sélection
06000 Nice, 8 rue Halévy,
Meubles Sélection
06000 Nice, 17 rue Raiberti, Euromeubles
06400 Cannes, 100 rue d'Antibes, Miami
06160 Juan-les-Pins, 103 bd Wilson,
Verner
06700 St-Laurent-du-Var, Breille Cap 3000,
av. Léon-Béranger, Ligne Roset
08000 Charleville-Mézières, 51 cours
Aristide-Briand, Ligne Roset-Module

09400 Tarrascon/Mercus, RN 20,
Meubles Ferré
10000 Troyes, 14 rue Colbert,
Ligne Roset 3
11000 Carcassonne, 6 rue Victor-Hugo,
boutique Garance
11100 Narbonne, 28 bis et 30 rue Droite,
Formes
12000 Rodez, 37 rue Beteille, Masson
13006 Marseille, 31 cours Lieutaud,
Lignes nouvelles
13000 Marseille, 59 bd Rabateau,
Ligne Roset
13700 Marseille-Vitrolles, galerie
marchande Carrefour, Déco 3000
13100 Aix-en-Provence, 16 cours Sextius,
Ligne Roset
14000 Caen, 3 quai de Juillet, Ligne Roset
14800 Deauville, 38 rue Désiré Le Hoc,
Traghi
15000 Aurillac, 27 rue des Forgerons,
Arco
17000 La Rochelle, 6 rue du Palais,
Antarieu
18000 Bourges, 13 rue Coursarlon,
Ligne Roset
19100 Brives, 14 av. du maréchal-Foch,
Catherine Granet
21000 Dijon, 3 rue Chaudronnerie,
Ligne Roset
22000 St-Brieuc, 7 rue Houvenagie,
Modulor
24100 Bergerac, 40 rue neuve
d'Argenson, Fray
24000 Périgueux, 3 quater rue des
Jacobins, Novamob
25000 Besançon, 4 rue de l'Orme de
Chamars, Koenig
25200 Montbéliard, 22 rue des Febvres,
Cheval
26100 Romans, Le Neuilly place
Jean-Jaurès, Espace Contemporain
26000 Valence, 8 rue Ferdinand-Marie,
Espace Contemporain
27000 Evreux, 66 rue Joséphine,
Ligne Roset
28000 Chartres, 28 rue porte Morard,
Ligne Roset
29000 Quimper, route de Bénodet,
Style et Décor
29200 Brest, 33 ter rue Travenne,
Ligne Roset
29210 Morlaix, 57 rue de Paris,
Exameuble
30100 Alès, 47 rue d'Avéjean, Renvier
30200 Bagnols/Cèze, av. du Pont, Renvier
30000 Nîmes, 1 bd Amiral-Courbet,
Renvier
31000 Toulouse, 21 rue du Taur, Dalet

31000 Toulouse, 1 rue Ozenne,
Ligne Roset
32000 Auch, route de Toulouse, Nogues
33700 Bordeaux-Mérignac, 209 av. de la
Mame, route Cap Ferret, Domus
33500 Libourne, 78 rue Cambetta,
Ligne Roset
34000 Montpellier, 24 av. du pont
Juvenal, Renvier
35000 Rennes, 67 bd de la Tour
d'Auvergne, Ligne Roset
35400 St-Malo, 50 rue Ville Pépin,
l'Echoppe
37000 Tours, 21 rue Charles-Gilles, Profil
du 11/11/1943, Interiora
38000 Grenoble, 9/11 bd Maréchal-
Joffre, Ligne Roset
38000 Grenoble, 35/37 rue des Déportés
du 11/11/1943, Interiora
38000 Grenoble, 2 et 3 av. Rhin et
Danube, Rafin
38300 Bourgoin-Jallieu, 33 rue de la
République, Vivier
39000 Mont-le-Saulnier, 15 av.
d'Offenbourg, Décor 39
40100 Dax, 3 rue Saint-Vincent, Sailhan
42110 Feurs-Chéens RN 82,
Centre Meubles
42000 St-Etienne, 10/21 rue Léon-Nautin
Coursol
43000 Le Puy, 11 rue Porte-Aiguère,
Geneste et Bordat
44000 Nantes, 3 rue Franklin, Ligne Roset
44000 Nantes, 1 rue Voltaire, Ligne Roset
44600 St-Nazaire, 36 rue Albert-de-Mun,
Herveau Brisson
45200 Montargis, 53 rue du Général-
Leclerc, Saigot
45000 Orléans, 101 rue Bannier,
Ligne Roset
46000 Cahors, 6 place St-James, Cotderc
47000 Agen, passage d'Agen,
Environnement Futur
49308 Cholet, 77 rue Clemenceau,
Chenuet
49000 Angers, 23 rue St-Julien,
Ligne Roset
51000 Reims, 56 place Drouot
d'Erion, Ligne Roset
54000 Nancy, 14 rue Raugraff, Ligne Roset
56000 Lorient, 39 cours de la Bove,
Ligne Roset, Chel Décor
57002 Forbach, 80/96 rue Nationale,
Caban
57000 Metz, 8 place St-Louis, Ligne Roset
58000 Nevers, 4 place du Lycée, Jancyr
59240 Dunkerque, 15 place de l'Europe,
Meubles Coppin
59108 Roubaix, 15 rue Vieil Abreuvoir,
Ligne Roset

59190 Hazebrouck, 57 Grande Place,
Meubles Coppin
59000 Lille, 68 rue d'Esquermoise,
Mobilier d'Aujourd'hui
59300 Valenciennes, 34/36 rue de la
Vieille Poissonnerie, Belin
62000 Arras, 16 place de la Vacquerie,
Climats d'Aujourd'hui
62400 Béthune, 650 bd Poincaré, Grim
62200 Boulogne/Mer, 89 Grande-Rue,
La Meublerie
63000 Clermont-Ferrand, 18 av. des
Etats-Unis, Ligne Roset
64600 Biarritz-Parme, av. du Mal-Juin,
Ligne Roset
64000 Pau, 11 rue Léon-Daran, Trivium
65420 Ibos-Tarbes, route de Pau,
Flash Mobilia, M.D.F.
66000 Perpignan, 51 av. du Gal-dé-Gaulle,
Ligne Roset
67000 Strasbourg, 27 rue du Dôme,
Actuel 3
68100 Mulhouse, 7 rue Schlumberger,
Ligne Roset
69002 Lyon, 41 rue de la République,
Ligne Roset
69003 Lyon, centre commercial de la
Part-Dieu, Galerie Lafayette
69006 Lyon, 1 quai du Général-Sarnail,
Ligne Roset
71200 Le Creusot, 103 rue du Mal-Foch,
Cotin
72000 Le Mans, 115 rue Nationale,
Noël Bellier
73100 Aix-les-Bains, 7 av. de Tresserve,
Ligne Roset
74000 Annecy, 53 rue Camot (angle av.
de Brogny), Ligne Roset
74100 Annemasse, 16 rue du Chablais,
Moenne-Loccoz
74800 La Roche-Foroh, 33 rue des
Affrêts, Moenne-Loccoz
76000 Rouen, 4 pl. de la République
(près pont Cornille rive droite),
Ligne Roset
76000 Rouen, 29 av. de Caen, Froger
76600 Le Havre, 47 pl. de l'Hôtel-de-
Ville, Galerie Espace
76600 Le Havre, 7 rue Casimir-Périer,
M.A.B. Décoration
79000 Niort, 23 rue Sarrazine,
Bordet & Fils
81000 Albi, 18/38 rue de l'Hôtel-de-Ville,
Fabre
82130 Villeneuve-Lafraîche,
nationale 127, Coustou-Lartigues
83400 Hyères, 9 av. Lyauté, Le Franc
83360 Port-Grimaud, les Trois Dauphins
83100 Toulon, 2 place de la Liberté,
Décotec

83600 Fréjus, 450 av. Aristide-Briand,
Sélection Design
84000 Avignon, 6 rue Rappe, Ligne Roset
85100 Les Sables-d'Olonne, 8 rue de
l'Hôtel-de-Ville, Les Meubles R.Y.
85000 La Roche-sur-Yon, 4 rue du Lycée,
Viva
86100 Châtelleraut, 115 rue Jean-Jaurès,
Dupont
87000 Limoges, 14 rue Elie-Berthet,
Guénand
88100 St-Dié, 48 rue Thiers, Bucher
89000 Auxerre, 29/32 place de
l'Hôtel-de-Ville, Ligne Roset
90000 Belfort, 28 rue Thiers, Ligne Roset

Principauté de Monaco
Monaco, 57 rue Grimaldi,
Sélection International

Allemagne
Bureau Roset, 7032 Sindelfingen
Calwerstrasse, 52

Belgique
Anvers, S.P.R.L. Liebens Meir 44
Binche, 1 rue de Mons, Metens meubles
S.P.R.L.
Brugge, Noordzandstraat,
61 intoplan De Ster
Bruxelles, 6 place Fontenas, Ligne Roset
Galerie de la Toison d'Or, Ligne Roset
52 rue de l'Ecuyer, Vanderborcht
Charleroi, 43 rue de Marcinelle,
Barigand-design
Courtrai, 24 Oudenaardsesteenweg,
Delm-décor
Waterloo, 283 chaussée de Bruxelles,
Wirodesign
Diest, Leuvensteenweg, 6,
F.A.H. Mommaerts
Liège, 23-24 quai de Gaulle, J. Ballegeer
contemporain
T1 et 13 rue Mean, Décor danois
Lokeren, 97 Gentsesteenweg,
Van Der Broecke
Mol, markt 34, Van Der Voort meubelen
Mons, 21 et 26 rue des Fripiers, N-Form
Mortsel-Antwerpen, Woning en
Bureelinrichting Liebens Stalelei 89
Namur, rue des Fossés Fleuris
LE Beaufays contemporain
Tournai, 5 rue Percée,
Environnement 2000

Luxembourg
Esch-sur-Alzette, 3 rue Zenon Bernard,
Lavandier

Suisse
Genève, 5 grand rue, Ligne Roset

LIGNE ROSET. 163 MAGASINS POUR MEUBLER VOTRE IMAGINATION.

AUTOMOBILES-CYCLES

A la porte de Versailles

De la « pétrolette » au « gros cube »

C'est sous le signe de la course à la grosse cylindrée que se sont ouverts, à la porte de Versailles, les pavillons consacrés à la moto et à ses équipements. Vingt-trois mille mètres carrés de surface d'exposition, 350 exposants venant de vingt pays différents, dont 48 fabricants de motos et 110 d'accessoires : les amateurs de motos vont pouvoir, pour 5 francs, et ce jusqu'au 17 octobre (1), s'abîmer dans la contemplation de ce qui se fait de plus beau, mais aussi de plus cher, dans le domaine du deux-roues à moteur.

Car si la moto de grosse cylindrée garde toujours la faveur du public, il faut un commencement à tout et ne pas oublier que la France est le premier producteur mondial de cyclomoteurs (engins à moteur à vitesse limitée à 45 kilomètres-heure et dotés de pédales). On a fabriqué pendant les huit premiers mois de 1977 près de 60 000 cycles de plus qu'en 1976, soit 691 041 unités. Les constructeurs ont, par ailleurs, enregistré une augmentation de 32 % sur le marché de l'exportation.

Pour M. Dussaux, secrétaire général de la chambre syndicale, qui regroupe les fabricants français de cyclomoteurs, « le résultat est plus que satisfaisant, et M. Barre peut citer ce secteur de l'industrie française en exemple ». Il souligne par ailleurs que les fabricants nationaux (à savoir Motobécane, Peugeot et Solex) ont, cette année, plus que jamais axé leurs efforts sur la pollution et les nuisances sonores, en essayant de produire des engins peu bruyants et propres.

D'autre part, pour satisfaire aux nouvelles normes internationales en matière de sécurité, des modifications ont été apportées à tous les modèles existants, notamment sur le freinage et l'éclairage. A ce jour, dix-neuf États américains ont accordé un permis de rouler à ce type de cyclomoteur. Ce qui, pour les industriels français, est un débouché prometteur dans un pays qui découvre depuis quelques mois seulement « ces bicyclettes qui roulent toutes seules ». Car c'est

bien de bicyclette qu'il s'agit, et, rapidement, celui qui a goûté à ce petit 45 kilomètres-heure sur deux-roues se prend d'envie d'aller un peu plus vite. Alors de la « pétrolette » de 70 centimètres cubes au « gros cube » de 1200 centimètres cubes, le choix est vaste et l'écart immense entre le petit Haly Honda à 2 000 francs et la F.I.L.L. 1200 centimètres cubes, Harley Davidson, Elektra Glide, vendue 33 577 francs.

La boîte au repos-pied

En attendant un retour toujours possible d'une moto française, les visiteurs de ce 64^e Salon pourront admirer les dernières productions japonaises qui, depuis bientôt dix ans, ont littéralement submergé le marché. Rien que pour les sept premiers mois de 1977, les motards français ont fait immatriculer 62 876 motos japonaises sur les 74 400 demandes de carte grise pendant la même période. Et il faut vendre beaucoup de cycles français à l'étranger pour compenser cette sortie de devises que l'on peut chiffrer avec les pièces détachées à près de 1 milliard de francs lourds rien que pour l'année 1977.

Les motos de plus en plus chères, de plus en plus taxées, l'entretien encore plus onéreux, sans compter le prix du carburant, rien n'y fait : la passion de la vitesse touche un nombre croissant de motards qui choisissent des machines de cylindrée de plus en plus grosse, donc plus chères.

Les vedettes de ce Salon sont trois modèles de 1 000 centimètres cubes. Le plus nouveau étant la 1 000 G.S. Suzuki, dernier constructeur japonais à proposer une cylindrée aussi importante. Et pour clover le bec de la concurrence qui l'a devancé sur ce marché, Suzuki a choisi de frapper très fort (peut-être un peu trop fort ?), en matière de vitesse notamment où la moto est donnée pour 225 kilomètres-heure, 95 ch, le 400 mètres départ arrêté en moins de 12 secondes, la G.S. 1 000 est certainement la moto la plus rapide mais aussi la plus folle de ce Salon. Étonnément, son prix de vente en janvier 1978 n'excèdera pas 23 000 francs, ce qui la

rendra très compétitive sur ce marché. Chez Kawasaki, la marque présente une extrapolation de la Z 1000 déjà existante mais qui, en 1978, rompt délibérément avec l'esthétique habituelle des modèles. L'équipement : tête de fourche de série, réservoir plat avec bouchon intégré, etc., s'inspire du style « café-racer » très à la mode aux États-Unis et qui consiste à faire ressembler le plus possible la moto de tous les jours à un engin de compétition. De quoi faire rêver les fans de Bangs.

Dans la série des grandes routières de prestige, B.M.W. sort une nouvelle version de 1 000 centimètres cubes. Freins à disque à l'arrière, roues en alliage de série et nouveau carénage, la B.M.W. est encore un peu plus belle, mais aussi un peu plus chère : près de 30 000 F.

Enfin, pour rompre avec la tendance grosse cylindrée de ce salon et pour ne pas faire comme tout le monde parce qu'on est aussi le premier fabricant mondial de motos, Honda a choisi de présenter, lors de ce Salon, une 250 centimètres cubes bi-cylindres. Une moto calme, pas trop chère, l'engin du débutant. Et surtout, précise M. Tatsuya Kaysaki, P.-D.G. de Honda-France, « une moto qui se situe en dessous de la barre des 350 centimètres cubes, ce seul qui fait passer du simple au double le prix des assurances moto. Un problème spécifique à la France ». Honda espère ainsi faire venir encore plus de gens à la moto. D'autres fabricants, comme la boîte au repos-pied.

PATRICE VANOLI.

Du 7 au 17 octobre se tient à Paris, au Parc des expositions de la porte de Versailles, le 64^e Salon International du cycle et du motocycle, manifestation qui regroupe tout ce qui concerne les deux-roues de la « petite reine » aux cyclomoteurs, des vélomoteurs aux motocyclettes. Avec des entrées séparées, s'ouvrent également deux autres expositions : Equip'auto, le Salon des industries d'équipement et d'entretien de l'automobile, qu'inaugurera M. Rosé, ministre du commerce extérieur, et sur 13 000 m² de

stands l'exposition nationale de la voiture d'occasion, présentée pour la vingt-quatrième fois.

En province, plusieurs salons régionaux consacrés aux voitures neuves s'ouvrent, se sont ouverts ou vont s'ouvrir. C'est le cas notamment de Marseille (22-31 octobre), de Grenoble (14-17 octobre), de Lyon (22 octobre-6 novembre), Rouen tient déjà salon et jusqu'au 9 octobre. Des municipalités, telle la ville de Puteaux, ont pris des initiatives identiques.

Des boyaux et un cadre

En matière de cycles, le Salon de Paris sera moins international que ses concurrents : les fabricants étrangers se voyant toujours interdits de Salon à Tokyo, les Français continuent à rendre œil pour œil ; l'ogre japonais sera donc absent à Paris dans une conjoncture mitigée.

En 1976, l'industrie française du cycle a réalisé un chiffre d'affaires de 789 000 francs et occupé cinq mille salariés. Globalement, la fabrication et le commerce des deux-roues font vivre cent mille personnes. La France a produit l'an dernier 194 000 vélos ; mais le marché intérieur a progressé de 19,4 % en un an pour s'élever à 2 155 000 unités, les importations s'étant accrues de 67 % (en provenance d'Italie surtout) et les exportations ayant diminué de 20 %. Ce point est important si on considère que, de 439 000 vélos vendus aux États-Unis en 1974, on est tombé à 80 500 en 1976.

Outre des raisons monétaires et commerciales, l'application depuis trois ans de nouvelles normes de sécurité sur les cycles vendus aux États-Unis rend malaisées les exportations. Les vélos français seraient-ils devenus des cercueils roulants ? Non, la suppression des arêtes coupantes, la limitation des parties saillantes, la généralisation des réflecteurs, des garde-chaînes, des protège-

rayons, etc., tendent heureusement à se généraliser en Europe, mais avec un temps de retard fatal à nombre d'exportateurs.

En revanche, l'utilisateur doit continuer à déjouer les multiples pièges tendus à l'acheteur néophyte. Que choisir ? Des roues de 650 à pneus (plus confortables), ou des roues de 700 (à pneus étroits ou à boyaux), dont l'usage tend à se généraliser par suite d'une mode sportive qui fait disparaître également certains accessoires de confort ou de sécurité (selle en cuir, éclairage, garde-boue, etc.) ? Faut-il opter pour des boyaux, légers, mais moins économiques à l'usage et plus difficiles à réparer, ou pour le vrai vélo de randonnée avec porte-bagages (latéraux surbaissés et triple plateau 50 x 40 x 30 dents) ?

L'information du client l'emportera-t-elle sur la nécessité de vendre : comment peut-on proposer des vélos de promenade avec des braquets de compétition du type 52 x 14, ou des pneus sur lesquels (ou avec lesquels) ne figure aucune mention de la pression de gonflage (à condition de vendre le vélo avec une pompe capable de gonfler à cette pression) ? Que dire de ces selles en plastique si dures qu'elles constituent un repoussoir ? Ne peut-on

bénéficier d'options comme dans l'automobile ? Les constructeurs français vont-ils s'intéresser sérieusement aux vélos utilitaires, au lieu de laisser ce marché aux Britanniques, aux Hollandais, voire aux Japonais ? Le frein à tirage central revient à la mode il freine mieux. La sécurité va-t-elle dépendre de la mode ?

Les acheteurs savent-ils qu'un usager d'un poids de 75 kilos et plus doit être équipé d'un vélo à tubes d'acier d'une épaisseur de 7/10 de millimètre minimum ? Les modèles bon marché (au-dessous de 1 500 francs environ) sont équipés en tubes d'acier soudés. En payant plus cher, on obtient des tubes en acier étiré, plus légers et plus résistants. On peut disposer d'un cadre dont les trois tubes principaux sont en acier léger et les huit autres en tubes ordinaires. D'où l'expression « trois tubes de la marque X... ». Mais comment contrôler la qualité du tube ? Lorsque le cadre est annoncé en « tubes tout X... », qui prouve que certains tubes ne sont pas en acier ordinaire ? De plus, le fabricant de cadres reste généralement dans l'ombre : pièce maîtresse du vélo, est-il normal qu'on ne connaisse pas l'origine exacte du cadre ?

L'acheteur doit donc vérifier les décalques apposés (en principe) par le constructeur sur un cadre en acier léger. C'est sa garantie commerciale ; mais la garantie juridique en cas de vice de fabrication est le poinçon figurant sur les bases arrière. Hélas ! recouvert par l'email, on ne peut toujours le lire ! Et comment vérifier qu'un tube est en 5/10 ou 6/10 de millimètre comme annoncé ? Consommateurs, le cycliste a droit, lui aussi, à être mieux informé et mieux défendu. Il n'est pas trop tard pour commencer.

MICHEL DELORE.

Salon 1978

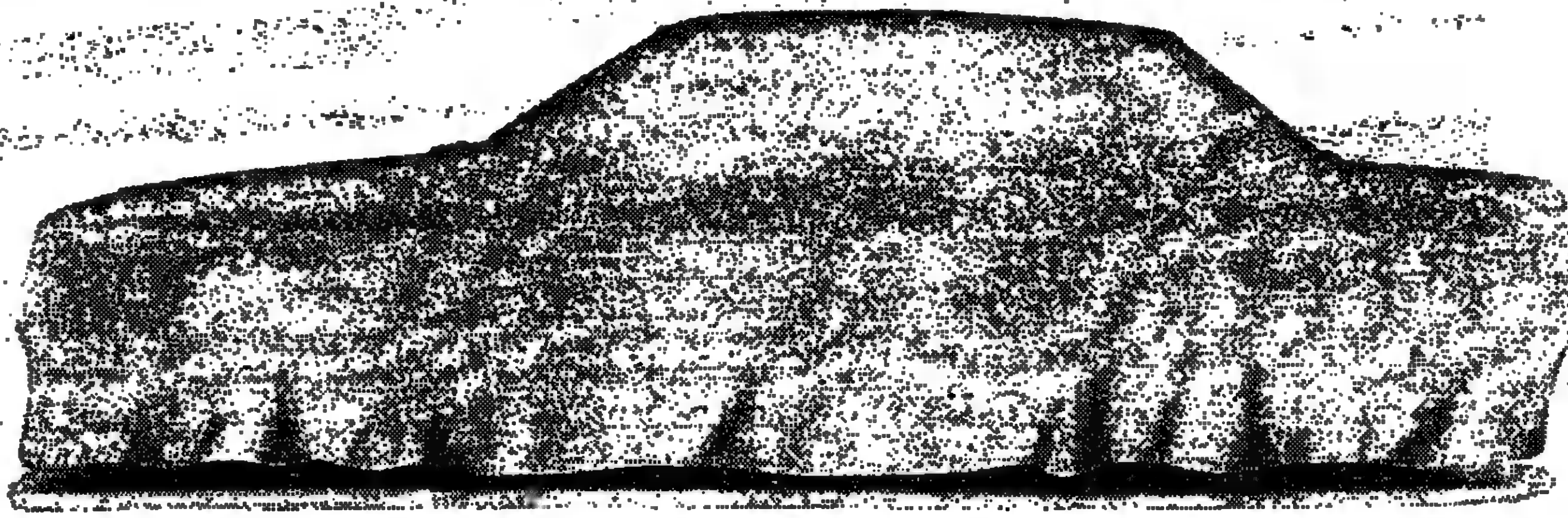


Salon de l'auto Opel Palais des Congrès Porte Maillot du 7 au 12 Octobre

NOUVEAU MOTEUR,
NOUVELLE CARROSSERIE,
NOUVEL INTERIEUR,
NOUVELLE SUSPENSION,
NOUVELLE CONDUITE,



Métro: Porte Maillot-Autobus: 82-PC
Tous les jours de 9 h à 19 h du 7 octobre 13 h au 12 octobre 13 h



Venez découvrir et essayer un modèle entièrement nouveau.

AUTOMOBILES-CYCLES

trois Salons sans voitures neuves

généralement inspirées, et soutenues par les concessionnaires et les concessionnaires de marques locales.

Le report à 1978 du Salon de Paris, qui fut décidé pour des raisons d'économie par les constructeurs français en novembre 1976, explique cela. Les firmes étrangères avaient alors vivement réagi, aussi ne s'étonnera-t-on pas qu'elles participent à l'échelon régional à de telles manifestations, et organisent-elles, pour certaines, des expositions particulières cette

semaine, dans la capitale. Ainsi la General Motors, qui présente ses derniers modèles Opel au Palais des congrès jusqu'au 14 octobre, ainsi Volkswagen-Audi, qui le fait au palais de Chaillot dès demain samedi 8 octobre. Une floraison de manifestations à l'échelon des concessionnaires de presque toutes les marques étrangères ou... françaises apparaît ainsi.

Tant il est vrai qu'une année sans Salon de Paris n'est pas une année comme les autres.

Les bonnes occasions

Organisée par les groupements professionnels du commerce de l'automobile, l'Exposition nationale de la voiture d'occasion présente, à partir du vendredi 7 octobre (1), 1 000 véhicules tirés sur le volet.

Cette manifestation traditionnelle, dont l'entrée est gratuite, a toujours attiré un public nombreux, plus soucieux de trouver l'âme que d'admirer, comme on le fait dans un salon consacré aux voitures neuves, les dernières créations des constructeurs. Ici, tout visiteur est un acheteur en puissance, qui vient pour choisir une automobile et souvent partir avec elle le soir même.

« Plus que jamais, nous sommes en mesure d'offrir une gamme de véhicules qui répondent aux normes de sécurité exigées par la loi française, et aussi peut-on en attendre un service loyal », dit-on à la chambre syndicale du commerce et de la réparation automobile (2). Et de rappeler, à ce propos, l'accord passé avec l'Institut national de la consommation voici un an, qui porte sur

un contrat-type à deux options : l'un avec garantie contractuelle qui englobe un contrat de sécurité, l'autre avec un contrat de sécurité sans garantie contractuelle.

Il reste que le marché de l'automobile d'occasion connaît actuellement des difficultés. Certes, trois millions 829 738 véhicules ont changé de main en 1976, mais on assiste, dit-on, depuis quelques mois à un ralentissement des transactions, et les stocks prennent de l'ampleur.

La profession estime qu'il faut voir là les effets de l'engouement pour le leasing, car cette formule d'achat aurait entraîné le déplacement d'une partie de la clientèle traditionnelle des voitures d'occasion vers le véhicule neuf. Mais il ne faudrait pas oublier non plus la concurrence d'organismes tels que la Centrale des particuliers qui mettent en contact direct vendeurs et acheteurs privés.

Quoi qu'il en soit, la chambre syndicale du commerce et de la réparation automobile pense que tôt ou tard la profession, les pouvoirs publics et les consommateurs eux-mêmes se trouveront placés devant des choix et l'on veut rétablir l'équilibre du marché. Ou bien faudra-t-il revoir les conditions de crédit d'achat sur la voiture d'occasion en allongeant les délais de remboursement (de 18 mois à 30 mois), ou bien conviendra-t-il de prendre des mesures fiscales favorables à l'ouverture d'un marché d'exportation (récupération de la T.V.A. pour le vendeur), ou bien devra-t-on mettre au rebut les voitures anciennes (de plus de cinq ans d'âge, par exemple). Vaste programme !

Un dépiéage systématique — cela n'est pas aisé — des vendeurs peu scrupuleux et des occasions douteuses serait tout aussi souhaitable. Car, bien sûr, l'automobile neuve acquise en leasing est une affaire tentante et bloque durant quatre ans chez le propriétaire toute tentation de changer de véhicule, mais, bien souvent, ce qui freine l'achat d'une voiture de seconde main est la crainte des mauvaises surprises. Il ne faut pas attribuer toujours au garagiste vendeur la responsabilité de ces déceptions, mais à qui se fier alors, sinon à cet homme de l'art rompu, en principe, à tous les pièges de la mécanique et de l'usage présumé ?

CLAUDE LAMOTTE.

UN COLLOQUE DE LA S.I.A. ET UNE EXPOSITION PHILATÉLIQUE

Equip'Auto, dont c'est la troisième édition, se déroulera désormais tous les deux ans, en alternance avec l'exposition philatélique de Francfort. Il réunit cette année ses exposants habituels (matériels de carrosserie, de stations-service et d'ateliers de réparation, équipements divers), ainsi que ceux qui occupent habituellement la partie périphérique du Salon de l'auto : réservés aux équipements (carburateurs, auto-radio, etc.) et aux accessoires.

Des conférences professionnelles s'y dérouleront tous les jours, sauf les 10 et 11 octobre, réservés au colloque technique international organisé par la Société des ingénieurs de l'auto-

Equip'Auto ou les coulisses de l'après-vente

Est-ce la fin des garages en ville ? Dans un futur très proche, l'automobiliste citadin pourrait bien être amené à fréquenter plus assidûment la banlieue, même lointaine : le prix du mètre carré dans les centres urbains amène rapidement les concessionnaires à remiser leurs stocks à la périphérie en ne conservant pignon sur rue que pour la vente... sur catalogue. Parallèlement, la complexité des tâches d'entretien et de réparation des véhicules a amené une spécialisation des hommes (diéséliste, électronicien, peintre, carrossier, etc.) et des

matériels qui nécessitent des moyens et de l'espace.

Il suffit de pénétrer dans un garage à la veille des vacances pour en être convaincu : amener une voiture d'un poste à un autre réclame le déplacement de dix, quinze véhicules dans des travées bondées à la limite de l'asphyxie. Une heure d'entretien s'accompagne d'une autre heure de manœuvres ou de camouflages des inévitables éraflures. La qualité du service baisse avec la rentabilité. Le salut est dans la fuite, hors les murs.

L'entretien en série

La province, sur ce plan, est mieux organisée que la région parisienne. Il est vrai que la proximité de terrains vierges facilite les choses : l'après-vente devient souriant, les rendez-vous sont précis et respectés, les véhicules accèdent à des postes largement dimensionnés et éclairés, les parkings extérieurs sont vastes... Tout du moins chez certains concessionnaires ou agents parti-

culièrement dynamiques. Aujourd'hui, les batailles commerciales se gagnent aussi dans les ateliers et l'entretien en série est la conséquence nécessaire de la production en série. Là-peu-près, le laisser-aller, le bricolage, n'ont plus cours. Il faut des diagnostics précis, des tarifs publics d'interventions et des délais d'immobilisation toujours plus brefs.

Le Salon International des Industries d'équipement et d'entretien de l'automobile (1) — plus simplement Equip'Auto — n'est pas un Salon « grand public ». Mais il intéressera tous ceux qui se passionnent autant pour les coulisses que pour la scène. Le Salon de l'automobile — dont Equip'Auto occupe cette année l'emplacement, soit 55 000 m² pour 655 exposants — est la grande manifestation des producteurs. Sur leurs stands les vedettes automobiles étincellent, dispensent du rêve et ne sentent pas encore le cambouis. A Equip'Auto, la réalité : les vedettes ont leurs faiblesses et des vices parfois très agités, il faut les entretenir. C'est le Salon des assistants, des metteurs au point, des obscurs

qui ne signent pas mais qui font rouler.

Mais, là encore, l'automobile ne sent pas le cambouis. En dehors des vidanges inévitables — dont la périodicité s'allonge de 5 000 kilomètres à 7 500 kilomètres et même 10 000 kilomètres — l'entretien devient toujours plus préventif. Et les stations de diagnostics (les seules qui pourraient, à l'avenir, rester en ville) prennent leur essor : c'est d'ailleurs une des grandes manifestations du Salon, où quatre installations modèles vont « ausculter » globalement 3 400 véhicules, parmi lesquels ceux de visiteurs tirés au sort.

Une automobile moderne n'a plus besoin d'être mise en pièces pour évaluer ses chances de survie. L'essai routier n'est même plus obligatoire : les performances s'apprécient au banc à roulettes, la vitalité du moteur au banc électronique, etc. Il suffit d'une blouse blanche, d'une prise de diagnostic... et d'un bon matériel pour (presque) tout savoir d'un véhicule. Mais l'équipement coûte cher (des stations présentes à Equip'Auto valent 700 000 francs chacune) et ne peut être rentable que pour de grandes séries.

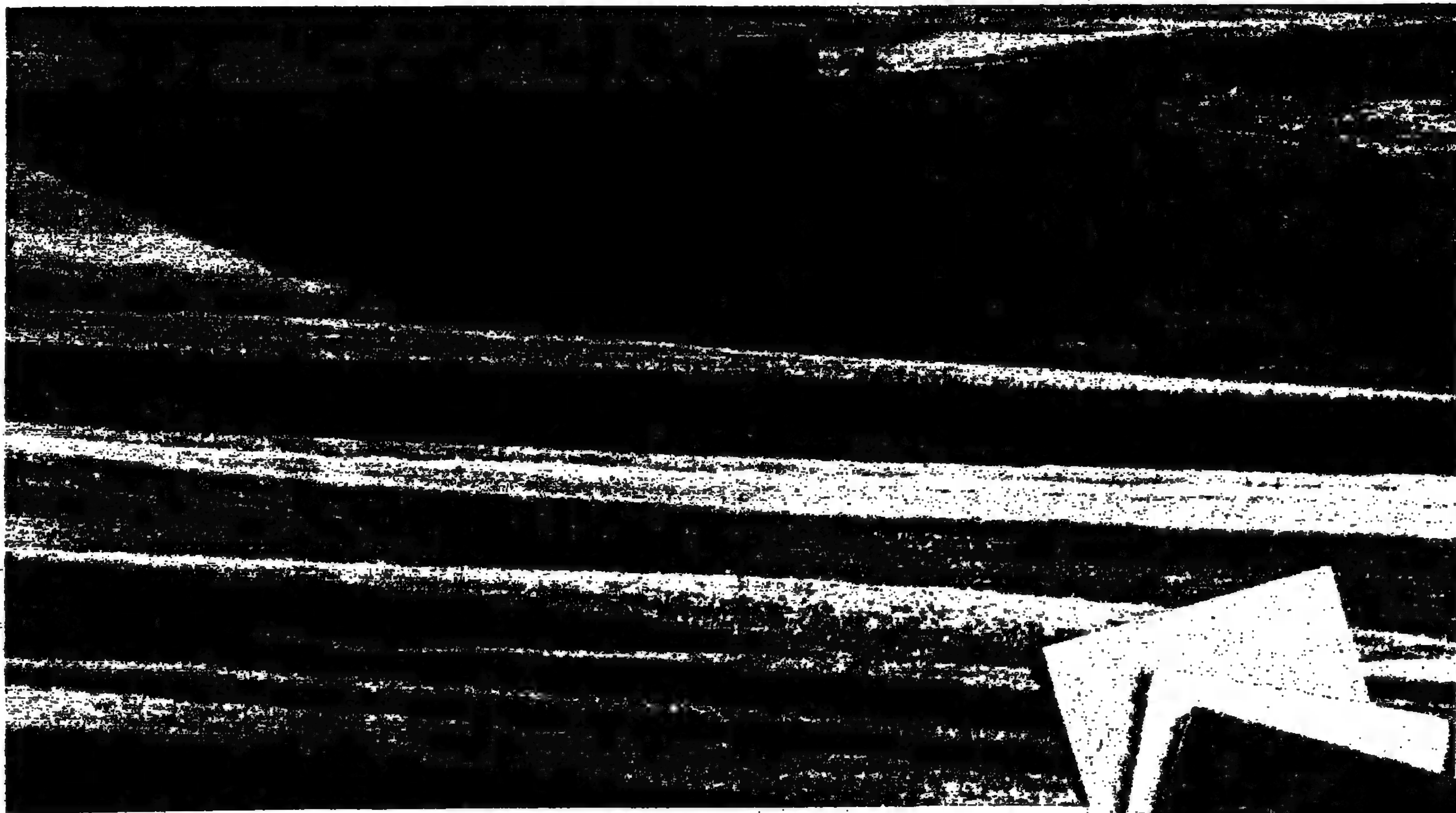
L'évolution est inéluctable. Le petit artisan est appelé à disparaître, à moins de conserver les réparations en abandonnant aux plus gros le secteur « jeu » du diagnostic. Mais un secteur nouveau pourrait également satisfaire l'usager : le « do it yourself » (l'entretien personnel), cher aux Britanniques, aux Allemands et aux Néerlandais. Le coût croissant de la main-d'œuvre a conduit près d'un quart des automobilistes américains à procéder eux-mêmes à l'entretien et aux réparations légères que nécessitent leur automobile. Il suffit, pour cela, d'un local bien équipé et d'un conseiller. La France suivra-t-elle ?

MICHEL BERNARD.

(1) Heures d'ouverture : 7 octobre, de 13 h. à 20 h. ; 8 octobre, de 9 h. à 22 h. ; 9 octobre, de 9 h. à 20 h. ; 10 et 11 octobre, de 10 h. à 20 h. ; 12 octobre, de 10 h. à 22 h. ; 13 et 14 octobre, de 10 h. à 20 h. ; 15 octobre, de 9 h. à 22 h. ; 16 octobre, de 9 h. à 20 h. ; 17 octobre de 9 h. à 17 h.

(2) Les acheteurs bénéficient d'une assurance gratuite de quarante-huit heures et peuvent partir sur le champ au volant de leur voiture (service cartes grises et autorisations des sociétés de crédit sur place).

Sommer. Créez votre paysage.



Au bout du monde ou à quelques pas de chez vous, il existe un paysage dont vous rêvez. Il est bleu, rose, chaud, dépeint, lumineux ou fantasmagorique, selon votre humeur. Pour le réaliser, choisissez dans la gamme de moquettes et de revêtements muraux Sommer le sol et les murs qui composeront votre paysage intérieur.

La gamme des revêtements muraux Sommer est aussi variée en matières qu'en couleurs, et tous les modèles se posent sans problème. Les moquettes Sommer existent dans une multitude de couleurs et d'aspects et sont garanties 5 ans. Bouclées, veloutées, épaisses ou fines, les moquettes Sommer sont aussi riches

et variées que la nature. Ainsi douillettes et confortables que le rêve dans lequel, de temps à autre, vous vous échappez. **SOMMER**

Une gamme infinie de sols et de murs.



PUBLICIS - 19321 PHOTO A. STOCK - MAGNUM

NEOGRAVURE PARIS

ÉDUCATION

POUR NÉGOCIER LA GÉNÉRALISATION DES CONTRATS D'ASSOCIATION

La municipalité de Chambéry dénonce sa convention avec les établissements privés

Chambéry. — La nouvelle municipalité de Chambéry vient de dénoncer la convention passée, depuis 1973, avec les cinq écoles privées de la ville, placées sous contrat simple. Le maire, M. Francis Ampe (P.S.), souhaite maintenant négocier avec les dirigeants de l'ensei-

gnement privé, pour que ces écoles — placées jusqu'ici sous contrat simple — adoptent le contrat d'association. Pour l'année scolaire en cours, la municipalité continuera de verser des subventions de fonctionnement aux cinq écoles. Cette décision a suscité de vives réactions.

De notre correspondant régional

C'est la forme, d'abord, qui a irrité : un huisier tirant les sonnettes, la nuit tombée, pour remettre aux directeurs des cinq écoles privées le pli officiel. A quelques heures seulement de la date limite pour la dénonciation de la convention. Dès le lendemain samedi 1^{er} octobre, l'Union départementale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (U.D.A.P.E.L.) s'indignait de cette dénonciation « brutale et unilatérale ». Directeur diocésain de l'enseignement catholique, l'abbé Schaefer parle d'un « manque de respect à l'égard des dirigeants des écoles en question ». « On est en dialogue qui nous avait été promis ? », s'étonne M. Daniel André, responsable académique des Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (A.P.E.L.).

Maître de Chambéry depuis six mois, M. Francis Ampe (P.S.) s'explique : « Nous avons été pris de court. Les contrats simples sont renouvelables tacitement chaque année. Si l'on veut les dénoncer avant le 1^{er} octobre, on nous ne nous en sommes souvenus que le 29 septembre au soir. Mes services n'ont pas trouvé d'autre moyen pour préserver nos droits que de recourir à un huisier (1) ».

Les cinq établissements catho-

liques accueillent mille cinq cent vingt et un élèves dans cinquante-quatre classes primaires et de maternelle et sont sous contrat simple depuis 1973. La participation de la ville aux frais de fonctionnement — révalués au début de 1977 par la municipalité de M. Pierre Dumas (R.P.R.) — s'élève à 4 200 francs par classe et par an, soit 150 francs environ par élève.

« Toute suppression de l'aide municipale se traduirait par une augmentation de 60 % des frais de scolarité. Or la municipalité semble totalement ignorer que 75 % des parents des élèves des écoles libres appartiennent à des milieux modestes », expliquent M.M. de la Bevière et André. « Tout-à-coup à faire de nos écoles des écoles de riches ? », ajoute l'abbé Schaefer, qu'inquiète la perspective d'une nouvelle négociation des conventions. Les contrats d'association, selon les dirigeants de l'enseignement privé, menacent l'originalité pédagogique des écoles libres et le droit d'expression des parents.

« Au nom de la liberté de l'enseignement, on va à l'encontre du résultat recherché, fait remarquer le maire de Chambéry. Est-ce notre devoir d'encourager la discrimination, la ségrégation ? Mon premier souhait est d'accéder à la vérité dans ce domaine. Quelles sont ces familles dont les enfants fréquentent l'école privée ? Quelles sont leurs véritables motivations ? Si, par exemple, c'est parce que l'on peut y laisser un enfant de 7 heures à 18 heures, nous ne devons pas développer ces services dans le cadre de l'école publique. Si c'est parce que les élèves y trouvent un intérêt pédagogique, nous ne nous interrogerons pas à leur égard. Si c'est parce qu'ils cherchent à échapper à la discipline de l'école publique, nous ne devons pas leur offrir de privilèges ».

(1) La lettre précisait notamment que « cette dénonciation n'a été décidée que pour doter la municipalité d'une légitimité dans sa réflexion sur les contraintes d'un calendrier juridique. Elle ne préjuge en rien de sa décision définitive ».

REPRISE DES COURS AU LYCÉE TECHNIQUE DE PÉRIGUEUX

Les cours vont pouvoir reprendre au lycée technique Albert-Clavelle de Périgueux (Dordogne). Depuis la rentrée, les agents techniques étaient en grève pour obtenir un deuxième poste supplémentaire dans l'établissement (« le Monde » du 6 octobre). Cette grève bloquait le fonctionnement du lycée, qui compte cinq cents internes et cent cinquante élèves. Mercredi 5 octobre, les agents techniques ont décidé « à l'unanimité de suspendre leur mouvement immédiatement ». M. Guéna, député et maire de Périgueux, recevant les représentants des agents et des parents d'élèves vendredi 13 heures. Les agents techniques espèrent qu'un accord sera mis à la disposition du lycée par la municipalité.

sortez de vous-même

Venez à la découverte d'une langue... des Autres... et de Vous

anglais, italien, allemand

hyperion : 500-15-53

10, rue Le Sueur, Paris (16^e)

Secrétariat-Gestion-Comptabilité

ISSEC

Préparation : C.A.P. ; B.E.P. ; Bac G ; B.T.S. ; D.E.C.S. Institut des Sciences et des Etudes Economiques et Commerciales du Cours Madaud Ecole technique PRIVÉE

19, rue Jussieu - 75005 Paris - 707-13-38 et 707-76-05

RELIGION

LES TRAVAUX DU SYNODE

De nouveaux chemins pour l'éveil de la foi

Rome. — Cent quarante et une interventions ont déjà été faites au cours des neuf premières congrégations générales du synode. L'ordre du jour étant épuisé, les Pères se réunissent — dans une deuxième phase — par groupes linguistiques, dans lesquels ils pourront engager un véritable dialogue, ce que ne permet pas.

la succession des exposés faits en assemblée plénière.

Ces groupes sont au nombre de onze : trois de langue anglaise, deux de langue française, trois de langue espagnole, un de langue allemande, un de langue italienne, un de langue latine (on ne se bouscule guère dans ce dernier...).

De notre envoyé spécial

Songeant notamment aux audiences hebdomadaires du pape, qui attirent des dizaines de milliers de fidèles par mois, un Père du synode, Mgr Roman Villalobos, évêque de Tlaxcala (Costa-Rica), affirmait que Paul VI était « le premier catéchète de l'Eglise ». Reste à savoir si l'opinion pourra décamer au présent synode un premier prix ex aequo. Les évêques n'ignorent pas que les catéchètes du monde entier ont le regard fixé sur eux, dans l'espoir de recevoir des paroles de compréhension et aussi d'encouragement à continuer leurs efforts de renouvellement pédagogique : transmettre l'Evangile en tenant compte de la psychologie de l'enfant.

Personne ne se dissimule, ainsi que l'a fait remarquer le cardinal Suñens, archevêque de Malines-Bruxelles, le nombre impressionnant de jeunes qui disent « oui » à l'Evangile et à Jésus-Christ et « non » à l'Eglise. Il y a là une difficulté majeure, due pour une part à la persistance d'une réputation de moins en moins méritée, mais aussi au décalage permanent entre le dire et le faire de la hiérarchie. « Ce qui est en cause », a affirmé l'archevêque belge, ce sont les hommes d'Eglise que nous sommes et qui ne résistent pas, ou si peu, aux yeux des jeunes, l'authentique visage du Christ, par schématisation ou par inhibition.

Une grille d'interprétation

L'Eglise, en effet, se paie souvent de mots. Au synode, on a dit et répété l'importance de la doctrine. Mais il faudrait aller plus loin et passer cette doctrine au crible pour la rendre plus crédible et plus efficace. Il devient de plus en plus urgent de refaire aujourd'hui ce qui a été entrepris dans le passé, où les vérités de foi ont été coulées dans des catégories philosophiques et culturelles de l'époque. Nombre de ces catégories sont devenues caduques, et avec elles, l'expression des dogmes. L'atomisation des cultures contemporaines ne permet sans doute plus de trouver un nouveau langage de foi universel, mais il reste possible d'élaborer une sorte de grille d'interprétation accessible aux esprits de notre temps, qui serait adaptée, selon les circonstances et les lieux, aux catéchètes.

A quoi sert de présenter des articles de foi à des personnes majeures, si elles ne les saisissent pas l'utilité ? On n'en retient que ce qui est plus ou moins consciemment désiré. Si elle ne veut pas tomber dans « l'oreille de sourd » (Mgr Emmett Doyle, évêque de Nelson, Canada), la catéchèse ne doit pas faire comme si l'évangélisation de ses destinataires était acquise. Elle doit commencer par le commencement : c'est-à-dire par les conditions préalables de la foi. Il s'agit de poser les bases de l'édifice chrétien, autrement dit de découvrir les ressorts de la société ambiante qui oscille entre l'agnosticisme, l'athéisme, le rendement immédiat ou l'esprit de jouissance.

Mais cette même société, pour paternelle qu'elle soit dans son comportement, charrie aussi des valeurs d'espérance, d'abnégation, de gratuité, de justice et d'amour humain qui sont immédiatement « christianisables ». C'est à partir de l'expérience vécue par les catéchètes qu'il est possible d'enseigner l'Evangile et non à partir d'opinions plus ou moins pures, ou de pressions psychologiques. Les chrétiens, souvent si sévères à l'égard des méthodes de « persuasion » employées derrière le rideau de fer, devraient se souvenir qu'une saine catéchèse repose sur le respect de la liberté et non sur

une sorte de chantage moral plus ou moins culpabilisant.

Le cardinal Marty, archevêque de Paris, a affirmé au synode : « Il n'est pas question de réduire le contenu de la foi, mais de l'arracher. Les méthodes d'hier ne suffisent plus. Il faut ouvrir de nouveaux chemins d'éveil de la foi. Il faut du temps pour croire. La foi ne se passe de soi. Les jeunes mettent beaucoup de temps à s'identifier ».

L'archevêque de Paris demande que l'on « inscrive la proposition de la foi dans un dialogue constant, voire une confrontation avec les autres formes de pensée et d'action ». Le monde dans lequel vivent les jeunes est un monde technico-scientifique où tout se mesure et s'évalue et, d'autre part, un monde profondément pluraliste. « C'est pourquoi, poursuit-il, la catéchèse doit faire appel à des témoignages (« ne dis pas... montre-moi ! ») et procéder par voie de comparaison ».

Articuler la révélation et l'expé-

rience humaine », a dit encore le cardinal Marty, voilà le travail fondamental à accomplir. Il s'agit d'ailleurs, pourrait-on ajouter, de l'articulation de deux expériences, celle du Christ essentiellement, mais aussi par réfraction, celle des grandes inspirations de la Bible, des saints et des mystiques de toutes les époques. S'il est vrai que le christianisme est, pour l'essentiel, incarnation, rien de ce qui est chrétien n'échappe aux réalités de l'expérience. Qui veut faire l'ange fait la bête. On ne peut même pas en toute rigueur de terme parler de la « pure doctrine ». La doctrine — distincte de la foi — est une élaboration humaine et théologique, faite à partir de données qui sont elles-mêmes exprimées dans un contexte culturel. C'est pourquoi le pluralisme doctrinal est non seulement inévitable, mais enrichissant. Le rôle du magistère n'est pas de le limiter, mais de lui donner une sorte de statut lui permettant de porter davantage de fruits.

HENRI FESQUET.

SCIENCES

A Océanexpo-77 A BORDEAUX

Les transferts de technologie la mer et les pays en développement

De notre envoyée spéciale

Bordeaux. — Pour la troisième fois depuis 1971, Bordeaux accueille, du mardi 4 au samedi 8 octobre, Océanexpo, qui est à la fois une exposition technique et un colloque. Le prochain Océanexpo devrait avoir lieu en mars 1981, comme l'a assuré M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux et député R.P.R. de la Gironde, au cours de la séance d'ouverture.

En plus des aspects classiques des activités liées à la mer (gestion portuaire, aquaculture et conchyliculture, exploration et exploitation des ressources océaniques, pêche maritime, construction et réparation navale, techniques avancées au service de la prévention et de la lutte contre la pollution des mers), Océanexpo avait l'ambition d'aborder deux sujets plus nouveaux : le transfert des technologies marines et littorales, et les pays arabes, la mer et l'océan.

La « table ronde » consacrée au transfert des technologies marines et littorales n'a suscité malheureusement aucun dialogue. Les représentants des pays « arabes » — en admettant que certains d'entre eux aient été présents dans la salle — ont été muets ; ceux des nations africaines n'ont guère été bavards. Quant aux Français, ils ont porté le plus souvent de technologies sophistiquées qui supposent des investissements importants et un grand développement scientifique. On a très peu évoqué, en fait, les problèmes les plus fondamentaux de la formation des hommes — qui est une longue tâche, et qui doit être adaptée à chaque pays et de l'amélioration des méthodes artisanales, seul moyen d'amorcer le progrès dans des pays en développement, où le potentiel humain et financier est limité. Les transferts de technologie, certes, sont indispensables si l'on veut créer un monde plus juste et plus équilibré. Mais il faudrait commencer par évaluer les besoins, les possibilités réelles de chaque pays en développement.

Cette absence de dialogue a également marqué les déclarations de M.M. Paul Engo (Cameroun) et Howard W. Pollock (Etats-Unis). Dans l'après-midi du 4 octobre, M. Engo, qui préside la première commission de la conférence des Nations unies sur le droit de la mer, a demandé si les pays industrialisés pouvaient et voulaient transférer les technologies nécessaires à l'exploitation des ressources miniérales aux pays en développement. L'autorité internationale, qui devrait être responsable de la gestion des grands fonds marins.

Des techniques qui n'existent pas encore

A cette question, M. Jacques Perrot, conseiller du Centre national pour l'exploitation des océans, a répondu, avec logique, qu'un tel transfert était actuellement impossible parce que les techniques n'existent pas encore et que les recherches nécessaires sont menées par des sociétés privées et, donc, couvertes par le secret industriel.

M. Pollock, qui a fait partie de

la délégation américaine à la conférence sur le droit de la mer, a violemment reproché à M. Engo d'avoir élaboré, seul et dans le plus grand secret, le « texte unique de négociation composite », c'est-à-dire le projet de document final publié en juillet dernier après la fin de la sixième session de la conférence sur le droit de la mer (le Monde des 17 et 18 juillet 1977). Ce texte, relatif à l'exploitation des grands fonds marins, est inacceptable pour les Etats-Unis et, en outre, il marque un net recul par rapport aux textes élaborés lors des sessions précédentes. Les Etats-Unis n'ont aucun intérêt à continuer les discussions interminables et stériles de la conférence. Un projet de législation unilatérale est, du reste, en discussion au Congrès américain. Selon M. Pollock, il n'existe aucune disposition internationale, même dans le texte des conventions de 1958 sur le droit de la mer, s'opposant actuellement à l'exploitation des ressources des grands fonds marins par les Etats-Unis.

La journée consacrée aux pays arabes, la mer et l'océan avait pourtant commencé par une déclaration intéressante de M. Abdel Molah Al Kazemi, ministre du pétrole du Koweït : le Koweït « pouvait se déclarer prêt à prendre sa part des risques d'exploitation des ressources océaniques et à partager avec la France, dans le cadre de la future organisation internationale concernant cette exploitation, les responsabilités de toutes mesures communes qu'elle estimerait nécessaires et qui seraient profitables aux deux pays ». Malheureusement, le ministre koweïtite n'a pas précisé les intentions de son gouvernement. Voulait-il dire que le Koweït est prêt à participer aux très lourds investissements qui seront indispensables à la mise en exploitation des nodules polymétalliques des grands fonds océaniques et, éventuellement, du pétrole des mers profondes ? Et, si cette interprétation est la bonne, le Koweït accepterait-il que l'exploitation du « patrimoine commun de l'humanité » soit, comme le souhaite le groupe des « 77 » (les Etats en voie de développement) dont il fait partie, entièrement soumise au bon vouloir d'une « Autorité » dominée précisément par les « 77 » qui ont, pour eux, le nombre ?

Cette absence totale de communication entre les divers groupes participant au colloque de Bordeaux permet de douter, une nouvelle fois, de l'intérêt de telles réunions scientifiques et techniques où se développe, du fait même des conditions dans lesquelles elles sont organisées, un sentiment général d'incompréhension.

YVONNE REBEYROL.

CORRESPONDANCE

Le logement des étudiants parisiens et le budget des œuvres universitaires

Après la publication, dans le Monde du 31 septembre, d'un article sur les difficultés des étudiants parisiens dans la recherche d'un logement, le président de la Fédération des résidences universitaires de France (F.R.U.F.), M. D. Mollier-Sabot, nous adresse les précisions suivantes :

La rentrée universitaire pose de façon criante le problème du logement étudiant dans la région parisienne. La baisse du pouvoir d'achat de la grande masse des étudiants entraîne, phénomène révélateur, une recrudescence des demandes de chambre en cité universitaire.

Or la région parisienne est la plus sous-équipée dans ce domaine : onze mille chambres pour deux cent vingt mille étudiants (une chambre pour vingt), alors que la moyenne des villes de province est d'une chambre pour huit étudiants.

Ainsi, outre l'auto-censure au niveau de la demande et la méconnaissance chez les nouveaux étudiants de la possibilité de logement en cité universitaire, les centres régionaux des œuvres universitaires sont-ils conduits à rejeter des centaines de candidatures. C'est pourquoi le nombre d'étudiants à la chambre de bonne pour 500 francs par mois.

Cette situation, due à l'absence de construction de cités universitaires depuis des années, est d'autant plus scandaleuse que des centaines de chambres sont laissées à l'abandon faute d'un minimum d'entretien : trois cent cinquante chambres à Antony, deux cent cinquante à Nanterre, etc.

Ce gâchis est le résultat d'une politique d'aphasie budgétaire des œuvres universitaires vis-à-vis de la liquidation de leur rôle social, et par là au renforcement de la sélection sociale à l'université. Par ailleurs, rien n'indique une quelconque amélioration future. En effet, le gouvernement prévoit dans le budget 1978 des crédits d'investissement pour les œuvres.

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

préparation au

D.E.C.S.

et à l'examen probatoire

L'ECOLE CHEZ SOI

enseignement privé à distance

1, rue Thénard

75240 PARIS CEDEX 05

Tél : 329.21.99

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir

assistant-réalisateur

scripte

monteur-monteuse

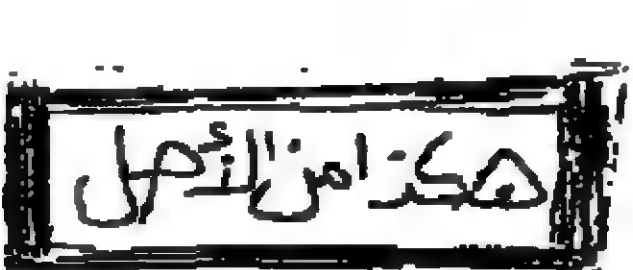
Cours directs (1^{re} et 2^e années)

Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris

Tél. 874.65.94

Documentation M sur demande



Le Monde du tourisme et des loisirs

EN VINGT-CINQ ANS, LES TARIFS AÉRIENS ONT BAISSÉ DE 64 %

On brade sur l'Atlantique

Un Anglais astucieux casse les prix sur l'Atlantique nord. Ne l'étaient-ils pas déjà ?

FREDDIE LAKER, l'inventeur du « train du ciel », a-t-il bien mérité du transport aérien ? Ses premiers passagers le croient qui, l'autre matin à Gatwick, lui ont fait fête. L'Américain pour une poignée de livres sterling, ce n'était donc pas un rêve impossible ?

Avant lui, d'autres transporteurs à la demande avaient essayé — non sans quelques succès — d'entamer le monopole des compagnies régulières sur la « voie royale » de l'Atlantique nord. Freddie Laker reprend à sa manière ce combat que la crise de l'énergie et la récession économique avaient interrompu. Astuce commerciale ou conviction profonde ? Il donne à son entreprise un tour quasi maçonnique : il est David contre Goliath, le bon contre les Méchants.

La formule Laker serait-elle la formule de l'avenir ? Verrait-on bientôt les passagers faire la queue au pied de l'avion comme les citadins à un arrêt d'autobus ? Pour qui veut « casser » les tarifs, la recette est relativement simple : il suffit d'offrir à la clientèle un minimum de services et de lui imposer un maximum de contraintes.

Laker Airways travaille à l'économie : pas de système de réservation, pas de commission aux agences, pas de dépenses de publicité, pas de frais généraux, pas de prestations gratuites à bord. N'entraînent dans le calcul de son prix de revient, que l'amortissement de sa flotte, le coût du carburant, les redevances aéroportuaires et le salaire de ses navigateurs. Le transporteur britannique peut vendre un aller-retour Londres-New-York à 1.180 francs, assuré — à ce barème-là — de remplir ses avions, du moins le pense-t-il.

Les premiers résultats du « train du ciel » sont-ils à la hauteur des espérances de son inventeur ? Celui-ci annonce 35.000 dollars de bénéfices après une semaine d'exploitation ; d'autres, cependant, laissent entendre que Freddie Laker perdrait, dans cette affaire, 1.000 livres par jour. Le côté spéculatif de son entreprise est si évident que, passé l'effet de nouveauté, il risque de décourager de nombreux passagers qui, pourtant, jugent ses efforts avec sympathie. Combien — hormis les routards — sont-ils prêts à plétiner dans un hall d'aéroport sans avoir l'assurance d'embarquer ?

Déjà, les compagnies régulières, qui n'ont pas l'intention de se faire marcher sur le bout des ailes, n'ont pas manqué d'aligner leurs tarifs sur ceux de Freddie Laker. Pan Am, TWA, British Airways, Air India, Iran Air et El Al proposent l'aller-retour Londres-New-York à 1.280 F. Moins d'imprévu dans le voyage : les passagers connaissent, une semaine à l'avance, le jour et l'heure de leur départ.

L'offensive de Freddie Laker aura heureusement secoué la léthargie des compagnies régulières, qui hésitent à brader les sièges vides. Si les nouveaux barèmes que leur impose le transporteur britannique permettent d'améliorer le remplissage des avions, elles tirent, en fin de compte, tout bénéfice de cette opération. A moins que ne s'opère un glissement de clientèle vers ces tarifs en solde ?

Précipitation
La précipitation avec laquelle les compagnies régulières ont réagi à l'initiative de Freddie Laker donne à rêver. Pour peu qu'un gène se mêle à une partie trop bien réglée, les grands du transport aérien semblent ne jamais être au bout de leurs concessions tarifaires. Une politique de « déboulle qui, l'an dernier, sur les routes de l'Atlantique nord, s'est traduite, pour les membres de l'IATA, par un déficit de 600 millions de dollars.

Il y a dix ans, sur l'Atlantique nord, 53,7 % des passagers voya-

geaient à plein tarif (en première classe ou en classe économique). L'an dernier, ils n'étaient plus que 29,5 %. La mise en service des avions gros porteurs comme le Boeing-747, puis l'entrée en lice des transporteurs à la demande américains — les *Supplementals*,

— de retour du Vietnam, ont contrainct les compagnies régulières qui contrôlaient tout de même l'an dernier 83 % du trafic sur ce réseau à établir un *passager* tarifaire. Mais à quel sort de vendre des sièges à perte ? Inévitablement, une compagnie

régulière a des structures très raffinées, notamment un réseau commercial qui pèse sur ses coûts. Entreprise nationale ou société privée, elle est au service d'un public exigeant qui impose à son exploitation des contraintes lourdes de conséquences financières. On ne peut donc raisonnablement attendre d'elle des miracles tarifaires. Du moins est-il dans ses cordes de mieux gérer son portefeuille de sièges vides, et d'imaginer des formules qui facilitent l'accès au transport aérien des petites bourses.

Le billet d'avion est-il hors de prix sur l'Atlantique nord ? L'attitude du patron de Laker Airways pourrait le laisser croire, qui se pose en « saint Georges terrassant le dragon ». En réalité, l'aller-retour Paris - New-York en classe économique, calculé en francs constants 1976, a baissé de 64,4 % depuis 1950, tandis que, dans le même temps, la durée du voyage diminuait de... 61,5 %. « Freddie la Menace » ne fait que prendre le train en marche.



(Dessin de PLANTU.)

JACQUES DE BARRIN.

NOUVEAUX WEEK-ENDS POUR CET AUTOMNE

L'Irlande ouvre ses cuisines

L'Irlande a encore des formules de balades dans ses poches. La gourmandise de sa table mérite un week-end.

ILS avaient déjà leur vent d'été, ces Irlandais qui, depuis leur bureau de Dublin — sans tapage, comme il sied à de vrais gentlemen, s'occupent des préoccupations commerciales — une nouvelle formule qui devrait bien, comme les précédentes, devenir maintenant des « classiques », séduire ces voyageurs un peu différents des autres, parce que plus volontiers en quête d'ambiances authentiques que de « sensationnel » truqué, plus soucieux de contacts humains que de tape-à-l'œil en couleurs.

Et aujourd'hui, les astucieux responsables du tourisme lancent depuis leurs bureaux de Dublin — sans tapage, comme il sied à de vrais gentlemen, s'occupent des préoccupations commerciales —

celle serait dommage, ont-ils pensé, de laisser une si belle machine passer tout l'hiver au garage !

Avec les week-ends gastronomiques — même si l'expression doit faire réchauffer les inconditionnels du mijoté « made in France » — que deux agences parisiennes ont inscrites à leur catalogue automne-hiver, c'est une nouvelle petite porte de l'Irlande qui s'ouvre. Par où les malins auront tout fait de se familiariser, le temps d'une fin de semaine entamée le vendredi dans la matinée (ou le samedi seulement), qui s'achèvera le dimanche, à

sur la route les véhicules venant en sens inverse se chargent aimablement de ramener les mémoires défilantes de reprendre sagement sa gauche après une bifurcation, et d'attaquer à l'envers les sens giratoires.

Au volant donc, en toute liberté. Et en sursaut, de toute façon, bien malgré soi : l'entêtement que les ponts et chaussées irlandais mettent à rendre systématiquement incompréhensibles les panneaux routiers est quasiment digne du malin dans le comté de Cork. Et les milliers de petits rectangles fichés sur des mâts (comme on en voit encore dans nos grandes forêts domaniales), portant des inscriptions qu'un œil normalement constitué ne pourra, en aucun cas, déchiffrer s'il reste derrière le pare-brise, s'ingénient à jeter le trouble dans l'esprit du conducteur et du passager faisant éventuellement office — redoutable responsabilité — de navigateur. Au début, on met au compte des quelques razzias de whiskey ou des fortes pintes de Guinness absorbées avant le départ de l'auberge des hésitations qui, dès lors, et quand bien même n'aurait-on bu que de l'eau, s'accumulent de carrefour en carrefour.

Cheminée, tea-pot et pain brun

Une heure trente de vol, au départ d'Orly : à peine le temps de lire son journal. Une voiture en bout de piste. Et, à ce propos, il faut dire et redire aux hésitants que conduire à gauche n'a rien d'aussi terrible qu'ils pourraient, bien à tort, le penser. Il suffit simplement de ne pas oublier (surtout en ville, puisque

Un mélomane sur les wagons-lits

Le 8 octobre, à Monte-Carlo, des wagons-lits sous le marquis d'Yvoire. Un ancien conducteur — se souvient.

QUEL train de vie ! Né à Paris, près de la gare des Batignolles, Roger Commaut passe ses vacances d'été en Normandie chez une tante garde-barrière. Sa vie est toute tracée. De fait, à seize ans, le voilà plongeur à la Compagnie internationale des wagons-lits. Quand il prendra sa retraite de « conducteur », il aura parcouru en chemin de fer, durant un demi-siècle, l'équivalent de quatre-vingt-cinq fois la tour de la Tour ! Mais, performance autrement plus considérable pour cet autodidacte, il sera devenu grâce à son métier, au hasard des rencontres avec des voyageurs portant les plus grands noms de la musique, un mélomane averti doublé d'un collectionneur spécialiste de Wagner.

L'annonce de la vente à Monte-Carlo, par Sotheby, le 8 octobre, de cinq voitures de la célèbre Compagnie, dont un *pullman* de 1929, décoré par René Frou et René Lalique (le Monde du 8 juin), attire ses souvenirs. C'est dans ce *pullman* qu'est née sa passion : « A soixante-trois ans, toi que vous me voyez, je suis un des rares survivants de l'époque en lock. » Des voitures idéologiques, les remplaçant à partir de 1922. C'est l'âge du Train-Bleu. Un peu de romantisme, s'en va le souci du luxe demeure. En témoigne cette série de *pullmans*, à l'intérieur conçu dans le plus pur style « arts & crafts », mis

en service sur le Côte d'Azur-Extrême. Chaque année, à son dîner, à bord de l'une d'elles, Roger Commaut est chargé de la discothèque. Son destin, jusqu'à un peu terni, va passer sur un alligateur. « Nous avions affaire à beaucoup d'Anglais, souvent d'un certain âge. L'après-midi, on enlevait les tables de la salle à manger. L'électrophone se trouvait dans la cuisine à bagages. Quand les dîneurs faisaient défaut, j'avais tout un répertoire classique à diffuser. »

C'est là qu'il apprend à aimer la musique. A l'inverse d'Arthur Honegger devenant collectionneur de trains miniatures après avoir composé *Pavane* 231, son emploi modeste en fait un mélomane. Entre deux voyages, il se précipite au concert. Salle Gaveau ou pour le *Crypside* des deux, Wagner le subjuguait. A partir de 1930, et pendant quarante ans, il va lui constituer une collection monumentale.

A cette époque, il est affecté au service des trains transatlantiques assurant la correspondance, à Cherbourg et au Havre, avec les grands paquebots. « Jusqu'en 1937, dit-il, ce furent des plus belles années de « roulotte ». Il n'était pas encore question de traversée aérienne. Nous avions sur ces trains la plus riche clientèle. Des gens célèbres souvent. Des compositeurs, des artistes, Deschamps, Maurice Chevalier. Mais Roger Commaut n'a d'yeux que pour les musiciens. Sa passion commence à être connue, ce qui lui donne plus d'assurance pour entamer la conversation avec ceux qui prennent place dans sa voiture.

Quelle affiche ! Des chefs d'orchestre, Toscanini, Mitropoulos, Bruno Walter, Des virtuoses, Fritz Kreisler, Arthur Schnabel, Rubinstein, Coriot, Thibaud, Casals, André Segovia, qui lui confiait sa précieuse guitare. « Je prenais le plus grand soin d'Arthur Toscanini. Je m'entendais la garde devant sa porte aux rideaux tirés. A moitié aveugle, il avait peur des flashs des photographes. »

Il se qualifie lui-même d'« anti-Dokobra ». Il n'est pas homme à avoir rencontré la « madone des aléopings ». Dans les couloirs, la musique a été la grande affaire de sa vie. Avec le culte de Wagner.

« Je suis allé à Bayreuth en 1933. J'ai vu Hitler comme je vous vois. » A Wagner, il a consacré tout son temps, tous ses poches (qui sur les grandes presses doublées la paye) pour compléter sa collection : neuf cents ouvrages, trois mille articles de journaux et revues, de nombreuses éditions originales, des documents portant la signature du maître ; un ensemble couronné par une discothèque de toutes les œuvres, souvent dans des enregistrements rares. Avec un placement au cœur, il a dû, à l'heure de la retraite, s'en séparer pour acheter une maison en Normandie d'où l'on entend passer les trains à la gare voisine. L'une des deux musiques qui ont bercé sa vie. Pour l'autre — la « grande » — il a rangé sur ses rayons cinq mille disques classiques, dont quatre cent soixante-dix opéras.

PIERRE-JEAN DESCHAMPS.

Pour aider les non-partants

QUI DOIT PAYER LE CHÈQUE-VACANCES ?

Le débat est ouvert : qui prendra en charge, financièrement, le « *chèque-vacances* » pour une véritable aide à la personne ?

L'UNION coopérative Le « *chèque-vacances* » a annoncé, le 5 octobre, qu'elle avait saisi l'ensemble des groupes politiques du Sénat et de l'Assemblée nationale d'une proposition de loi instaurant une « véritable aide à la personne » sous la forme d'un « *chèque-vacances* ». L'association souhaite ainsi accélérer la mise en place de ce système, préconisé dans le rapport sur le tourisme social, remis au mois d'août au président de la République par M. Jacques Blanc, secrétaire d'Etat à l'Agriculture (le Monde du 12 août 1977).

Plus de cinq millions de salariés ne partent pas en vacances et des millions d'autres prennent seulement une ou deux semaines de congés, parce que leur revenu ne leur permet pas mieux. Pour remédier à cet état de choses, les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et FEN se sont associés, en 1971, aux mouvements mutualiste et coopératif au sein de l'Union Le « *chèque-vacances* ».

S'inspirant des exemples belges et hollandais, ils ont imaginé un « *chèque-vacances* » qui serait émis par des sociétés spécialisées, puis acheté par les employeurs avant d'être revendus aux salariés à un prix inférieur au prix d'achat (50 % en moyenne). Ce prix de revient serait modulé en fonction du revenu et des charges familiales du salarié.

Avec ce chèque, le vacancier réglerait ses dépenses de transport, d'hébergement et de loisirs. Un guide dresserait la liste des établissements acceptant ce mode de paiement.

M. Michel Thérès, président du directeur de « *Chèque-vacances* », rappelle que les syndicats proposent la création d'une commission consultative destinée à étudier les améliorations et les extensions de ce système, notamment aux retraités et aux agriculteurs. « L'étude du système suisse nous a montré que la caisse du « *chèque-voyage* » avait obtenu des banques chargées de collecter ses fonds des prêts avantageux pour des réalisations destinées au tourisme social, dit-il. D'autre part, les excédents de gestion permettraient d'attribuer des bourses aux plus défavorisés. Enfin, le « *chèque-vacances* » peut favoriser l'étalement des dépenses en congés par une bonification supplémentaire accordée en basse saison. »

Depuis 1971, le dossier est au point, mais alors que le Conseil économique et social, le Conseil supérieur du tourisme, les groupes parlementaires et la commission Blanc se sont prononcés en faveur d'une aide à la personne en vacances. Pourquoi ?

Les représentants du patronat se sont opposés à un « *chèque* » obligatoire pour toutes les entreprises. Les syndicats ont abandonné cette revendication. En fait, le ministre de l'Economie et des finances répuque à exécuter l'employeur du versement sur les salaires et le salaire de l'impôt sur le revenu pour le complément de rémunération qu'entraînerait une telle création.

ALAIN FAUJAS.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(Lire la suite page 22.)

(Lire la suite page 21.)

(PUBLICITE)
Dernière offre aux tarifs de 1976

LE MONDE ET L'HISTOIRE EN DIAPPOSITIVES

40 F la série de 50 vues avec brochure-commentaire

PROVINCES FRANÇAISES, PAYS D'EUROPE, PAYS D'ORIENT, D'AMERIQUE, INDIEN, BRÉSIL, VOLCANES, etc.

Doc. et 2 vues c. et 2 vues c. et 2 vues c.

FRANCOISE COLORE, 68000 BERNARD.

LE PARIS DES PARISIENS

La nouvelle série des Parisiens, c'est le Guide de Paris, un supplément de 30 pages qui unifie les guides de Paris, du Nouveau Guide Gault-Millau, les nouveaux restaurants et les anciens en hausse ou en baisse les derniers plaisirs de la nuit le soir et la grimaude du matin le dimanche, les bonnes affaires, les artisans, etc.

AIR ALLIANCE c'est L'ANTI-CLUB

Il nous reste encore quelques places :

- SPECIAL BOUTEKAÏ (Afghanistan) du 23 octobre au 5 novembre : 8.140 F.
- INDE DU NORD - CASHEMIRE - NEPAL, 15 J., 4.350 F. Départs : 15-18-19-20.
- BANGKOK, 11 J., à partir de 2.300 F. Départs tous les samedis de Paris.

4 rue de Flandre - 75001 Paris
25, rue de Valenciennes - 75006 Paris
01 42 74 83 83 et 01 42 74 83 84
Ouvert tous les jours de 10h à 19h

Nom _____ Adresse _____ Code Postal _____

Ville _____

Veuillez recevoir gratuitement votre brochure. L.A. 744

Tourisme

MAUVAISES VACANCES POUR « LES RENAULT »

« **QUELLES** vacances pour les familles Renault ? » Devant le mécontentement qui s'est largement fait jour chez les salariés de l'automobile après la tentative d'étalement des vacances de l'été dernier (une semaine fin juillet, trois semaines en août), le syndicat C.G.T. des usines Renault du Mans a lancé, à la rentrée, un sondage parmi les quelque dix mille salariés de l'entreprise. Quatre mille cinq cent quatre-vingt-neuf réponses « exploitables » ont été reçues, et on vient d'en faire connaître le bilan, et d'en tirer les conclusions auprès de la direction.

En premier lieu, ce sont les « professionnels » qui ont répondu le plus massivement au questionnaire (74 % de l'effectif total), alors que 40 % seulement des O.S. catégorisés pourtant la mieux représentée au sein de l'entreprise, acceptaient de se plier à l'enquête. Pour le syndicat, « les vacances restent pour les O.S. dans le domaine du rêve, et l'impossible, d'un luxe qu'ils ne sont pas près de s'offrir ».

En second lieu, la condamnation du système d'étalement pratiqué cette année est générale : 84 % des réponses montrent que le personnel considéré n'a pas apprécié le nouveau calendrier imposé par la direction soumise à la pression des pouvoirs publics. Les objections ne sont d'ailleurs pas d'ordre politique mais essentiellement d'ordre familial. Il n'y aura pas de véritable étalement

Techniquement possible

L'enquête a fait apparaître enfin qu'un peu plus de la moitié des personnes qui ont répondu (2 412) souhaitent — l'habitude sans doute — continuer à prendre leurs vacances en août : 1 619 en juillet : 1 100 en août, mais du 14 juillet au 15 août, et 171 seulement selon la formule mise à l'épreuve cette année.

Première conséquence de ce sondage : les délégués C.G.T. au comité d'établissement, eu égard à des résultats « suffisamment significatifs » d'une volonté des travailleurs de pouvoir choisir leurs dates de congé, ont demandé à la direction qu'elle mette en application, dès 1978, « un véritable étalement des vacances au choix des travailleurs », par roulement, sans fermer l'usine. Une solution techniquement possible, estiment-ils.

JULES BRÉAU.

Les Vosges soignent leurs

Le thermalisme vosgien est malade. Très malade. Après avoir occupé le deuxième rang des départements thermaux par le nombre des stations, les Vosges sont aujourd'hui en sixième position. En France, quinze stations se partagent environ 80 % des quatre cent cinquante mille curistes, mais aucune n'est attée dans les Vosges. Vitte, Plombières, Bains-les-Bains et Contrexéville, les quatre villes d'eau, ne reçoivent que vingt mille curistes, soit moins de 4,5 %.

Pour le docteur Antoine, président de l'Association des villes thermales vosgiennes, « le moment est venu de tirer les sonnettes d'alarme » et de proposer des remèdes. C'est ce qu'un « plan thermal » élaboré autour de l'eurothermalisme.

Jusqu'à la dernière guerre, les stations vivaient sur la lancée du vingtième siècle et bénéficiaient d'une clientèle très aisée venant en grande partie de l'étranger et des colonies. Dès la Libération, le thermalisme prend un caractère social, grâce à l'ordonnance du 21 mars 1947, accordant le bénéfice des cures aux assurés sociaux dans le cadre de l'assurance-maladie. Les ordonnances de 1959 et de 1968 portent un coup sévère au thermalisme. Corrigées par la suite, ces ordonnances ont aidé le thermalisme vosgien à progresser à nouveau.

Arrive le plan Barre, qui aggrave une stagnation constatée depuis quelque trois ans. Vitte, par exemple, a vu le nombre de

ses curistes passer, entre 1976 et 1977, de 4 799 à 4 646. Le docteur Antoine craint que la fréquentation ne chute encore l'année prochaine car « beaucoup de curistes n'ont pris conscience de restrictions qu'à l'arrivée à la station ».

Ces « restrictions » concernent les prestations supplémentaires entrant dans le coût total de la cure (frais de voyage et de séjour). Aussi, l'association des villes thermales vient-elle de demander au gouvernement de revenir sur ses dispositions, qualifiées par le docteur Antoine d'« économies de bouts de chandelles ». M. Barre n'a pas encore donné de réponse.

Voyage-Conseil joue l'Opéra

Voyage-Conseil, filiale du Crédit agricole, vient d'ouvrir, au numéro 49 de l'avenue de l'Opéra, une agence qui permet à l'apprenti voyageur de choisir la destination et le style de son voyage en connaissance de cause.

Le visiteur a la possibilité de consulter les trois mille livres de la bibliothèque dans le salon du rez-de-chaussée ou dans le bar du sous-sol. Une salle de projection est à la disposition des groupes qui souhaitent s'informer sur les possibilités du pays choisi. Des conférences s'y tiendront, avec pour centres d'intérêt, une région française, un artisanat ou un transporteur aérien. Autre innovation, la vente d'un séjour ou d'une randonnée se fera uniquement sur rendez-vous.

L'inauguration de cette première vitrine parisienne a donné à M. Pierre Anadol, directeur général de Voyage-Conseil, l'occasion de faire le point sur les activités de la société. L'exercice 1976-1977 s'est soldé par un bénéfice de 6,5 millions de francs. Le nombre des clients à

fortiori s'est élevé de vingt-sept mille, en 1973, à deux cent soixante-dix mille, en 1977.

Le chiffre d'affaires des voyages a fortiori est passé dans le même temps de 20 millions à 300 millions de francs. Avec 20 % du marché français des voyages organisés, Voyage-Conseil confirme sa position et s'affirme comme l'agence de voyages du monde agricole, puisque 40 % des agriculteurs, qui découvrent le tourisme, ont fait appel à ses services. Il est vrai que ce tour-opérateur dispose du plus beau réseau de points de vente qu'on puisse rêver : trois mille des huit mille agences du Crédit agricole disséminées dans quatre-vingt départements français.

Erfin, après le Livre de l'été, premier catalogue de voyages vendu et non offert (le Monde du 15 janvier 1977), Voyage-Conseil publie deux nouveaux volumes, les Livres de l'hiver, au prix de 6 francs chacun, dont l'un rassemble les propositions de vacances à la neige, l'autre les forfaits intéressants des pays de soleil.

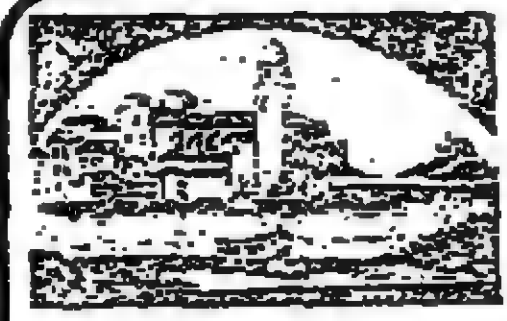
Deux grands volets

Si ce point constitue « la priorité des priorités » de l'action de l'association, il n'est cependant pas le seul. Les Vosgiens ont leur part de responsabilité dans le déclin de leur thermalisme, et l'admettent. « Nous avons pris, dit le docteur Antoine, du retard par rapport à nos voisins allemands et italiens, qui drainent aujourd'hui la plus grande partie de notre clientèle étrangère d'autrefois mais aussi des curistes français, de clientèle dite « libre », qui acceptent de perdre le bénéfice des prestations pour profiter de ce que leur apporte des stations étrangères ».

Il faut réagir rapidement et, pour ne pas redevenir les villages qu'étaient autrefois, les stations vosgiennes doivent entrer dans l'eurothermalisme, qui se développe rapidement.

Le plan que l'association met au point avant de le soumettre au conseil régional et au conseil général comporte deux grands

PANORAMA IMMOBILIER



COLLIOURE Les Résidences du Port d'Avall

Appartements de 30 à 55 m². Équipements luxueux. Confort total électrique, piscine, tennis, club. Accès direct à la plage. Appartements rénovés. Livrés à partir de 1978. S.C.I. LES RÉSIDENCES DU PORT D'AVALL. 4, rue Paul-Courty, 66000 PERPIGNAN. Tél. : (06) 34.43.77



SAINT MANDRIER (Côte Varoise)

Loin de la foule, au cœur d'un parc fleuri de 5 ha avec tennis et aires de jeux pour les enfants, les petits immeubles de la Pinède Saint Georges s'ouvrent largement sur la Méditerranée. De nombreuses familles ont déjà été séduites. Pourquoi pas vous ? Livraison immédiate. Possibilité de location. Rens. sur place 17 jours sur 7 - Tél. : (94) 94.97.03. Rens. à Paris, 47 avenue Hoche (8e) - Tél. : 924.45.63

COTE D'AZUR, 8 km de Cannes

Plein centre village parmi les oliviers. VILLAS PROVENÇALES luxe 4/5 pièces à partir de 425.000 F. Prix fermes. LES FERMES DE PEGOMAS, 06580 Pegomas - Tél. (93) 67-25-75

Entre GRASSE et CANNES DOMAINE DE 5 HECTARES MAS AUTHENTIQUE - PISCINE

Prix 3.500.000 F - Possibilité de construire 6 villas. Agence CLAPIER, 1-3, avenue Victor-Hugo, GRASSE. Tél. 38.04.70. Garantie FNAIM activité référence voir p. 402 annuaire PTT 06

Pour vivre au calme, dans un grand parc vue exceptionnelle sur la mer

Résidences Monte Carlo Sun piscine, club house, accès privé aux plages. 74, bd. d'Italie - parking assuré - Monte Carlo. Tél. (93) 50.70.89

Avec vue panoramique sur mer et montagnes VOTRE VILLA A NICE

à 7 minutes de la promenade des Anglais et de la mer. Habitable immédiatement, avec piscine et gardiennage. Constructeur sur place : VILLAS MONICA, 366, av. de Fabron. Visites et téléphone : (93) 64.54.77 (après-midi)

A 45 minutes de NICE, à 45 minutes de VALBERG LA BLANQUIÈRE A PUGET-THENIERS

16 villas individuelles de 3 et 4 pièces, garage, jardin de 220.000 à 248.000 francs. Cabinet Rémy MAURIN (FNAIM) rue du 4-Septembre 06090 Puget-Théniers. Tél. (93) 05.02.84

Dans la lumière de la Côte d'Azur, LA RESIDENCE HENRI MATISSE à VENICE

9 km de la mer, 19 appart., 2 piscines, chauffage élect. intégré individuel, 2, 3 et 4 pièces de très grand standing, piscine, large terrasse avec loggia. Commanditaire HENRI MATISSE. Avenue Emile Hugues 06140 VENICE. Tél. : (93) 59.01.55

EN SUISSE STUDIOS - APPARTEMENTS - CHALET

SUR LA RIVIERA VAUDOISE ET EN MONTAGNE DES 83 000 F. Pour tout renseignement : REGIE JEAN FRANKEN, Agence Romande Immobilière S.A. Case Postale 1210, CHAM 1201 LAUSANNE. Tél. (01-41-21) 20-70-41

SAINT-LUC / Suisse

VALLAIS - 30 km de Sion - Alt. 1600 m. Village pittoresque d'été et d'hiver - 6 remontées mécaniques. LES RÉSIDENCES NAVA. Vue panoramique sur les Alpes. Habitations soignées, style « chalet ». Studio (25-33 m²) Appart. (41-71 m²) 2 ou 3 chambres - Fin 80 % à 85 %. VAL PROMOTION - Av. du Midi 10 SION - Tél. 16-41 / 27 23 34 95

VILLARS SUR OLLON - SUISSE

225 mille télés de l'été à Villars sur Ollon (1200 m) la station des quatre saisons. Une toute nouvelle formule de vente en propriété par étages avec inscription au Régistre Foncier et autorisation d'écarter pour étrangers. Vous profitez de tous les avantages d'un Palace (piscines, restaurants, saunas, solarium, magnifiques) SANS Y ÊTRE LIES FINANCIÈREMENT. Hypothèque 70 % à disposition. Renseignez-vous sans tarder auprès de : DOMAINE DE ROCHEPRISE, r. Maubourget 12 1003 Lausanne. Tél. 20.23.39. Tél. 289-215. Profitez également de notre offre spéciale pour les derniers appartements dans nos chalets résidentiels à proximité immédiate de l'hôtel.

AYEZ L'ESPRIT DE CLOCHER VIVEZ VOTRE PLACEMENT SANS PASSEPORT NI VISA en skiant ou golfant à

MEGEVE L'ENSOLEILLÉE Chalets-appartements de grand luxe avec piscine ou tennis privés. SARIM B.P. 181 - 74120 MEGEVE - Tél. : (50) 21 25 97 Paris 508 92 45

Un placement IMMOBILIER LOISIR

Dans les Hautes-Alpes Département du Mieux-Vivre Enquête du Point des 6 et 26 janvier 1978. C'est : • Un domaine skiable ensoleillé Vars, Serre-Chevalier, Orcières, Les Orres, Risoul... • Le lac de Serre Ponçon 3000 hectares (aussi grand que celui d'Annecy) • Le parc des Ecrins La plus grande réserve naturelle de France

— Que ce soit sur les pistes et à 10 mn du lac — Que ce soit sur le lac et à 10 mn des pistes — Que ce soit entre le lac et les pistes

Renseignez-vous sans engagement : HESAN ELZEHR IMMOBILIER C.G.A. IMMOBILIER, 95, rue de la Liberté, 08200 EMBURUN. Tél. 467 OU CHEZ NOS CORRESPONDANTS

ARNAUD RÉSIDENCES, 3, cours Joseph-Thiery, 13222 MARSEILLE. Tél. 90.75.75. SERVAL IMMOBILIERS, 99, rue Nationale, 59000 LILLE. Tél. 52.50.00. AUBENAS-VALS-TRANSFONCTION, 29, bd. Gambetta, 07000 AUBENAS. Tél. 35.06.76. IMMOBILIER C.M.F., 4, rue Mullier, 30000 NIMES. Tél. 21.30.30. FÉLIX-FAURE IMMOBILIER, 23, avenue Félix-Faure, 75015 PARIS. Tél. 250.87.50. AGENCE DU PARC, 3, rue Bizet, 04100 MANOSQUE. Tél. 72.25.85. COTRIMO, 23, avenue Jean-Jaurès, 69150 DECINES. Tél. 46.15.25. CABINET J.-C. STUFFEL, 1, pl. de l'Homme de Fer, 67000 STRASBOURG. Tél. 32.89.88.

A LA ROCHELLE, en bordure de mer

RESIDENCE LE MARABOUT RUE PHILIPPE-VINCENT

IMMEUBLE DE TRÈS BON STANDING comprenant 30 splendides appartements dont :

10 T 5 de 120 m² + 30 m² de balcons, face à la mer
10 T 4 de 117 m² + 16 m² de balcons
10 T 3 de 67 m² + 9 m² de balcons

Chauffage électrique : collectif de base jusqu'à 14° + chauffage individuel par convecteurs. Eau chaude individuelle. Chaque appartement sera livré avec une cave, Parkings couverts en sous-sol. Livraison prévue 466 78. PRIX FERMES ET DÉFINITIFS

Renseignements et vente : AGENGE DU PARC 61, avenue Leclerc, LA ROCHELLE

ACHETEZ LA CAMPAGNE A LA MER sur la Côte de Beauté les dunes de sables à la PALMYRE (10 km de Royan)

Pour votre retraite, vos loisirs, vos vacances 22 villas 3-4 et 5 pièces avec grand terrain. EUROPE MAISONS S.A. Bureau régional : 12, rue Saint-Jean-du-Pérot, 17000 LA ROCHELLE. Tél. : (49) 41.78.83. VILLAS TEMOINS : Allée des Passerelles, Les Sables 17070 LA PALMYRE, LES MATHES. Tél. : (46) 02.44.13. Autre programme à BARRÈVILLER-CURSTEN

NOM _____ PROFSSION _____ TEL _____

— COSTA BRAVA — AMPURIABRAVIA - A 35 km du Perthus dans la Baie de ROSAS.

Appartements T3 + piscine + amarrage bateau 190 000 F. Villas « les pieds dans l'eau » 93,25 m² au sol + 600 m² terrain + 15 m de quai pour bateau 210 000 F.

POSSIBILITÉS DE CRÉDIT 80 % SUR 5, 10 et 15 ans

PROMOVENT'S INTERNATIONAL 1, rue Louis Moreau 91150 ETAMPES - (16.1) 494.09.95

GUIDE 1978 DE L'IMMOBILIER MER MONTAGNE

204 pages - 800 constructions 8 pages d'adresses utiles - 60 pages de conseils. Spécimen GRATUIT sur demande à SOPEM, 13, rue des Minimes, 75003 PARIS

Restaurateur prestigieux d'immeubles selon la tradition au sein de "secteur sauvegardé" HONFLEUR

Appartements du studio au triplex - Investissement de tout 1^{er} ordre. Documentation à : SCI - LA RENOVATION DU VIEIL HONFLEUR, GREENLAY S.A. 24, place Hamelin, 14000 HONFLEUR. Tél. : (31) 3207.37

AUX REMPARTS DE KERJOUANNO entre le golfe du Morbihan et la mer

UN INVESTISSEMENT GRANT C'EST AUSSI UN INVESTISSEMENT VACANCES ET VOILE

Port en eau profonde du Cronesty à 1500 m "une résidence unique au Bretagne" Agence, seule, ouvre le week end AZON PORT - NAVAJO. Tél. : (87) 26 22 92

Vous souhaitez une documentation sur : St 2 p 5 p 4 p 5 p 6 p

Adressez ce bon avec votre carte de visite à : 1, place du Cirque SACOGIM 44000 NANTES - (40) 73.98.80

A LA ROCHELLE, en bordure de mer

RESIDENCE LE MARABOUT RUE PHILIPPE-VINCENT

IMMEUBLE DE TRÈS BON STANDING comprenant 30 splendides appartements dont :

10 T 5 de 120 m² + 30 m² de balcons, face à la mer
10 T 4 de 117 m² + 16 m² de balcons
10 T 3 de 67 m² + 9 m² de balcons

Chauffage électrique : collectif de base jusqu'à 14° + chauffage individuel par convecteurs. Eau chaude individuelle. Chaque appartement sera livré avec une cave, Parkings couverts en sous-sol. Livraison prévue 466 78. PRIX FERMES ET DÉFINITIFS

Renseignements et vente : AGENGE DU PARC 61, avenue Leclerc, LA ROCHELLE

ACHETEZ LA CAMPAGNE A LA MER sur la Côte de Beauté les dunes de sables à la PALMYRE (10 km de Royan)

Pour votre retraite, vos loisirs, vos vacances 22 villas 3-4 et 5 pièces avec grand terrain. EUROPE MAISONS S.A. Bureau régional : 12, rue Saint-Jean-du-Pérot, 17000 LA ROCHELLE. Tél. : (49) 41.78.83. VILLAS TEMOINS : Allée des Passerelles, Les Sables 17070 LA PALMYRE, LES MATHES. Tél. : (46) 02.44.13. Autre programme à BARRÈVILLER-CURSTEN

NOM _____ PROFSSION _____ TEL _____

— COSTA BRAVA — AMPURIABRAVIA - A 35 km du Perthus dans la Baie de ROSAS.

Appartements T3 + piscine + amarrage bateau 190 000 F. Villas « les pieds dans l'eau » 93,25 m² au sol + 600 m² terrain + 15 m de quai pour bateau 210 000 F.

POSSIBILITÉS DE CRÉDIT 80 % SUR 5, 10 et 15 ans

PROMOVENT'S INTERNATIONAL 1, rue Louis Moreau 91150 ETAMPES - (16.1) 494.09.95

Pour tout renseignement sur cette rubrique, s'adresser à MULTIMEDIA: 271 32.55

Tourisme

eaux

volets. Le volet médical insiste tout d'abord sur la formation et sur l'information à donner aux médecins trop imprégnés d'une culture anglo-saxonne qui ignore généralement le fait thermal et ses possibilités curatives et préventives. Ensuite, il recommande de faire valoir cette thérapeutique « douce » et économique auprès des services administratifs. Enfin, il préconise de sensibiliser le personnel soignant des stations, les médecins et les établissements thermaux aux problèmes qui se posent localement.

Le second volet est consacré à l'environnement thermal. Le curiste ne se contente plus seulement des soins qui le concernent, d'une petite partie de la journée : il est donc nécessaire, explique le docteur Antoine, de lui éviter l'ennui. Selon le plan thermal, il appartient aux villes de créer — ou de développer — des structures de détente. Aux syndicats d'initiative de susciter et d'organiser les animations, et aux différentes catégories de commerçants de savoir se montrer accueillants tant dans leurs contacts que dans l'aménagement de leurs établissements.

La survie du thermalisme vosgien, qui fait vivre directement mille cinq cents personnes, est à ce prix. « Nous devons avoir dans les stations thermales la même foi en l'avenir que les gens de la montagne », dit encore le docteur Antoine. En effet, ceux-ci élaboreront, il y a une dizaine d'années, un plan neige qui est parvenu à sauver le tourisme blanc. Si la maladie du thermalisme vosgien n'est pas incurable, il est grand temps d'intervenir.

YVAN COLIN.

TROIS HEURES
A PERDRELES BEAUX CLOCHERS
DU QUATRIÈME

Le quatrième arrondissement : ce sont les quais, l'Hôtel de Ville, l'Hôtel-Dieu, les Des, les arbres, les quais, les péniches et les tours de Notre-Dame. Mais c'est aussi une frange extrême du Marais, moins connue que la partie comprise entre les rues Saint-Antoine et de Bretagne, et dont le centre, qu'on peut situer à égale distance de la place de Grève et la Bastille, est dominé par un clocher, celui de Saint-Gervais-Saint-Protais, et deux coupoles, celles de Saint-Paul et de la Visitation.

La façade (1634) comporte les trois ordres, mais l'horloge et la cloche proviennent de la très ancienne église Saint-Paul qui se trouvait 32, rue Saint-Paul et fut démolie en 1799 parce qu'elle menaçait ruine. C'est à partir de 1802 et en souvenir de ce vieux sanctuaire que Saint-Louis reçut aussi le nom de Saint-Paul, sous lequel elle est beaucoup plus connue. La richesse immobilière de l'église, qui, avec ses concerts spirituels et la pompe de ses cérémonies, était devenue au dix-septième siècle un des hauts lieux de la capitale, a aujourd'hui presque complètement disparu à l'exception d'une œuvre de Delacroix qui n'ajoute que peu de chose à sa gloire : Jésus au Jardin des oliviers.

De grands prédicateurs illustrent

les plans furent confiés à un jeune architecte : le père Durand. La première pierre en fut posée par Louis XIII, le 7 mars 1627, et l'inauguration eut lieu quelque quarante ans après, le 9 mai 1661, jour de l'Ascension, en présence des souverains, des princes et de toute la cour, qui eurent ce jour-là l'insigne honneur de recevoir la communion des mains du cardinal de Richelieu.

Bâtie sur un plan cruciforme, l'église des « Grands Jésuites » comprend une nef de quatre travées séparées par des pilastres corinthiens, et flanquée de chapelles surmontées de tribunes. Au-delà du transept, au carré duquel se dresse la haute coupole, le chœur se compose d'une seule travée et d'un hémicycle.

Les longs sermons de Bourdaloue

La façade (1634) comporte les trois ordres, mais l'horloge et la cloche proviennent de la très ancienne église Saint-Paul qui se trouvait 32, rue Saint-Paul et fut démolie en 1799 parce qu'elle menaçait ruine. C'est à partir de 1802 et en souvenir de ce vieux sanctuaire que Saint-Louis reçut aussi le nom de Saint-Paul, sous lequel elle est beaucoup plus connue. La richesse immobilière de l'église, qui, avec ses concerts spirituels et la pompe de ses cérémonies, était devenue au dix-septième siècle un des hauts lieux de la capitale, a aujourd'hui presque complètement disparu à l'exception d'une œuvre de Delacroix qui n'ajoute que peu de chose à sa gloire : Jésus au Jardin des oliviers.

De grands prédicateurs illustrent

chercher leur domestique, réclamaient qu'on s'immortalisât depuis sous le nom de Bourdaloue. Après avoir jeté un coup d'œil dans la cour voisine du lycée Charlemagne, ancien collège des Jésuites, où dans le pavillon de droite subsiste un très bel escalier d'honneur surmonté d'une coupole décorée par Gharardini en 1888 (hélas ! très dégradée), on sort de l'église par le passage qui porte le même nom, bordé de petites maisons qui appartenaient aux Jésuites, pour aboutir à la rue Saint-Paul.

Dans la partie comprise entre la Seine et la rue Charlemagne (côté impair), la rue Saint-Paul vient de faire l'objet, ainsi que les vieux immeubles de la rue des Jardins-Saint-Paul, d'une vaste opération de restauration entreprise par la Régie immobilière de la Ville de Paris.

Toutes les maisons bordant la rue des Jardins-Saint-Paul entre les rues Charlemagne et de l'Avemaria, maisons qui menaçaient ruine, ont été consolidées, remises en état et repeintes de couleurs différentes. Elles font face au très beau et vaste vestige du rempart de Philippe-Auguste qui surplombe un terrain de jeux et dont on peut admirer les deux tours situées à chaque extrémité.

De la rue des Jardins-Saint-Paul, où vécut Rabelais, et après avoir suivi la rue Charlemagne, il faut se promener à travers les vieilles rues du quartier dont les noms évoquent les splendeurs de ce que fut l'Hôtel Saint-Pol : la rue Charles-V où subsistent, derrière des maisons dont on a rénové les arcades, de beaux jardins, la rue Beautreillis, la rue des Lions, où vécut durant cinq ans une jeune mariée célèbre, Marie de Rabutin-Chantal, marquise de Sévigné dont on retrouve souvent la trace dans ce vieux coin de Paris qui fut celui de son enfance, pour revenir jusqu'à la rue Saint-Antoine, devant Sainte-Marie-de-la-Visitation, couvent fondé par Sainte-Jeanne de Chantal, grand-mère de Mme de Sévigné — encore elle ! — dont le dôme (qui couronne aujourd'hui un temple protestant) est l'une des premières œuvres de François Mansart.

ANDRÉE JACOB.

QUI DOIT PAYER LE CHÈQUE-VACANCES ?

(Suite de la page 19.)

Les syndicats ont été satisfaits de voir la commission Blanc reprendre leurs propositions. Mais ils s'inquiètent parce que M. Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme, ne semble pas pressé de créer une aide à la personne. Ils critiquent également la limitation à 500 francs de l'aide suggérée par le rapport : selon eux, ce plafond devrait atteindre 1.200 francs par an.

D'autre part, ils redoutent que l'Etat ne limite le nombre des bénéficiaires en formulant des critères d'attribution très restrictifs. La tentation est aussi grande de « débourser » les fonds des cotisés d'entreprise pour financer le « chèque » sans alourdir les charges des entreprises. Les syndicats se méfient d'un système de contrôle étatique de l'aide à la personne qui en paralyserait le fonctionnement par l'intervention d'une bureaucratie inutile. Enfin, ils soulignent les dangers de l'émission de « chèques-vacances » par des organismes commerciaux liés à des banques d'affaires. C'est pourquoi l'article 2 de la proposition de loi de l'Union coopérative stipule : « Les chèques-vacances sont pris en charge totalement ou partiellement par des organismes à caractère social, au bénéfice de personnes physiques relevant de ces organismes et au titre de l'aide à la personne au départ en vacances. »

Persone ne conteste aujourd'hui la nécessité de créer un « chèque-vacances ». Reste à définir les modalités, tâche qui ne devrait pas être insurmontable, puisque M. Valéry Giscard d'Estaing a annoncé, le 11 août, que le gouvernement élaborerait, d'ici à la fin de l'année, une charte de la qualité de la vie favorisant notamment l'accès du plus grand nombre aux loisirs.

ALAIN FAUJAS.

30 SEPTEMBRE - 9 OCTOBRE
de 9 heures à 19 heuresFOIRE A LA FERRAILLE
ET AUX JAMBONS4 hectares d'exposition ouverte sous les Pavillons de Bourse
de la VILLETTTE

PLUS DE 1.000 STANDS

Parking géant - Métro-Bus : Porte de Pantin - Entrée : 5 F

VOUS PENSEZ SPORTS D'HIVER
SERRE-CHEVALIER VIENT A VOUS !

du 3 au 16 octobre

LA MAISON DES HAUTES-ALPES

TEL. 236.05.08 / 4, AV. DE L'OPERA (75001-PARIS)

VOUS ATTEND POUR VOUS DONNER LES RENSEIGNEMENTS
SUR LA STATION ET RESERVER DIRECTEMENT
VOTRE HOTEL, VOTRE APPARTEMENT MEUBLE OU VOTRE CHALETOFFICE DU TOURISME / 06330 SERRE-CHEVALIER
TELEX : 400152 / TEL. : (32) 24.00.34—ici commence... l'Asie—
nous la connaissons si bien que nous avons créé,
pour qu'il soit à votre disposition, notreCENTRE D'INFORMATION
TOURISTIQUE de
L'ASIE DU SUD
EST

Nous y avons la documentation, les guides, les cartes. Et surtout un personnel compétent qui vous aidera à préparer et à organiser vos voyages. Nous connaissons toutes les formules, des moins coûteuses aux plus luxueuses - voyages individuels - en groupes - voyages d'affaires. Nous avons même notre propre brochure de voyages - à la carte -.

PACIFIC HOLIDAYS
163, avenue du Maine
Tél. : 539.37.36

75014 PARIS
Métro : Mouton-Duvernay

Veuillez adresser la brochure
L'ASIE DU SUD EST

À M. _____
Adresse _____

Code postal _____

Joindre 3 francs en timbres pour
= frais d'envoi =

EXEMPLES DE PRIX POUR
DES VOYAGES DE 13 JOURS

Bali..... 4.100 F

Bangkok..... 3.100 F

Ceylan..... 2.950 F

Philippines..... 4.350 F

Indes..... 3.290 F

Japon..... 4.950 F

Nous vous dirons enfin ce qu'il
faut penser des vols à prix réduits
et vous conseillerons les meilleurs
charters.

L'EGYPTE
"SUR LES TRACES
DU DIEU AMON"
Du Caire à Abou Simbel

Renseignements
et inscriptions :

CIVILISATIONS DU MONDE
7, rue Aubert, 75008 Paris - Tél. 742.63.69

Avec Circuit aux Oases rarement visitées
de KHARGA et DAKHLA
et Croisière sur le Nil
Du 19 janvier au 5 février 1978
Avec Madame A. M. MARGAINE, Conférencière,
ancienne élève de l'Ecole du Louvre, Chargée
de Mission aux Musées de France, diplômée
de l'Ecole des Langues Orientales Anciennes
de l'Institut Catholique de Paris.

Vienne

Vois quotidiens en DC 9 départ 21h 50 Orly-Sud

AUSTRIAN AIRLINES

Lignes aériennes Autriches
12, rue Aubert, Paris - Tél. 266.34.66

Renseignements touristiques : Office National Autrichien du Tourisme

Remèdes Jet Tours
contre l'automne.

Rien de tel qu'un petit tour avec Jet Tours pour oublier l'automne.
D'autant plus qu'en ce moment, là-bas, ce n'est plus la pluie.
Le soleil brille et on s'occupe encore mieux de vous.
Choisissez votre remède, et partez vite avec Jet Tours loin de
l'automne... et à moins de 4 heures de Paris.

de 16° à 24° MAJORQUE	de 910° à 990°
de 22° à 24° CANARIES	de 1360° à 1430°
de 20° à 21° TUNISIE Hammamet	de 1500° à 1310°
Circuit	de 1950° à 2200°
de 22° à 24° MAROC / Agadir	de 1750° à 1930°
de 18° à 19° GRECE / Circuit	de 2350° à 2450°

Mais c'est aussi le plein été aux Antilles,
au Sénégal, au Kenya, aux Seychelles, au Brésil,
au Mexique, à Bali...
JET TOURS
AIR FRANCE



L.C. 883

Tourisme

L'IRLANDE OUVRE SES CUISINES

(Suite de la page 19.)

Car tout l'intérêt de ces faits réside dans le fait qu'ils sont tous « bâtis » autour de demeures, de manoirs, de fermes et non d'hôtels. Et tout le charme de l'affaire tient précisément dans une forme d'accueil que même les meilleurs de nos châteaux-hôtels ne sauraient prétendre pratiquer. Chez ces hôtes irlandais, l'arrivant n'est pas un « client », mais un ami, qu'on traitera comme tel, jusqu'à l'inviter à sa propre table.

Dans sa grande cuisine de *Lisles House*, à Gortasherry, belle demeure géorgienne, Mrs Lee achevait de dresser un saumon de fort calibre sur un plat d'argent tant attendu que le persil s'y montrait deux fois. « *Heille ! Bienvenue. Avez-vous fait un agréable voyage ? J'aurais pour que vous ne vous soyez perdus. Je vais vous montrer votre chambre. Le jardinier laisse sa bêche pour monter les bagages. Et au salon, l'instant d'après, son mari, un colosse qui se flatte d'être le premier producteur de fraises hors saison de toute l'Irlande, avec les nouveaux arrivés le verre de l'amitié, en grandant pour la forme ses chiens s'ils se montraient trop turbulents.*

Deux fois une étoile

A Ballymaloe House, près de Shanagarry, vaste manoir où se lisent en filigrane les vestiges d'un château du quatorzième siècle, les choses étaient peut-être un peu plus guindées, mais la chaleur restait la même, qui donne réellement au nouveau venu la sensation d'être chez de nouveaux amis.

« Gastronomiques » ces week-ends ? Assurément. Et les sceptiques y auront plus tôt. Jusqu'ici, ils sauront que Michelin n'a accordé que deux fois « une étoile » à l'Irlande en 1977 : l'une à *Ballymaloe*

House et l'autre à *Lisles House*, sur les hauteurs de Cock, dont le charmant propriétaire-directeur-chef, Declan Ryan, a appris chez les Troisgros, à Roanne, l'art et la manière de régaler les convives. Il faut ajouter à cela que ces deux maisons possèdent chacune une cave à faire pâlir bien des restaurants installés de ce côté-ci de la Manche.

L'Irlande, c'était déjà le pays du charme, de l'amitié, de la discrétion. Voilà maintenant qu'on se met à y bien manger. Alors...

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

★ République Voyages : 8 bis, place de la République, 75011 Paris, tél. 335-39-30 ; Dano Voyages : 24, rue Royale, 75008 Paris, tél. 260-34-06. Ces deux agences proposent des week-ends comprenant, sur la base de deux personnes voyageant ensemble, le transport avion Paris-Paris, chambre et petits déjeuners, voiture sans chauffeur avec kilométrage illimité, dépassant de peu les 1 000 F par personne. Les repas sont à prévoir en plus (compter de 30 F à 50 F, tout compris, par couvert, selon la qualité du restaurant choisi et le menu commandé).

★ Office du tourisme irlandais, 1, rue Aubert, 75008 Paris, téléphone 973-74-03.

"MALTE"
Carrefour des
Civilisations
Du 10 novembre au
17 novembre 1977
Avec Madame Marie-France PAULIN,
Ancienne élève de l'École du Louvre.
Renseignements et inscriptions :
Ouvérations du monde
7, rue Aubert, 75008 Paris
Tél. 742.63.69

CARNET DE VOYAGES

● Les nouveautés d'Explorator. — Une grande transatlantique en Land-Rover, de Sebba, en Libye, à Agadez, au Niger ; une randonnée de découverte au Guatemala, des montagnes à la côte caribéenne : un voyage (en voiture) à travers le Rajasthan ; trois nouveautés au catalogue d'Explorator, où figurent, en outre, des propositions déjà connues des amateurs de vrais voyages insolites, comme la navigation en trimaran sur la mer Rouge, le Yémen du Sud, le Népal en trekking, le Sikkim et le Bouddhisme, et de nombreux voyages scolaires.

● Explorator : 16, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél. : 260-60-24. (Catalogue sur demande.)

● Pourquoi s'embarquer le dimanche, alors qu'une agence suggère, en 160 pages, mille et une façons d'occuper ses fins de semaine ? En avion, bien sûr, mais aussi en train et même en bateau et en bus, des séjours à choisir selon ses goûts et... son budget. Individuels, petits groupes, bandes de jeunes, chacun devrait y trouver exactement son affaire. Des exemples : New-York à 1 490 francs, Londres à 495 francs, Venise à 965 francs, Istanbul à 990 francs, Fes à 1 970 francs. A noter : cette brochure contient aussi des propositions d'activités sportives comme le golf, le ski, le tennis ou la plongée sous-marine.

★ Week-end et Tours : 286, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 260-30-85, et dans les agences de voyages.

● Les voyages culturels que Civilisations de monde a mis à son premier catalogue ont pour caractéristique commune d'être tous guidés par des accompagnateurs-conférenciers hautement qualifiés (anciens élèves de l'École du Louvre, chargés de mission aux musées de France, diplômés des langues orientales, etc.). L'Égypte, la Sicile, le Maroc, la Syrie, le Mexi-

que, les villes d'art de l'Italie, l'Irlande, et bien d'autres destinations y sont proposées.

★ Civilisations du monde : 7, rue Aubert, 75008 Paris, tél. : 742-63-69.

● Le Peche, les Charentes et la Vendée peuvent se visiter sans voiture. Pour ceux qui douteraient, les autorités touristiques régionales ont édité un guide remarquablement conçu, où, à côté de propositions d'itinéraires cotés chaque en fonction du temps dont dispose le visiteur, figurent des notices d'information sur chaque point à voir, des adresses utiles, la liste des hôtels et restaurants avec leurs prix, et, enfin, les horaires des trains et cars.

★ Maison Peche-Charentes-Vendée : 4, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 206-05-06, et offices de tourisme régionaux.

● Le bible du voyageur existe. — Toutes les adresses utiles, des offices de tourisme étrangers aux agences de voyages et tour-opérateurs, en passant par les compagnies aériennes et maritimes, les loueurs de voitures, les chaînes hôtelières à réservation centralisée figurent dans l'édition 1977 d'« *Le tour* ». On y trouve, de surcroît, une documentation détaillée quant aux formalités (devises, carnet de santé, visas, douanes), au décalage horaire, au climat de chaque pays du monde, à la conversion des monnaies, etc. C'est cher, mais diablement utile, pour ne pas dire indispensable.

★ *Le tour*, guide professionnel des voyages et du tourisme : 15, rue Beauregard, 75002 Paris, tél. : 239-74-37. Un volume : 90 F.

● Toute la Yougoslavie figure sur la nouvelle carte Michelin (n° 991), à l'échelle de 1/1 000 000. Et des innovations : une sélection des curiosités les plus marquantes faisant l'objet, en bas de feuille, d'un court commentaire, une rubrique transports très complète avec tracés des voies ferrées, télégraphiques, funiculaires, liaisons maritimes, etc. Elle est vendue 7,50 F.

DE NOUVEAUX ASSOCIÉS POUR FRANCE-CONGRÈS

L'association France-Congrès qui regroupe dix-huit villes disposant d'équipements de congrès vient de modifier ses statuts. En effet, les critères d'admission au sein de cette association visaient de faire passer d'une vingtaine le nombre de ses adhérents. De nombreuses cités, moins bien équipées, demandaient leur admission, tandis que le secrétariat d'État au tourisme avait, lui aussi, exprimé le vœu d'une plus grande ouverture de l'association.

France-Congrès a donc décidé de distinguer désormais les membres actifs, c'est-à-dire les villes qui disposent déjà d'une infrastructure répondant aux critères d'admission, et les membres associés, où se groupent les opérations professionnelles (chaînes d'hôtels, transporteurs, etc.), ayant un département « congrès », et les villes se lançant dans l'industrie des congrès. La cotisation annuelle a été fixée à 30 000 F pour la première catégorie, à 10 000 F pour la seconde.

QUATRE CENTS ANTIQUAIRES CHERCHENT UN TOIT A PARIS

LES amateurs étrangers sont toujours surpris de constater que Paris ne dispose d'aucun centre permanent prestigieux d'antiquités. Le Village suisse ne répond plus aux ambitions initiales, voilà pas mal d'années que bon nombre de prétendus antiquaires établis là sont devenus des marchands de meubles, faisant en cela grand tort à la profession. Leur mobilier ramassé dans des bois anciens, leurs copies de sièges, leurs accessoires de cheminées ne trompent personne. Les boutiques de « design » ou de décoration contemporaine, d'autant plus qualifiées soit-elle, n'ont que faire dans un tel environnement. Que dire des chaînes H-F, présentes maintenant au chineur, peut-être intéressées, mais tout de même quelque peu étonnées. La création récente de nouvelles boutiques et l'installation de quelques vrais professionnels qualifiés et honnêtes devraient certes donner un sang neuf à ce centre, mais n'aurait-il pas mieux valu éliminer les intrus pour restituer ses lettres de noblesse à un groupement qui, par sa notoriété passée et sa situation, pourrait être plus digne de Paris ? La Cour aux antiquaires, qui bénéficie d'une adresse prestigieuse, la rue du Faubourg-Saint-Honoré, est plus stricte quant au choix de ses commerçants, mais sa superficie réduite lui interdit toute ambition.

Côté vraie brocante, la capitale

n'est guère mieux nantie : ce ne sont ni les cent exposants du grand magasin *Antiquités* ni les Greniers de France, installés dans les anciens abattoirs de La Villette, qui peuvent rivaliser avec des centres comme ceux de Portobello Road ou Kensington, à Londres. Les Antiquaires du Pont-Neuf — une douzaine de stands installés dans les galeries au 2, rue du Pont-Neuf — sont bien des amateurs, malgré toute l'indulgence dont on doit faire preuve à l'égard d'un marché inauguré il y a deux semaines. Le traditionnel Marché aux puces de Saint-Ouen conserve son caractère pittoresque, mais il ne faut pas non plus chercher là — sauf dans de rares boutiques connues des amateurs — une marchandise sérieuse et de grande qualité. L'ensemble propose du « tout-venant », à des prix d'ailleurs souvent fort élevés.

Dès lors, on comprend mieux le succès de manifestations éphémères comme la Foire nationale à la brocante et aux jambons de Chalon, la Foire à la ferraille et aux jambons de la porte de Pantin (toutes deux au printemps et en automne ; actuellement jusqu'au 9 octobre), ou le Salon des antiquaires (ancienne gare de la Bastille, du 25 novembre au 5 décembre prochains), plus prestigieuses, qui drainent un public important et attirent de nombreux marchands, tant français qu'étrangers.

Un ambitieux projet

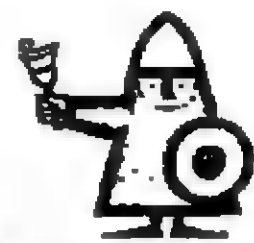
Les professionnels sont unanimes à reconnaître que Paris a besoin d'un centre et il est essentiel qu'il soit prestigieux et pratique pour tous, acheteurs et marchands. Voilà des années qu'on en parle. Le rachat récent par une société britannique du local des anciens magasins du Louvre, rue de Rivoli, entre le Palais-Royal et le musée du Louvre, a donné à un jeune antiquaire dynamique de la rue Saint-Denis, dont on avait remarqué les initiatives heureuses, l'idée de créer un marché national, voire international, au cœur de Paris. Sur un emplacement totalisant 10 000 mètres carrés, sont prévus des surfaces de 9 mètres carrés à 180 mètres carrés, des services (télé, secrétariat, comptabilité, assistance juridique, club, hôtesse, interprètes, transitaires, transporteurs, artisans, restaurateurs, organismes de crédit, restaurants, salles d'exposition) de 800 mètres carrés avec animation permanente. Une sélection très stricte de la marchandise, une surveillance des prix pratiqués, la présence d'experts, devraient redonner confiance aux acheteurs devenus méfiants.

Le projet est ambitieux. Il suscite déjà des réactions diverses dans les milieux professionnels. Quatre cents candidatures de marchands ont été enregistrées, mais aucune retenue jusqu'ici.

ELVIRE VALOIS.

Prenez quelques jours de Grand-Duché

Suggestions et forfaits avantageux — pour mini-vacances à partir d'octobre. Dépliant gratuit



ONT
41, rue de Plappeville 21, bd des Capucines
57 METZ 75 PARIS 2^e
Téléphone 685584-87 Téléphone 7429056

(PUBLICITE)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p>ALÉSIA AUBERGE DU PETIT TONNEAU, 51, rue Halle (14^e), 331-49-10, P/dim. Sp. pélagique. Déj. dîn. Rep. aff. LA BOYNE TABLE, 42, rue Friant, 338-74-01. Douze spécialités. Poissons. Pâtis.</p> <p>BONNE-NOUVELLE LE WOMARD A LA CREME, 18, rue d'Hauteville, 778-41-03. P/dim., lun.</p> <p>BUTTE MONTMARTRE BEAUVILLIERS, 82, rue Lamarche, rds. 251-19-30. Cadre personnelisé (pâtisseries créées et retrouvées). P. du 1^{er} au 30/9/78.</p> <p>CHAMPS-ÉLYSÉES Rue Pierre-Charbon N° 3 JOSEPH, 329-43-25 Cuisine française traditionnelle.</p> <p>Avenue des Champs-Élysées N° 112 COPENHAGUE le stupé FLODA DANICA sur son agréable jardin. ELY, 20-41.</p> <p>Rue du Colisée N° 3 ELYSEES MANDARIN, 228-46-72. Entrée cinéma Paramount. 1^{er} étage. Tous les jours.</p> <p>CHERCHE-MIDI TAVERNE BASQUE, 45, rue du Cherche-Midi, 228-31-07. Menu spés. Terre 38 F. P. dim. soir et lundi.</p> <p>CLICHY-BLANCHE LA CLOUÉE D'OR, 3, rue Mansart, 874-48-68. Déj., dîn., soup. Jusc. 4 h.</p>	<p>ÉTOILE LE RUDE, 11, av. Ode-Armée, 300-12-21. P dim le soir menu 30 F t.c.</p> <p>FAUBOURG MONTMARTRE Rue du Faubourg-Montmartre N° 1 LE SIMPLON, L.J., 621-51-10. Spéc. Halibout et dîtes fraîches. N° 12 ALBERGE DE RIQUERWIER, 778-62-50. Déjeuners. Dîners Soup.</p> <p>GARE DE L'EST ARMES DE CULMAR, 13, r. 8-Mai, 1945. 203-94-50. Spécialités alsaciennes. DOUCET EST, 8, r. 8-Mai, 206-40-62. T.I.J. Choucroute ferme avec farret.</p> <p>GARE DE LYON L'ESCAPADE EN TOURAINE, 21, r. Traversière, 343-14-36. Spéc. P. dim. Fermé samedi soir et dimanche en juillet et septembre.</p> <p>GARE DU NORD TERMINUS NORD, 21, rue Dunkerque, 824-48-72. Spécial. alsaciennes.</p> <p>CARIGLIANO LE CORSAIRE, 1, bd Exelmans, 19-325-33-25. Poissons, pâtes fraîches, fruits de mer, terrines, rognons, frites gras malsons.</p> <p>GRANDS BOULEVARDS FLO, 63, 12-St-Denis, 778-12-30. P. dim. Jusqu'à 2 h. mat. Pote gras rds 2150 F.</p>	<p>LES HALLES CAVEAU F.-VILLON, 64, rue Arbre-Sec 236-10-82. On sert Jusc. 0 h 30 AU COCHON D'OR, 31, rue du Jour, 238-38-31. Sp. grillés. Non beauiot.</p> <p>Rue Étienne-Marcel N° 19 CHEZ PIERROT (ex-Montell) même cuisine. 508-17-64.</p> <p>Rue Coquillière N° 13 ALSACE AUX HALLES, CEN 74-34 Jour et nuit Spéc. rég.</p> <p>INVALIDES CHEZ FRANÇOISE, Adrogem des Invalides 851-67-20. Fermé lundi. Vente de fots gras à emporter. NUIT DE ST-JEAN, 28, r. Sureau. 551-61-49. P. D. Cassoulet, coq au vin.</p> <p>MABILLON LA FOUZ, 2, rue Clémence (9^e) P. dim. 325-77-69. Alex aux fourneaux.</p> <p>MADELEINE LE CHATELAIN, 4, r. l'Arçade 285-53-12 Spéc. de terrines et poissons.</p> <p>MARAIS GRILLE DU MARAIS, 12, r. Turbure 372-02-49. Cols. Pât. Fermé dim.</p> <p>MAUBERT-MUTUALITÉ MAHARAJAS, 72, bd St-Germain. 633-26-07. Sp. ind. Men. 25 F. P. lun.</p> <p>MONTMARTRE CHEZ HANZI, 6, place du 18-Juin. 548-86-52. Gde brasserie alsacienne.</p>	<p>ATISSA P.D., 5, rue Sainte-Beuve, 548-07-22. T. fin comcoous Pastilla. P/dim., lun.</p> <p>CISEL DE PARIS, 50^e étage Tour Montparnasse, 335-35-35. Jusc. 0 h 30. Mat. Rest. panoramique. Spécialités. Carte à partir de 50 F. t. comp. Réceptions jusqu'à 250 personnes sur l'étage.</p> <p>Boulevard du Montparnasse N° 9 bis ATISSA, SEG. 68-63. Méchoui rôti charbon de bois dans la salle.</p> <p>MUETTE LA ROTONDE DE LA MUETTE, 12, ch de la Muette, 18 288-30-55.</p> <p>CARREFOUR ODÉON LA MENARDIERE, 12, rue Eperon 633-44-36. Déj. Dîn. aux chandelles. MORVAN, 14, car. Odéon 633-91-61. de 7 h à 7 h 30 Mat. Sp. spés.</p> <p>OPÉRA PIERRE, place Caillon, OPE. 37-04. P/dim. Spéc. Sud-Ouest, menu 38 F et carte.</p> <p>PALAIS-ROYAL OSAKA, 183, 21-St-Honoré 380-66-01. Spécialités japonaises jusqu'à 23 h.</p> <p>PORTE DE BAGNOLET L'ORFÈVRE ET LA POULE - NOVOTEL, Porte de Bagnolet, 835-80-10. Vingt recettes d'œufs. Poule en pot et volailles fermières. 65 F vin, café et serv. compris.</p>	<p>PLACE PEREIRE N° 8 DESSIERER, quatre centilles Jusc'à 1 h du matin. 754-74-14. T.I.J. Poissons, grillades. Sp. spés.</p> <p>RÉPUBLIQUE LE BOCK LORRAINE, 27, bd Maquenne 288-17-38. Spécial. terrines. RESTAURANT 44 Super menu 28 F t.c., 44, bd Voltaire, 700-60-79.</p> <p>SAINT-AUGUSTIN LE BARLADAIS, 4, rue de Vienne 523-22-42. Cassoulet 35 F. Cont. 35 F.</p> <p>SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS GUY, 6, rue Mafillon, ODE. 87-61. Brévet de 20 h à 2 h du matin. LA CHOUETTE, 26, r. de Seine, 6. 633-21-39. Jusqu'à 2 h. du matin.</p> <p>LE MUNICH, 27, rue de Buci, 6. 633-67-02. Choucroute Spécialité.</p> <p>LE PETIT ZINC, 25, rue de Buci, 6. ODE. 79-34. Nuit. Pote. Vin payé.</p> <p>SAINT-GEORGES Rue Saint-Georges N° 35 T. COZ. 878-43-63. Tous les poissons.</p>	<p>SAINT-MARCEL NAVY CLUB, 88, av. de l'Hôpital, 550-01-04. Nuit. Coquill. Menu 33 F. 19 h à l'heure. Fermé lundi et mardi.</p> <p>SAINT-MICHEL L'ALSACE A PARIS, 3, pl. St-Amand-Art. P. 328-80-38.</p> <p>LA COLUMBILLE, 21, rue de la Harpe, 633-96-81. Bon assiette 12 F. LAFRÈRE, 31, r. G-Augustin, 328-88-04. Menu. Dîn. 70 F. P. dim. 100 F. JACQUES COEUR, 6, pl. St-Michel, 326-61-13. T.I.J. Spécial. eniv. saison.</p> <p>SEVRES-BABYLONE LA PETITE CHAISE, 26, rue de Grenelle. RAP. 13-35. Menu L.J. 30 F.</p> <p>TERNES AUB. DOLOMITES, 38, r. Poncelet, 17-27-84-56. Spéc. poissons, oit., etc. LE GAUCHE, 18 bis, r. P. Demours, 17-388-28-44. Sp. grill. brillantes. P. dim.</p> <p>VAUGIRARD TY COZ, 333, r. de Vaugirard, 828-45-69. Cols. bretonnes et choucroute. LA TAVERNE ALSACIENNE, 28, r. de Vaugirard, 828-80-60. Une des meilleures choucroutes de Paris.</p> <p>VILLIERS EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 387-38-57. P. mardi soir. Mer bany. Jusc'à 100 couv. Patis. sarzuela.</p> <p>HALLS DE RUNGIS GRAND PAVILLON, 688-88-84. Pote crust. fruits mer. Cuv. lun. P. dim.</p>
--	--	--	--	---	--

Plaisirs de la table

Une «commanderie» sur la 7

DIRE que l'Auberge des Templiers est une très grande maison serait se répéter, la découvrir est enfoncer une porte ouverte, et cependant... Cependant, en regardant par exemple les «trois étoiles» du Michelin (les Templiers n'ont que deux étoiles, et encore depuis peu !), et en se livrant au jeu des comparaisons, on reste étonné. Sur le quadruple plan du confort, de l'élégance, du service et de la cuisine (sans oublier la cave), combien de ces «trois étoiles» peuvent rivaliser avec cette extraordinaire maison ? Elle est l'œuvre, on le sait, de Lucienne et Jacques Dépey. Secondés à présent par leur fils Philippe et sa femme Françoise. Secondés admirablement, et cette communion fait de ce modèle des Relais de

A la mode de Bretagne

LES tartines de poisson sont à la mode. C'est, en somme, les tartines du Moyen Âge (et alors, ceux d'aujourd'hui étaient renommés). C'est Lannec qui, il y a deux lustres, remit la tartine d'anguille à l'honneur. Depuis, trop de chefs ont mis à leur carte d'inspiration tartines de poissons dits nobles mais fades. Quelle joie alors de voir enfin un cuisinier — breton — proposer ses créations : tartines de thon frais aux épinards, de lotte, de saumon avec couris de fenouil, de tourteaux frais, tartine de saumon au pain d'épave.

MES GRANDS

Les deux Troisgrands. EST-IL besoin de les présenter ? Ces deux fils de Jean-Baptiste Troisgrands et de «Maman» Troisgrands, qui fut la cuisinière de l'Hôtel de la Gare, à Roanne, aussi dissemblables que possible au physique, mais parfaitement solides, assurés, amicaux, passionnés aussi de cuisine, ont conduit leur maison à ce succès qui n'est plus d'estime, de notoriété, de baratin publicitaire, mais de préférence consciente et confiante. Les Troisgrands de Roanne sont une institution. Et, chose merveilleuse, Jean et Pierre (comme Alain Chapel) ont gardé une simplicité de bon aloi. Pas de grosse tête sous ces gros bonnets.

Les deux Troisgrands

La cuisine de ces deux bougres s'inspire à la fois du terroir, des légendes du passé, du marché et d'une recherche continuelle de légèreté et d'originalité sages. C'est dit, par exemple, le menu au vin de Bordeaux, de vins de Vaucluse, généreux et liquoreux, quasiment inconnus, mais la fois gras frais en terrine est magnifiquement classique. Le saumon cru est mariné au coriandre, mais le rognon de truffes est en chausson, etc. La soupe de moules safranées m'enchante, autant que les pilons de canette en cresson : la côte de veau à la grande de moultard m'enthousiasme autant que le plateau des fromages (il en est peu de cette qualité), et ainsi jusqu'à «grand dessert», particulièrement délicieux : Une visite au palais de Dame Tartine, Jean-Baptiste Troisgrands fut un des premiers restaurateurs à avoir compris que le champagne était abordable. Ici, les vins de la très belle cave sont servis frais, ainsi qu'il convient.

Miettes

Les Belles Gourmandes viennent d'être reprises par une cuisinière italienne : prix astronomiques et à la demande des clients, chiens non admis... Ce n'est guère engageant. Ici aussi le successeur de la chère Antoinette Carnet en son Auberge de la Tour (rue Desaix).

Mer

ILE DE JERSEY (Des Anglo-Normandes). L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette belle et toute petite île (20 km sur 10 km) au climat d'une grande douceur (Olivier Stieven). Les 75 000 habitants de cet îlot sont très accueillants. État indépendant — situé à 20 km des côtes françaises mais rattaché à la Couronne d'Angleterre — seront heureux de vous faire partager leur joie de vivre. Les petites pensions voisinent avec les hôtels confortables et les palaces de très grand luxe (dîner dansant habillé).

Paris

HOTEL DE LONDRES. N.M. 1, rue Auguste (Champs-Élysées, près Tour Eiffel). Compl. petit déjeuner. Toutes ch. av. bains ou douche et W.C., calme et tranquillité, 700-80-40.

Allemagne

FRANKFURT. PARKHOTEL 1^{er} étage, centre, près gare. 51-42-22, accueil restaurant de cuisine lyonnaise (ouvert jusqu'à 12 h 00). La salle est devenue élégante et la cuisine reste excellente.

Angleterre

KENSINGTON LONDON. Une situation exceptionnelle près du Métro South Kensington P. 10 breakfast, tout confort, CROOKWELL HOTEL, Cromwell Place, London SW7, 214. Dir. B. Thom 01-581-528.

Suisse

ROCHE VALERIAN. 1^{er} étage, France, confort, cuisine de très haut niveau. 75 728, Telfax 74 333.

Les Vignobles

CENTRE DE DISTRIBUTION DE VINS DE PROPRIETES

Vente directe en entrepôt vinicole

A Paris, à 10 minutes de l'Etoile, des dizaines de milliers de bouteilles venues de tous les vignobles de France et de l'étranger.

Des vins élevés et mis en bouteilles par les propriétaires récoltants. Des vins qui vous sont proposés par caisses de 6 ou 12 bouteilles, sans intermédiaire, sans frais de distribution.

EXTRAIT DU TARIF AU 1^{er} SEPTEMBRE 1977

BORDEAUX - Rouges	AOC 1974	7,90 F/lit
CHATEAU BEL AIR - Bordeaux	AOC 1974	18,10 F/lit
CHATEAU DE LIDONNE - Cotes de Bourg	AOC 1973	26,40 F/lit
CHATEAU PICHON LALANDE - Foulle Grand Cms Classé	AOC 1973	16,80 F/lit
BOURGOGNE - SAINT-AUBIN COTES DE BEAUNE	AOC 1974	16,80 F/lit
Domaine Roux Père et Fils	AOC 1975	28,70 F/lit
CHAMBOLE MUSIGNY	AOC 1975	28,70 F/lit
Cave Michel Modot		

LES VIGNOBLES, Entrepôt Ney Calherson, 215 rue d'Aubervilliers, 75018 PARIS. Tél. 202.80.88 (poste 3233). Ouvert du Mardi au Samedi de 10 h à 19 h - Parking devant l'entrepôt.

Rive gauche

LE PETIT ZINC

FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE

LE FURSTENBERG

25, rue de Buci - Paris 6

LA FOURCHETTE EN HABIT

75, rue du Cherche-Midi

Un nouveau restaurant ouvert uniquement le soir

Service jusqu'à 1 heure du matin

POISSONS D'ASSIETTE - COQUILLAGES - CRUSTACÉS

50 F NET et C.A.T.E.

A LA TOUR EIFFEL

Exposition permanente des LITHOGRAPHIES de Roger Grass

(tirage limité)

Prix 400 F (encadré)

Le montant d'un déjeuner touristique de deux convives est inclus dans le prix d'une lithographie.

RÉSERVATIONS : 550.32.70

LE CAFÉ FRANÇAIS

21 SEPTEMBRE 1977

22 NOVEMBRE 1977

AUTOUR D'UN VIN DE BORDEAUX A.C. Château de Lagorce (1975) et spécialités régionales à discrétion

90 F tout compris

CAFÉ FRANÇAIS

17, Bd St-Jacques

PARIS 14^e - Tél. : 588.89.80

+ Facilité de parking

Paris

HOTEL DE LONDRES - N.M. 1, rue Auguste (Champs-Élysées, près Tour Eiffel). Compl. petit déjeuner. Toutes ch. av. bains ou douche et W.C., calme et tranquillité, 700-80-40.

Allemagne

FRANKFURT. PARKHOTEL 1^{er} étage, centre, près gare. 51-42-22, accueil restaurant de cuisine lyonnaise (ouvert jusqu'à 12 h 00). La salle est devenue élégante et la cuisine reste excellente.

Angleterre

KENSINGTON LONDON. Une situation exceptionnelle près du Métro South Kensington P. 10 breakfast, tout confort, CROOKWELL HOTEL, Cromwell Place, London SW7, 214. Dir. B. Thom 01-581-528.

Suisse

ROCHE VALERIAN. 1^{er} étage, France, confort, cuisine de très haut niveau. 75 728, Telfax 74 333.

Rive droite

MARIUS et JANETTE

TOUS LES FRUITS DE MER et toutes les spécialités provençales

4, av. George - ELY 71-78, BAL 64-37

TERMINUS NORD

824.48.72

SON BANG D'HUITRES

23, rue de Dunkerque

Face Gare du Nord

tous les jours

Julien

16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10^e

Réservez 770 12 06

tous les jours jusqu'à 1 h 30, fermé le dimanche

OUVERT JOUR ET NUIT

A L'OPERA le grand café

DES FRUITS DE MER, SA GRATINÉE, SES POISSONS

4, Bd DES DAPCHES - 87.47.45

parking Paramount à 30 m.

LE REVEIL DE LA BOURGEOISE

Trop souvent trahie, trop souvent méconnue, la cuisine bourgeoise va disparaître si elle ne se renouvelle pas. De jeunes chefs l'ont compris et l'ont portée à son véritable rang. Ils ont mis à jour les recettes et les meilleurs produits de Paris ou mangés sainement et honnêtement. Le Nouveau Guide Gault-Millau, n° d'octobre.

Dessirier

MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR

9, place Poirée, Paris 17^e - 754-74-14

la Closerie des Lilas

ANDRÉ, l'écuyer de la Rive Gauche

vous invite à déguster SES FRUITS DE MER

de 12 h à 6 h 30 sans interruption (côté Brasserie)

VENTE A EMPORTER

171, boulevard de Strasbourg - Tél. : 633-21-28 et 528-79-40

91150 - ORMOY-LA-RIVIERE (Eure-et-Loire)

un magnifique complexe hôtelier dans un moulin de XVIII^e

Relais du Moulin

BANQUETS • SEMINAIRES • WEEK-ENDS • GASTRONOMIE

MINI-GOLF • PISCINE • PARC de 2 ha • RIVIERE

Route de Saclay à 4 km d'Orléans - Réservation : 454-43-42

Charlot

Roi des Coquillages

12, place Clichy (9^e)

(face Wepler)

874-49-64

Jusqu'à 1 heure du matin

Fermé le lundi

BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731

80 hectares dont 68 hectares de premiers et grands crus

Documentation et sur demande à : Maison BOUCHARD PÈRE & FILS

au Château Boite Postale 70

21202 BEAUNE CEDEX

Tél. (80) 22.14.41

Tél. Bouchard 350 830 F

EQUIPHOTEL 77

Hall n° 5 - Allée 15 - n° 616

Environ de Paris

92100 BOULOGNE LA PETITE

AUBERGE FRANC COMTOISE

3 tables tournées

"Couronne Gourmande"

88, Av. J. R. CLEMENT, 90 : 800 67 79

PROX. DE NOUVEAUX, VILLE DE VANDRE

Clin d'œil

FRISURES

De toutes les manifestations internationales qu'héberge chaque année le Palais des congrès de la porte Maillot, la plus attrayante pour le profane est, certainement, la Festival mondial de la coiffure. L'organisation en est intelligente et sympathique, l'accueil chaleureux. On ne respire d'un étage à l'autre que les suaves effluves des artifices féminins, on se rencontre que de jolies filles bien coiffées, et une quantité appréciable de jeunes gens évanes et charmants que la mode unisexu habille plus spontanément que les docteurs du Havre ou les torts de Rungis.

Figaro, promenant sa causticité mélancolique à travers stands et salons de démonstration, serait ébloui. On trouve là tous les équipements chromés, de plastique coloré ou de cuir confortable, tous les instruments, de la brosse soufflante au sèche-à lumière infra-rouge, indispensables au fonctionnement d'un salon moderne.

Il faut voir l'élegant Massimo Pucci, un Italien frère, gracieux comme une ballerine et champion du monde de coiffure, pratiquer, en virevoltant autour d'une visiteuse, une coupe à la mode pour apprécier le terme de « sculpteur de chevelures » que lui a décerné un critique enthousiaste. C'est un artiste, à n'en pas douter, et ses assistantes, en lui passant qu'il le brumisateur, qu'il la laque, ont les regards soumis et admiratifs des disciples de Michel-Ange sous le plafond de la chapelle Sixtine. Les femmes, plus encore que les hommes, doivent se confier à leur coiffeur, m'a-t-il dit un des maîtres présents. Le coiffeur doit faire d'abord un diagnostic coiffure, en examinant la forme du visage de sa cliente, sa carnation, en évaluant sa personnalité. Ensuite, il sera à même de proposer une coupe, une coiffure, un style.

Il y a des dames, bien sûr, qui savent ce qu'elles veulent. Elles débarquent chez leur coiffeur avec un magazine féminin sous le bras. « Faites-moi ça », disent-elles en montrant un portrait d'Ursula Andress dans Doctor No, de Jean Seberg sur la plage d'Acapulco ou d'un mannequin professionnel. Elles sont souvent déçues par le résultat et s'étonnent, après avoir souffert sous le sèche-à et le peigne, de ne ressembler que vaguement à leur modèle au plan capillaire et pas du tout au plan général. Faut-il leur rappeler que le coup de ciseau le plus génial jamais n'abolira les pommettes moites, les mentons pointus et les nez épatés ?

C'est pourquoi coiffeurs et esthéticiens s'entendent à merveille pour prendre en charge ce qu'il est convenu d'appeler la Beauté. J'ai vu, ainsi, dans un stand de démonstration, des dames venues là comme on va à Lourdes, s'aligner résolument sur des fauteuils basculants pour mieux livrer leur visage à des demoiselles compétentes et disposant d'un prodigieux arsenal de pâles, d'huiles, d'onguents, de crèmes, de lotions. En un instant, ces auxiliaires de la peau lisse, ennemies de la patte d'oie, se mirent à gâcher ce que je pris pour du plâtre, et à projeter la pâte ainsi obtenue — avec une ardeur de Hollandais colmatant une fissure dans une digue du Zeldéze, — sur les faces des patientes déjà enduites d'huile magique, ainsi que des Esquimaudes au seuil de l'igloo nuptial !

Chez les hommes, la détresse, c'est la chute des cheveux. Il est certain que le génie qui trouva le moyen de faire repousser réellement des toisons sur des crânes arides deviendra vite milliardaire et entrera plus tard au panthéon des gloires incontestables, aux côtés des philosophes qui passeront leur vie à couper les cheveux en quatre.

En attendant, on supplée à la déficience du mécanisme capillaire du chauve par le poétique. Afin d'éviter qu'on ne perçoive l'indélicatesse frontière entre les restes de cheveux d'un monsieur et ceux qu'on y ajoute par « perruquage », un coiffeur a mis au point un système assurant une invisible transition : il s'agit, au moyen d'un fil ténu, de lier aux mèches encore fidèles des mèches naturelles rapportées. Ce travail, qui n'est pas sans rappeler l'art du crochet, donne un résultat séduisant. On doit, hélas ! recommencer l'opération toutes les cinq semaines, et il en coûte chaque fois 150 francs.

MAURICE DENUZIERE.

Robe du soir bon état...

Griffes d'occasion

Les boutiques de mode d'occasion se multiplient, des Puces aux quartiers résidentiels de Paris et de la périphérie. La vague rétro qui sévissait dans le quartier des Balles a fait connaître aux jeunes femmes des formes, des couleurs et des tissus inconnus d'elles, à des prix accessibles. Il s'agissait au début, avec Jean Bourquin, de fins de séries, des fonds de grenier des soyeux lyonnais, etc. Le premier coup de foude passé, nombre de Parisiennes élégantes ont commencé à échanger leurs garde-robes, puis ont ouvert des boutiques où figure souvent le mot « troc », mais où se pratique le dépôt-vente dans une atmosphère bourgeoise et feutrée, très différente du marché malsin ou de l'avenue de la Porte-de-Saint-Ouen.

En effet, les boutiques des 16^e, 9^e et 6^e arrondissements proposent des nouveautés, avec un léger décalage saisonnier, de sorte qu'on peut s'y habiller en prêt-à-porter griffé des plus grands couturiers et créateurs sensiblement à moitié prix du neuf.

Les vêtements dont nous parlons ici proviennent de particuliers et ont été nettoyés avant d'être mis en vente. Ceux qui ne trouvent pas preneur sont rendus à leurs propriétaires au bout de trois mois. Les marges sont de 30 à 50 %, surtout pour les petites pièces, vendues au-dessous de 200 F.

Ouvert à Bruxelles en 1970 par Corinne Peers de Neuwurgh et Anne Wendelen, un hôtel particulier sert de cadre aux « Enfants d'Edouard ». L'atmosphère y est d'une désinvolture de bon aloi. Le Tout-Bruxelles (et jusqu'au palais royal) s'y retrouve pour déposer, échanger ou acheter les grandes griffes du prêt-à-porter parisien, de sorte qu'on peut établir une cote de « l'Argus » de la mode, dont les éléments sont à peu près les mêmes qu'à Paris. En tête viennent les ensembles de Sonia Rykiel (de 100 à 400 F), les chemisiers en soie, les jupes et les vestes d'Yves Saint-Laurent (de 150 à 400 F environ).

A Paris, Muzipuces fête cette année son dixième anniversaire. La boutique de la rue Cortambert

est spacieuse. D'innombrables cintres à tête attirant le regard sur des pièces de choix. Les prix sont un peu au-dessus de ceux de Bruxelles, nous expliquait Christine Quém, les blouses de sole griffées se trouvent entre 160 F et 240 F, les trois-pièces de Sonia Rykiel à 700 F environ. Elle cherche surtout un style de jour facile à porter en vêtements qui ont moins de deux ans et sont en bon état. Parmi les accessoires de l'automne, les sacs polochons à dessins de Vuitton valaient avec les imités de cuir plus classiques. La rotation est rapide, les clientes passent souvent. En ce moment, les imperméables sont en vedette. A partir de novembre, les robes révélaient se partageront la scène avec les ensembles de ski pour femmes et enfants.

Mme Allouin, dans le huitième, fait du troc en appartement. Elle ne prend que 20 % de marge sur les fourrures de « grandes

griffes » et les robes du soir de couturiers, autour de 1 000 F. A l'inverse du prêt-à-porter, le plus souvent en petites tailles, elle offre une gamme plus large, souvent jusqu'à 44.

Fourrures Occasion, dans le quinzième, comme son nom l'indique, propose plusieurs centaines de modèles provenant soit de fournisseurs, soit de mannequins ou de particuliers, puisque Sophie Dulac, sa directrice, est du métier. On trouve ici un éventail très large, à partir de 350 F la veste « rétro » en monton doré jusqu'aux classiques visons (à partir de 3 500 F) et astrakans (à partir de 800 F), sans oublier les renards et autres longs poils (renard roux à partir de 2 500 F).

NATHALIE MONT-SERVAN.

* 131, rue de Stenart, Bruxelles, 11-50-64 ; 14, rue Cortambert, 75014 Paris, 870-27-11 ; 116, rue La Boétie, 75008 Paris, 232-73-45 ; 91, rue du Théâtre, 75013 Paris, 782-58-43 ;

S. V. P. métiers d'art

Trouver l'adresse d'un restaurateur en papier peint, d'une enfilure de perles, d'un peintre en porcelaine, se renseigner sur les stages artistiques, est désormais possible au Centre national d'information et de documentation sur les métiers d'art qui vient d'ouvrir au Musée des arts décoratifs. La création de ce centre fait suite au rapport établi par M. Pierre Delhay, directeur de la Monnaie, sur la profession.

Un fichier de quatre mille artisans, représentant quatre-vingts métiers, a donc été établi pour Paris et la région parisienne. Il sera ultérieurement étendu à toute la France et comprendra, au total, quelque dix mille noms. Les quatre-vingts métiers recensés ont permis de dresser un portrait des activités les plus exercées : les restaurateurs viennent en tête (six cents artisans) suivis des tapissiers-décorateurs (quatre cents artisans), des bijoutiers-joailliers (deux cents cinquante artisans) et des relieurs (deux cents artisans). Si des professions ont complètement disparu — comme les enfilureurs en cadran, les bijoutiers-cottiers, qui fabriquaient de fines chaînes en or et les chapeliers — d'autres activités ont repris, telles celles des facteurs d'instruments de musique.

Dans les spécialités rares, on trouve encore des plumassiers, qui créent des accessoires en plumes, des fabricants de pan-neaux décorés avec des papillons, et des gnomonistes ou maîtres en cadrans solaires. La géographie artisanale reste bien définie. Certains arrondissements ont leurs artisans : le troisième et le neuvième, les bijoutiers ; le sixième,

la reliure ; et le onzième, le bois. Pour l'ensemble de la profession, les mêmes problèmes se posent : difficulté à notre époque industrialisée d'obtenir de la matière première de bonne qualité et en petite quantité, et difficultés de gestion.

Le centre renseigne aussi sur les possibilités de formation : stages de vacances chez les artisans, stages de longue durée dans le cadre de la formation permanente, adresses des écoles publiques et privées préparant aux métiers d'art. « Mais il ne faut pas se faire d'illusions, les débouchés restent problématiques, même quand on possède un diplôme. C'est le cas pour le tissage et pour la céramique, où les effectifs sont les plus gonflés. Le bois, en revanche, offre davantage de possibilités. Il manque des écoles spécialisées qui prépareraient à des métiers précis. L'apprentissage sur le tas reste un leurre, les artisans acceptant très difficilement d'initier des jeunes sans aucune qualification. »

Tous ceux qui sont intéressés par les métiers d'art ou qui les pratiquent pourront également trouver rue de Rivoli des renseignements sur les dates des salons et des foires, les noms des fournisseurs de matières premières et des renseignements bibliographiques sur les techniques et sur les artisans, qui ne sauraient, bien entendu, concurrencer le fonds de la Bibliothèque Forney. Un tour d'horizon qu'on a voulu aussi complet que possible. — F.L.B.

* 107, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 260-56-58. Ouvert du mardi au vendredi de 12 h. 30 à 17 h. 30.

Modes

Poncho-châle

Apparus depuis quelques années dans les collections d'Yves Saint-Laurent et de Karl Lagerfeld pour Chloé, les châles étaient restés confidentiels.



GALERIES LAFAYETTE : grand châle en étamine de laine, drapé en corset à basque, 150 F.

FINITURE : modèle victorien à franges en étamine de laine. Existe en soixante variantes nées en chaises. Rue du Pré-aux-Clercs, 375 F.

Dans son prêt-à-porter du printemps 1977, Saint-Laurent développe ce thème du châle, avec des corsets et des jupons à volants. Une mode est née. Les nouveaux carrés ont plus de 1 mètre de côté et s'enlèvent dans les boutiques Rive Gauche, en voile de coton imprimées de fleurs et de rayures, en soles à petits dessins. Ils sont exécutés en Suisse par Abraham. Les modèles du soir en velours ciselé sur mousseline de soie sont faits à Lyon par Brochier en dessins de camaïeu, d'unis ou de multicolores.

Aux collections d'hiver des créateurs, les châles sont aussi à l'honneur, à la fois manteau, poncho ou cape selon les dimensions et la façon de les porter. Ils permettent de renouveler une garde-robe sans problèmes de tailles et apportent une note douce aux manteaux sans col. Jap, Ter et Bantine, Issy Miyake, Dan Séranget, Jean-Claude de Luca, Carrut, Dorothee Bis, Christian Aulard, Sonia Rykiel, Georges Rech, Cacharel, Chacok et Gudule les ont, chacun, proposés à leur manière. — N. M.-S.

LES GRANDS TAILLEURS DE PARIS

Qualité, confort, élégance... leur signature.

- ANDRÉ BARDOT, 19, av. Grande Armée, 16^e, tél. 500.26.02.
- LARSEN, 348, rue St-Honoré, 1^{er}, tél. 260.46.21.
- OPÉLIA CUMBERLAND, 26, av. Kléber, 16^e - tél. 727.10.77.
- PAUL PORTES, 194, rue de Rivoli, 1^{er} - tél. 260.56.34.
- CLAUDE DOMINIQUE ROUSSEAU, 278, rue St-Honoré, 8^e - tél. 260.18.13.
- HENRI URBAN, 6, rue Marbeuf, 8^e - tél. 352.00.97.
- PAUL VAUCLAIR OROSSEN, 10, rue Royale, 8^e - tél. 260.58.43.

AUTEUIL Paris

COLLECTION AUTOMNE-HIVER 77

PRÊT À PORTER DE LUXE

GRANDES TAILLES

DU 44 AU 58

41, RUE LAFAYETTE, PARIS 8^e

ARCADE DU LIDO - 99, RUE DE PASSY

véritable

Loden

coloris mode autrichien

FORSHO

LA MAISON DU LODEN

145, rue de Rivoli Paris

tél. 260.56.58

Parking Place du Louvre

TAPIS D'ORIENT, MOQUETTES, PAPIERS PEINTS... ET LA BOUTIQUE MARIE CLAIRE.

Shopping Décor

les prix les plus bas

Si vous trouvez moins cher ailleurs, Shopping Décor vous offre la différence, et en plus 10% sur votre prochain achat.

Shopping décor le grand magasin de la décoration

5 magasins: Parly 2, Vélizy 2, Rosny 2, Belle Epine, Cergy 3 Fontaines.

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES

NOUS VOUS HABILLONS EN PRÊT-À-PORTER

SPORTSWEAR, COSTUME, CHERISES, JEANS ET CHAUSURES

berdy

79, avenue des Ternes 75017 Paris

Tél. 260.35.13 Parking gratuit

LA CHAUSSE

Qu'est-ce qui fait

ORCHESTRON SINGE SANS CONNAITRE UNE

SINGER

du temps

LA CHAUSSURE DU SIÈCLE

Qu'est-ce qui fait courir les « Kickers » ?

Il était une fois un fabricant de chaussures spécialisé dans le « petit pied », du deux à huit ans. Il faisait de la chaussure fine, des petites vernies du dimanche qui vont avec les chaussettes blanches, des Charles IX, des Salomé, des sandalettes et quelques bottillons pour bébé. Bref des souliers pour aller à la messe, à un baptême ou à une première communion. La maison poussait le raffinement jusqu'à commander les boucles et les ornements à un fabricant de boutons de manchettes. La chaussure était souple comme le nom de la marque : Doisouple.

Mais dans les années 70 le vent a commencé à tourner et les ventes à baisser de façon inquiétante. « Comme chaque nuit », dit M. Daniel Raufaste, le P.D.G., « on s'habille de moins en moins le dimanche, et même on aurait plutôt tendance à se déshabiller. Il fallait de toute urgence trouver un remplaçant au petit vernis. Nous sommes encore un modèle qui marchait bien, le Patrice, un bottillon de bébé. Nous avons décidé de le moderniser. »

Les dessins sont en cours lorsqu'un jour M. Raufaste, passant par le boulevard des Capucines, aperçoit une grande affiche qu'on est en train de poser. Elle représente la troupe de Hair, se téroussant en jeans de toutes les couleurs. Sur le fond noir, se détache un nom « Levi's ». Le colleur n'a pas encore terminé son travail. Il en est au genoux. « J'étais curieux de savoir ce qu'ils portaient aux pieds, poursuit le P.D.G. J'ai fait le tour du pied de maison et quand je suis repassé ils avaient les pieds nus. C'était clair. Il fallait faire des chaussures pour aller avec ces jeans. »

Aussitôt dit, presque aussitôt fait. Jacques Chevallereau, le stylistique de la maison, se met à travailler son Patrice. Il lui conserve sa talonnette, place sur le dessus du pied un plastron arrondi — très important le plastron — met bien en évidence le bracelet qui servait à maintenir la cheville et qui sur le modèle était caché, souligne toutes ces plaques de plâtre et place quelques gros couteaux blancs. « Ça faisait bien un peu réparation. Mais le patron m'a dit : « On le

» tient. Pousser-le encore un peu. » On a monté le Patrice sur crêpe. Mais il était tout beige. Il lui manquait encore quelque chose : des couleurs. On lui en a donné des violettes et des contrastes : des rouges, des bleus électriques, des violets néon.

Le bottillon était né. Il fallait le baptiser. On cherche et on trouve un nom, dynamique, parfaitement adapté au produit et satisfaisant à la mode américaine britannique. Ce nom, c'est Kickers, adaptation du verbe anglais « to kick », donner un coup de pied.

« shooter ». Touche finale : le nom sera gravé en couleur sur le cou-de-pied, ce qui permettra à la marque de dire : « Kickers le vrai est marqué Kickers. » L'idée a germé en mars 1970. Le 6 juin, les dix mille premières paires sont prêtes. Reste à les proposer aux détaillants. Les conversations donnent à peu près ceci : « Des bottillons en mois de juin ? Vous êtes fous. En quoi sont-ils ? » — En sabots. — De la peau de vache ? C'est exotique, ça tuerait et ça ne se nettoie pas. Et par-dessus le marché, c'est du bicoloré ! Mais je vais être obligé de « guetter » mes vendeuses. — Ecoutez, dit Daniel Raufaste, je vous en envoie cinquante paires. Si dans un mois vous ne les avez pas revendus, vous me les retournerez. » Au bout de huit jours, les détaillants n'en avaient plus.

Copié dans le monde entier

Aujourd'hui, Kickers vend vingt-cinq mille paires par jour, dont dix mille en France dans deux mille points de vente : 18 % des articles vendus chez nous — ceux qui sont en toile et en caoutchouc — sont fabriqués en Corée. Est-il besoin de dire que la marque a été copiée dans le monde entier ?

La collection propose à partir de six modèles de base une quarantaine de pieds : bottines, chaussures basses, mocassins, sandales, sabots et bottes. Les couleurs sont toujours criardes. Le style n'a pas changé mais il emprunte à la mode des semelles crantées en crêpe et des talons biseautés. La ligne de l'été 1978, qui proposera aussi des vêtements et des T-shirts qui plairont aux

enfants, est écologique et très gaie. Des tenues en toile et caoutchouc, vert et blanc, rouge et blanc, jaune et blanc, montées sur une semelle où poussent des herbes vertes et des tulipes rouges. Même dans la rue, on marchera dans une prairie.

Le siège social est installé en bordure de l'autoroute du Sud quand on va vers Lyon. Derrière ce choix se cache une intention :

Un bureau sous la lampe

AVEC le retour des soirées d'automne, puis d'hiver, l'éclairage du coin d'écriture et de lecture reprend toute son importance. Si l'esthétique du luminaire est appréciable, d'est surtout la qualité de l'éclairage qu'il procure qui est déterminante dans le choix.

Pour bien éclairer, la plan de travail, la lampe doit être placée de telle sorte qu'il n'y ait pas d'ombre portée sur le papier : elle sera donc posée à gauche pour les droitiers. Attention également à l'éblouissement (l'empêche de lire) et à la fatigue des yeux (aux reflets sur une dalle de verre par exemple : dans ce cas, il faut diriger le flux lumineux ou prévoir un sous-main). Enfin, il faut éviter tout contraste, fatigant pour la vue, entre la zone de travail (ou de lecture) bien éclairée et le reste de la pièce, trop souvent laissée dans l'ombre.

Pour les enfants et les juniors, la lampe la plus traditionnelle et la plus solide est à bras articulés avec réflecteur en tôle laquée : cette « lampe d'architecte » existe en plusieurs coloris et son prix oscille entre 50 et 100 francs selon les points de vente (1).

Jacques Robroff vient d'ouvrir « Espace lumière », magasin spécialisé dans l'éclairage et les luminaires contemporains. Située dans la zone piétonne du plateau Beaubourg, cette longue boutique permet de présenter un grand nombre d'appareils en situation accompagnés de conseils d'utilisation. Parmi les lampes à fixer sur le bord d'une table, la plus sobre a une calotte en fibre de verre accrochée à une tige mobile terminée par un contre-poids (315 francs). La plus sophistiquée, dessinée par l'italien Enzo Mari, a un système de potence supportant un réflecteur conique en plastique blanc, 450 francs. De belle forme linéaire, une lampe à poser sur un bureau a un pied en forme de disque, très stable, et un bras à contre-poids terminé par une tête (ressemblant à un micro) incluant une lampe halogène qui procure un très bon éclairage dirigé. Pour ceux qui voyagent et déplorent de ne pouvoir lire et écrire convenablement éclairés dans leur chambre d'hôtel, Jacques Robroff conseille d'emporter une petite lampe repliable, marchant en basse tension.

« Toute la France et toute l'Europe du Nord nous voient en descendant vers le soleil », dit le P.D.G. La marque a donc bien pris le virage. Elle « marche » avec le nouveau style de vie active, sportive, décontractée. « Mettez vos chaussures du dimanche », dit une affiche récente. Le fabricant est resté fidèle à son jour. Seule les dimensions ont changé.

FLORENCE BRETTON.

TROUVAILLES

Maison

Fantaisies florales

Dans la collection « Savoir créer », un livre nouveau nous paraît intéressant à l'orée de l'hiver. Il propose de fabriquer des compositions florales à partir d'éléments naturels aussi divers que les pommes de pin, les écorces d'agrumes ou les feuilles de mois. La clarté des explications et l'aide de croquis et de photographies permettent de créer des fleurs d'une grande originalité. Ces bouquets secs qui se gardent tout l'hiver, sont agrémentés de feuillages d'automne ; un chapitre de ce livre est consacré aux diverses manières de les conserver de longs mois dans leur splendeur dorée. — J. A.

* Fleur en éléments naturels. M. Fleurs. 21 F.

Accessoires

Le fameux « D »

Après le briquet — le très fameux briquet — ce fut l'arrivée, timide, des stylos et la venue, plus discrète encore, des pipes, arborant tous et toutes le fameux « D », qui veut dire Dupont dans tous les pays du globe. Aujourd'hui, la firme Dupont revient à sa première vocation et lancera sur le marché de luxe, dès le mois prochain, une sélection d'articles de maroquinerie.

Photographe attiré de la cour de Napoléon III, François Tissot-Dupont créait 30, l'empereur déchu, changer son fusil d'épaule et troquer ses chambres noires contre des ateliers où d'habiles « selliers-marquiers » se mirent à confectionner des malles et des nécessaires de voyage, dont la renommée est vite faite de faire le tour du monde — du monde alé.

Onze modèles de portefeuilles classiques (650 F) à l'écritoire (250 F), en passant par le porte-châquier (350 F), le porte-cartes de crédit, l'agenda de poche (450 F), etc., seront proposés en deux teintes : fauve et bleu nuit, à tous ceux qui savent déjà que, si chez Dupont tout est beau, la qualité se paye.

Table

Une touche colorée

Kooline est une boutique spécialisée dans la porcelaine décorative provenant de grandes marques. On peut, maintenant, personnaliser ces assiettes blanches en les faisant décorer d'un filet or, platine ou de couleur. Ce raffinement est d'un prix assez raisonnable pour laisser à cette vaisselle de second choix tout son intérêt. La pose d'un filet couleur (à choisir dans une palette de vingt-cinq coloris) est de 3 F par assiette, celle d'un filet platine est de 4,50 F et, en or mat, de 6 F. Ces filets peuvent garnir le bord extérieur ou intérieur de l'assiette et s'étaler plus ou moins finement. Ornée d'un filet couleur, une assiette en porcelaine blanche revient à 10 F en céladon à 12,50 F. Il est également possible de faire décorer les tasses à café et à thé vendues à la boutique. Le délai d'exécution est d'environ deux semaines.

* Kooline, 38, rue de la Pompe, 75016 Paris.

A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE

SPOTS
LAMPES
ABAT-JOUR
ÉCLAIRAGE POUR
TABLEAUX, ETC.
une solution

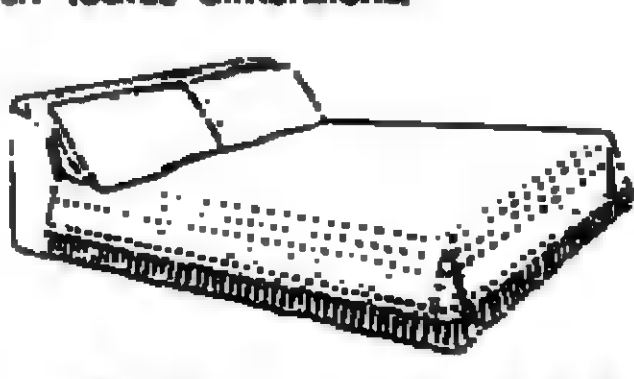
ready-made electric
38, rue Jacob, 75006 PARIS.

Bien dormir sur un bon canapé



Une boutique très spécialisée en canapé-lit s'est ouverte à Saint-Germain-des-Près. Parmi un grand nombre de modèles, nous avons choisi cette semaine

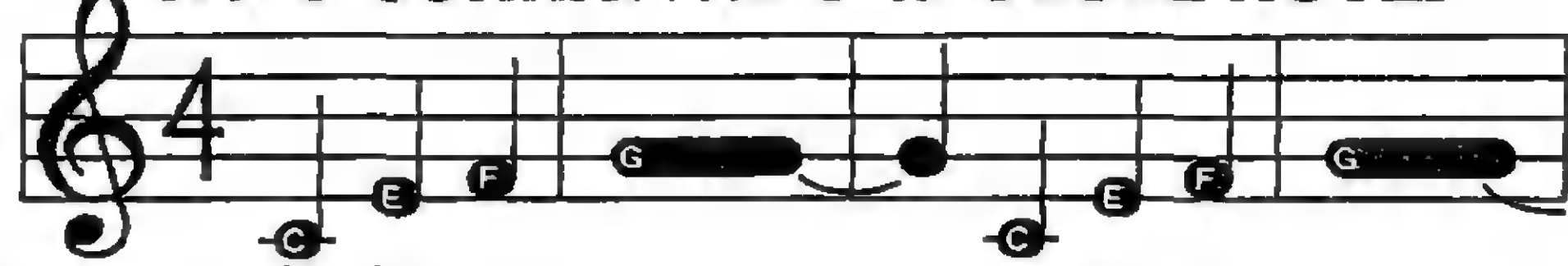
ce merveilleux canapé-lit « tapisier » tout duvet, trouvant sa place dans tous les styles. Se fait en toutes dimensions.



La Boutique du Canapé-lit
13 bis, rue de Grenelle
PARIS (7^e). — 548-32-32

LA GUERANDE

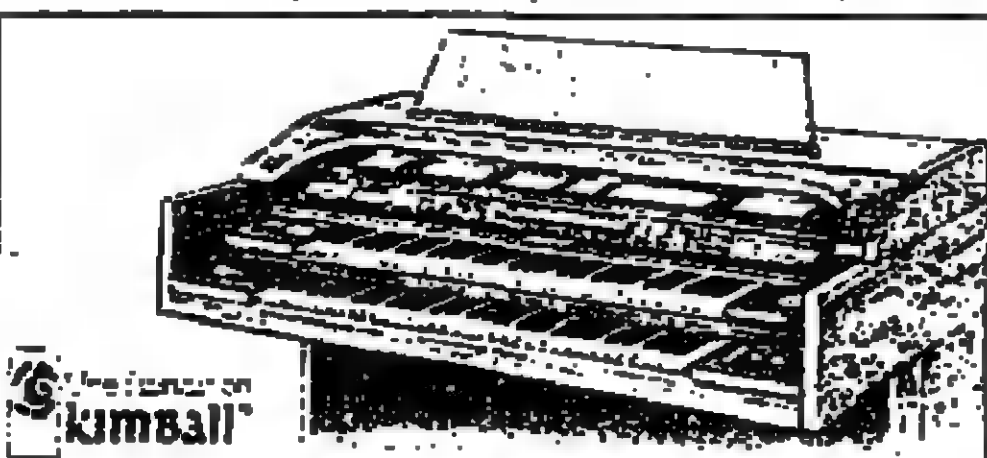
ORCHESTRON SINGER : JOUEZ SANS CONNAÎTRE UNE SEULE NOTE.



Qui n'a jamais rêvé de savoir faire de la musique sans l'apprendre ? Avec l'orgue électronique « Orchestron Singer » tout devient facile. Une touche à enfoncer et vous jouez du violon ou du piano, une autre, vous dirigez tout un orchestre. Tout cela sans aucune notion de solfège : la méthode Singer, conçue avec des partitions spéciales, vous permet de jouer dès les premiers instants vos mélodies préférées.

Avec l'« Orchestron Singer », il n'est pas trop tard pour vous offrir les satisfactions d'un virtuose. Faites de votre famille une famille de musiciens.

ORCHESTRON SINGER : LE PLAISIR DE LA MUSIQUE SANS LES TRACAS DU SOLFÈGE.



Sans engagement de ma part, j'aimerais recevoir votre documentation sur les « Orchestrons Singer » ainsi qu'une invitation à un cours gratuit. Nom _____ Prénom _____ Adresse _____ Tel. _____

SINGER

27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Visitez les magasins : • 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris • 98, rue de Rivoli, 75001 Paris
• Centre Commercial Rosny II • 80, avenue Edouard-Vaillant, 93300 Pantin • Centre Commercial Belle Epoque
• Centre Commercial Parly II • Centre Commercial Cergy-Pontoise.

BLOUSONS PEAU

Veritablement extraordinaires
Daim-Service
122, RUE SAINT-LAZARE
(face gare) 957-45-22

Rendez-vous chez Rodin
qui s'affirme actuellement
comme le magasin de
tissus « idéal »...

TISSUS COUTURE
AUTOMNE-HIVER
1977-78

- Étoffes imprimées nouvelles.
- Étoffes et Prince de Galles.
- Draps, reversibles, pois de chameau, mohair, etc., pour manteaux.
- Imprimés et cotons d'hiver.
- Tweeds originaux.
- Jerseys jacquards et imprimés.
- Tissus lamés, brochés, dentelles.

RODIN
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

CUIR CENTER

Seul à Paris

100 salons cuir en exposition

commandé le matin

livré le soir

le canapé cuir 3 places

2.950 f.

le salon cuir 5 places

Prix Cuir Center : 5.300 f.

Seul Cuir Center a la puissance de vous proposer ces 7 salons « vedette » en stock permanent à des prix choc.

Atlanta. Le salon cuir 5 places

Prix Cuir Center : 6.500 f.

Miami. Le salon cuir 5 places

Prix Cuir Center : 9.975 f.

Los Angeles. Le salon cuir 5 places

Prix Cuir Center : 11.500 f.

Barbizon. Le salon cuir 5 places

Prix Cuir Center : 11.900 f.

Dakota. Le salon cuir 5 places

Prix Cuir Center : 12.560 f.

Oxford. Le salon cuir 5 places

Prix Cuir Center : 14.500 f.

CUIR CENTER

176 à 182 Bd de Charonne

75020 PARIS

tel. 373.36.13

METRO : Alexandre Dumas

Nocturnes : mardi, mercredi, jeudi, vendredi jusqu'à 22 h

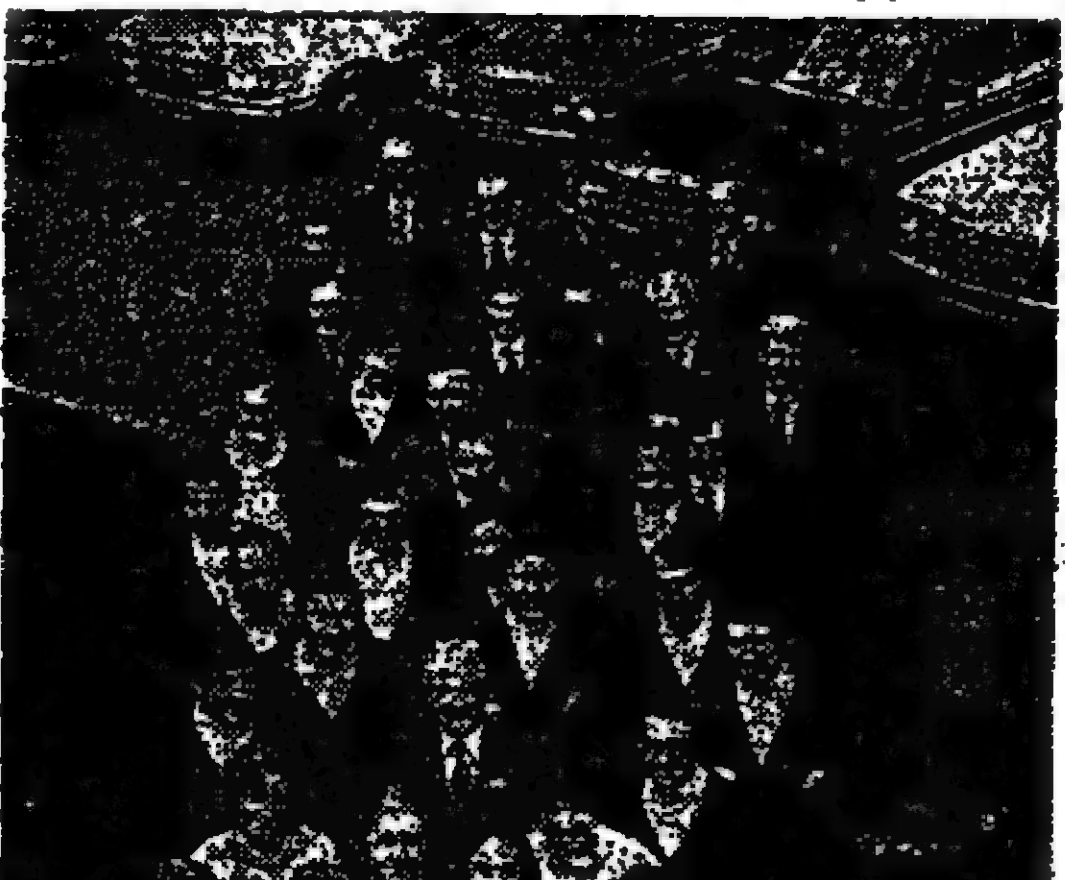
Cette année, la Porte de Versailles est au Bois de Boulogne.



Du 6 au 16 Octobre, de 10 à 20 h.



Tres entouré, le nouveau coupé 280 CE.



Au complet: l'équipe de Mercedes-Benz France.



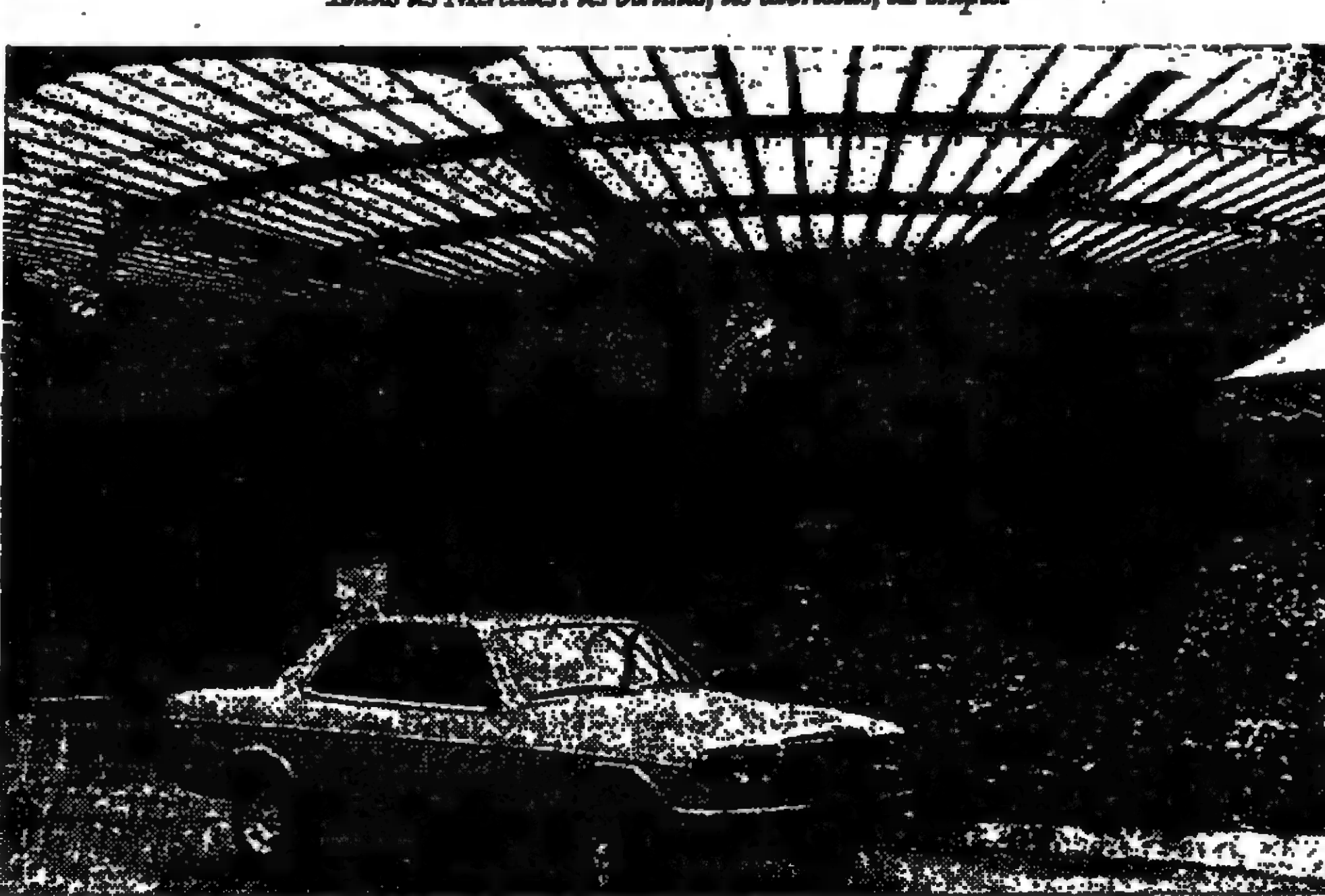
Pavillon d'exposition: les Mercedes dans le détail.



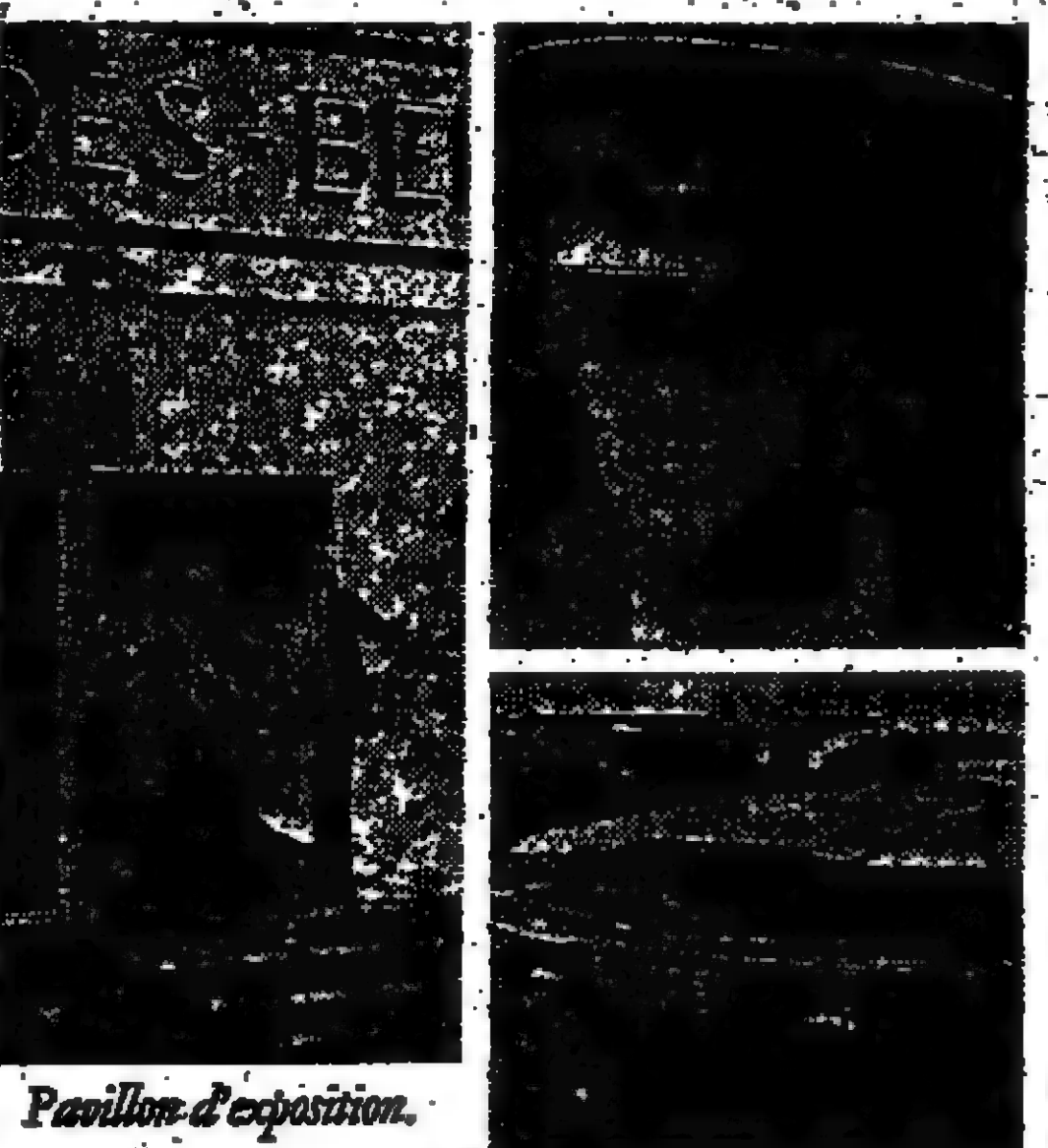
Toutes les Mercedes: les berlines, les cabriolets, les coupés.



Des qualités qu'on ne découvre qu'au volant.



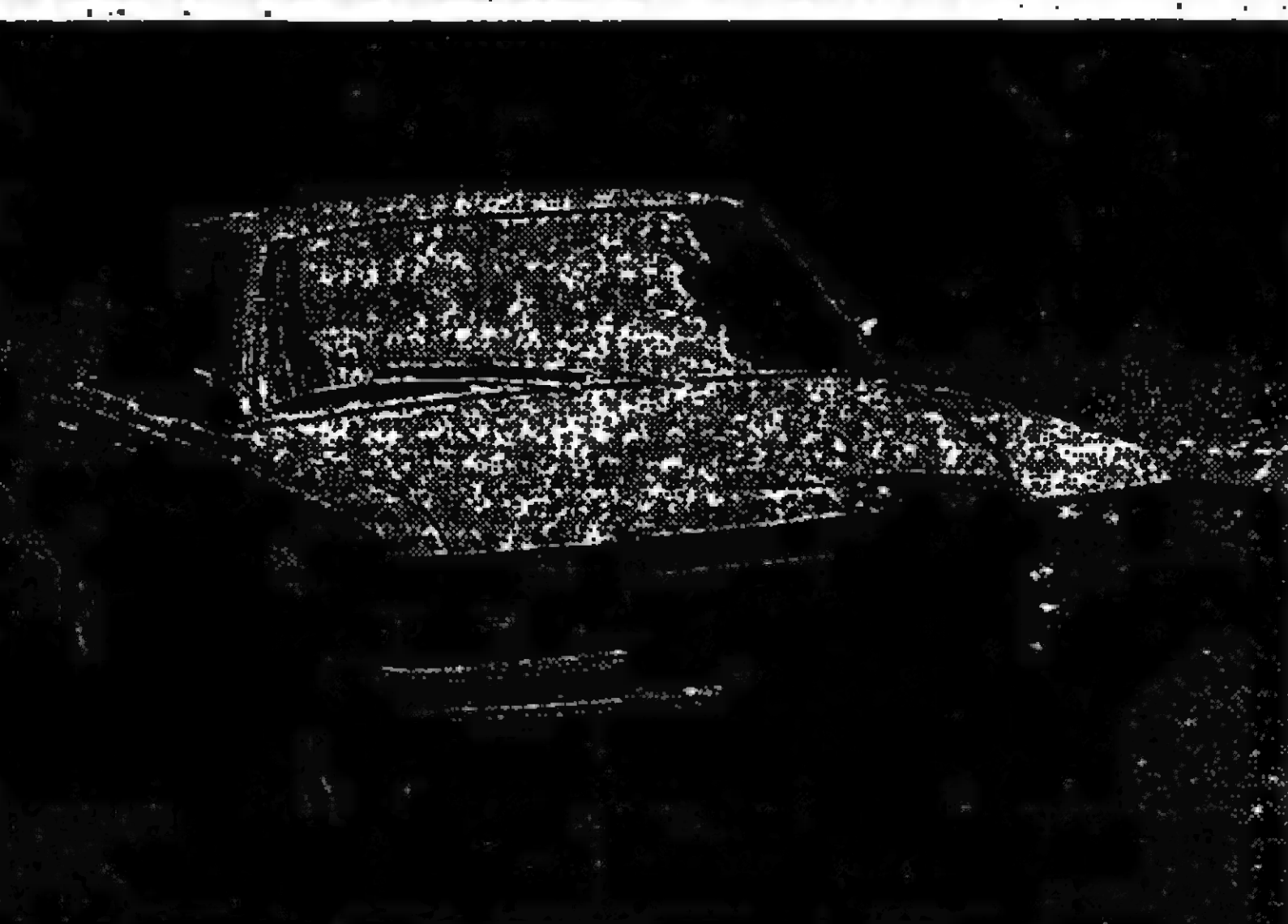
La Grande Cascade: un haut-lieu de l'Automobile, depuis ses débuts.



Pavillon d'exposition.



Hôtesse, démonstrateurs, Champagne: Mercedes fait bien les choses.



Au volant de la Mercedes de votre choix.



Profitez de votre visite à la Grande Cascade pour faire connaissance avec votre concessionnaire Mercedes.

- Lundi 10: - Port-Marty Garage (Port-Marty) - Hauts-de-Seine Automobiles (Colombes) - S.O.P.D.A. (Boulogne) - Ateliers Wautrin (Boulogne)
- Mardi 11: - Continental Automobiles (Paris 19^e) - Como Automobiles (Paris 11^e) - S.E.A.M. (Paris 8^e) - Garage Compagnon (Meaux)
- Mercredi 12: - Mercedes-Benz France Longchamp (Paris 16^e) - Garage Turco (Le Raincy) - Euro-Garage (Montrouge)
- Jeudi 13: - Kato Euro (Paris 15^e) - L'Auto Automobiles (Lyon) - Garage Dufrancy (Maison) - S.E.G.M.A.T. (Bonneuil-sur-Marne)
- Vendredi 14: - Garage des Routes (Maison) - Grand Garage Robinson (Le Plessis-Robinson) - Garage Henri Martin (Paris 16^e) - Etoile Auto (Levallois) - Garage Moderne (Saint-Denis)

MERCEDES-BENZ FRANCE
Grande Cascade. Du 6 au 16 Octobre.

Opel & Muller

**Le Monde
des Philatélistes**

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 19 h. 30 : Ballet G.R.T.O.P.
Odéon, 20 h. 30 : Ariéquin, serviteur
de deux maîtres
Petit Odéon, 18 h. 30 : La Guerre des
deux planètes
Petit TEP, 20 h. 30 : Rishies amoureux
Centre Georges-Pompidou, 19 h.
18 h. 30 et 20 h. 30 : Spectacle
audio-visuel L. Berio.

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Volpe.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Ensemble
intercontinental.

Les autres salles

Alice libre Montparnasse, 18 h. 30 :
Chansons de femmes ; 22 h. :
Roules rouges.
Antenne, 20 h. 30 : Les Parents ter-
ribles.
Arts-Hébertot, 20 h. 45 : Si l'on
peut, l'un pour l'autre.
Avenir, 21 h. : Le Passeur.
Athénée, 21 h. : Equus.
Bibliothèque-Opéra, 21 h. : La Jeune
Fille Violaine.
Carroussel, Théâtre de l'Aquarium,
21 h. : Les Fugues à New-York.
Théâtre de l'Épée-de-Bois, 21 h. :
Méduse.
Centre culturel suédois, 20 h. 30 :
Mademoiselle Julie.
Cité internationale, la Galerie, 21 h. :
Hedda Gabler.
Grand Théâtre, 21 h. : Tous les
hommes du monde.
La Renaissance, 21 h. : L'Avare.
Comédie Caumartin, 21 h. 30 :
Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 45 :
Le Bateau pour Lipari.
Dancos, 21 h. : Poupée.
Mosaïque-VII, 21 h. : Un ennemi du
peuple.
Régis Saint-Germain-des-Près, 21 h. :
Le Prophète.
Renaissance, 21 h. : Belle ombre.
Gallia-Montparnasse, 20 h. 45 : Réci-
tal Pierre Louki.
Galerie 55, 21 h. : Madame Lazare.
Gymnase, 21 h. : Arrête ton cinéma.
Rochette, 20 h. 45 : La Cantatrice
chaude ; 19 h. 30 : Les Ragones.
II Théâtre, 20 h. 30 : Les Ragones.
La Bruyère, 21 h. : Quoi-quoi.
Lucernaire, Théâtre noir, 18 h. 30 :
La Belle Vie ; 20 h. : Fantaisies ;
21 h. 30 : R. Wagner.
Théâtre
rouge, 20 h. 30 : Les Emigrés.

LA BRUYERE

**QUOAT
QUOAT**
AUDIBERTI
Loc. : TRI. 76-99 et agences

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 7 octobre

Madetou, 21 h. : Peau de vache.
Machoulis, 20 h. 45 : La Ville dont
le prince est un enfant.
Michodière, 20 h. 30 : Pauvre assassin.
Montferrand, 21 h. : Exercice 10.
22 h. 30 : Un drame musical in-
stantané.
Norvins, 21 h. : Apprends-moi,
Géline.
Opéra, 21 h. : La Magicienne.
Palais-Royal, 20 h. 30 : La Cage aux
folles.
Palais, 21 h. : Équilibre de Zoua.
Plaisance, 20 h. 45 : Ouf.
Poché-Montparnasse, 21 h. : Sigis-
mond.
Porte-Saint-Martin, 21 h. : Pas d'or-
chidées pour miss Blenheim.
Régulier, 20 h. 30 : Jean Harlow
contre Billy the Kid.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Topaze.
Studio des Champs-Élysées, 21 h. :
Les Dames du jeudi.
Théâtre du Bouffon, 21 h. : Le Voyage
vertical.
Théâtre Oblique, 18 h. 30 : Les De-
niers Hommes. — Grande salle,
21 h. : Zoogona.
Théâtre d'Orsay, Grande salle,
20 h. 30 : Harold et Maude. — Petite
salle, Madame de Sade.
Théâtre de Paris, 21 h. : Pygmalion.
Théâtre de la Fiance, 20 h. 30 :
L'Œuvre du comte.
Théâtre la Pépiche, 20 h. 30 : Le
Retour.
Théâtre 13, 20 h. 45 : Renaud et
Armide.
Théâtre Tristan-Bernard, 18 h. 30 :
Le Troisième Témoin ; 21 h. :
Divorce à la française.
Variétés, 20 h. 30 : Fête de Broad-
way.

Festival d'automne
Cirque d'Élyse, 20 h. 30 : Théâtre
du Nigéria.
Opéra-Studio, 20 h. 30 : S.A.D.E.
Séraphin du Nord, 20 h. 30 : Mail
(la Kora).
Théâtre des Amateurs (Montmartre),
21 h. : Ballets Merce Cunningham.

La danse
Centre culturel du Marais, 20 h. 30 :
Silence.
Palais des sports, 20 h. 30 : Ballet
soviétique sur glace.
Grand Palais, 18 h. : Ballets
modernes.

Les théâtres de bonté
Ivry, Salle des fêtes, 21 h. : Cris-
telle.
Le Vahiné, Centre des arts et loisirs,
21 h. : Ballet.
Suzanne, Théâtre Jean-Vilar, 21 h. :
Myriam Makeba.

Les concerts
Lucernaire-Forum, 19 h. : Piano,
alto et flûte (Mozart, Beethoven,
Fauré, Debussy) ; 21 h. : G. Par-
menier, piano (Debussy, Chopin,
Liszt, Bartók, Beethoven, Schubert,
Brahms).
Salle Notre-Dame des Blancs-
Manteaux, 20 h. 30 : B. Sostrov.

T.B.B.
THÉÂTRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT 603.60.44
DIRECTION JEAN PIERRE GRENIER
7 et 8 octobre à 20h.30 et 9 octobre à 15h.30
**RECITAL
FRANÇOIS BERANGER**
reprise de la pièce "LES AIGUILLEURS" le 11 octobre 1977
60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (à 100m du Métro Marcel SEMBAT)
LOCATION au THÉÂTRE et dans TOUTES LES AGENCES

TEP
du 7 octobre au 8 novembre
RISIBLES AMOURS
de Milan KUNDERA
mise en scène : J. LASSALLE
AU PETIT TEP
17 rue Maite-Brun - Paris 20°
Métro Gambetta - Tél. 636.79.09

THEATRE DE PLAISANCE
111, rue du Château
773-12-45 (Métro Parny)
OUI
de Gabriel AROUT
Mise en scène Gabriel AROUT
Musique Jacques LOUSSIER
Scénographie J.-J. ASLANIAN
avec
Jacques MARCHAND
et Ludwig GAUM
Tous les jours à 20 h. 40

PIERRE BOULEZ
Théâtre NATIONAL DE
L'OPERA
Lundi 10 OCTOBRE
à 20 h 30
Mardi 11 octobre
à 20 h 30
- BARTÓK -
LE CHATEAU DE BARBE
BLEUE
TATIANA TROYANOS
SIEGMUND NIMSGERN
PIERRE BOULEZ
BBC SYMPHONY ORCHESTRA
COFFRET
CBS 76518.

THEATRE DE PARIS
15, rue Blanche - Métro Trinité
PYGMALION
de GEORGE BERNARD SHAW
adaptation de
CLAUDE ANDRÉ PUGET
mise en scène de
RAYMOND GEROME
décors et costumes de
PIERRE CLAYETTE
avec
RAYMOND GEROME
EVELYNE BUYLE
GREGOIRE ASLAN
MARIE-LAURENCE
PIERRE DORIS
MADELEINE BARBULEE

**allo!..
RÉSERVATION**
au
THÉÂTRE
DE PARIS
"Plus besoin de retirer
vos places à l'avance"
• vous téléphonez
• nous réservons vos
places à votre nom
• vous les retirez
à la caisse, même
une 1/2 heure avant
le lever du rideau

280.09.30
SOIRÉE à 21 H
Matinée SAMEDI & DIMANCHE à 15 H
RELACHE DIMANCHE SOIR & LUNDI

MUSIQUE
Cirque d'Hiver
7-12 octobre
NIGERIA
Duro Lapidu
National Theatre
Bouffes du Nord
7-12 octobre
MALI
La Kora
13-16 octobre
**DOLLAR BRAND
AND MUSICIANS**
Jazz
18-23 octobre
**THE RICHARD
SMALLWOOD SINGERS**
(U.S.A.)
Progressive Gospels
location :
Cirque d'Hiver 700.12.25
Bouffes du Nord 280.28.04
Fnac Montparnasse 222.80.56

Séminaire : ECKANKAR
le 8 octobre, de 14 h. à 22 h.
en 3 semaines ouvertes au public
THÈME : « SON ET LUMIÈRE
du courant spirituel ECK »
Conférence et Arts
ASSOCIATION PLAISANCE
22, rue Olivier-Soyer,
75013 PARIS.

EDOUARD VII
SIMONE VALERE
JEAN DESAILLY
et le CENTRE DRAMATIQUE
de TOURS
présentent

**UN ENNEMI
DU PEUPLE**
de HENRIK IBSEN
adaptation VICTOR HAJM
mise en scène ETIENNE BIERRY
décors BERNARD EVEIN
avec
REGIS OUTIN
SIMONE VALERE
MICHEL BEAUNE
JEAN JULLIARD
GABRIEL CATTANO
JEAN DESAILLY
JEAN VIOLETTE
DOMINIQUE ARDEN
PHILIPPE BRIGAUD
FRANÇOIS HELIE
JEAN-LUC DIERT
CLAUDIE BOURLON
LOCATION : 073.67.90 et agences

**théâtre des
quartiers d'Ivry**
direction : antoine vitez
GRISÉLIDIS
Musique de Georges Courpous
nouvelle de Charles Perrault
mise en scène d'Antoine Vitez
7 REPRÉSENTATIONS
EXCEPTIONNELLES
Du 3 au 9 octobre à 21 h.
Dimanche à 16 h.
Salle des fêtes
de la mairie d'Ivry
672-37-43

Mesdames :
CAROLINE ALEXANDER (L'Express)
NELLA BIELSKI (Le Matin de Paris)
Messieurs :
LUCIEN ATTOUN (Nouvelles Littéraires)
CHRISTIAN CHABANIS (J'informe)
FRANÇOIS CHALAI (France-Soir)
HUBERT CLAISSE (L'Union-Reims)
MICHEL COURNOT (Le Monde)
GUY DUMUR (Le Nouvel Observateur)
JEAN-JACQUES GAUTIER (Le Figaro)
GEORGES LERMINIER (Le Parisien Libéré)
PIERRE MARCABRU (Le Point)
ROGER MARIA (La Vie Ouvrière)
HENRI RABINE (La Croix)
PATRICK DE ROSBO (Quotidien de Paris)
PHILIPPE TESSON (Le Canard Enchaîné)
ont aimé
« MISS BLANDISH »
THÉÂTRE de la PORTE SAINT-MARTIN
Loc. Théâtre, Agences et par tél. 607-37-53

Casino d'Enghien

vendredi 14 octobre à 21 h

DINER DE GALA

"LA NUIT DE L'ESPOIR"

au profit des Laboratoires de Saint-Cloud
pour la recherche contre le cancer

TINO ROSSI

Maurice Kotler
Boucheron

Enchère de bienfaisance :
une Mazda 323-6 CV Grand Luxe

Tirage au sort :

2 A.R. PARIS ABIDJAN
offerts par la Cie Aérienne Française U.T.A.
et la chaîne hôtelière U.T.H.

Tenue de soirée

Réservation 989.95.95

JUSTICE

LE PROCÈS DE M. MARCHEAIS CONTRE «MINUTE» ET «LA NATION SOCIALISTE»

Le ministère public estime que les prévenus ont agi avec légèreté

Dans le procès qui oppose M. Georges Marchais à MM. Jean Boiteau, directeur de « Minute », et Auguste Lecœur, directeur de « La Nation socialiste », poursuivis pour publication de documents falsifiés, la douzième chambre correctionnelle de Paris rendra son jugement le 27 octobre. Décision délicate pour le tribunal que préside Mme Monique Pastrel. Si la première journée du procès (« le Monde » du 1^{er} octobre) avait montré les difficultés de cette affaire et son importance au regard de la personnalité du plaignant, la seconde audience, le 8 octobre, n'aura guère été déterminante.

Le réquisitoire s'est achevé sans réquisitions précises, sur une question, dans la réponse à été faite au tribunal : « Les prévenus ont agi avec une légèreté inadmissible et indéfinissable. S'agit-il de mensonge ? Vous aurez à en décider. »

Après avoir, M. Monestès avait précisé que, dans cette affaire, il fallait seulement s'en tenir au dossier. « M. Marchais est-il parti travailler en Allemagne, en décembre 1942, volontaire ou recrue ? Nous ne sommes pas compétents pour répondre à cette question. » Le substitut a affirmé que le seul problème posé était de savoir si M. Marchais et Lecœur avaient utilisé sciemment et volontairement des documents falsifiés tendant à faire croire que M. Marchais était parti volontairement en Allemagne.

« Si on peut à la rigueur admettre que les faux matériels étaient difficilement décelables, a déclaré M. Monestès, on ne peut pas admettre qu'ils aient été utilisés par des personnes qui ne possèdent pas de connaissances en matière de documents officiels. »

Le substitut a d'autre part, adressé des reproches à M. Marchais qui assistait également à cette deuxième audience. « J'ai vu M. Marchais à la barre, a-t-il dit, qui se présente avec les documents attentant sa qualité de réfractaire. Je regrette qu'il n'ait jamais saisi pour cela la commission compétente. On le concevait mal de la part d'un homme politique. Cela est coupé court à tout débat, car, étant donnée la personnalité de M. Marchais, il était normal que l'on s'interroge à son propos. »

Dans une longue plaidoirie, M. Jules Barker, défendant M. Marchais, a notamment précisé que ce dernier possédait un document significatif : un ordre de départ, donné par les autorités allemandes, dans lequel il

Près de cinq heures de plaidoiries radicalement contradictoires et d'affrontements irréductibles entre la défense et la partie civile, à propos de faits devenus incertains, trente-cinq ans après, ne pouvaient être d'un grand secours pour les juges. Dans cette confrontation passionnée, le tribunal attendait-il de l'avis du ministère public les moyens d'apprécier et de trancher le débat ? Cette attente aura été déçue. M. Jean-Pierre Monestès, substitut du procureur de la République, s'est gardé de conclure, s'en remettant à la sagesse du tribunal. Une manière de lui renvoyer la balle.

était indiqué : « Vous êtes tenu de vous présenter au train (...). Si vous ne vous présentez pas au départ (...), des sanctions seront prises contre vous par l'autorité militaire allemande. » Il devait rappeler qu'une note établie sur l'ordre du ministère des armées, combattants concluait que les circonstances du départ de M. Marchais ne pouvaient élever une présomption de volontariat. Enfin, l'avocat devait signaler que les prévenus auraient pu prendre les mêmes précautions que Raymond Tournoux qui, dans le livre intitulé le Tourment et la Fatale, déclare avoir consulté le « dossier Marchais » au ministère des armées. « Ce dossier ne permet pas de tout établir que le jeune Georges Marchais serait parti en qualité de volontaire, comme

FRANCIS CORNU.

L'union pacifiste de France jugée pour «injuries envers l'armée»

Deux militants et trois sympathisants de l'Union pacifiste de France (U.P.F.), MM. Thérèse Collet et Michèle Bérard, MM. Pierre et Louis Faugier, Mme Marie-Thérèse Scrin, comparaissent, jeudi 6 octobre, sur plainte du ministre de la défense, M. Yvon Bourges, devant la onzième chambre correctionnelle du tribunal de Nanterre, que préside M. Gérard Pierron.

Ils étaient accusés d'«injuries envers l'armée» et d'«incitation de militaires à la désobéissance» pour avoir diffusé des tracts reproduisant l'expression «armes nucléaires, support de toutes les dictatures», ainsi qu'un dessin, symbole du pacifisme, deux mains levées tenant un fusil, accompagné de la mention «Militaires, croisez en face». Ils étaient défendus par M. Jean-Jacques de Félice, Yann Chouery et Anthony Grifford (du barreau de Londres). Le tribunal rendra son jugement le 27 octobre.

Comme il est habituel dans ce genre d'affaires, devant un public jeune et nombreux, les accusés ont rappelé leur attachement au pacifisme, et cher, à Sabat-Perray (Ardèche), a expliqué Mme Bérard, les militaires, l'un d'eux, exposant des armes et invitant les enfants à venir les admirer, j'ai distribué les tracts parce que j'étais scandalisée.

Les témoins, parmi lesquels Mme George Vienne, présidente de l'Association contre la peine de mort, MM. Pierre Halbach, professeur à l'université Paris-VII et Théodore Monod, membre de l'Institut, ont réaffirmé le droit à la libre expression et à l'anti-

militarisme, contestant «le caractère religieux et sacré de l'armée, qui remonte à l'Empire».

Les propos de M. Georges Le Talley, premier substitut, insistant sur la respectabilité des accusés, ressemblant peu à un réquisitoire, et on peut critiquer l'armée et militer pour le paix, mais on peut injurier sans injurier, a-t-il dit, quand l'homme de la rue entend «armes nucléaires», il se dit «c'est une injure».

L'audience aurait donc été tout à fait banale sans la présence d'un avocat anglais, M. Anthony Grifford, arborant la traditionnelle perruque, et «fier de pouvoir, grâce à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun, le porter dans un tribunal français». Avant de demander l'acquiescement des accusés que j'ai obtenus, dira-t-il, en Grande-Bretagne, pour des faits beaucoup plus graves, comme venait de le faire M. Chouery, il s'est déclaré «stupéfait de voir qu'on qualifie de crimes des idées, des opinions, des idées, et activités, à cause de la tradition libérale de la France».

«Ces notions d'injuries et d'incitation à la désobéissance sont étrangères à nos pays alors que nos clients ne trouvent plus de défenseurs ? — Jo. S.

Au tribunal pour enfants de Paris

LES DEUX JEUNES INCENDIAIRES DU C.E.S. EDOUARD-PAILLERON CONNAÎTRONT LEUR SORT LE 10 NOVEMBRE

C'est le 10 novembre que le tribunal pour enfants de Paris doit statuer sur les cas de Patrick, le garçon qui incendia le 6 février 1973, à quatorze ans et demi, le C.E.S. Edouard-Pailleron, et de Marc, qui, âgé de quinze ans et demi, l'aida dans cette fatale entreprise.

On croit savoir que, au cours de la seconde audience de ce procès tenu à huis clos — que, rappelle-t-on, la loi interdit formellement de relater — M. Maurice Fontaine, le substitut, a requis des peines d'emprisonnement avec sursis de cinq années contre Patrick et de trois à quatre ans contre son coprovenant.

L'association des familles des victimes a remis à la presse un communiqué pour annoncer que celles-ci «tenaient à exprimer leur stupeur et leur tristesse devant le débat auquel elles ont assisté» lors de l'audience de la veille.

Leur étonnement provient, disent-elles, de ce que les inculpés, «qui ne se souvenaient de rien», leurs camarades au courant de leur projet et leurs parents «semblaient se soucier de la mort de vingt personnes».

Elles estiment que si ce comportement «peut être psychologiquement explicable, mais regrettable, de la part des inculpés, il est inadmissible de la part

de ceux dont l'attitude a manifestement contribué à la réalisation du drame».

Le communiqué ajoute : «Les familles s'étonnent aussi qu'un an et demi la famille d'accueil de Patrick, qui a témoigné hier, n'ait pas été interrogée sur le drame, et presque en cachette. A quoi étaient donc destinés ces éducateurs, si ce n'est à élever une prise de conscience de l'inculpé ? »

La mort d'un jeune homme devant la cour d'appel de Bordeaux

Un bon serviteur

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Devant le tribunal correctionnel de Périgueux, le 23 février dernier («le Monde» du 23 février), quelques militants avaient scandé : «D'Hennezel assassin». Justice de classe. On venait de juger l'affaire Olivier Morel d'Arlieux, un jeune homme tué d'une balle par le gardien d'une propriété privée en Dordogne. Venu en appel, jeudi 6 octobre, devant la cour de Bordeaux, le procès a de nouveau souligné le zèle d'un garde obéissant à des consignes «musclées».

Judi, la section du Syndicat de la magistrature des auditeurs de justice de l'ENM — dont le siège est à Bordeaux — interrogeait : «Pourtant, en 1977, tuer pour défendre la propriété privée ? — D'autre part, les unions départementales du parti socialiste unifié et de la C.F.D.T. diffusaient un tract de protestation contre le jugement rendu par le tribunal correctionnel de Périgueux.

Le comte d'Hennezel est un homme d'ordre. Chez lui, une propriété de 60 hectares autour du château de Montferrier, à Saint-Geyrou, il ne veut pas de «rôdeurs». Il a donné à son gardien un fusil à canon superposé et des cartouches et lui a dit : «Je te donne ce fusil. C'est pour le défendre et défendre la propriété».

Le gardien de «préposés» dit le dossier de justice) s'appelle Enrique Carreira Montero. Il a trente et un ans. C'est un serviteur fidèle. Cinq ans de bons et loyaux services, son actif chez le comte et la comtesse d'Hennezel ; quatre ans et demi dans l'armée portugaise, dont vingt-huit mois en Angola. Ce n'est pas un chasseur, mais il connaît les armes et leur fonctionnement. Ce n'est pas une «bûche», indique son avocat, mais il est vigilant et zélé.

Le 12 août 1976, vers 21 h. 45, une balle est sortie d'un des deux canons du fusil 16 mm d'Enrique Carreira. Pour «défendre la propriété», elle a parcouru 60 centimètres et, de pas en haut, dit le rapport de M. Laurent, expert en balistique, elle a mortellement blessé Olivier Morel d'Arlieux, âgé de vingt et un ans.

Le jugement rendu à Périgueux le 9 mars dernier («le Monde» du 12 mars) a condamné Enrique Carreira à six mois d'emprisonnement avec sursis. Il a déclaré que le comte et la comtesse d'Hennezel étaient civilement responsables et a estimé, d'autre part, que la responsabilité du drame incombait pour moitié à la victime. Dans l'un de ses attendus, le tribunal indiquait : «En défendant le canon du fusil, Olivier Morel d'Arlieux n'a pas suffisamment veillé à sa sécurité».

En fait, le drame s'est passé le 12 août, à 21 h. 45, dans la propriété privée de Montferrier, à Saint-Geyrou, pour la partie civile, suivi par la défense et le ministère public, ont fait appel.

Judi 6 octobre, la cour de Bordeaux, présidée par M. Jacques Laboulbène, a ainsi réexaminé, sans enthousiasme, l'ensemble des faits. L'expert d'arme à feu, tous codes allumés, aux abords du château de M. d'Hennezel, son arrêt devant la piscine, puis son départ, bientôt stoppé par le gardien, fusil à la main, qui demandait : «Que faites-vous ici, à cette heure-là, dans une propriété privée ? »

La 2^e CV s'est égarée. Les passagers roulaient jolies jeter un coup d'œil. Tout ne s'est pas passé comme les consignes. Le «patron» a dit

qu'il fallait lui amener tous les rôdeurs. L'affaire est rapidement menée. Olivier, Gilles et Sabine Morel d'Arlieux, et Bruno, un cousin, passent devant le gardien. Ce sont quatre prisonniers. Brusquement, Olivier se souvient qu'il a laissé les codes de sa voiture allumés et veut revenir les éteindre.

«Pos question. Le patron d'abord», dit M. Carreira. Olivier passe quand même, déjouant (réponse) le canon du fusil. Le coup part «c'est passé comme ça», déclare le gardien. Comment est parti le coup de fusil ? Ça, je ne sais pas.

Le président : «Vous êtes coupable ou pas ? — Je ne sais pas, je suis coupable, je ne suis pas coupable, je ne sais pas.»

Le substitut général, M. Georges Siratien, lui, sait : «Il s'agit d'un accident.» Puis l'avocat de l'inculpé, M. Carreira, déclare : «L'inculpé n'est pas coupable, mais un accident.» Lorsque l'avocat de M. Carreira, M. Lacombe, interroge : «Et toi, est-ce une faute, est-ce blâmable de prendre son fusil, alors qu'on entend une voiture sur sa propriété et qu'il faut venir ? Nul ne répond.

La confirmation du jugement du 9 mars. L'arrêt sera rendu le 3 novembre.

LAURENT GRELSAMER.

CINQ ÉDUCATEURS DE PRISON EN CONSEIL DE DISCIPLINE

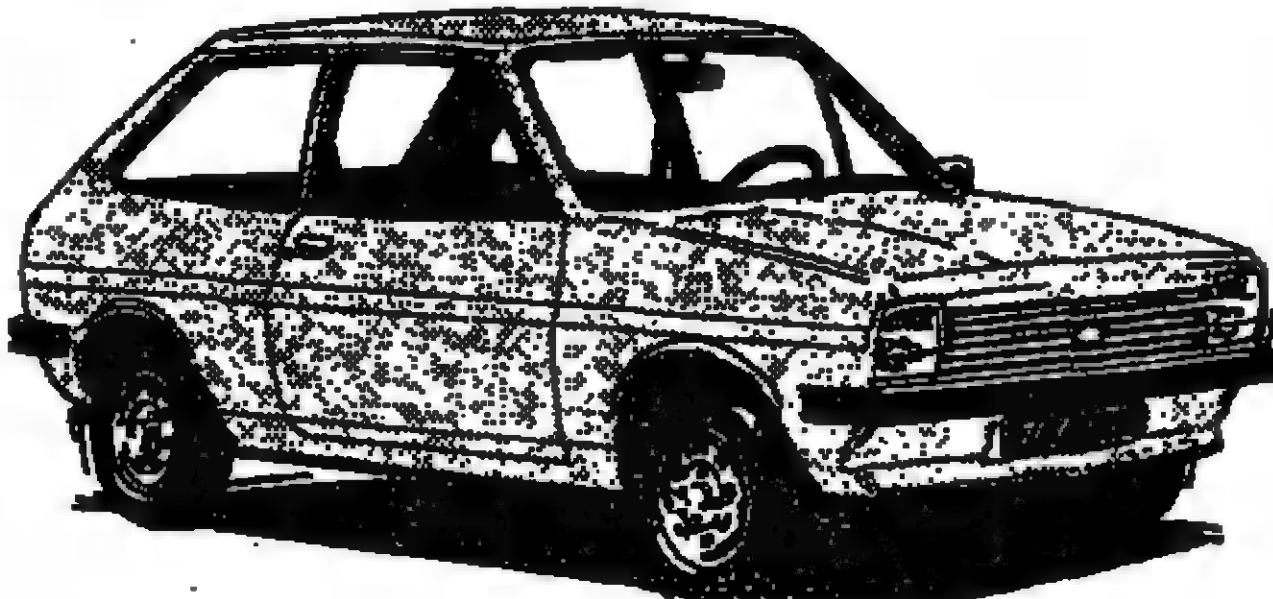
A l'appel des éducateurs du Syndicat national du personnel d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire (SNEPAP), une centaine de personnes ont manifesté sous la pluie, jeudi 6 octobre, devant le ministère de la justice, tandis que cinq éducateurs de la prison de Fleury-Mérogis étaient traduits devant le conseil de discipline de l'administration pénitentiaire («le Monde» du 23 septembre 1977). Il leur est reproché d'avoir notamment fait sortir des lettres et laissé téléphoner des détenus. Le SNEPAP s'est élevé contre «le refus constant de l'administration de reconnaître aux éducateurs la place qui leur revient dans l'administration pénitentiaire». De nombreuses organisations sont venues apporter leur soutien par lesquelles, notamment, le syndicat de la magistrature, dont deux membres étaient cités comme témoins par la défense : le Syndicat national des instituteurs, le syndicat C.F.D.T. de l'administration pénitentiaire du ministère de la justice et la FEN.

La commission de discipline était composée de quatre membres : le directeur de l'administration pénitentiaire, président, qui a voix prépondérante en cas de partage, du sous-directeur chargé du personnel et deux éducateurs élus, présentés par le SNEPAP : MM. Bernard Portier et Bernard Salabert, tous deux éducateurs en milieu ouvert, l'un à Saint-Etienne, l'autre à Bobigny. Cette commission est consultative : le garde des sceaux devra dans un délai d'un mois, ou de trois, si une commission d'enquête est nommée entre temps.

Le procès contre Uguine-Kuhlmann. — Le jugement des dirigeants de l'usine de Pierre-Bénite de la Société des produits chimiques Uguine-Kuhlmann (S.P.C.U.), dont le procès a eu lieu lundi 3 octobre devant la 5^e chambre du tribunal correctionnel de Lyon («le Monde» du 5 octobre) pour deux graves pollutions du Rhône, sera rendu le 7 novembre.

UNE PETITE SURE

Traction avant.
Freins assistés double circuit.



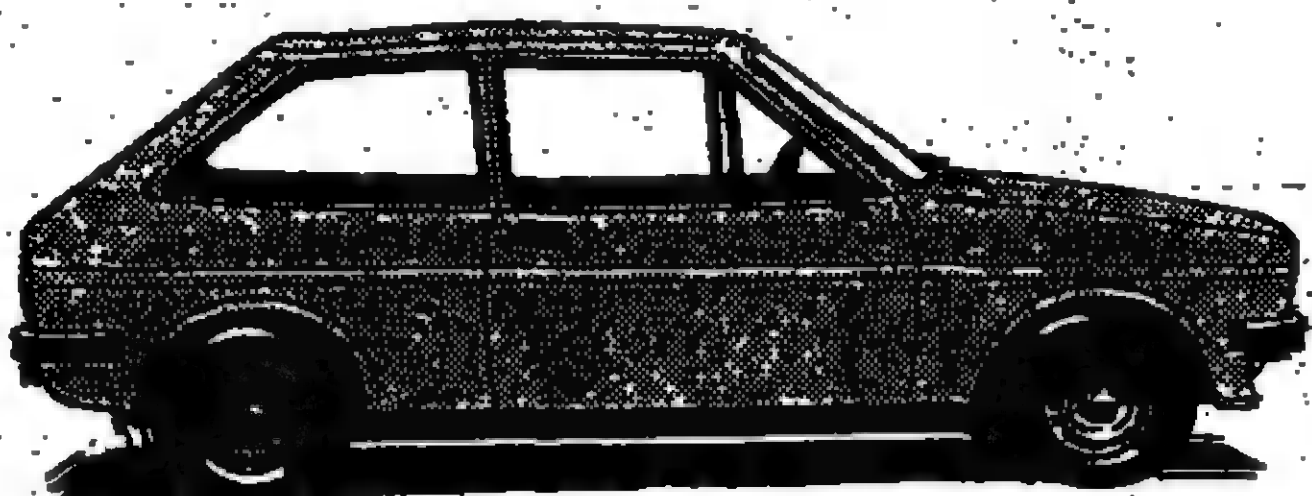
LA CONCURRENTE FORD FIESTA 5CV

Légendaire robustesse et sécurité.



UNE PETITE SOLIDE

Boîte de vitesses lubrifiée à vie.
Carrosserie traitée anti-corrosion.
Garantie un an (kilométrage illimité).



FORD FIESTA 5CV 18990F*

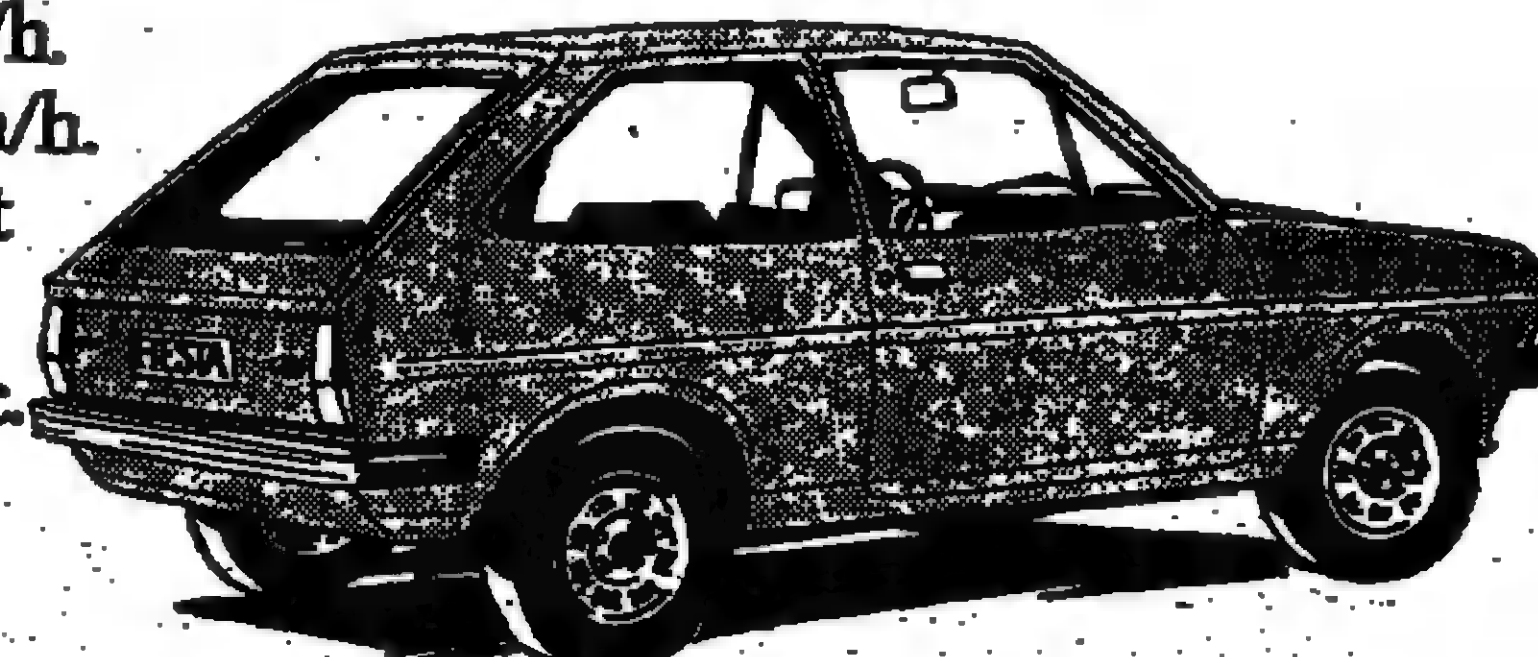
*prix clés en main au 16/08/77

Légendaire robustesse et sécurité.



UNE PETITE ECONOMIQUE

5,61 à 90 km/h.
8,21 à 120 km/h.
7,91 en circuit
urbain.
Normes Utac.
Essence
ordinaire.



FORD FIESTA 5CV 18990F*

*prix clés en main au 16/08/77

Légendaire robustesse et sécurité.



JUSTICE

APRÈS L'ATTENTAT DE LA RUE TOULLIER

Le juge de la Cour de sûreté s'est dessaisi du dossier « Carlos »

M. Jean Gonnard, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat, s'est dessaisi de l'information ouverte le 5 juillet 1975 pour intelligence avec des agents d'une puissance étrangère de nature à nuire à la situation diplomatique de la France, détentant et transportant des armes, des munitions et d'explosifs, après l'attentat au cours duquel deux inspecteurs de la D.S.T. et un Libanais, M. Michel Moukharbil, avaient été tués, le 27 juin précédent, rue Toullier (5^e). Le magistrat estime à présent qu'il s'agit là de faits de droit commun.

Son dossier a donc été transmis à M. Guy Fioch, premier juge au tribunal de grande instance de Paris, chargé d'instruire l'affaire des trois meurtriers qui ont été attribués à M. Michel Ramirez Sanchez, alias « Carlos », né en 1949 au Venezuela.

M. Fioch a délivré de nouveaux mandats d'arrêt, pour association de malfaiteurs, détentant et transportant des armes, des munitions et d'explosifs, contre M. Ramirez Sanchez et deux étudiants en sociologie vénézuéliennes, qui sont comme lui en fuite : Mlle Nancy Sanchez Falcon et Maria Térésa Lara. Pour les mêmes infractions, M. Fioch a inculpé les deux femmes qui avaient été, d'autre part, inculpées le 5 juillet 1975, par M. Gonnard, Mlle Angela Armstrong, de nationalité britannique, et Amparo Silva Masmela, Colombienne, employée de bureau. Il a inculpé, en outre, la première de non-déclaration de crime. Il les a laissées toutes deux en liberté.

Au domicile de Mlle Silva Masmela, on avait trouvé des armes et du matériel permettant de fabriquer des faux documents d'identité. Celle-ci a soutenu que « Carlos » avait laissé le tout chez elle, à son insu.

Il est reproché à Mlle Armstrong d'avoir rencontré « Carlos », le 28 juin 1975, à l'aéroport des Invalides, où il lui aurait confié qu'il était l'auteur de l'attentat de la rue Toullier, puis d'avoir accepté de téléphoner de sa part à Carlos, à Mlle Sanchez Falcon sans avertir la police.

Mlle Armstrong avait été détenue pendant vingt et un jours, sur mandat de M. Gonnard, Mlle Silva Masmela pendant cinq mois et demi.

FAITS ET JUGEMENTS

Cinq arrestations après le meurtre de la septuagénnaire de Valleroy.

Les policiers de Nancy et du commissariat de Conflans-en-Jarny (Meurthe-et-Moselle) ont arrêté jeudi 6 octobre les deux meurtriers présumés de Mme Antonia Orzech, tuée, dimanche 2 octobre, à Valleroy (Meurthe-et-Moselle), deux mineurs, Martial... et Farid... ainsi que trois personnes, deux autres mineurs, et M. Dominique Blancantini, âgé de vingt-trois ans. M. Blancantini est l'ancien locataire de la victime. Selon les enquêteurs, il aurait indiqué à ses amis que Mme Orzech avait beaucoup d'argent et les aurait conduits sur place en voiture. Seuls deux d'entre eux pénétrèrent dans la maison. Les deux adolescents ont avoué. Tous

● Vingt pains de dynamite ont été découverts par des policiers le 3 octobre, avenue d'Eylau, à Paris, dans une grosse voiture américaine, près de laquelle quatre jeunes gens manipulaient un pistolet faciole (imitation d'un beret). L'un d'eux, M. Frédéric Aris, dix-huit ans, demeurant 18, avenue d'Eylau, propriétaire de l'automobile, a affirmé que le faux pistolet devait servir à faire des farces, qu'il avait trouvés les explosifs dans un basculin de la rue du Trocadéro, que ses trois camarades, MM. Dominique de Girolamo, vingt ans, Ali Farès, dix-neuf ans, et Jorge Feblès Porras, vingt ans, vénézuéliens, ignoraient la présence des pains de dynamite dans la voiture. Tous quatre ont été inculpés, le 5 octobre, d'infraction à la législation sur les explosifs par Mlle Martine Ruzan, juge d'instruction, qui les a placés sous mandat de dépôt.

● Le vol du camion tirelire. — Dix personnes ont été interpellées le 6 octobre par des policiers de la brigade de répression du banditisme chargés d'enquêter sur le vol, le 28 juillet, à la gare de Bercy, à Paris, d'un chargement de 175000 pièces de 10 francs (le Monde des 30 juillet et 31 août). Mais les vérifications et perquisitions faites à cette occasion sont restées vaines. Huit des personnes interpellées ont été remises en liberté quelques heures plus tard. Deux jeunes gens ont été défilés au parquet pour une autre affaire, le vol d'une cargaison d'appareils ménagers. Trois mille des pièces de monnaie dérobées avaient été retrouvées le 29 septembre dans un garage à Paris. Le locataire de ce garage, inculpé et écroué le 1^{er} octobre, avait reconnu avoir acheté ces pièces au prix de 0,75 F l'unité à un homme dont il a refusé de donner l'identité (le Monde du 6 octobre).

Le divorce et les Témoins de Jéhovah.

Un père de famille divorcé a demandé au tribunal de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), le 6 octobre, de retirer la garde de sa fille, Anne, dix ans, à son ex-épouse à qui l'enfant avait été confié sur demande. M. Daniel Triller, estime que la santé de sa fille est en danger, car son ex-épouse est membre des Témoins de Jéhovah et que cette secte s'oppose notamment à la pratique de la transfusion sanguine.

L'avocat du père, M. Jean-Luc Schermer, a déclaré : « Chacun peut avoir les opinions religieuses ou philosophiques qu'il veut, mais a-t-il le droit de mettre en cause son enfant ? A plus forte raison, dans ce cas où un des deux parents n'appartient pas à la secte en question. Un enfant n'est pas la propriété des parents, mais il relève de leur responsabilité, ce qui est différent. »

● Nous attendons avec inquiétude la décision qui sera prise, a conclu l'avocat. Le problème ne s'est jamais encore posé dans ces termes et c'est presque une décision de principe que le juge devra prendre. »

● Le « trou » chez Riviera. — A Marseille, une information judiciaire a été ouverte mardi 4 octobre après la révélation d'un scandale financier à la Manufacture provençale de matières plastiques (M.P.M.P.) qui fabrique les bacs « Riviera » (le Monde du 4 octobre). Elle a été confiée à M. Louis di Guardia, juge d'instruction. Après la découverte dans la comptabilité de cette société de malversations, dont le montant est estimé à environ 16 millions de francs, les responsables de la M.P.M.P. ont déposé une plainte contre leur chef comptable, Mme Colette Villard, qui proteste et affirme avoir été « manipulée ».

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 6 octobre, MM. Eric Serbonnet et non Michel... et Philippe Tivard — et non Tivard — ne sont pas sympathisants des Noyaux armés pour l'autonomie populaire (N.A.P.A.). L'avocat de M. Philippe Tivard, M. Mignard, indique que son client, ainsi que M. Serbonnet, défendu par M. Henri Leclerc, « sont seulement sollicités des revendications des autres détenus pour l'obtention du statut spécial de détention ». « Seul M. Serbonnet est gréviste de la faim », précise M. Mignard. M. Tivard ne fait que soutenir cette grève. »

ÉQUIPEMENT

A PROPOS DE...

LE BUDGET DE L'ENVIRONNEMENT

Une aumône à la nature

Le budget de l'environnement en 1978 ne représentera même pas le millièmes des dépenses de l'Etat. Et pourtant, il est en augmentation...

Le projet de budget de l'environnement pour 1978 s'élève à 359,2 millions de francs, soit 63 % de plus que le budget initial pour 1977 (219,7 millions de francs). Mais l'augmentation n'est que de 33 % si l'on prend en compte les 50 millions du Fonds d'action conjoncturelle débloquée en cours d'année. Au total, il représentera 0,06 % du budget de l'Etat.

Les dépenses de fonctionnement du ministère sont stables : 112,9 millions au lieu de 103,2 en 1977. Ce sont les crédits d'investissement qui font plus que doubler : 245,4 millions en 1977. Mais il faut rappeler que le budget de cette année était en régression par rapport aux années précédentes.

Cette relative priorité accordée à l'environnement permet de doubler les crédits destinés aux parcs naturels régionaux et aux espaces verts (62,8 millions au lieu de 29,5 millions). Un crédit de 1 million de francs est alloué à l'Atelier central de l'environnement pour la mise en œuvre de l'article 2 de la loi de protection de la nature sur les études d'impact (le Monde du 13 septembre).

Malgré l'augmentation des crédits, l'augmentation du financement des grands barrages : 48,4 millions de francs au lieu de 14 millions dans le budget initial de 1977, auxquels se sont ajoutés les 50 millions du FAG, consacrés à la régularisation du cours de la Loire, c'est-à-dire à la construction des barrages de Villers et de Nausse. Morale : ce qui coûte le plus cher dans le budget de l'environnement, ce sont les grands équipements contestés par les défenseurs de l'environnement... M. Ch.

AU SALON DE GRENOBLE

La lutte antipollution est encore un luxe

De notre correspondant

Grenoble. — Les associations de protection de l'environnement et les « écologistes » n'ont désormais plus leur place dans le cadre du Salon professionnel européen des techniques antipollution (STAP) organisé à Grenoble du 3 au 7 octobre. Désormais, ce Salon n'accueille que les sociétés spécialisées dans la mise au point des procédés des techniques permettant d'assainir l'eau, l'atmosphère, de traiter les déchets et les nuisances sonores. Il est vrai qu'au cours du précédent STAP les écologistes s'étaient écriés que « les plus gros pollueurs aient fait à Grenoble les plus beaux stands de l'antipollution ». Cette année, le Salon professionnel des techniques antipollution est scindé en deux parties.

« Ici de l'écologie, là du business »

D'un côté, la section technique qui s'adresse aux professionnels concernés par une lutte contre les pollutions industrielles et urbaines dans les domaines de l'air, de l'eau, des bruits et des déchets ; de l'autre, un salon regroupant les administrations (directions départementales de l'action sanitaire et sociale, de l'agriculture, de l'équipement...) et les organismes comme la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, le Club alpin français, l'Association grenobloise pour l'étude et le développement de l'énergie solaire, parcs nationaux et régionaux, qui œuvrent pour la protection de l'environnement et luttent contre toutes les formes de pollution. « Ici on fait de l'écologie, là-bas du business », déclare un responsable de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, qui ajoute : « Dépolluer c'est bien, ne pas polluer c'est mieux. »

Le commissaire général du SPAT, M. Roger Guiguet, estime pour sa part que « seule l'industrie peut régler le problème de la pollution et non les écologistes ». On comprend, dans ces conditions, pourquoi les deux manifestations ont été séparées.

Le Salon professionnel, cette année encore, souffre de la conjoncture économique défavorable. Le marché de la lutte antipollution, malgré les progrès technologiques exceptionnels réalisés depuis cinq ans, demeure « un marché de luxe ». C'est pourquoi l'avis des responsables du Salon, qui ont enregistré une nette diminution du nombre des exposants par rapport à 1975. Les visiteurs et les acheteurs sont eux aussi moins nombreux. « La

lutte antipollution est un problème d'argent, et aujourd'hui l'argent est employé à autre chose », ajoute M. Guiguet.

CLAUDE FRANCHILLON.

RÉGIONS

Corse

M. Edmond Simeoni aux rapatriés : nous ne sommes pas racistes

Le président de la République devait recevoir à déjeuner, vendredi 7 octobre, les représentants des huit associations de rapatriés au nombre desquels MM. Guy Forzi et Jacques Rousseau, dirigeants de l'Union des comités de défense des agriculteurs rapatriés (UCDAR).

Ces derniers, qui ont rencontré, lundi 3 octobre à Bastia, le leader autonomiste, Edmond Simeoni, ne manqueraient pas d'évoquer devant le chef de l'Etat, la situation des viticulteurs pieds-noirs installés en Corse dans la plaine orientale. Le dernier attentat commis contre l'un d'eux, le 3 octobre, et qui a blessé gravement deux ouvriers agricoles marocains, a créé une vive tension dans cette partie de l'île.

De notre correspondant

Ajaccio. — C'est dans un café à Bastia que M. Edmond Simeoni et M. Xavier Belgodère, secrétaire général du mouvement autonomiste (U.N.I.) du peuple corse (U.P.C.), ont reçu, le lundi 3 octobre, MM. Guy Forzi et Jacques Rousseau, représentant deux associations de rapatriés. L'entretien a eu lieu à la demande de courtoisie. Pour M. Simeoni, il ne s'agit pas d'un « simple contact exploratoire » : « Nous n'avons ni les moyens de rassurer ni ceux d'agiter », nous a-t-il précisé. Pourquoi les représentants des rapatriés ont-ils été reçus par les responsables autonomistes ? Ayant assisté au rassemblement de Paris à la mi-août dernier, au lendemain d'une tournée dans l'île, ils avaient exprimé le désir d'avoir un entretien avec Edmond Simeoni.

M. Simeoni a déclaré : « Je voudrais, cette fois-ci, solennellement, et je n'y renoncerais pas sans arrêt, avoir une explication claire à propos du problème des rapatriés. Nous connaissons les drames qu'ils ont vécus. Ils avaient droit à la solidarité française : maraîchers, aides, prêts spéciaux leur furent accordés, mais nous l'avons trouvée normale, comme nous trouverions normal demain qu'ils soient indéménés. »

En Corse, leur communauté se décompose ainsi : 17 000 environ, dont 8 500 sont d'origine corse, pour une infime partie dans l'agriculture. Ils sont chez eux : 8 200 environ, non corses, sont dans toutes les branches de l'activité économique. Il leur appartient à eux seuls de s'intégrer sans restriction de façon volontariste et de ne pas se solidariser avec les colons, comme ils l'ont fait dans le passé, malgré nos mises en garde vaines et répétées. Ils ont leur place ici. »

Edmond Simeoni avait également souligné que « trois cents colons possèdent 22 000 hectares de vignes », alors que nombre de jeunes Corses attendent des terres. « Je n'ai pu que répéter mes propos à mes interlocuteurs, nous a-t-il déclaré, cette affaire est une affaire d'Etat qui se joue strictement dans le contexte du problème corse. Avec l'intervention de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.) et la dévolution du domaine péniencier de Casabianca, on peut fort bien défendre l'atmosphère et apporter des terres aux jeunes Corses. Les rapatriés savent que nous ne sommes pas racistes. Personne en Corse n'a jamais mis leur présence en cause en tant que communauté. »

PAUL SILVANI.

TRANSPORTS

Après la décision favorable de la Cour d'appel Les adversaires de Concorde réussiront-ils à retarder son atterrissage à New-York ?

De notre correspondant

New-York. — La cour d'appel du deuxième district de New-York a refusé jeudi 6 octobre, de surseoir pendant trente jours à sa décision d'autoriser Concorde à atterrir à Kennedy Airport, comme le lui demandait le Port de New-York. Théoriquement, l'avion supersonique pourrait donc se poser immédiatement sur l'aéroport Kennedy. En fait, les choses sont moins simples, et de nouveaux obstacles se dresseront sans doute prochainement sur sa route.

Le port de New-York avait annoncé, le jeudi matin 6 octobre, qu'il ferait connaître, au début de la semaine prochaine, ses propositions pour l'établissement d'au moins trois différentes normes sonores pouvant s'appliquer aux trois aéroports new-yorkais de Kennedy, La Guardia et Newark, de façon non discriminatoire, et que leur publication serait suivie d'audiences publiques au cours desquelles les diverses parties pourraient faire entendre leur point de vue. Pour se donner le temps d'établir ces normes, il avait demandé à la cour d'appel de retarder l'atterrissage de Concorde.

Après le rejet de cette requête, le Port de New-York a immédiatement contacté un juge de la Cour suprême, M. Thurgood Marshall, et lui a soumis, le vendredi 7 octobre, une demande d'action suspensive vis-à-vis de Concorde. L'ajournement — qui interdira, une fois de plus, à l'avion supersonique d'atterrir à Kennedy Airport — sera sans doute accordé, mais on pense que la Cour suprême refusera de se saisir d'une affaire qui porte sur un fait

et non pas sur un point de doctrine constitutionnelle.

On ignore, bien sûr, à quoi ressembleront les normes sonores que le Port de New-York se propose de promulguer. On ne pense pas qu'elles seront de nature à interdire l'accès de New-York aux appareils supersoniques les plus avancés. Elles pourraient donc concerner seulement Concorde. Seront-elles discriminatoires ? M. Alan Sagner, le nouveau président du Port de New-York, qui on posait cette question, a répondu : « Il appartiendra aux tribunaux d'en décider. »

LOUIS WIZNITZER.

LE PASTEUR VOLANT S'INTERESSE AU « FRANCE »

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Le paquebot France va-t-il terminer ou plutôt continuer sa carrière sous pavillon danois ? Il en est en tout cas fortement question ici. En effet, le pasteur Ellif Krogerup, qui, en l'espace d'un demi-siècle, a écrit un véritable empire du tourisme en Europe du Nord en fondant l'agence de voyages Tjoerberg (numéro un de Scandinavie) la compagnie charter Berling Airway (numéro un mondial des compagnies charters), a entamé des pourparlers en vue d'acquiescer le prestigieux paquebot. Selon le quotidien danois (organe des milieux d'affaires de Copenhague), ces négociations seraient déjà avancées et prêtes à se conclure prochainement, dans un sens ou dans l'autre.

Le pasteur Krogerup a déjà de grands projets pour le France. Il envisage d'abord de l'utiliser comme hôtel flottant dans la région méditerranéenne et aux Canaries à certaines époques de l'année (l'hiver surtout). Le pasteur a du mal à loger ses nombreux clients scandinaves auxquels s'ajoutent, depuis peu, plusieurs dizaines de milliers d'Allemands. Mais on pourrait aussi, dit-il, durant les semaines d'été, par exemple, ancrer le paquebot à Copenhague sans exclure la possibilité de lui faire faire de temps à autres des croisières.

Le pasteur offre 30 millions de couronnes (environ 24 millions de francs) pris sur les quelques 100 millions de couronnes (environ 80 millions de francs) de bénéfices qu'il compte recueillir au bout de son année budgétaire.

CAMILLE OLSEN.

● Une nouvelle aérogare à Toulouse. — La nouvelle aérogare de Toulouse-Margat sera inaugurée le 4 avril 1978. Blagnac II aura une superficie de 17 000 mètres carrés avec des possibilités d'extension. Le premier module est situé à moins de 1 kilomètre de l'ancien aéroport, qui sera désormais réservé à l'aviation d'affaires et au fret. Le deuxième module pourrait être mis en œuvre en 1985. — (Corr.)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

● L'A 15 prolongée jusqu'à la périphérie. — L'avis d'appel d'offres pour la libération des emprises de l'autoroute A 15 (Paris-Fontainebleau) sur les communes de Cligny (Eure-et-Loire) et de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) vient d'être publié au Bulletin municipal officiel du mercredi 5 octobre.

L'autoroute A 15 est la dernière des autoroutes radiales qui atteindra la périphérie parisienne ; les autres radiales doivent s'arrêter au niveau de la rocade A 86 à six kilomètres environ de Paris. Le coût des travaux pour ce tronçon de cinq kilomètres a été estimé à 1 milliard de francs. Il devait être financé par le péage, mais depuis la remise en cause de celui-ci, par les élus régionaux, d'autres moyens de financement doivent être mis au point.

NE MANQUEZ SURTOUT PAS LES

PRIX EXCEPTIONNELS

SUR 7 NIVEAUX

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE - PARIS RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

15000000

ÉCONOMIE - SOCIAL

CONDITIONS DE TRAVAIL

L'OFFENSIVE DU C.N.P.F.

« Entrée libre et gratuite... C'est une première mondiale. » Effectivement, pour la première fois, tous les curieux qui le voudront pourront se rendre à Paris au Palais des congrès, le samedi après-midi 15 octobre et le dimanche 16 octobre, pour visiter des stands et discuter avec les dirigeants d'entreprises qui ont réalisé une « amélioration sociale » : de la simple diffusion d'un journal d'entreprise à la suppression du travail à la chaîne. Mieux encore, les amateurs de dossiers, les chercheurs, mais aussi les patrons qui hésitent à lancer des expériences de réorganisation du travail pourront consulter, voire importer, deux étonnantes catalogues (aux cent et trois cents pages) qui présentent, sur l'initiative du C.N.P.F., deux mille cas d'améliorations sociales très diverses avec le nom et l'adresse de la société.

Dans un pays où la majorité des entreprises pratiquent encore la politique du secret, l'initiative du C.N.P.F. mérite d'être saluée. Que le patronat ne néglige rien pour populariser à l'occasion de ses assises une autre image, plus sociale, de l'entreprise est de bonne guerre.

L'exposition au Palais des congrès et le catalogue de deux mille améliorations sociales présentées à l'occasion des quarante assises nationales des entreprises ont été préparés depuis plusieurs mois. Ils s'inscrivent dans un plan cohérent du patronat français. De longues

date déjà, le C.N.P.F. a choisi de mener, à la veille des élections législatives, une offensive tout terrain : tout d'abord le programme commun, bien sûr (et ce fut le lancement d'un livre intitulé par M. Ceyrac sur le libre entreprise et les dangers d'une victoire de la gauche), mais pas se contenter de ces attaques ; donner une image positive de l'entreprise : c'est la campagne que l'on sait en faveur de l'hébergement des jeunes, c'est aussi l'action en cours sur l'amélioration des conditions de travail. Le C.N.P.F. démontre qu'il sait occuper le terrain, avec des mots, des promesses, mais aussi des actes.

Sans nier le progrès indéniable que représente l'initiative de l'organisation patronale, sans nier aussi que l'amélioration des conditions de travail ne se décrète pas et ne se réalise pas en un jour, voire en un ou deux ans, il ne faut pas oublier que la France compte des centaines de milliers d'entreprises et que les deux mille cas présentés ont été récoltés, non sans mal, auprès de quarante mille entreprises soignées. Mais de l'avoir même des dirigeants patronaux, l'objectif de l'exposition et des assises nationales n'est pas seulement d'informer l'opinion publique de l'amélioration des conditions de travail ; il est aussi et surtout de sensibiliser la grande masse des chefs d'entreprise à ce qui devrait être une de leurs préoccupations prioritaires. — J.-P. D.

Emploi

● M. Christian Beaulieu, ministre du travail, invité par la Société des ingénieurs civils de France, a rappelé ce jeudi 6 octobre que selon lui « si nous voulons être capables d'embaucher, il faut dans certains cas procéder à des ajustements d'effectifs né-

cessaires. Je ne suis pas personnellement ce qu'est le plein emploi, je m'occupe d'un meilleur emploi ». Le ministre du travail a d'autre part dénoncé l'attitude de certains syndicats face aux difficultés d'entreprises : « La C.F.D.T., en s'appuyant sur le licenciement de 150 personnes aux usines Saint-Joseph à Bordeaux, a obtenu à priori 100 personnes de leur travail », a-t-il affirmé.

THOMSON-BRANDT VA CONSTRUIRE PLUSIEURS USINES D'ÉLECTROMÉNAGER EN ÉGYPTE

La France va participer au développement de l'industrie égyptienne du gros matériel électroménager. Un accord de coopération a été signé entre le groupe Thomson-Brandt et la société égyptienne Iteal prévoit une série de réalisations importantes. Dans une première phase, la capacité de production de l'usine de réfrigérateurs d'Iteal va être portée de cent trente mille à deux cent cinquante mille unités par an. La construction d'une nouvelle usine de machines à laver (cent cinquante mille unités) va commencer. Le montant de ces deux investissements avoisine 150 millions de francs. Outre son apport technologique, le groupe français participera au financement de l'opération. Une société a été créée pour la circonstance où il détiend 51 %, le reste du capital étant réparti entre des industriels égyptiens, arabes et des Emirats.

On envisage, dans une seconde phase, la construction de deux autres usines de réfrigérateurs et de machines à laver.

LA BANQUE WORMS PREND LE CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DU DAUPHINÉ

Le capital de la Société financière du Dauphiné, qui a remplacé le 15 août dernier la Financière Valaisienne, vient de passer à 59,9 % sous le contrôle de la société Financière, filiale intégrée de la société Fochelbroum, elle-même filiale à 53 % de la banque Worms.

La Financière Valaisienne est une société holding qui avait, en octobre dernier, apporté des actifs industriels — et donc 90 % du capital de Valaisienne S.A. — à la société Foron-Absorba, grâce à d'autre part dénoncé l'attitude de certains syndicats face aux difficultés d'entreprises : « La C.F.D.T., en s'appuyant sur le licenciement de 150 personnes aux usines Saint-Joseph à Bordeaux, a obtenu à priori 100 personnes de leur travail », a-t-il affirmé.

AFFAIRES

L'IRAN CONFIRME SON INTENTION D'ACHETER DEUX CENTRALES NUCLÉAIRES A LA FRANCE

Le président de la République a reçu jeudi 6 octobre, en fin de matinée, M. Pomiatowski, qui avait été reçu le 3 octobre par le chef d'Iran en tant que représentant personnel du chef de l'Etat. Le chef d'Iran a confirmé, indique un communiqué de l'Elysée, l'intention de l'Iran de conclure prochainement et à très bref délai la négociation en cours pour la commande en France par l'Iran de deux centrales nucléaires de 900 mégawatts.

Le chef d'Iran a précisé d'autre part que son pays était disposé à ouvrir des négociations pour la commande en France de quatre autres centrales nucléaires, cet achat se faisant en contrepartie d'achats de pétrole iranien par les compagnies françaises.

Enfin, le souverain iranien a demandé à M. Pomiatowski d'informe M. Giscard d'Estaing de la décision prise par l'Iran d'équiper sa compagnie nationale aérienne d'avions Airbus. Un nombre d'appareils compris entre dix et douze pourrait être commandé au cours des prochaines années. Une première tranche de quatre avions, dont deux en location de longue durée et deux achetés, sera acquise dès la fin de 1977, précise-t-on à l'Elysée.

Il serait injustifié — et cruel — d'énumérer la longue liste des « fabuleux » contrats franco-iraniens, « signés », « sur le point de l'être », « acquis », « en attente de la négociation finale », qui ne se sont toujours pas concrétisés. Rappelons simplement qu'en juin 1976, lors de sa visite en France, le chef d'Iran annonçait l'achat à la France de cinq centrales nucléaires. Quatre mois plus tard, M. d'Ornano, alors ministre de l'Industrie et de la recherche, déclarait que les travaux des deux premières centrales commencent en 1978.

L'idée d'acquiescer une commande supplémentaire, de quatre centrales nucléaires contre du pétrole avait été avancée par l'Iran, premier ministre iranien, M. Boudjane, en mai 1976. La France restait réticente. Fin 1977, le chef d'Iran revenait à la charge. Paris, hostile aux accords de « troc », coprésente, semble-t-il, trouver une formule ambiguë : la France

achèterait un peu plus de pétrole iranien sans être officiellement qu'il s'agissait d'un « troc ». La commande d'actions moyennant courriers d'abus avait déjà été évoquée au cours des précédentes conversations franco-iraniennes. Il n'est pas inutile de rappeler que l'Iran avait commandé, il y a plus de trois ans, deux commandes fermes et une commande en option pour Concord. Apparemment, il n'a pas été question de supersonique lors des entretiens avec M. Pomiatowski. — J.-M. Q.

L'AFRIQUE DU SUD CHOISIT LES CENTRAUX TÉLÉPHONIQUES CIT-ALCATEL ET SIEMENS

L'Office des postes et télécommunications d'Afrique du Sud a opté pour la communication téléphonique électronique dite « temporelle ». Deux types de centraux ont été retenus : la E.L.A. de C.I.T.-Alcatel (groupe C.G.E.), et un système (baptisé E.W.S.D.), en cours de développement, par le groupe allemand Siemens.

Des négociations étaient en cours depuis des années entre la C.G.E. et l'Afrique du Sud. En 1975, ce pays avait opté pour un central semi-électronique de Siemens. Mais les P.T.T. sud-africaines ont quelque peu révisé leur stratégie. Elles préfèrent passer directement à la technologie temporelle (le E.W.S.D. est, semble-t-il, une version « temporelle » du central spatial de Siemens) pour la modernisation et l'extension de leur réseau.

● M. Giscard d'Estaing s'est rendu le 6 octobre au centre de formation professionnelle pour adultes de Lardy (Essonne). Ce centre, qui dépend de l'APPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), est le plus important de l'Ile-de-France et spécialisé dans le bâtiment. Après avoir visité quatre ateliers, le président de la République s'est entretenu avec des enseignants et quelques-uns des trois cent cinquante stagiaires, dont la moitié sont des jeunes et l'autre moitié des adultes victimes de licenciements.

CONJONCTURE

LES TENDANCES DÉPRESSIVES S'ESTOMPENT ESTIME L'INSEE


« La plupart des éléments de conjoncture ont été favorables à l'estomper, voire à s'inverser. (...) Ces tendances plus favorables amènent à prévoir un redressement progressif du commerce mondial. (...) est le diagnostic-prognostic plutôt optimiste que fait l'INSEE (Institut national de la statistique) dans sa dernière analyse de la situation et des perspectives de l'économie française, analysée arrêtée fin septembre. « La situation de la France apparaît relativement bien assurée. (...) Nos exportations de produits manufacturés pourraient progresser de 7 à 8 % en valeur, de l'été 1977 à l'été 1978 », ajoute l'INSEE qui prévoit une modération du rythme de l'inflation en France aux alentours de 7 % l'an, une reprise de la croissance de la production industrielle selon une tendance de 3 % l'an qui permettrait de maintenir le chômage à son niveau actuel » et la perspective d'un léger déficit du commerce extérieur aux alentours de 4 % par mois.

SYNDICATS

LA C.G.T. SOUHAITE DÉVELOPPER SES CONTACTS AVEC LE MOUVEMENT OUVRIER AMÉRICAIN

« Nous souhaitons avoir des contacts avec le mouvement syndical américain tel qu'il est, même si ses orientations nous paraissent regrettables », a déclaré, jeudi 6 octobre, M. René Duhamel, secrétaire confédéral de la C.G.T., chargé des questions syndicales internationales, au cours d'une conférence de presse consacrée à la visite effectuée aux Etats-Unis, au mois de septembre, par une délégation de la Fédération des métaux C.G.T. Celle-ci avait été invitée à la conférence annuelle du syndicat autonome américain de l'électricité United Electrical Radio Union Workers et Amalgamated. La délégation, dirigée par M. Jacques Tregaro, du bureau de la Fédération des métaux, a également pris contact avec les dirigeants des fédérations de mécaniciens l'International et de l'acier — affiliées à l'A.F.L.-C.I.O. — et de l'automobile (U.A.W., autonome).

ALLEZ PARLER CHEMISES AVEC FABIENTE, ELLE LES CONNAIT TOUTES



ÉCONOMIE - SOCIAL

A L'ÉTRANGER

L'Autriche doit prendre aujourd'hui les mesures d'ajustement qu'elle avait essayé d'éviter

Vienne. — Pour couper court aux rumeurs qui circulaient depuis quelque temps à Vienne sur une éventuelle dévaluation du schilling, le chancelier autrichien, M. Bruno Kreisky, a déclaré mercredi 4 octobre au Parlement : « Ceux qui ont spéculé sur la dévaluation supporteront les conséquences de leurs comportements ».

M. Kreisky a souligné que depuis le lundi 3 octobre la Banque nationale avait enregistré un afflux considérable de devises et que le cours du schilling face au deutchemark était en hausse. L'Autriche occupe le quatrième rang pour ce qui concerne les réserves monétaires par habitant, derrière la Suisse, la Norvège et la République fédérale d'Allemagne.

A l'origine des bruits de dévaluation se trouve le déficit de la balance des paiements, résultant principalement de l'accroissement du déficit de la balance commerciale. En 1976, ce déficit s'est élevé à environ 27 milliards de schillings (un schilling = environ 0,35 F) contre 5,5 milliards en 1975. Pour le premier semestre 1977, il est évalué à 2 milliards de schillings, progressant ainsi de 65 % par rapport aux résultats du premier semestre 1976. Le solde négatif de la balance commerciale a atteint, quant à lui, l'année dernière un peu plus de 53 milliards de schillings (contre 30 milliards en 1975), tandis que les estimations du premier semes-

De notre correspondante

tre font apparaître un déficit de l'ordre de 31 milliards de schillings (+ 27 % par rapport à 1976 pour la même période). Enfin, le gouvernement socialiste de M. Kreisky doit encore faire face à un passif budgétaire évalué à environ 48 milliards de schillings pour 1977, et qui découle d'un choix délibéré en faveur d'une politique de plein emploi pratiquée depuis plusieurs années. Les résultats espérés ont été jusqu'à maintenant obtenus, puisque le taux de chômage se maintient à moins de 2 %. Pour parvenir à cet objectif, le soutien de l'économie par l'État a été assez substantiel. Le gouvernement fédéral a passé des commandes pour environ 180 milliards de schillings entre 1974 et 1977. Selon l'Institut de recherches économiques, le produit national brut autrichien aura augmenté de 4 % cette année (valeur réelle) et la hausse des prix aura été inférieure à 6 %.

Une formule complexe

Malgré la détérioration de sa balance des paiements, l'Autriche a conservé une monnaie forte qui s'est même réévaluée entre 1975 et 1977 de près de 14 % par rapport au droit de tirage spécial. Le cours est défini chaque jour d'une formule complexe qui le rattache prati-

quement au deutchemark (et donc au serpent) et, à un moindre degré, au franc suisse. En six ans, son cours s'est maintenu face au deutchemark : en 1971, 100 schillings valaient en moyenne un peu plus de 717 deutchemarks ; en 1976, la même somme valait 712 deutchemarks, et ces derniers jours le cours s'est stabilisé à ce niveau.

L'Autriche doit aujourd'hui se résoudre comme d'autres à prendre les mesures d'ajustement qu'elle avait jusqu'alors cherché à éviter. Dans cette optique, le chancelier Kreisky a présenté aux députés un train de mesures dont une partie a déjà été décidée au cours de l'été dernier (relèvement du taux d'escompte de 4 à 5,5 % et progression des crédits bancaires ramené d'environ 20 % à 13 %).

Par ailleurs, le gouvernement socialiste a annoncé des mesures destinées à freiner le déficit budgétaire : le taux de la taxe à la valeur ajoutée passera à 30 % (en moyenne + 13 %) pour un certain nombre de marchandises dites de luxe (certains catégories de voitures, avions, hélicoptères, fourneaux, bijoux, parfums, chaînes stéréo, caméras, appareils photo, bateaux de sport et de luxe, tapis noués...). Ce renchérissement de l'impôt indirect ne devrait toucher que 5 % de la population.

En outre, le Parlement devra se prononcer sur un projet de loi supprimant ou diminuant certains avantages fiscaux aux particuliers et aux entreprises (le Monde du 17 septembre). Parallèlement, la cotisation à la retraite devrait augmenter de 2 % pour les salariés (1,5 % étant pris en charge par les employeurs). Au total, ces mesures devraient rapporter 14,5 milliards de schillings à l'État.

Ces dispositions tant monétaires que budgétaires demanderont un certain temps pour devenir efficaces. D'ores et déjà, l'Institut de recherches économiques prévoit que la croissance économique réelle de l'Autriche ne dépassera pas 1,5 % en 1978 (contre 2 % cette année) mais que les importations seront freinées.

ANITA RIND.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ U.S.	4,8720 - 4,8730	+ 70 + 90	+ 160 + 190	+ 320 + 400
\$ can.	4,4740 - 4,4810	+ 40 + 65	+ 130 + 130	+ 240 + 320
Yen (100)	1,8520 - 1,8530	+ 70 + 90	+ 170 + 200	+ 380 + 450
D.M.	2,1230 - 2,1235	+ 90 + 110	+ 240 + 270	+ 500 + 560
Flors.	1,9200 - 1,9205	+ 80 + 90	+ 210 + 240	+ 440 + 480
F.R. (100)	13,7040 - 13,7100	+ 300 + 350	+ 170 + 210	+ 1320 + 1680
S. 200	2,10 - 2,1050	+ 120 + 140	+ 290 + 330	+ 620 + 670
L. (1 000)	5,3200 - 5,3230	+ 200 + 250	+ 480 + 530	+ 1000 + 1200
£ (1 000)	2,5730 - 2,5750	+ 250 + 300	+ 630 + 740	+ 1100 + 1280

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/4	3 1/2	4	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5
\$ E.U.	6 3/8	6 5/8	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 1/4	6 1/4
Flors.	4	4 1/2	4 1/4	4 3/4	4 1/2	4 1/4	4 1/4
F.R.	4 1/4	4 1/2	4 1/4	4 3/4	4 1/2	4 1/4	4 1/4
F. 5	1 7/8	1 7/8	1 7/8	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4
L. (1 000)	7	7	7	16	16	16	16
£ (1 000)	5 1/2	5 1/2	5 1/2	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 3/4
Fr. franc.	8 1/2	8 1/2	8 1/2	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de séance par une grande banque de la place.

EPARGNE SOBI

un bon placement commence toujours par une bonne information

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux prévoyants plusieurs formules d'épargne adaptées à chaque cas.

8,25 à 11,60%

taux actuariel annuel brut

Sur simple demande de votre part - et cela sans engagement - nous vous adresserons une brochure très complète des types de placement mis à votre disposition.

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie 704 A / B.P. 31

MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM7

SOBI

ÉNERGIE

LA FRANCE N'EST PLUS HOSTILE A L'AGENCE INTERNATIONALE

Si la France n'a pas participé au conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie, elle ne semble plus hostile à cet organisme. On recroisera officiellement à Paris que les travaux de l'Agence ne sont nullement incompatibles avec la politique énergétique de la C.E.E.

L'objectif fixé par l'A.I.E. pour 1985 de ne pas importer plus de 25 millions de barils par jour de pétrole originaire des pays de l'O.P.E.P. paraît raisonnable et la France s'associera à la promesse faite par la Communauté européenne de contenir la demande dans les limites de 10 millions de barils par jour. Tout au plus espère-t-elle voir établir en plus de ces données quantitatives, un objectif annuel en valeur qui lui semble être un bon instrument de politique économique.

D'autre part, la France ne s'est pas opposée à ce que la C.E.E. participe, en tant que telle, à l'engagement des Neuf - aux accords de recherche et de développement mis en œuvre par l'A.I.E. - alors que seuls les huit autres pays de la Communauté ont adhéré à l'Agence.

Enfin, alors que Paris était resté en dehors de l'A.I.E. lors de sa création le 15 novembre 1974, parce qu'il y voyait un instrument d'affrontement, on avoue aujourd'hui dans les milieux officiels que cette justification deviendrait particulièrement faible si l'Agence parvenait, comme elle en a l'intention, à instaurer le dialogue tant avec les pays en voie de développement qu'avec les pays producteurs de pétrole.

● **ERRATUM** — Le nom du ministre canadien de l'énergie, des mines et des ressources est M. Alastair Gillies et non comme une coquille l'a fait écrire dans l'article consacré au conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie, dans le Monde du 7 octobre, M. Gilles Pie.

SUISSE

VILLARS-SUR-OLLON

altitude 1.300 m

A VENDRE

dans domaine privé avec environnement protégé

APPARTEMENTS DE LUXE

dans

CHALET TYPIQUE

de 5 à 10 appart. seulement

VUE PANORAMIQUE

Credit 70 % sur 20 ans intérêt 6 %

Directement du constructeur

IMMOBILIERE DE VILLARS SA

Cas postale 62

CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON

Tél. 25/31039 et 32206.

LANCERMENT DE « B.D. »

Le premier numéro de B.D., l'hebdomadaire de la bande dessinée, paraît le 10 octobre. Mis en vente tous les lundis, tiré à deux cent cinquante mille exemplaires (pour le premier numéro du mois), B.D. est édité par le groupe Bara-Kiri - Charlie-Hebdo. Pour M. Cavanna, qui en est le rédacteur en chef, B.D. veut répondre à l'attente des amateurs de plus en plus nombreux de bandes dessinées. « Mais de bandes dessinées populaires et de qualité, précise-t-il, celles qui font rire, simplement, sans être des bandes dessinées d'adultes. Voilà qui rassure quand précisément l'une d'elle s'intitule : Le Goulag. » Nous souhaitons aussi, ajoute M. Cavanna, offrir des bandes dessinées feuilleton qu'on ne trouve pas ailleurs. « B.D. est un hebdomadaire de bandes dessinées, mais il y a aussi des bandes dessinées américaines inconnues en France. » Sur seize pages, format tabloïd. Prix : 250 F.

● **Le Film français**, hebdomadaire (neuf mille exemplaires) publié par la Société Éditions cinématographiques françaises, passera le 1^{er} novembre, sous le contrôle du groupe Hachette, par l'entremise de deux de ses filiales. Le directeur actuel du Film français, M. Jean-Louis Livi, sera à cette occasion remplacé par M. Willy Guilboud, ancien directeur adjoint de la rédaction de France-Spécial.

INDUSTRIELS COMMERCANTS AGRICULTEURS

Investissez au Québec pour participer à la reprise par les francophones de secteurs clés de l'économie et profiter de l'aide des autorités.

En fonction de vos besoins notre groupe recherche et sélectionne votre future implantation. Notre directeur canadien, en Europe fin octobre avec une large documentation sur les entreprises cherchant un séquençage.

Veuillez nous renseigner au sujet de votre spécialisation et intention.

QUÉBEC INVEST

Cas postale 178

CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON

Tél. 25/31039 et 32206.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BIC

RÉSULTATS SEMESTRIELS - (Chiffres non révisés)

	1 ^{er} sem. 1976	1 ^{er} sem. 1977	Variation 1976-1977	Chiffre BIC (1976)
Chiffre d'affaires hors taxes	605 700	653 950	+ 7,9 %	578 961
Bénéfice d'exploitation avant impôt	121 757	125 122	+ 2,7 %	124 941
(Après amortissements de)	121 757	125 122	+ 2,7 %	124 941
Impôt sur les bénéfices	25 254	27 585	+ 9,2 %	27 585
Bénéfice net après impôt	96 503	97 537	+ 1,1 %	97 356
Bénéfice net part de BIC	50 500	52 258(1)	+ 3,4 %	51 521
Bénéfices par action (1 000 000 actions)	28,25	52,01	+ 83 %	28,25

(1) A taux de change équivalent, la progression du bénéfice net part de BIC serait de 5 %.

2) SOCIÉTÉ BIC

La société BIC a réalisé au cours du premier semestre 1977 un chiffre d'affaires hors taxes de 307 200 000 F, en progression de 7,9 % sur celui du premier semestre 1976 qui était de 170 100 000 F. Le bénéfice d'exploitation avant impôt (hors dividendes annuels) s'élève à 42 552 000 F contre 37 200 000 F en 1976, en augmentation de 14 %. Le bénéfice net après impôt du premier semestre 1977 ressort à 26 252 000 F contre 21 770 000 F en 1976.

GRUPE PRINTEMPS

Le grand

Le groupe Printemps subit des pertes extrêmement importantes à Créteil depuis l'ouverture en septembre 1976 de son grand magasin dans le centre commercial de cette ville (de l'ordre de 20 millions de francs par an).

En dépit de la réduction des surfaces de vente effectuée au début de 1977 dans cette unité, les pertes sont restées très élevées, se maintenant au même niveau en 1977 et au cours des années suivantes, en raison essentiellement de l'insuffisance du chiffre d'affaires consacré à la non-réalisation des programmes prévus de logements et de bureaux dans la zone d'attraction du centre commercial. Il manque environ 150 000 habitants dans cette zone par rapport aux prévisions sur la base desquelles l'implantation du grand magasin Printemps a été décidée en 1971. D'autre part, le niveau de revenu de la population présente est très inférieur à celui qui avait été escompté.

Compte tenu de cette situation extrêmement préoccupante pour le groupe Printemps et les deux mille salariés qu'il emploie, la direction générale a décidé de fermer le grand magasin de Créteil le 31 décembre 1977. Un plan social a été proposé aux salariés de ce magasin qui ne pourraient pas être affectés dans une autre unité.

Cette fermeture s'inscrit ainsi dans le cadre des mesures de redressement du groupe en cours d'application et qui devraient lui permettre de retrouver comme prévu un résultat positif en 1978.

Le groupe Printemps reste confiant dans l'avenir de ses formules commerciales. Il ouvrira en avril 1978 un grand magasin à l'extérieur à Paris, temps 2000, dans le centre commercial régional de Toulon - La Valette.

ACIER-INVESTISSEMENT

GARANTIE FINANCIÈRE

L'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour objet un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations édictées par la loi du 2 janvier 1977 qui restent couvertes par la Banque internationale pour l'Afrique occidentale à condition d'être produites par la créance dans les trois mois de la présente publication, au siège ci-dessus indiqué. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité d'Office parisien immobilier, M. Armand Stofre.

Au 30 septembre 1977, la valeur liquidative globale d'Acier-Investissement s'élevait à 175,88 millions de francs, soit 100,50 F par action.

PIETON

AUTOMOBILISTE.

SI ON SIGNAIT

L'ARMISTICE?

Pour l'automobiliste, assiégé dans son auto-bunker, est-ce la fin du règne? Le piéton réhabilité, protégé, transporté en commun, va-t-il le buter hors de la ville? La coexistence pacifique entre ces ennemis déjà héréditaires est-elle responsable?

Non. Il suffirait de prévenir l'automobiliste qu'il doit respecter, partager, apprendre que sa voiture est un moyen de locomotion. Pas un instrument de puissance.

La promotion des zones piétonnes et celle des transports en commun n'exclut pas forcément l'individualiste définitif. Il suffit d'informer, d'apprendre, de communiquer. Il suffit de communiquer pour servir.

ELEUTHERA

Agence de communication d'intérêt général

8, rue des Gravières - 92200 NEUILLY-s/Seine - Tél. 7471177

LES MARCHÉS

PARIS

	1 ^{er} sem. 1976	1 ^{er} sem. 1977	Variation 1976-1977
Chiffre d'affaires hors taxes	605 700	653 950	+ 7,9 %
Bénéfice d'exploitation avant impôt	121 757	125 122	+ 2,7 %
(Après amortissements de)	121 757	125 122	+ 2,7 %
Impôt sur les bénéfices	25 254	27 585	+ 9,2 %
Bénéfice net après impôt	96 503	97 537	+ 1,1 %
Bénéfice net part de BIC	50 500	52 258(1)	+ 3,4 %
Bénéfices par action (1 000 000 actions)	28,25	52,01	+ 83 %

BOURSE DE PARIS

6 OCT

	1 ^{er} sem. 1976	1 ^{er} sem. 1977	Variation 1976-1977
Chiffre d'affaires hors taxes	605 700	653 950	+ 7,9 %
Bénéfice d'exploitation avant impôt	121 757	125 122	+ 2,7 %
(Après amortissements de)	121 757	125 122	+ 2,7 %
Impôt sur les bénéfices	25 254	27 585	+ 9,2 %
Bénéfice net après impôt	96 503	97 537	+ 1,1 %
Bénéfice net part de BIC	50 500	52 258(1)	+ 3,4 %
Bénéfices par action (1 000 000 actions)	28,25	52,01	+ 83 %

ACIER-INVESTISSEMENT

GARANTIE FINANCIÈRE

L'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour objet un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations édictées par la loi du 2 janvier 1977 qui restent couvertes par la Banque internationale pour l'Afrique occidentale à condition d'être produites par la créance dans les trois mois de la présente publication, au siège ci-dessus indiqué. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité d'Office parisien immobilier, M. Armand Stofre.

PIETON

AUTOMOBILISTE.

SI ON SIGNAIT

L'ARMISTICE?

Pour l'automobiliste, assiégé dans son auto-bunker, est-ce la fin du règne? Le piéton réhabilité, protégé, transporté en commun, va-t-il le buter hors de la ville? La coexistence pacifique entre ces ennemis déjà héréditaires est-elle responsable?

Non. Il suffirait de prévenir l'automobiliste qu'il doit respecter, partager, apprendre que sa voiture est un moyen de locomotion. Pas un instrument de puissance.

La promotion des zones piétonnes et celle des transports en commun n'exclut pas forcément l'individualiste définitif. Il suffit d'informer, d'apprendre, de communiquer. Il suffit de communiquer pour servir.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Baisse

Les dinars n'étaient plus avec la Bourse ce jeudi. Déjà bien amolée en effet, la repêche des cours s'est en outre très sensiblement accélérée, et les cours de clôture accusent une baisse de 1 1/2 %.

Presque tous les compartiments ont subi un recul. Le crédit, la construction ont baissé particulièrement, les grandes surfaces et l'alimentation comptant parmi les plus atteintes.

Les grandes sociétés de la cote, du type Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, P.U.R., n'ont pas été épargnées. Elles ont perdu un peu plus de dix titres ou davantage, sans que la baisse ait eu une importance significative (1 % et plus). Bic (- 53 %), Crédit national (- 52 %), Société Générale (- 45 %) ayant les plus fortes pertes.

Dans cette retraite, une seule et unique valeur est parvenue à tirer son épingle du jeu. Esao, qui, à la surprise générale, a même adossé un gain supérieur à 7 % sans raison apparente ou connue.

Le marché des actions étrangères a également subi une dépréciation notable, n'y pour une fois, excepté l'italienne n.a., pour une fois, échappée à l'effet de frein sur le marché. Aussi se perdrait-on un peu de vue les raisons exactes de la corbeille sur les motifs de ce repli. Serait-ce la crainte d'un renchérissement des taxes d'importation, comme il a été de la hausse de la liquidité, ou de la baisse de l'argent au jour le jour ? Certes l'affirmation, mais sans conviction. Les désordres monétaires de l'étranger ne sont pas dans la mesure où l'on ne présente jamais rien de bon. En fait, il apparaît que c'est surtout le renchérissement des sentiers de l'étranger qui est à l'origine de ce repli. Peu actif depuis quel que temps, le marché n'en est que plus vulnérable aux ondes démentelles de l'étranger, par la réaction fermée des cours.

LONDRES

Le fait saillant vendredi à l'ouverture est la nouvelle avance des fonds d'Etat, favorisée par la perspective d'un abaissement du taux de l'escompte. Sur le reste du marché, les affaires sont calmes et la tendance est étroitement irrégulière. Tassement des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 153 50 contre 154 ..

VALEURS	CLOTURE 8/10	COURS 7/10
Beaschem	857 ...	682 ...
British Petroleum	912	816
Comairides	126	126
De Beers	392	299
Imperial Chemical	425	424
Nio Yate Zinc Corp.	283	283
Shells	682	681
Victor	204	203
War Loan 3 1/2 %	37 1/4	37 1/4
"West" Orientated	27 1/4	26 3/4
"Western Holdings	20 1/4	19 1/2

NEW-YORK

Reprise technique

[illegible]

VALUES	DOWS	
	5/10	6/10
Alcoa	43 7/8	44 1/2
A.T.T.	61 1/2	61 1/2
Bearing	32 3/4	32 3/4
Chem. Molding Res.	32 3/4	32 3/4
Chrysler	110 1/8	111 5/8
Eastman Kodak	68 1/4	68 1/4
Exxon	48 1/8	48 1/8
General	46 1/2	46 1/2
General Electric	54 3/4	55 1/4
General Foods	32 1/8	32 1/8
General Motors	78 3/4	78 3/4
Goodrich	18 3/4	18 3/4
I.T.T.	267 3/4	267 3/4
J.M. Smith	26 1/2	26 1/2
Johnson	22 7/8	22 7/8
Mobile Oil	62 1/2	62 1/2
Phillips	28 1/4	28 1/4
Rockwell	26 1/4	26 1/4
Texas	28 1/4	28 1/4
U.S. Steel	19 3/4	19 3/4
Westinghouse	43 1/2	43 1/2
U.S. Steel	19 3/4	19 3/4
Westinghouse	43 1/2	43 1/2

INDICES QUOTIDIENS
NSEE Base 100 : 31 d'éc. 1974

Valeurs françaises ..	5 oct.	6 oct.
	95	94
Valeurs étrangères ..	103,5	103,6
Cie DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc 1961.)		
Indice général	62,6	61,9

Taux du marché monétaire

Effets privés	8 3/8 %
---------------------	---------

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	6/10	7/10
1 dollar (one year) ...	258 45	258 80

BOURSE DE PARIS. - 6 OCTOBRE. - COMPTANT.

[illegible]

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions, entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

COTE DES CHANGES

MARCH OFFICE	COURS arb.	COURS G. 100
Etats-unis (5 1)	4 586	2 182
Allemagne (100 000)	212 590	212 585
Angleterre (100 £)	73 722	73 722
Arg. 1000 (100 000)	195 550	195 549
Australie (100 000)	73 722	73 722
Belgique (100 000)	101 590	101 589
Bretagne (100 £)	38 358	38 358
Brésil (100 000)	5 662	5 662
Canada (100 000)	8 594	8 594
Chili (100 000)	208 170	208 170
Autriche (100 sch.)	29 788	29 787
Espagne (100 pes.)	5 801	5 801
France (100 francs)	12 655	12 655
Grande-Bretagne (100 £)	4 542	4 542

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MOMÉRIAS ET DÉVALS	COURS NRC	COURS 6/10
De Rio (Cote au Sud)	24910	24750
De Rio (Cote au Nord)	24945	24810
Pièces françaises (20 fr.)	246 30	24370
Pièces françaises (10 fr.)	218	217 50
Pièces suisses (20 fr.)	217 60	218 50
Pièces latines (20 fr.)	218	217 50
Souverains	234	232
Pièces de 20 dollars	1120	1120
Pièces de 10 dollars	572	574
Pièces de 5 dollars	1015	1040 50
Pièces de 50 pence	219	1050 50
Pièces de 10 florins	219	220

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. MÈRES
- LE POINT DE VUE DE STAN ROUGIER : « Dieu est-il punible ? »
- « Théologie de corps », par Gabriel Matzeff.
- LA PHILOSOPHIE PAR JEAN LACROIX : « Dogme et symbole ».
3. DIPLOMATIE
- 4-5. AFRIQUE
6. PROCHE-ORIENT
8. ASIE
7. AMÉRIQUES
9. EUROPE
- 10-11. POLITIQUE
- Le congrès extraordinaire du C.D.S.
- 16-17. AUTOMOBILES-CYCLES
- Trois Salons sans voitures neuves.
18. SCIENCES
19. RELIGION
20. ÉDUCATION

**LE MONDE DU TOURISME
ET DES LOISIRS**
PAGES 19 A 26

- En vingt-cinq ans, les tarifs aériens ont baissé de 64 %.
- Nouveaux week-ends pour cet automne.
- Qui doit payer le chèque vacances ?
- Plaisirs de la table : Une commande sur la 7.
- Cinq d'été : Fruits.
- Modes du temps. Etipiana. Philatélie. Jeux.

28. DÉFENSE
29. SPORTS
30. LETTRES
- Le prix Nobel ou poète espagnol Vicente Aleixandre.
- 31-34. ARTS ET SPECTACLES
- 37-38. JUSTICE
- Le procès de M. Marchais contre Mitterrand.
39. ÉQUIPEMENT
- 39-40. ÉCONOMIE-SOCIAL

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (30)
Annonces classées (35 et 36)
Aujourd'hui (38) ; Carat (38)
« Journal officiel » (38) ; Loto (38)
Météo (38) ; Mosaïque (38) ; Bourse (41).

Le numéro du « Monde » daté 7 octobre 1977 a été tiré à 539 947 exemplaires.

Négociations difficiles à Renault-Billancourt après la mise en chômage technique de 800 ouvriers

Nouvelle poussée de fièvre à la régie Renault. Deux conflits risquent de paralyser une partie de l'usine de Boulogne-Billancourt. Le premier, a provoqué la grève d'une quarantaine d'ouvriers, français et étrangers du département 74, qui bloquent le carrousel mécanique — c'est-à-dire la principale chaîne de montage des R4 — pour protester

Tout a commencé il y a une dizaine de jours, après la demande de licenciement, formulée par la direction, à l'encontre d'un travailleur marocain, M. Mohamed Ben Lahouine. Arrivé à Paris en 1970, cet immigré a tout d'abord été embauché aux usines Citroën, où il est resté quatre ans. Voici dix mois, il entre à la Régie en qualité d'O.S. (ouvrier spécialisé) du département 74. Il travaille à la chaîne — « tous jours aux postes les plus durs », nous dit un de ses compagnons. Tout se passe normalement jusqu'au 1^{er} septembre, si l'on excepte quinze jours d'arrêt-maladie en juin, pour un rhumatisme à la main. À la rentrée, lors d'une visite de routine, le médecin du travail ratifie le diagnostic « rhumatisme articulaire » et accède à la demande du médecin traitant en prescrivant provisoirement un poste plus léger, c'est-à-dire la mise hors chaîne de cet ouvrier pendant deux mois. Pendant quatre jours, M. Ben Lahouine est alors renvoyé d'un atelier à l'autre, et à chaque fois systématiquement refusé. Finalement, il apprend qu'il est licencié, selon la procédure rapide prévue pour les salariés qui n'ont pas un an d'ancienneté.

Saisi de l'affaire, l'inspecteur du travail de Boulogne, M. Meyer, demande un nouvel examen du dossier, soulignant qu'il paraît invraisemblable que dans une usine qui emploie plus de cent mille personnes il soit impossible de trouver à titre provisoire une affectation hors chaîne. La direction répond que le licenciement est définitif. Finalement, l'inspecteur du travail, qui a constaté que dans une usine qui emploie plus de cent mille personnes il soit impossible de trouver à titre provisoire une affectation hors chaîne, la direction répond que le licenciement est définitif. Finalement, l'inspecteur du travail, qui a constaté que dans une usine qui emploie plus de cent mille personnes il soit impossible de trouver à titre provisoire une affectation hors chaîne, la direction répond que le licenciement est définitif.

Au département 38, c'est la C.G.T., également majoritaire dans ce secteur, qui a pris l'in-

itiative de soutenir la grève-bouillon des « caristes » — une centaine de manutentionnaires, pour la plupart des Nords ou des Maghrébins, chargés de transporter les pièces destinées aux presses. La C.F.D.T. appuie ce mouvement, déclenché depuis une semaine à la suite d'un changement de statut des conducteurs d'engins. Ces derniers, qui dépendaient du service central d'entretien, sont placés désormais sous l'autorité du chef du département pour lequel ils travaillent. Ils craignent une remise en cause de ce fameux statut de « cariste », classé P1 (professionnel de première catégorie), auquel les immigrants sont particulièrement attachés.

Un incident avec l'un de leurs nouveaux « patrons » — qui menaçait de les « remettre aux machines », c'est-à-dire au travail de chaîne — devait rapidement enrayer les choses le 27 septembre. En outre, affirme notamment la C.F.D.T., plutôt que d'examiner calmement les problèmes posés par les « caristes », la direction a préféré envoyer contre eux à deux reprises des commandos armés de bâtons et de gilets de la « volonte ». Finalement, le mardi 4 octobre, la direction annonçait la mise en chômage technique de huit cents personnes, estimant que la liberté de travail n'était pas respectée et que les manutentionnaires rendaient impossible « l'emploi du matériel destiné à approvisionner les machines et à écouler les pièces fabriquées ». — J.B.

Le général Charles Mast est mort

Nous apprenons le décès du général Charles Mast, ancien résident général de France en Tunisie. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité selon sa volonté le mercredi 5 octobre, en l'église luthérienne de la Rédemption. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

Le général Mast a joué un rôle de premier plan dans l'appui donné à Alger au débarquement allié du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord. Il se trouve ensuite souvent au premier plan de l'actualité, sans que cet homme secret soit vraiment de l'ombre et prenne pour le grand public un visage et une stature. Né à Paris le 7 janvier 1889, d'une famille d'origine alsacienne, il s'engage en 1907 dans l'infanterie et entre à Saint-Cyr deux ans plus tard. Il sert dans la Légion étrangère et termine la guerre de 1914-1918 à l'état-major du général Gouraud.

Le 8 novembre 1942, les Alliés débarquent en Afrique du Nord. Mais le général Giraud, retenu à Gibraltar, est absent. Avec les faibles moyens dont il dispose : trois cent cinquante volontaires civils inexpérimentés et quelques compagnies présumées aérées, Mast ne peut longtemps jouer un rôle déterminant face à Darlan et à Juin libérés, et qui reprennent leur autorité. Il disparaît pour accélérer la lente avance des Américains. Cette absence en un moment crucial lui sera vivement reprochée par ses amis. Et l'armée d'Afrique ne lui pardonnera pas sa « rébellion », qualifiée de trahison. Giraud ne fera rien pour lui et le laissera à l'écart, en butte à l'hostilité de ses pairs. Vichy l'a déchu de la nationalité française.

Envoyé à Beyrouth pour une mission de pure forme, assurer le liaison avec le général Catroux, il est gravement blessé dans un accident d'aviation. Le 24 août 1943 — De Gaulle est arrivé à Alger — Mast n'est pas résident général de France en Tunisie. Il occupe ce poste jusqu'en janvier 1947. Il est alors nommé directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale. Général d'armée, il est placé dans la 2^e section (réserve) de l'état-major. Spécialiste de l'Extrême-Orient, il s'estime capable, alors que la situation en Indochine ne cesse de se dégrader, d'occuper les plus hautes fonctions civiles et militaires. En septembre 1948, la découverte, fortuite ou non, que le Vietnam a entre les mains le rapport — assez pessimiste — établi par le général Revers, chef d'état-major général, après un voyage en Extrême-Orient, déclenche un scandale. Les enquêteurs concluent que le rapport Revers est passé entre les mains du général Mast et d'un intermédiaire qui se dit introduit dans les milieux politiques, Roger Peyré, qui est aussi agent du S.D.E.C.E.

Les généraux Revers et Mast sont mis à la retraite. Il est reproché au second ses imprudences — en utilisant le sieur Peyré, personne étrangère à l'armée, à des démarches tendant à faciliter sa désignation, en 1948, pour le poste de haut-commissaire en Indochine. Le général réplique qu'il s'agit d'une mesure politique. « L'affaire des généraux » se poursuivra sur le plan parlementaire, avec la nomination d'une commission d'enquête qui ne trouvera aucune preuve précise. Le général Mast donne sa démission de l'armée et entre dans les affaires privées. Il ne sortira de son silence qu'en 1969 en publiant *Histoire d'une rébellion* (Plon) où il précise son rôle en 1942 et répond aux attaques dont il fut l'objet à cette époque. — J. P.

Breguet LANCE A 21 KM AU SUD DE PARIS

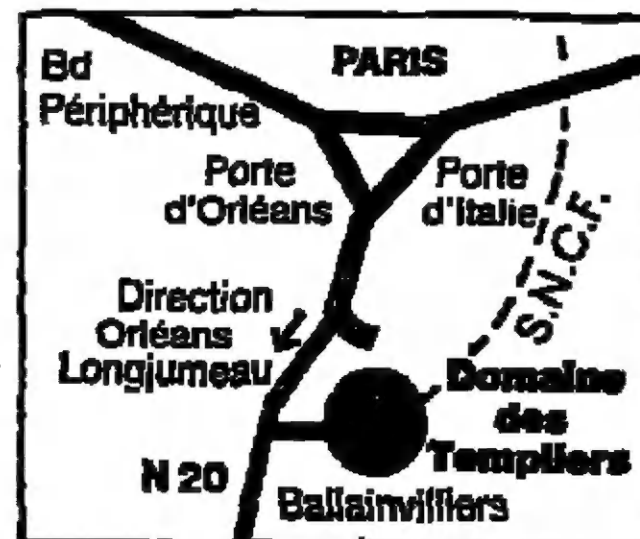


Séquoia, 278 m², 8 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

le Domaine des Templiers

DES MAISONS DURABLES.

C'est le dernier-né des 8 programmes Breguet autour de Paris. Il se trouve à Ballainvilliers, un charmant petit village en lisière du Bois historique des Templiers. C'est la vraie campagne, avec tous les avantages de la banlieue sud. Des trains très fréquents relient Paris-Austerlitz à la gare de Gragny (à 1,5 km du Domaine). Au Domaine des Templiers, vous trouverez 4 modèles de grandes et luxueuses maisons de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, toutes dans de grands jardins.



A 21 KM DE PARIS
PAR L'AUTOROUTE DU SUD
ET LA N.20

VISITE DES MAISONS
MODELES TOUTS LES JOURS
DE 10 A 19 H.

DOMAINE DES TEMPLIERS 91160 BALLAINVILLIERS LONGJUMEAU (TEL. 909.89.22).

Venez visiter nos 5 étages d'exposition



Le plus grand choix
de marques de Paris
Neuf et occasion toutes marques
Location - Vente - Achat -
Réparations - Accord - Transport

hamm Pianos
Orgues
Instruments de musique

135-139 r. de Rennes - Paris 75006 - Tél : 544 38-66
Parking - Prés gare Montparnasse

GRANDE
**FOIRE
D'AUTOMNE**
A LA
BROCANTE
ET AUX JAMBONS
DE
CHATOU
30 SEPTEMBRE
9 OCTOBRE

Ecole d'Orgue Hamm-Farfisa
3 méthodes : 120 à 160 F par mois.
35 F droit d'inscription
hamm
135/139 rue de Rennes
75006 PARIS - Tél. 544 38-66

A B C D E F G